

F. M. P. McErlean



Date Due

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION D'ANGLETERRE

II

PREMIÈRE PARTIE

CHARLES IER ET LA RÉVOLUTION

(1625-1649)

II

SAINT-QUENTIN. — IMPRIMERIE JULES MOUREAU

HISTOIRE

DE

CHARLES IER

DEPUIS SON AVÈNEMENT JUSQU'A SA MORT

(1625-1649)

PAR M. GUIZOT

II

DOUZIÈME ÉDITION



PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

1882

HISTOIRE

DE CHARLES IER

DEPUIS SON AVÉNEMENT

JUSQU'A SA MORT.

LIVRE V

État des partis et naissance des indépendants.—Dispositions de la cour d'Oxford.—Le Roi conclut une trêve avec les Irlandais.—Parlement d'Oxford.—Mort de Pym.—Campagne de 1644.—Bataille de Marston-Moor.—Revers d'Essex dans le comté de Cornouailles.—La mésintelligence éclate entre les chefs presbytériens et Cromwell. — On essaye de négocier. — Ordonnance du renoncement à soi-même. — Procès et mort de Laud. — Négociations d'Uxbridge. — Réorganisation de l'armée parlementaire. — Fairfax est nommé général.—Essex donne sa démission.

1643-1645

La joie des presbytériens était au comble : le Parlement devait à leur chef son salut; leurs ennemis se taisaient; l'armée écossaise, près d'arriver, promettait à leur cause un infaillible appui; eux seuls disposeraient donc désormais des réformes comme de la guerre, et pourraient, à leur gré, les poursuivre ou les arrêter.

Dans les Chambres et au dehors, à Londres et dans les comités, un accès de ferveur et de tyrannie religieuses révéla bientôt leur empire. L'assemblée des théologiens

reçut ordre de préparer un plan de gouvernement ecclésiastique[1]; quatre théologiens écossais y furent appelés pour travailler de concert au grand dessein du parti, l'uniformité du culte des deux nations[2]. Les comités chargés d'examiner, dans chaque province, la conduite et la doctrine des ecclésiastiques en fonctions redoublèrent d'activité et de rigueur; près de deux mille ministres furent expulsés de leurs cures[3]; beaucoup d'autres, poursuivis comme anabaptistes, brownistes, indépendants, etc., se virent jetés en prison par les hommes qui naguère y maudissaient avec eux leurs communs persécuteurs. Quiconque, dans la cité, refusait de souscrire le covenant, fut déclaré incapable de siéger dans le Conseil commun, de concourir même à son élection[4]. Le Parlement, dès l'origine de la guerre, avait fait fermer tous les théâtres, sans les frapper d'aucun anathème religieux, et se bornant à dire que les temps d'affliction publique devaient être consacrés au repentir et à la prière plutôt qu'aux plaisirs[5]. La même interdiction fut étendue à tous les divertissements, à tous les jeux popu-

[1] Le 12 octobre 1643. Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 123.

[2] Le 20 novembre 1643. C'étaient Henderson, Rutherford, Gillespie et Baillie. (Baillie, t. I, p. 398.—Godwin, *Hist. of the Commonwealth*, t. I, p. 349.)

[3] Les écrivains du parti épiscopal ont porté ce nombre à 8000 · leurs adversaires le réduisent au-dessous de 1600. L'évaluation que j'ai adoptée est celle qui résulte des renseignements fournis par Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 111-113.

[4] Le 20 décembre 1643. Neal. *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 66.

[5] Le 2 septembre 1642 *Parliam. Hist.*, t. II, col. 1461.

laires usités le dimanche et les jours de fête dans tout le royaume; aucun n'obtint grâce, quelle que fût son ancienneté ou son innocence; les arbres de mai [1], que plantait depuis des siècles la joie publique au retour du printemps, furent partout abattus, avec défense d'en planter de nouveaux; et si des enfants oubliaient ces lois, leurs parents expiaient par une amende chaque saillie de leur gaieté [2]. L'archevêque Laud, enfin, depuis trois ans oublié dans sa prison, fut tout à coup mandé à la barre de la Chambre haute, et sommé de répondre à l'accusation des Communes [3]. Le fanatisme compte la haine et la vengeance parmi ses devoirs.

La même ardeur éclatait pour la guerre : fiers d'avoir eu tant de part aux dernières victoires, les presbytériens de la cité ne parlaient plus de paix; un grand nombre de riches bourgeois équipaient des soldats, offraient même de servir en personne : l'un d'eux, Roland Wilson, qui devait hériter de son père un commerce immense et 2000 livres sterling de rente en fonds de terre, rejoignit l'armée d'Essex, à la tête d'un régiment levé à ses frais [4]. Quelques-uns même des chefs, naguère si enclins aux négociations, Hollis, Glynn, Maynard, haranguaient le Conseil commun pour l'exciter aux der-

[1] *May-poles*. Espèce de mâts de cocagne qu'on entourait de branches d'aubépine.

[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 139. L'amende était de 12 *pence*, ou 24 sols.

[3] Le 13 novembre 1643. *Parliam. Hist.*, t. III, p. 183.

[4] Whitelocke, p. 72.

niers efforts[1]. Jamais le parti n'avait paru plus énergique ni en possession plus assurée du pouvoir.

Il touchait pourtant à sa décadence. Engagé, dès son origine, dans une double réforme, celle de l'Église et celle de l'État, il ne les poursuivait point l'une et l'autre en vertu des mêmes principes ni dans les mêmes desseins. En matière religieuse, sa foi était ardente, ses doctrines simples, fermes, rigoureusement déduites et enchaînées : le système presbytérien, ce gouvernement de l'Église par des ministres égaux entre eux et délibérant de concert, n'était point, à ses yeux, une institution humaine, flexible, que, selon les temps et les convenances, on pût modifier à son gré; c'était le seul système légitime, un gouvernement de droit divin, la loi même de Christ. Le parti en voulait le triomphe sans réserve, à tout prix, comme une sainte et indispensable révolution. En politique, au contraire, malgré la rudesse de ses actes et de son langage, ses idées étaient vagues et ses intentions modérées; aucune croyance systématique, aucune passion vraiment révolutionnaire ne le dominaient; il aimait la monarchie en combattant le Roi, respectait la prérogative en travaillant à asservir la couronne, ne se confiait qu'aux Communes, et ne portait cependant aux Lords ni malveillance ni dédain, obéissait enfin à d'anciennes habitudes autant qu'à des besoins nouveaux, ne se rendait compte avec précision ni des principes ni des conséquences de sa conduite, croyait

[1] Whitelocke, p. 81

ne tenter qu'une réforme légale, et ne souhaitait rien de plus.

Ainsi agité de dispositions contraires, impérieux et incertain, fanatique et modéré tour à tour, le parti presbytérien n'avait pas même des chefs sortis de ses rangs et toujours animés de sentiments conformes aux siens. Il marchait à la suite des réformateurs politiques, premiers interprètes et vrais représentants du mouvement national. Leur alliance lui était naturelle et nécessaire : naturelle, car ils voulaient, comme lui, réformer le gouvernement, et non l'abolir; nécessaire, car ils étaient en possession du pouvoir, et le conservaient par la supériorité de leur rang, de leurs richesses, de leurs lumières : avantages que les plus ardents presbytériens ne songeaient point à contester. Mais en acceptant, en achetant même au besoin, par de grandes concessions, l'appui des sectaires, la plupart des réformateurs politiques ne partageaient, quant à l'Église, ni leurs opinions ni leurs vues; un épiscopat modéré, réduit à l'administration légale des affaires ecclésiastiques, leur eût convenu davantage, et ils ne servaient le système presbytérien qu'à contre-cœur, en s'efforçant sous main d'en ralentir les progrès. L'énergie du parti dans la révolution religieuse était ainsi déjouée par des chefs que pourtant il ne pouvait ni ne voulait abandonner; et leur union n'était complète et sincère qu'en matière de réforme politique, c'est-à-dire dans la cause où chefs et parti n'avaient ni passions intraitables à satisfaire, ni principes absolus à faire triompher.

Or, à la fin de 1643, la réforme politique, légale du moins, était consommée; les abus ne subsistaient plus : on avait fait toutes les lois qu'on jugeait nécessaires, et modifié les institutions aussi bien qu'on savait; rien ne manquait à l'œuvre que les défenseurs des anciennes libertés et les sectaires presbytériens voulaient également et pouvaient accomplir de concert. Mais la révolution religieuse était à peine commencée, et la réforme politique, chancelante et mal garantie, menaçait de se tourner en révolution. Le moment approchait donc où les vices intérieurs du parti jusque-là dominant, l'incohérence de sa composition, de ses principes, de ses desseins, devaient infailliblement éclater. Chaque jour il était forcé de marcher dans des voies opposées, de tenter des efforts contraires. Ce qu'il sollicitait dans l'Église, il le repoussait dans l'État; il fallait que, changeant sans cesse de position et de langage, il invoquât tour à tour les principes et les passions démocratiques contre les évêques, les maximes et les influences monarchiques ou aristocratiques contre les républicains naissants. C'était un spectacle étrange de voir les mêmes hommes démolir d'une main et soutenir de l'autre, tantôt prêcher les innovations, tantôt maudire les novateurs; alternativement téméraires et timides, rebelles et despotes à la fois; persécutant les épiscopaux au nom des droits de la liberté, les indépendants au nom des droits du pouvoir; s'arrogeant enfin le privilége de l'insurrection et de la tyrannie en déclamant chaque jour contre la tyrannie et l'insurrection.

Le parti se voyait en même temps délaissé, ou désavoué, ou compromis par plusieurs de ses chefs. Quelques-uns, comme Rudyard, soigneux surtout de leur considération et de leur vertu, se retiraient de l'arène, ou n'y paraissaient plus que de loin en loin, pour protester plutôt que pour agir. D'autres, moins honnêtes, comme Saint-John, ou plus persévérants et plus hardis, comme Pym, ou occupés surtout de leur sûreté personnelle, recherchaient, ménageaient du moins le parti nouveau dont ils pressentaient le prochain pouvoir. Beaucoup, déjà désabusés et corrompus, avaient renoncé à toute espérance patriotique, ne s'inquiétaient plus que de leur propre fortune, et formant, dans les comités investis du maniement des affaires, une avide coalition, se distribuaient mutuellement les emplois, les confiscations, les marchés. Parmi les grands seigneurs jusque-là engagés dans la cause nationale, plusieurs, comme on l'a vu, l'avaient quittée naguère pour aller mendier leur paix à Oxford ; d'autres, s'éloignant absolument des affaires publiques, se retiraient dans leurs terres ; et pour éviter tantôt le pillage, tantôt le séquestre, négociaient tour à tour avec la cour et le Parlement. Le 22 septembre, dix lords seulement siégeaient dans la Chambre haute ; le 5 octobre, ils n'étaient que cinq [1]. Un appel nominal, institué à l'ouverture de

[1] *Journals of the House of Lords.* Les dix lords présents le 22 septembre étaient les comtes de Bolingbroke, de Lincoln, de Stamford et de Denbigh : le vicomte Say, et les barons Grey, Wharton, Howard, Hunsdon et Dacre.

chaque séance, et la crainte de voir ainsi leur absence légalement constatée, en ramenèrent quelques-uns à Westminster[1]; mais la haute aristocratie, chaque jour plus suspecte ou plus étrangère au peuple, n'en devenait pas moins, pour les presbytériens, un embarras plutôt qu'un appui : et tandis que leur fanatisme religieux éloignait d'eux d'habiles défenseurs des libertés publiques, leur modération politique les empêchait de renier d'incertains et compromettants alliés.

Depuis trois ans enfin le parti dominait : que dans l'Église ou dans l'État, il eût ou non accompli ses desseins, c'était par son aide et de son aveu que, depuis trois ans, les affaires étaient conduites; à ce titre seul, beaucoup de gens commençaient à s'en lasser; on s'en prenait à lui de tant de maux déjà soufferts, de tant d'espérances déçues; on le trouvait aussi persécuteur que les évêques, aussi arbitraire que le Roi; on relevait avec amertume ses contradictions, ses faiblesses; on ressentait enfin, même sans vues factieuses ou intéressées, par le seul progrès des événements et des esprits, un secret besoin de principes et de dominateurs nouveaux.

Les uns et les autres étaient tout prêts, et, pour saisir l'empire, n'attendaient que l'occasion. Longtemps avant l'origine des troubles, lorsque les presbytériens commençaient seulement à manifester l'intention d'imposer à l'Église nationale une constitution républicaine, d'y maintenir sous cette forme l'unité du pouvoir comme

[1] *Journals of the House of Lords.*

de la foi, et de disputer ainsi à l'épiscopat l'héritage de la papauté, déjà les indépendants, les brownistes, les anabaptistes demandaient hautement si une Église nationale devait subsister, et à quel titre un pouvoir quelconque, papauté, épiscopat ou presbytère, s'arrogeait le droit de courber des consciences chrétiennes sous le joug d'une mensongère unité. Toute congrégation de fidèles, disaient-ils, habitants ou voisins du même lieu, qui se réunissent librement, en vertu de leur foi commune, pour adorer ensemble le Seigneur, est une Église véritable, sur laquelle aucune autre Église ne peut prétendre aucune autorité, et qui a droit de choisir elle-même ses ministres, de régler elle-même son culte, de se gouverner enfin par ses propres lois.

A sa première apparition, le principe de la liberté de conscience, ainsi proclamé par des sectaires obscurs, au milieu des égarements d'un aveugle enthousiasme, fut traité de crime et de folie. Eux-mêmes semblaient le soutenir sans le comprendre, et moins par raison que par nécessité. Épiscopaux et presbytériens, prédicateurs et magistrats, le proscrivirent également : la question de savoir comment et par qui l'Église de Christ devait être gouvernée continua d'être presque seule débattue ; on croyait avoir à choisir entre le pouvoir absolu du pape, l'aristocratie des évêques et la démocratie du clergé presbytérien ; on ne recherchait point si de tels gouvernements étaient légitimes dans leur principe, quels que fussent leur forme et leur nom.

Cependant un grand mouvement agitait toutes choses.

même celles qui n'en semblaient point ébranlées : chaque jour amenait quelque épreuve à laquelle aucun système ne pouvait se soustraire, quelque débat que le parti dominant tentait en vain d'étouffer. Appelés chaque jour à considérer quelque nouvelle face des affaires humaines, à discuter des opinions, à repousser des prétentions jusque-là inconnues, les esprits s'affranchissaient par ce travail, et en sortaient, les uns pour s'élever librement, sur l'homme et la société, à des idées plus étendues, les autres pour secouer audacieusement tout préjugé et tout frein. En même temps la liberté pratique, en matière de foi et de culte, était presque absolue ; aucune juridiction, aucune autorité répressive n'avait encore remplacé celle de l'épiscopat ; et le Parlement, occupé de vaincre ses ennemis, s'inquiétait peu de surveiller les pieux écarts de ses partisans. Le zèle presbytérien obtenait quelquefois des Chambres, contre les nouveaux sectaires, des déclarations menaçantes ; quelquefois les craintes et les haines des réformateurs politiques coïncidant avec celles de leurs dévots alliés, ils prenaient de concert, contre leurs adversaires, des mesures de rigueur. Une ordonnance destinée, dit le préambule, « à réprimer les calomnies et la licence aux« quelles la religion et le gouvernement sont en butte « depuis quelque temps, » abolit la liberté de la presse jusque-là tolérée, et soumit à la censure préalable toutes les publications [1]. Mais le pouvoir ne saurait arrêter

[1] Le 1er juin 1643. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 131.

ceux qui le devancent dans le mouvement dont il est lui-même emporté. Au bout de quelques semaines, les royalistes et les épiscopaux portaient seuls le poids de ces restrictions ; les sectes nouvelles y échappaient ou les bravaient, et pullulaient de toutes parts, de jour en jour plus nombreuses, plus variées, plus ardentes, indépendants, brownistes, anabaptistes, antipædobaptistes, quakers, antimoniens, hommes de la cinquième monarchie. A l'ombre même de la domination des presbytériens, la révolution suscitait à la fois contre eux des enthousiastes, des philosophes, des libertins.

Toutes les questions prirent dès lors un tour nouveau ; la fermentation sociale changea de caractère. Des faits puissants, respectés, avaient jusque-là dirigé et contenu la pensée des réformateurs politiques, religieux même : aux uns l'état légal de la vieille Angleterre, tel du moins qu'ils le concevaient, aux autres la constitution de l'Église telle qu'en jouissaient déjà l'Écosse, la Hollande, Genève, servaient en même temps de modèle et de frein. Quelle que fût la hardiesse de leurs entreprises, ni les uns ni les autres n'étaient en proie à de vagues désirs, à des prétentions illimitées; tout n'était pas innovation dans leurs desseins, ou conjecture dans leurs espérances, et s'ils méconnaissaient la portée de leurs actes, ils pouvaient du moins en assigner le but. Aucun but précis ne régla la marche de leurs rivaux ; aucun fait, historique ou légal, n'enferma dans ses limites leur pensée; confiants dans sa force, fiers de son élévation, ou de sa sainteté, ou de son audace, ils lui décernèrent

le droit de tout juger, de tout dominer, et la prenant seule pour guide, cherchèrent à tout prix, les philosophes la vérité, les enthousiastes le Seigneur, les libertins le succès. Institutions, lois, coutumes, événements, tout fut sommé de se régler selon le raisonnement ou la volonté de l'homme; tout devint matière de combinaisons nouvelles, de créations savantes, et dans ce hardi travail tout parut légitime sur la foi d'un principe ou d'une extaxe, ou au nom de la nécessité. Les presbytériens proscrivaient dans l'Église la royauté et l'aristocratie: pourquoi les conserver dans l'État? Les réformateurs politiques avaient laissé entrevoir qu'en définitive, lorsque le Roi ou les Lords s'obstinaient à refuser leur adhésion, la volonté des Communes devait l'emporter: pourquoi ne pas le dire hautement? Pourquoi n'invoquer la souveraineté du peuple qu'en désespoir de cause et pour légitimer la résistance, quand elle doit servir de base au gouvernement lui-même et légitimer d'avance le pouvoir? Après avoir secoué le joug du clergé romain, du clergé épiscopal, on était près de subir celui du clergé presbytérien: à quoi bon un clergé? De quel droit les prêtres forment-ils un corps permanent, riche, indépendant, autorisé à réclamer le bras du magistrat? Que toute juridiction, même la faculté d'excommunier, leur soit retirée; que les moyens de persuasion, la prédication, l'enseignement, la prière, leur restent seuls, et tout abus du pouvoir spirituel, tout embarras pour le concilier avec le pouvoir civil, cesseront aussitôt. Dans les fidèles d'ailleurs, non dans les prêtres, réside le

pouvoir légitime en matière de foi : c'est aux fidèles qu'il appartient de choisir et d'instituer leurs prêtres, non aux prêtres de s'instituer entre eux pour s'imposer ensuite aux fidèles. Tout fidèle enfin n'est-il pas prêtre lui-même, pour lui, pour sa famille, pour tous les chrétiens qui, touchés de sa parole, le jugeront inspiré d'en haut, et voudront s'unir à ses prières? Qui oserait contester au Seigneur le pouvoir de conférer ses dons à qui il veut et comme il lui plaît? Soit qu'il s'agisse de prêcher ou de combattre, c'est le Seigneur seul qui choisit et consacre ses saints; et quand il les a choisis, il leur remet sa cause, et ne révèle qu'à eux seuls par quels moyens elle doit triompher. Les libertins applaudissaient à ce langage; pourvu qu'on poussât la révolution jusqu'au bout, et sans s'inquiéter des moyens, peu leur importaient les motifs.

Ainsi se formait le parti des indépendants, bien moins nombreux, bien moins accrédité dans la nation que celui des presbytériens, mais déjà en possession de cet ascendant que donnent des croyances systématiques, complètes, toujours prêtes à rendre raison de leurs principes, à en accepter toutes les conséquences. L'Angleterre était alors dans une de ces crises glorieuses et redoutables où l'homme, oubliant sa faiblesse pour ne se souvenir que de sa dignité, a cette sublime ambition de n'obéir qu'à la vérité pure, et ce fol orgueil d'attribuer à son opinion tous les droits de la vérité. Politiques ou sectaires, presbytériens ou indépendants, aucun parti n'eût osé se croire dispensé d'avoir raison et de le

prouver. Or les presbytériens échouaient dans cette épreuve, car leur sagesse se fondait sur l'autorité des faits et des lois, non sur des principes, et ils ne savaient comment repousser par la raison seule les arguments de leurs rivaux. Les indépendants professaient seuls une doctrine simple, rigoureuse en apparence, qui sanctionnât tous leurs actes, suffît à tous les besoins de leur situation, et dispensât les esprits fermes d'inconséquence, les cœurs sincères d'hypocrisie. Eux seuls aussi commençaient à prononcer quelques-unes de ces paroles puissantes qui, bien ou mal comprises, soulèvent, au nom des plus nobles espérances, les plus énergiques passions de l'humanité : égalité des droits, juste répartition des biens sociaux, destruction de tous les abus. Point de contradiction entre leurs systèmes religieux et politique ; point de lutte sourde entre les chefs et les soldats ; aucun symbole exclusif, aucune limite rigoureuse ne rendait difficile l'accès du parti ; comme la secte dont il avait pris son nom, il tenait la liberté de conscience pour maxime fondamentale, et l'immensité des réformes qu'il se proposait, la vaste incertitude de ses desseins, permettaient aux hommes les plus divers de se ranger sous sa bannière : des jurisconsultes s'y ralliaient dans l'espoir de ravir aux ecclésiastiques, leurs rivaux, toute juridiction et tout empire ; des publicistes populaires s'en promettaient une législation nouvelle, claire, simple, qui fît perdre aux jurisconsultes leurs profits énormes et leur pouvoir : Harrington y pouvait rêver une société de sages, Sidney la

liberté de Sparte ou de Rome, Lilburne le retour des vieilles lois saxonnes, Harrison la venue du Christ; le cynisme même de Henri Martyn et de Pierre Wentworth s'y faisait tolérer en faveur de son audace : républicains ou niveleurs, raisonneurs ou visionnaires, fanatiques ou ambitieux, tous étaient admis à mettre en commun leurs colères, leurs théories, leurs extases, leurs intrigues; il suffisait que tous, animés contre les Cavaliers et les presbytériens d'une égale haine, se portassent avec la même ardeur vers cet avenir inconnu chargé de répondre à tant de vœux.

Aucune victoire d'Essex et de ses amis, sur le champ de bataille ou dans Westminster, ne pouvait étouffer, contenir même longtemps de telles discordes : elles étaient publiques à Oxford comme à Londres; et parlementaires ou royalistes, tous les hommes sensés les prenaient déjà pour base de leurs combinaisons. De toutes parts on en informait le Roi, on le pressait d'en profiter : courtisans ou ministres, intrigants ou serviteurs sincères, chacun avait à cet égard ses renseignements, ses propositions, ses moyens : les uns voulaient qu'on poussât la guerre sans relâche, assurés que bientôt les factions rivales obéiraient à leurs inimitiés plutôt qu'à leurs périls; les autres demandaient au contraire que, par l'entremise des lords réfugiés à Oxford, les comtes de Holland et de Bedford surtout, on se rapprochât d'Essex et de son parti, qui, au fond, n'avaient pas cessé de souhaiter la paix; quelques-uns conseillaient même des avances aux chefs déjà connus des indépen-

dants, disant qu'on en aurait meilleur marché; et lord Lovelace, de l'aveu du Roi, entretenait avec sir Henri Vane une correspondance assidue, bien éloigné de se douter que Vane la suivait aussi de l'aveu des siens pour s'instruire de l'état de la cour [1]. Mais aucun de ces conseils n'était accueilli ou efficace. C'était à grand'-peine que les lords déserteurs du Parlement avaient obtenu qu'on leur ouvrît les portes d'Oxford; au premier bruit de leur prochaine arrivée, un soulèvement général y avait éclaté contre eux; le Conseil privé, solennellement réuni, avait longuement délibéré sur l'accueil qu'on devait leur faire; et malgré les sages représentations de Hyde, nommé récemment chancelier de l'Échiquier, Charles, en consentant à les recevoir, avait décidé qu'on les traiterait avec froideur [2]. En vain lord Holland, le plus élégant et le plus adroit des courtisans, était parvenu, avec l'aide de M. Jermyn, à rentrer en grâce auprès de la Reine [3]; en vain il déployait tout son art pour reprendre avec le Roi son ancienne familiarité, tantôt affectant de lui parler à l'oreille, tantôt réussissant, sous quelque prétexte, à l'attirer dans une embrasure de fenêtre pour avoir l'occasion, ou du moins se donner l'air de l'entretenir en secret [4]; en vain même, à la bataille de Newbury, il avait vaillamment combattu en volontaire, et offert son sang pour gage de sa nouvelle

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 199.—Whitelocke, p. 76.
[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 197.
[3] *Ibid.*, p. 203, 256.
[4] *Ibid.*, p. 258.

fidélité [1] : rien n'avait pu vaincre la sécheresse hautaine du Roi, ni imposer silence aux clameurs de cour ; et loin de voir accepter leurs services, les lords réfugiés ne songeaient déjà plus qu'à se soustraire à tant de dégoûts. Les partisans d'une guerre vigoureuse se faisaient écouter avec plus de faveur, mais sans plus d'effet : le mauvais succès du siége de Glocester avait jeté Oxford dans une anarchie aussi impuissante que tracassière ; tous s'imputaient réciproquement cette fatale entreprise ; le Conseil se plaignait des désordres de l'armée ; l'armée bravait insolemment les reproches du Conseil ; le prince Robert, quoique dispensé, même un jour de bataille, d'obéir à tout autre qu'au Roi lui-même [2], était jaloux du général en chef ; le général et tous les grands seigneurs murmuraient hautement de l'indépendance et de la grossièreté du prince Robert. Le Roi, qui respectait dans la personne de ses neveux la dignité de son sang, ne pouvait se résoudre à donner contre eux raison à un sujet, et sacrifiait à ce ridicule orgueil les droits, les services même de ses plus utiles amis. Hyde seul s'opposait avec franchise à de telles fautes, et parvenait quelquefois à l'en détourner ; mais Hyde lui-même, étranger à la cour, sans autre éclat ni pouvoir que celui de ses fonctions, avait besoin que la volonté du Roi le soutînt, tantôt contre l'humeur de la Reine, tantôt contre les intrigues de jaloux courtisans ; il maintenait sa

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 255.
[2] *Ibid.*, t. V, p. 73.

réputation de conseiller influent et d'homme sage, mais sans exercer un ascendant véritable, sans obtenir aucun important résultat [1]. La discorde enfin était aussi grande à Oxford qu'à Londres, et bien plus fatale, car à Londres elle précipitait, à Oxford elle paralysait le mouvement.

Ce fut au milieu de tant d'embarras, et lorsque, au fond du cœur, il était peut-être aussi las de son parti que de son peuple, que Charles apprit la nouvelle alliance de l'Écosse avec le Parlement, et qu'un autre de ses royaumes se disposait ainsi à lui faire la guerre. Il ordonna sur-le-champ au duc de Hamilton, rentré en possession de sa confiance, et son commissaire à Édimbourg, de prévenir à tout prix une telle union. On offrit, dit-on, aux Écossais de leur assurer à l'avenir le tiers des charges de la maison royale; d'annexer de nouveau à l'Écosse les comtés de Northumberland, Westmoreland et Cumberland, dépendants jadis de son territoire; de fixer à Newcastle la résidence du Roi; enfin d'établir au milieu d'eux le prince de Galles et sa cour [2]. De telles promesses, s'il est vrai qu'elles aient eu lieu, ne pouvaient être sincères ni accomplies, et le Parlement écossais l'eût-il voulu, un fait récent ne permettait pas qu'il s'y laissât tromper. Le comte d'Antrim venait d'être arrêté en Irlande par les troupes écossaises cantonnées dans l'Ulster, peu d'heures après son

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 215, 252.

[2] Burnet, *Hist. de mon temps*, t. I, p. 72, dans ma *Collection des Mémoires relatifs à la révolution d'Angleterre.*

débarquement; et l'on avait trouvé sur sa personne les preuves du plan formé à York entre Montrose et lui, pendant leur séjour auprès de la Reine, pour transporter en Écosse un corps nombreux de catholiques irlandais, soulever les montagnards du nord, et faire ainsi, en faveur du Roi, une puissante diversion. Évidemment l'entreprise était sur le point de commencer, car Montrose avait rejoint le Roi pendant le siége de Glocester, et Antrim arrivait d'Oxford. Comme à son dernier voyage en Écosse, le Roi méditait donc, contre ses sujets, les plus sinistres desseins, au moment même où on leur faisait de sa part les plus magnifiques propositions. Le Parlement d'Édimbourg conclut en toute hâte son traité avec celui de Westminster, et l'informa de tous ces détails[1].

Il avait fait et lui transmit en même temps une bien plus grave découverte : les papiers d'Antrim laissaient entrevoir que le Roi entretenait avec les Irlandais insurgés de fréquentes relations; qu'il avait reçu plusieurs fois leurs demandes, leurs offres, qu'il était même près de conclure avec eux une suspension d'armes, et s'en promettait, pour la prochaine campagne, les meilleurs résultats[2]. Ces indications n'étaient point trompeuses : depuis longtemps déjà, Charles, sans cesser de la maudire quand il parlait à l'Angleterre, était avec l'Irlande rebelle en ménagement et en négociation[3]. La guerre

[1] Malcolm Laing, *Hist. of Scotl.*, t. III, p. 256.

[2] *Ibid.*

[3] Sa correspondance avec lord Ormond ne permet pas d'en

allumée par l'insurrection avait continué dans ce malheureux pays sans relâche, mais sans effet. Dix ou douze mille soldats, mal payés, rarement recrutés, étaient trop faibles pour le soumettre, quoique suffisants pour l'empêcher de s'affranchir. Au mois de février 1642, avant l'explosion de la guerre civile, les Chambres avaient voulu tenter un grand effort : un emprunt avait été ouvert pour suffire aux frais d'une expédition décisive; et les terres des insurgés, que les confiscations futures ne pouvaient manquer de faire échoir à la couronne, avaient été affectées d'avance, d'après un tarif déterminé, au remboursement des souscripteurs [1]. De fortes sommes furent ainsi recueillies, et quelques secours envoyés à Dublin : mais la guerre civile éclata; pressé par ses propres affaires, le Parlement ne s'occupa plus de l'Irlande que de loin en loin, sans vigueur, sans suite, pour assoupir, quand elles devenaient trop vives, les plaintes des protestants de ce royaume, surtout pour rendre, aux yeux de l'Angleterre, le Roi responsable de leurs malheurs. Charles ne faisait à leurs intérêts ni plus d'attention ni plus de sacrifices, et pendant qu'il reprochait au Parlement de s'être approprié une partie des sommes levées pour leur cause, lui-même interceptait les convois destinés à les approvisionner, ou leur

douter (Carte, *Ormond's Life*, t. III, *passim*). M. Broglie en a bien résumé les preuves (*Hist. of the British empire*, t. III, p. 459, dans la note).

[1] May, *Hist. du Long Parl.*, t. I, p. 296, dans ma *Collection*, et tous les *Mémoires* du temps.

enlevait, jusque dans les arsenaux de Dublin, les fusils et la poudre dont ils avaient le plus pressant besoin[1]. Mais les principaux protestants d'Irlande, aristocrates par situation, étaient attachés à l'épiscopat et à la couronne; l'armée comptait parmi ses officiers un grand nombre de ceux que le Parlement s'était empressé d'éloigner comme Cavaliers; ils avaient pour général le comte d'Ormond, riche, brave, généreux, populaire, qui gagna deux batailles contre les rebelles[2], et fit honneur au Roi de ses succès. Le parti parlementaire déclina rapidement en Irlande; les magistrats qui lui étaient dévoués furent remplacés par des royalistes : le Parlement envoya deux commissaires, membres des Communes, pour ressaisir quelque empire[3]; mais Ormond leur interdit l'entrée du Conseil, et au bout de quatre mois se sentit assez fort pour les contraindre à se rembarquer[4]. Tout le pouvoir civil et militaire fut dès lors entre les mains du Roi, qui, débarrassé d'une surveillance importune quoique impuissante, n'hésita plus à suivre le dessein auquel le poussaient ses embarras et son penchant. La Reine n'avait jamais cessé d'entretenir avec les catholiques irlandais une correspondance que sans doute son mari n'ignorait pas; l'insurrection n'était plus, comme aux premiers jours, le hideux

[1] Carte, *Ormond's Life*, t. II, Appendice, p. 3 et 5.

[2] Les batailles de Kilrush et de Ross, les 15 avril 1642 et 19 mars 1643.

[3] Goodwin et Reynolds, dans l'automne de 1642.

[4] En février 1643.

déchaînement d'une populace sauvage ; un Conseil souverain de vingt-quatre membres, résidant à Kilkenny[1], la gouvernait avec prudence et régularité ; plus d'une fois déjà il avait adressé au Roi d'affectueux messages, le suppliant de ne plus persécuter, pour complaire à ses ennemis, de fidèles sujets qui n'aspiraient qu'à le servir. Charles ne se jugeait encore ni en assez grand péril ni assez affranchi de tout ménagement envers l'opinion de son peuple, pour accepter ouvertement une telle alliance ; mais il pouvait du moins, pensa-t-il, montrer aux Irlandais quelque douceur, et rappeler en Angleterre, pour l'employer contre des rebelles plus odieux et plus redoutables, l'armée qui les combattait en son nom. Ormond reçut l'ordre d'ouvrir en ce sens des négociations avec le Conseil de Kilkenny[2] ; et en attendant leur issue, pour accréditer la raison ou se ménager l'excuse de la nécessité, on fit grand bruit de la détresse, en effet très-réelle, à laquelle étaient réduits en Irlande la cause protestante et ses défenseurs. Dans une longue et pathétique remontrance adressée au Conseil de Dublin, l'armée exposa toutes ses misères et sa résolution d'abandonner un service dont elle ne pouvait plus s'acquitter. Des mémoires envoyés à Oxford et à Londres portèrent au Roi et aux Chambres la même déclaration avec les mêmes plaintes[3]. Cependant les

[1] Depuis le 14 novembre 1642.

[2] La commission d'Ormond est datée du 11 janvier 1643 ; les négociations commencèrent dans le cours du mois de mars suivant.

[3] Rushworth, t. VI, p. 537 et suiv.

négociations avançaient; au moment de l'arrestation d'Antrim elles touchaient en effet à leur terme; et vers le milieu de septembre, quelques jours avant celui où les Chambres acceptèrent solennellement à Westminster le covenant conclu avec l'Écosse, l'Angleterre apprit que le Roi venait de signer avec les rebelles irlandais une trêve d'un an [1], que les troupes anglaises qui combattaient l'insurrection étaient rappelées, et que dix régiments débarqueraient bientôt, cinq à Chester, cinq à Bristol [2].

De toutes parts s'éleva une clameur violente; les Irlandais étaient pour l'Angleterre un objet de mépris, d'aversion et d'effroi. Parmi les royalistes mêmes, et jusque dans les murs d'Oxford, le mécontentement n'hésita point à se manifester. Plusieurs officiers quittèrent l'armée de lord Newcastle, et firent leur soumission au Parlement [3]. Lord Holland revint à Londres, disant que les papistes prévalaient décidément à Oxford, et que sa conscience ne lui permettait plus d'y demeurer [4]. Les lords Bedford, Clare, Paget, sir Édouard Dering, et plusieurs autres, suivirent son exemple, couvrant du même prétexte leur inconstance ou leur lâcheté [5]. Le Parlement ne se montra point difficile en fait de re-

[1] La trêve fut signée le 5 septembre 1643, à Sigginstown, dans le comté de Kildare.

[2] Godwin, *Hist. of the Commonwealth,* t. I, p. 279.

[3] Whitelocke, p. 73.

[4] *Ibid.*

[5] *Ibid.*, p. 75, 77.—*Parliam. Hist.* t. III. col. 189, 297.

pentir. La conduite du Roi était l'objet des invectives et des sarcasmes populaires ; on rappelait ses protestations si récentes, et le ton si hautain de ses apologies quand on s'était plaint des intelligences de la cour avec les insurgés ; on s'applaudissait d'avoir si judicieusement pressenti ses menées secrètes ; on s'indignait qu'il eût pu se flatter d'en imposer ainsi à son peuple, et compter sur le succès d'une si grossière mauvaise foi. Ce fut bien pis quand on sut qu'un assez grand nombre de papistes irlandais étaient mêlés aux troupes rappelées, que des femmes même, armées de longs couteaux et sous un accoutrement sauvage, avaient été vues dans leurs rangs[1]. Non content de ne plus venger le massacre des protestants d'Irlande, le Roi prenait donc à son service, contre les protestants d'Angleterre, leurs féroces meurtriers. Beaucoup de gens, même d'une condition supérieure aux préventions passionnées de la multitude, portèrent dès lors au Roi une haine profonde, les uns à cause de sa duplicité, les autres en raison de sa faveur pour d'odieux papistes, et l'insulte accompagna souvent son nom jusque-là ménagé.

Bientôt instruit de ce déchaînement et des soins du Parlement pour le fomenter ; offensé, comme d'un outrage, qu'on osât juger de ses intentions d'après ses actes, non d'après ses discours, Charles à son tour fut saisi d'un redoublement de colère ; il manda Hyde : « C'est, lui « dit-il, faire trop d'honneur à ces rebelles de West-

[1] Whitelocke, p. 71, 77.

« minster que de les traiter comme s'ils étaient encore « une portion du Parlement ; tant qu'ils siégeront dans « cette enceinte, ils en usurperont le pouvoir. L'acte « par lequel j'ai promis de ne les dissoudre que de leur « propre aveu est, m'assure-t-on, nul de plein droit, car « je ne saurais abolir ainsi les prérogatives de la cou- « ronne ; j'en veux user enfin. Qu'on prépare une pro- « clamation qui, dès ce moment, déclare les Chambres « dissoutes, et défende expressément, à elles de se ras- « sembler, à qui que ce soit de les reconnaître ou de « leur obéir. » Hyde écoutait avec surprise et anxiété, car l'idée seule d'une telle mesure lui semblait insensée. « Je vois, dit-il, que Votre Majesté a profondément con- « sidéré cette question ; pour moi, j'y suis tout nouveau, « et elle exige le plus sérieux examen : je dirai seule- « ment que je ne comprends guère comment, de la part « de Votre Majesté, la défense de se réunir à Westminster « empêcherait un seul homme de s'y rendre, et pourtant « le royaume en prendra à coup sûr un violent ombrage. « Il se peut que l'acte dont parle Votre Majesté soit nul « en effet, et je suis enclin à le penser ; mais tant que « le Parlement, revenu de ses erreurs ou réprimé « dans sa rébellion, ne l'aura pas déclaré lui-même, « aucun juge, aucun simple citoyen n'oserait soutenir « un tel avis. Or on a beaucoup dit que telle était au « fond la pensée de Votre Majesté ; qu'au nom du même « droit elle nourrissait l'espoir de rapporter un jour, de « la même manière, tous les autres actes de ce Parle- « ment ; et déjà ce bruit seul, qu'elle a toujours soi-

« gneusement désavoué, a nui bien souvent à son ser-
« vice : que sera-ce quand une proclamation, d'ailleurs
« impuissante, prouvera la légitimité de tous les soup-
« çons? Je conjure Votre Majesté d'y bien réfléchir avant
« de pousser plus loin ce dessein [1]. »

Dès qu'on sut que Hyde avait parlé au Roi avec tant de franchise, presque tous les membres du Conseil se rangèrent à son avis. Malgré sa roideur, Charles était, au milieu d'eux, incertain et timide ; les objections l'embarrassaient, et il y cédait communément, ne sachant que répondre, ou pour abréger la discussion qui lui déplaisait, même avec les siens. Après quelques jours d'hésitation, plus apparente que réelle, le projet fut abandonné. Cependant quelque grande mesure semblait nécessaire, ne fût-ce que pour tenir en éveil le parti royaliste, et ne pas laisser au Parlement, dans l'intervalle des campagnes, le mérite d'occuper seul l'impatiente activité des esprits. Puisque ce nom de Parlement exerçait sur le peuple un tel empire, quelqu'un proposa de convoquer à Oxford tous les membres des deux Chambres qui s'étaient éloignés de Westminster, et d'opposer ainsi, à un Parlement factieux et mutilé, un Parlement légal et véritable, puisque le Roi en ferait partie. La proposition déplut à Charles ; un Parlement, même royaliste, lui était suspect et importun ; il faudrait donc écouter ses conseils, subir son influence, condescendre peut-être à des désirs de paix

[1] Clarendon, *Mémoires*, t. I., p. 246.

dont l'honneur du trône serait offensé. L'opposition de la Reine fut plus vive encore; une assemblée anglaise, quel que fût son zèle pour la cause royale, ne pouvait manquer d'être contraire aux catholiques et aux favoris. Cependant, la proposition une fois connue, il était difficile de la repousser : le parti royaliste l'avait accueillie avec transport; le Conseil même insistait fortement sur ses avantages, sur les subsides que voteraient au Roi les Chambres nouvelles, sur le discrédit où tomberaient celles de Westminster, quand on verrait combien de membres les avaient quittées. Charles céda malgré sa répugnance; et telle était la pente générale des esprits que l'intention de dissoudre un Parlement rebelle eut pour unique effet la formation d'un second Parlement[1].

On en prit d'abord à Londres quelque inquiétude : on savait qu'en même temps le parti royaliste renouvelait dans la cité ses tentatives; qu'il était question de traiter directement de la paix entre le Roi et les bourgeois, sans l'entremise du Parlement; que les bases de la négociation étaient même convenues, entre autres la reconnaissance des emprunts faits dans la cité, emprunts dont les Chambres payaient mal les intérêts, et que le Roi s'empressait de garantir[2]. Hors de Londres, un autre complot fut aussi découvert, tramé, dit-on, par

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 4 et suiv.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 194. La proclamation royale qui convoque le Parlement d'Oxford est du 22 décembre 1643.

[2] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 196.—Milton, *Hist. of England*, liv. III, t. II, p. 40, édit. in-fol. *Prose Works*, Londres, 1738.

les modérés et quelques indépendants obscurs, pour empêcher l'entrée des Écossais dans le royaume, et secouer le joug du parti presbytérien, n'importe à quel prix[1]. Les Communes enfin avaient à déplorer la perte du plus ancien et peut-être du plus utile de leurs chefs : Pym venait de mourir[2] après quelques jours de maladie; homme d'un renom moins éclatant que celui de Hampden, mais qui, soit dans les conseils secrets, soit dans les actes publics de la Chambre, n'avait pas rendu de moindres services; ferme, patient et adroit, habile à poursuivre un ennemi, à diriger un débat ou une intrigue, à fomenter la colère du peuple, à engager ou retenir dans sa cause les grands seigneurs incertains[3]; membre infatigable de la plupart des comités, rapporteur ordinaire des mesures décisives, toujours prêt à se charger des fonctions pénibles et redoutées; indifférent enfin au travail, aux dégoûts, à la fortune, à la gloire, et plaçant dans le succès de son parti toute son ambition. Peu avant sa maladie, il avait publié une apologie de sa conduite, adressée surtout aux amis de l'ordre et de la paix, comme s'il eût senti quelque regret du passé et un secret effroi qu'on ne lui imputât l'avenir[4]. Mais la mort lui sauva, comme à Hampden, l'em-

1 *Parliam. Hist.*, t. III, col. 200.—Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 75.

2 Le 8 décembre 1643.

3 Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 88.

4 Voir les *Éclaircissements et pièces historiques* à la fin de ce volume n° I.

barras de dépasser son opinion ou de démentir sa vie; et loin de relever avec humeur ces légers indices d'hésitation échappés aux derniers jours de ce vétéran de la réforme nationale, les hommes qui se préparaient à la tourner en révolution, Cromwell, Vane, Haslerig, s'empressèrent les premiers à combler d'honneurs sa mémoire : le corps de Pym demeura exposé plusieurs jours, soit pour satisfaire au vœu du peuple, qui s'y porta en foule, soit pour repousser le bruit répandu par les royalistes qu'il était mort de la maladie pédiculaire; un comité eut ordre d'examiner l'état de sa fortune et de lui faire ériger un monument dans l'abbaye de Westminster; la Chambre entière suivit son convoi, et, peu de jours après, elle se chargea du payement de ses dettes, toutes contractées, dit-on, pour le service de la patrie, et qui s'élevaient à 10,000 livres sterling [1].

Au moment où les Communes adoptaient ces résolutions, une députation du Conseil commun de la cité se rendait auprès des Lords pour remercier les deux Chambres de leur énergie, le lord général de son courage, renouveler entre leurs mains le serment de vivre et de mourir pour la sainte cause, et les inviter à un dîner solennel, en témoignage d'union [2].

Le Parlement reprit toute sa confiance. Le jour même

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 186. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 84.

[2] 13 janvier 1644. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 187, 198.—Whitelocke, p. 76.

où devait se réunir l'assemblée d'Oxford [1], un appel nominal eut lieu à Westminster : vingt-deux lords seulement siégeaient dans la Chambre haute ; mais dans celle des Communes, deux cent quatre-vingts membres répondirent à l'appel, et cent autres ne s'étaient éloignés que pour le service et par l'ordre du Parlement [2]. Il résolut de ne pas souffrir que ses droits fussent mis en question, et de repousser dédaigneusement toute relation avec les rivaux qu'on prétendait lui donner. L'occasion ne s'en fit pas longtemps attendre. Huit jours à peine écoulés, Essex remit à la Chambre haute, sans l'avoir ouvert, un paquet que venait de lui transmettre le comte de Forth, général en chef de l'armée du Roi. Un comité fut chargé d'en prendre connaissance; son rapport fut prompt et bref; le paquet ne contenait rien, dit-il, qui fût adressé aux deux Chambres, et le lord général n'avait rien à faire que de le renvoyer. Essex obéit sur-le-champ [3].

C'était à lui seul en effet que la dépêche était adressée. Quarante-cinq lords et cent dix-huit membres des Communes [4], réunis à Oxford, l'informaient de leur installation, de leurs vœux pacifiques, des bonnes dispositions du Roi, et le pressaient d'employer son crédit pour déterminer aussi à la paix « ceux dont il avait la con-

1 22 janvier 1644.

2 *Parliam. Hist.*, t. III, col. 199.—Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 76.

3 1er février 1644. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 201.

4 Le prince de Galles et le duc d'York étaient à la tête de cette

iance [1]. » Par ces mots seuls étaient désignées les Chambres de Westminster en qui Charles persistait à ne plus reconnaître le Parlement.

Le 18 février, une nouvelle lettre parvint à Essex : le comte de Forth lui demandait un sauf-conduit pour deux gentilshommes que le Roi, disait-il, voulait envoyer à Londres avec des instructions au sujet de la paix. « Milord, lui répondit Essex, quand vous me de-
« manderez un sauf-conduit pour que ces messieurs se
« puissent rendre, de la part du Roi, auprès des deux
« Chambres du Parlement, je ferai de tout mon cœur
« tout ce qui sera en mon pouvoir pour contribuer à ce
« que désirent tous les gens de bien, au rétablissement
« de la bonne intelligence entre Sa Majesté et son fidèle
« et unique Conseil, le Parlement [2]. »

Charles s'applaudissait de trouver ses adversaires si intraitables, et que son parti se vît enfin réduit à placer dans la guerre tout son espoir. Mais l'assemblée d'Oxford n'était point hautaine; elle se sentait peu de force,

liste, qui s'accrut plus tard de cinq lords et de vingt-trois membres des Communes encore éloignés d'Oxford au moment de l'envoi de la lettre. On comptait de plus vingt-deux lords absents pour le service du Roi, neuf en voyage sur le continent, deux en prison à Londres comme royalistes, et trente-quatre membres des Communes absents pour le service du Roi, ou par congé ou maladie; en tout quatre-vingt-trois lords et cent soixante-cinq membres des Communes adhérents au Parlement d'Oxford. (*Parliam. Hist.*, t. III, col. 218.)

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 209.

[2] *Ibid.*, col. 212.

doutait de son droit, n'avait pas osé prendre le nom de Parlement, et regrettait au fond que le Roi, en le refusant aux Chambres de Westminster, eût mis un tel obstacle à la paix. Elle insista pour qu'il fît encore une démarche et quelque concession capable d'adoucir les esprits. Charles consentit à écrire aux Chambres pour leur proposer une négociation, et il adressa sa lettre : « Aux Lords et Communes du Parlement assemblés à « Westminster ; » mais il y parlait « des Lords et Com« munes du Parlement assemblés à Oxford » comme de leurs égaux [1]. Un trompette envoyé par Essex rapporta bientôt la réponse des Chambres : « La lettre de Votre « Majesté, disaient-elles, nous donne, quant à la paix, « les plus tristes pensées ; les personnes maintenant « réunies à Oxford, et qui, contre leur devoir, ont dé« serté votre Parlement, y sont placées au même rang « que lui ; et ce Parlement lui-même, convoqué selon « les lois connues et fondamentales du royaume, auto« risé à siéger encore par une loi spéciale, sanctionnée « de Votre Majesté, se voit refuser jusqu'à son nom. « Nous ne pouvons trahir de la sorte l'honneur du pays « confié à notre garde, et c'est notre devoir de faire « connaître à Votre Majesté que nous sommes ferme« ment résolus de défendre et maintenir, au péril de « nos fortunes et de nos vies, les justes droits et le plein « pouvoir du Parlement [2]. »

[1] 2 mars 1644. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 213.

[2] 9 mars 1644. *Ibid.*, t. III, col. 214.

L'assemblée d'Oxford perdit tout espoir de conciliation, et se regarda dès lors comme sans objet. Elle continua de siéger jusqu'au 16 avril, publiant de longues et tristes déclarations, votant quelques taxes ou quelques emprunts[1], adressant aux Chambres de Westminster d'amers reproches, et donnant au Roi de nombreuses marques de fidélité; mais timide, inactive, embarrassée de son impuissance, et, pour conserver au moins quelque dignité, attentive à témoigner, en présence de la cour, son vif désir de l'ordre légal et de la paix. Le Roi, qui avait craint l'empire de tels conseillers, tarda peu à les trouver aussi importuns qu'inutiles; eux-mêmes se lassaient de siéger solennellement, sans but et sans fruit. Après d'éclatantes protestations que leurs vœux régleraient sa conduite, Charles prononça leur ajournement[2]; et à peine la salle de leur séance était-elle fermée qu'il se félicitait, avec la Reine, d'être enfin délivré « de ce Parlement métis, repaire de lâches « et séditieuses motions[3]. »

La campagne, près de s'ouvrir, s'annonçait cependant sous de fâcheux auspices. Malgré l'inaction des deux armées principales, la guerre avait continué pendant l'hiver dans le reste du royaume, à l'avantage du Parle-

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 225.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 69 et suiv.

[2] Le 16 avril 1644. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 243-247.

[3] C'est ainsi qu'il en parle lui-même dans une lettre du 13 mars 1645, adressée à la Reine (*Mémoires de Ludlow*, t. I, p. 407, dans ma *Collection*).

ment. Au nord-ouest, les régiments rappelés d'Irlande, après six semaines de succès, avaient été battus et presque entièrement détruits par Fairfax, dans le comté de Chester, sous les murs de Nantwich [1]. Au nord, les Écossais, sous les ordres du comte de Leven, avaient commencé leur mouvement d'invasion [2] : lord Newcastle s'était porté à leur rencontre; mais, en son absence, Fairfax avait défait à Selby [3] un corps nombreux de royalistes, et pour mettre l'importante place d'York à l'abri de toute attaque, Newcastle [4] s'était vu contraint de s'y enfermer. A l'est, une nouvelle armée de quatorze mille hommes se formait sous le commandement de lord Manchester et de Cromwell, prête à se porter partout où l'exigeraient les besoins du parti. Au midi, près d'Alresford, dans le Hampshire, sir William Waller avait remporté, sur sir Ralph Hopton, une victoire inattendue [5]. Quelques avantages du prince Robert dans les comtés de Nottingham et de Lancaster [6] ne compensaient pas des échecs si multipliés. L'indiscipline et le désordre allaient croissant dans les camps royalistes : les honnêtes gens s'attristaient et se dégoûtaient ; les

[1] Le 25 janvier 1644. *Mémoires de Fairfax*, p. 384, dans ma *Collection*.

[2] Le 19 janvier 1644.

[3] Le 11 avril 1644. *Mémoires de Fairfax*, p. 388.

[4] Le 19 avril 1644. Rushworth, IIIe partie, t. II, p. 620.

[5] Le 29 mars 1644.

[6] Le 22 mars, il fit lever le siége de Newark, et dans le mois d'avril suivant, s'empara des places de Popworth, Bolton et Liverpool, dans le comté de Lancaster.

autres voulaient la licence pour prix d'un courage sans vertu; l'autorité du Roi sur les chefs militaires et des chefs militaires sur leurs soldats s'affaiblissait de jour en jour. A Londres, au contraire, toutes les mesures devenaient à la fois plus régulières et plus énergiques : on s'était plaint souvent que l'action des Chambres manquât de promptitude, qu'aucune délibération ne pût demeurer secrète, et que le Roi en fût aussitôt informé; sous le nom de Comité des deux royaumes, un Conseil composé de sept lords, de quatorze membres des Communes et de quatre commissaires écossais, fut investi, sur la guerre, les relations des deux peuples, la correspondance avec les États étrangers, etc., d'un pouvoir à peu près absolu [1]. L'enthousiasme avait porté quelques familles à se priver d'un repas par semaine pour en offrir au Parlement la valeur; une ordonnance convertit cette offre en une taxe obligatoire pour tous les habitants de Londres et des environs [2]. Des droits de consommation jusque-là inconnus furent établis sur le vin, le cidre, la bière, le tabac, et beaucoup d'autres denrées [3]. Le comité des séquestres redoubla de rigueur [4]. A l'ouverture de la campagne, le Parlement entretenait cinq armées : celles des Écossais, d'Essex et de Fairfax, aux

[1] Le 16 février 1644. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 247. *Mémoires* de Hollis, p. 77, dans ma *Collection*.

[2] Le 26 mars 1644. Rushworth, part. III, t. II, p. 748.

[3] Les 16 mai 1643 et 8 juillet 1644. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 114, 276.

[4] *Ibid.*, col. 174, 257. Rushworth, part. III, t. II, p. 760.

frais du trésor public; celles de Manchester et de Waller par des contributions locales perçues chaque semaine dans certains comtés chargés aussi de les recruter[1]. Ces forces s'élevaient à plus de cinquante mille hommes[2], et le comité des deux royaumes en disposait à son gré.

Malgré la présomption qui régnait dans Oxford, une vive inquiétude tarda peu à s'y manifester : on s'étonnait de ne plus recevoir de Londres aucune information précise, et que le secret fût si bien gardé sur les desseins du Parlement; on savait seulement qu'il faisait partout de grands préparatifs, que le pouvoir se concentrait aux mains des plus hardis meneurs, qu'ils parlaient de me-

[1] Les sept comtés confédérés de l'est, Essex, Suffolk, Norfolk, Hertford, Cambridge, Huntington, Lincoln et Ely, étaient imposés, pour l'entretien de l'armée de Manchester, à 8445 livres sterling par semaine (environ 211,125 fr.). Les quatre comtés du sud, Southampton, Sussex, Surrey et Kent, pour l'entretien de l'armée de Waller, à 2638 livres sterling par semaine (environ 70,950 fr.). L'armée d'Essex coûtait par mois, au trésor public, 30,504 livres sterling (environ 762,500 fr.). (Rushworth, part. III, t. II, p. 621, 654.) L'armée d'Écosse coûtait 31,000 livres sterling (775,000 fr.) par mois. Je n'ai pu découvrir aucune évaluation précise de ce que coûtait l'armée de Fairfax : tout indique qu'elle était plus irrégulièrement payée que les autres, et peut-être en partie par des contributions locales, en partie par des secours du Parlement (*Mémoires de Fairfax*, p. 384, dans ma *Collection*).

[2] L'armée écossaise était forte de vingt et un mille hommes; celle d'Essex de dix mille cinq cents; celle de Waller de cinq mille cent; celle de Manchester de quatorze mille; celle de Fairfax de cinq à six mille : en tout environ cinquante-six mille hommes (Rushworth, part. III, t. II, p. 603, 621, 654.—*Mémoires de Fairfax*).

sures décisives, que toutes choses enfin prenaient un sinistre aspect. Tout à coup se répandit le bruit qu'Essex et Waller s'étaient mis en mouvement, et marchaient sur Oxford pour l'assiéger. La Reine, grosse de sept mois, déclara aussitôt qu'elle voulait partir : en vain quelques membres du Conseil se hasardèrent à déplorer le fâcheux effet d'une telle résolution ; en vain Charles lui-même témoigna quelque désir de l'en voir changer ; l'idée seule d'être enfermée dans une place assiégée lui était, dit-elle, insupportable, et elle mourrait si on ne lui permettait pas de se retirer vers l'ouest, dans quelque lieu où elle pût accoucher loin de la guerre, et s'embarquer même pour la France, en cas de pressant danger. Hors d'elle-même à la moindre objection, elle s'emportait, suppliait, pleurait ; personne n'insista plus ; le chef-lieu du comté de Devon, Exeter, fut choisi pour son séjour, et, vers la fin d'avril, elle quitta son mari, qui ne la revit jamais[1].

La nouvelle qui l'avait frappée d'épouvante était fondée ; Essex et Waller s'avançaient, en effet, pour bloquer Oxford. D'autre part, Fairfax, Manchester et les Écossais devaient se réunir sous les murs d'York, et l'assiéger en commun. Les deux grandes villes et les deux grandes armées royalistes, le Roi et lord Newcastle, étaient ainsi attaqués à la fois, et par toutes les forces du Parlement. Tel était le plan simple et hardi que le comité des deux royaumes venait d'adopter.

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 112.

Vers la fin de mai, Oxford était presque entièrement investi : les troupes du Roi, successivement débusquées des places qu'elles occupaient aux environs, avaient été contraintes de se replier, les unes dans la ville, les autres sur un seul point hors des murs, du côté du nord ; aucun secours ne pouvait arriver à temps ; le prince Robert s'était enfoncé dans le comté de Lancaster ; le prince Maurice assiégeait le port de Lyme dans celui de Dorset ; lord Hopton était à Bristol occupé de préserver cette importante place des intelligences qu'y entretenait l'ennemi. Un renfort de huit mille hommes, miliciens de Londres, mettait Essex en état de compléter le blocus. Le péril semblait si pressant qu'un des plus fidèles conseillers du Roi lui proposa de se rendre en personne au pouvoir du comte. « Il se peut, dit Charles « indigné, qu'on me trouve entre les mains du comte « d'Essex, mais je serai mort [1]. » Cependant le bruit se répandit à Londres que, ne sachant comment échapper, il formait, en effet, le dessein, soit d'arriver brusquement dans la cité, soit de se mettre sous la protection du lord général. L'alarme des Communes fut aussi vive qu'avait pu l'être l'indignation du Roi : « Milord, » écrivirent-elles sur-le-champ à Essex, « un bruit général « circule ici que Sa Majesté veut venir à Londres ; nous « désirons que votre seigneurie ne néglige rien pour « en découvrir le fondement ; et si jamais vous aviez « lieu de croire que Sa Majesté se propose de se retirer

[1] Clarendon *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 128.

« soit ici, soit à votre armée, nous entendons que vous « en informiez aussitôt les Chambres, et ne fassiez rien « sans leur aveu. » Essex comprit quelle méfiance couvraient ces paroles. « J'ignore absolument, répondit-il, « d'où est venu le bruit que Sa Majesté veut aller à « Londres ; je ferai de mon mieux pour en découvrir « l'origine ; mais Londres est le lieu où l'on peut en « savoir le plus à ce sujet, car pas un mot n'en a été dit « dans cette armée. Si je viens à apprendre que le Roi « ait quelque intention de se rendre à l'armée ou au « Parlement, je vous en informerai sans délai ; mais je « ne conçois pas qu'il y ait la moindre raison d'y croire ; « et, dans tous les cas, je serais, je pense, le dernier à « en entendre parler[1]. »

Un bruit bien différent, et plus certain, vint surprendre le Parlement et l'armée : le Roi leur avait échappé. Le 3 juin, à neuf heures du soir, suivi du prince de Galles, et laissant dans la place le duc d'York avec toute la cour, il était sorti d'Oxford, avait passé entre les deux camps ennemis, et, rejoignant un corps de troupes légères qui l'attendait du côté du nord, s'était mis rapidement hors d'atteinte[2].

La surprise fut extrême, et la nécessité d'une prompte résolution évidente. Le siége d'Oxford devenait sans objet ; les deux armées n'avaient plus rien à

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 266 ; la lettre des Chambres à Essex est du 15 mai 1644, et sa réponse du 17 mai.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 120 ; — Rushworth, part. III, t. II, p. 671.

tenter en commun; le Roi en liberté serait bientôt redoutable; il importait surtout d'empêcher qu'il ne rejoignît le prince Robert. Essex convoqua un grand conseil de guerre, et y proposa que Waller, moins chargé de grosse artillerie et de bagage, se mît à la poursuite du Roi, tandis que lui-même marcherait vers l'ouest pour faire lever le siége de Lyme, et réduire le pays au pouvoir du Parlement. Waller repoussa ce dessein; telle n'était point, dit-il, la destination que le comité des deux royaumes avait assignée aux deux armées, dans le cas où elles viendraient à se séparer; c'était à lui que le commandement de l'ouest devait appartenir. Le conseil de guerre partagea l'avis du lord général; Essex réclama avec hauteur la soumission; Waller obéit, et se mit même sans retard en mouvement, mais après avoir adressé au comité d'amères plaintes sur le mépris que faisait le comte de ses instructions[1].

Vivement offensé, le comité porta sur-le-champ la question à la Chambre des Communes; et après un débat dont il ne reste aucune trace, l'ordre fut expédié à Essex de revenir sur ses pas, de reprendre la poursuite du Roi, et de laisser Waller s'avancer seul dans l'ouest, comme il l'eût dû faire d'abord[2].

Le comte était entré en campagne avec humeur; un

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 131.—Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 86.

[2] Rushworth, part. III, t. II, p. 672.

moment intimidés par leurs périls et par ses victoires, ses ennemis avaient recommencé, pendant l'hiver, à l'assiéger de soupçons, à lui susciter mille dégoûts; peu avant son départ, une pétition populaire avait demandé la réforme de son armée, et les Communes n'en avaient témoigné nul mécontentement[1]; celle de Waller était toujours mieux pourvue et payée avec plus d'exactitude[2]. C'était évidemment contre lui, et pour le remplacer au besoin, que lord Manchester en formait une nouvelle[3]; à Londres et dans son camp ses amis s'indignaient que, du fond d'une salle de Westminster, des hommes étrangers à la guerre prétendissent en régler les opérations, et prescrire à des généraux leurs mouvements[4]. Il répondit au comité : « Vos ordres sont « contraires à la discipline militaire et à la raison; si « je revenais sur mes pas, ce serait, à tous égards, un « grand encouragement pour l'ennemi. Votre inno- « cent quoique suspect serviteur, Essex; » et il continua sa marche[5].

Le comité surpris ajourna la querelle et sa colère; les ennemis d'Essex ne se sentaient pas assez forts pour le perdre, ni même pour se passer de lui; ils se conten-

[1] Whitelocke, p. 76.

[2] Rushworth, part. III, t. II, p. 683.—*Mémoires* de Hollis, p. 30, dans ma *Collection*.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 109.

[4] Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 86.

[5] Rushworth, part. III, t. II, p. 683. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 132.

tèrent de faire insérer dans la réponse qui lui fut adressée quelques phrases de réprimande sur le ton de sa lettre[1]; et il reçut l'ordre de poursuivre l'expédition que le précédent message lui avait enjoint d'abandonner[2].

Les nouvelles de l'armée de Waller n'étaient pas étrangères à tant de prudence. Après avoir vainement poursuivi le Roi, ce favori du comité était à son tour en péril. Dès que Charles eut appris que les deux généraux du Parlement s'étaient séparés, et qu'il n'avait plus affaire qu'à un seul, il s'arrêta, écrivit au prince Robert de se porter sans perdre un moment au secours d'York assiégé[3]; et se rejetant lui-même, par une résolution hardie, dans la route qu'il avait parcourue en fuyant d'Oxford, rentra dans la place dix-sept jours après l'avoir quittée, se remit à la tête de ses troupes, et reprit l'offensive pendant que Waller le cherchait encore dans le comté de Worcester. Au premier bruit des mouvements du Roi, Waller revint en toute hâte, car lui seul restait pour couvrir la ville de Londres; et bientôt, soutenu de quelques renforts, il s'avança avec sa confiance accoutumée, pour offrir ou accepter du moins le combat. Charles et les siens, animés de cette

[1] Rushworth, part. III, t. II, p. 683.

[2] Rushworth, *ibid.* — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 87.

[3] Sa lettre est datée du 14 juin 1644, de Tickenhall, près de Bewdley, dans le comté de Worcester. Elle a été publiée pour la première fois en 1819, dans l'Appendix aux *Memoirs of sir John Evelyn* (Londres, 2 vol. in-4°), t. II, p. 87.

ardeur que fait naître un succès inespéré après un grand péril, le souhaitaient plus vivement encore. L'action s'engagea le 29 juin, à Cropredybridge, dans le comté de Buckingham ; et malgré une brillante résistance, Waller fut battu, plus complétement même que ne le crurent au premier moment ses vainqueurs[1].

Le bonheur parut donner à Charles une hardiesse et même une habileté jusque-là inconnues. Tranquille sur Waller, il résolut soudain de marcher vers l'ouest, d'y poursuivre Essex à outrance, et de détruire ainsi coup sur coup ces deux armées qui naguère le tenaient presque prisonnier. Essex d'ailleurs avait paru sous les murs d'Exeter, et la Reine, qui y résidait, accouchée depuis quelques jours[2], ignorant encore les succès de son mari, allait retomber dans toutes ses terreurs[3]. Charles se mit en route deux jours après sa victoire; et en même temps, pour la rendre agréable au peuple plutôt que par un désir sincère de la paix, il adressa d'Evesham un message aux Chambres, où, sans leur donner le nom de Parlement, il se répandait en protestations pacifiques, et offrait de rouvrir des négociations[4].

Mais pendant qu'il s'éloignait, et avant que son mes-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 142 et suiv. — Rushworth, part. III, t. II, p. 675.

[2] Le 16 juin 1644, de la princesse Henriette, depuis duchesse d'Orléans.

[3] Clarendon. *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 151. — Rushworth, part. III, t. II, p. 686.

[4] Rushworth, part. III, t. II, p. 687; le message est daté du 4 juillet 1644.

sage parvînt à Londres, déjà toute crainte en était bannie; la face des affaires avait changé; la défaite de Waller n'était plus qu'un accident sans importance : le Parlement venait d'apprendre que, tout près d'York, ses généraux avaient remporté la plus éclatante victoire, que la ville ne pouvait tarder à se rendre, que, dans le nord enfin, le parti royaliste était comme anéanti.

Le 2 juillet, en effet, à Marston-Moor, de sept à dix heures du soir, une bataille, la plus décisive qui eût encore eu lieu, avait amené ces grands résultats. Trois jours auparavant, à l'approche du prince Robert, qui s'avançait vers York avec vingt mille hommes, les généraux parlementaires s'étaient décidés à lever le siége, se flattant qu'ils parviendraient du moins à empêcher le prince de jeter dans la place des secours; mais Robert déjoua leurs manœuvres, et entra dans York sans combat. Newcastle le pressa vivement de se contenter d'un si heureux succès; la discorde fermentait, lui dit-il, dans le camp ennemi; les Écossais étaient mal avec les Anglais, les indépendants avec les presbytériens, le lieutenant général Cromwell avec le major général Crawford; qu'il attendît au moins, s'il voulait combattre, un renfort de trois mille hommes qui arriveraient sous peu de jours. Robert l'écouta à peine, répondit brusquement qu'il avait les ordres du Roi [1], et commanda

[1] Ces ordres étaient contenus dans la lettre ci-dessus mentionnée, et qui lui prescrivait de se porter au secours d'York. On a longuement débattu la question de savoir si elle enjoignait for-

aux troupes de marcher sur l'ennemi qui se retirait. Elles atteignirent promptement son arrière-garde ; de part et d'autre on s'arrêta, on rappela tous les corps, on se disposa au combat. Presque à portée de mousquet, séparées seulement par quelques fossés, les deux armées passèrent cependant deux heures immobiles et dans un silence profond, attendant l'une et l'autre qu'on vînt l'attaquer. « Quel poste me destine Votre « Altesse ? » demanda Newcastle au prince. — « Je ne « compte pas engager l'action avant demain matin, lui « dit Robert ; vous pouvez vous reposer jusque-là. » Newcastle alla s'enfermer dans sa voiture. A peine y était-il établi que la mousqueterie lui apprit que la bataille commençait ; il s'y porta soudain, sans commandement, à la tête de quelques gentilshommes offensés et volontaires comme lui. En peu d'instants un désordre effroyable couvrit la plaine ; les deux armées s'assaillirent, s'enfoncèrent, se mêlèrent presque au hasard ; parlementaires et royalistes, cavaliers et fantassins, officiers et soldats erraient sur le champ de bataille,

mellement au prince Robert de livrer bataille, ou s'il pouvait s'en dispenser : débat puéril, car, à coup sûr, si Robert avait pensé, comme Newcastle, qu'il ne fallait pas hasarder la bataille, il aurait eu tort de se conformer à des ordres donnés de loin et au hasard. Du reste, quoi qu'en aient dit récemment MM. Brodie et Lingard (*Hist. of the British empire*, etc., t. III, p. 477 ; *Hist. of England*, t. X, p. 252), il s'en faut beaucoup que la lettre du Roi contienne un ordre positif : elle est évidemment écrite dans la persuasion que le siége d'York ne peut être levé sans combat ; et c'est en ce sens qu'elle dit qu'une victoire est indispensable. Voy. les *Éclaircissements et Pièces historiques*, nº II.

isolés ou par bandes, demandant des ordres, cherchant leur corps, se battant dès qu'ils rencontraient l'ennemi, mais sans résultat comme sans dessein général. La déroute éclata tout à coup à l'aile droite des parlementaires; rompue et saisie d'effroi par une vigoureuse charge des royalistes, la cavalerie écossaise se dispersa. Fairfax essaya vainement de la retenir; les Écossais s'enfuyaient en tous sens, criant : « Malheur à nous! nous sommes « perdus! » Et ils répandirent si rapidement dans le pays la nouvelle de leur défaite que, de Neward, un courrier l'alla porter à Oxford, où, pendant quelques heures, des feux de joie furent allumés. Mais, en revenant de la poursuite, les royalistes, à leur grande surprise, virent le terrain qu'ils occupaient naguère au pouvoir d'un ennemi vainqueur : pendant que la cavalerie écossaise fuyait devant eux, leur aile droite, bien que commandée par Robert lui-même, avait subi le même sort; après une lutte acharnée, elle avait cédé à l'invincible obstination de Cromwell et de ses escadrons; l'infanterie de Manchester avait consommé sa défaite; et content d'avoir dispersé les cavaliers du prince, Cromwell, habile à rallier les siens, s'était reporté aussitôt sur le champ de bataille pour s'assurer la victoire avant de songer à en jouir. Après un moment d'hésitation, les deux corps victorieux rengagèrent le combat, et à dix heures il ne restait plus un royaliste dans la plaine, si ce n'est trois mille morts et seize cents prisonniers [1].

[1] Rushworth, part. III, t. II, p. 631-640.— Clarendon, *Hist. of*

Robert et Newcastle rentrèrent dans York au milieu de la nuit, sans se parler, sans se voir; et à peine de retour, ils s'adressèrent réciproquement un message : « J'ai résolu, manda le prince au comte, de partir ce « matin avec ma cavalerie et tout ce qui me reste d'in- « fanterie. — Je pars à l'instant même, lui fit dire New- « castle, et vais passer la mer pour me retirer sur le « continent. » L'un et l'autre tint parole : Newcastle s'embarqua à Scarborough; Robert se mit en marche vers Chester avec les débris de son armée, et York capitula au bout de quinze jours [1].

Le parti indépendant tressaillit de joie et d'espérance : c'était à ses chefs, à ses soldats qu'était dû un si brillant succès; l'habileté de Cromwell avait décidé la victoire; pour la première fois des escadrons parlementaires avaient enfoncé des escadrons royalistes, et c'étaient les saints de l'armée, les cavaliers de Cromwell. Avec leur général, ils avaient reçu sur le champ de bataille le surnom de *Côtes-de-Fer*. L'étendard du prince Robert lui-même, publiquement exposé à Westminster, attestait leur triomphe [2], et ils auraient pu envoyer au Par-

the rebell., t. VII, p. 153-166.—*Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 139-142, dans ma *Collection*. —*Mémoires* de Hollis, p. 20-24, *ibid.*— *Mémoires* de Fairfax, p. 391-395, *ibid.*—*Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. I, p. 437, *ibid.* — Whitelocke, p. 89.— Carte's *Letters*, t. I, p. 56 et suiv. — Baillie, *Letters*, t. II, p. 36, 40.

[1] Le 16 juillet 1644. —Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 156.

[2] Au milieu de cet étendard on voyait un lion couchant; derrière lui un mâtin qui semblait le mordre, et de la gueule duquel

lement plus de cent drapeaux ennemis si, dans leur enthousiasme, ils ne les avaient mis en pièces pour en orner leurs bonnets et leurs bras[1]. Essex avait vaincu deux fois, mais comme par contrainte, pour sauver le Parlement près de périr, et sans autre effet : les saints cherchaient le combat, et n'avaient pas peur de la victoire. Les Écossais, qui s'étaient montrés si faibles dans ce grand jour, prétendraient-ils désormais les soumettre à leur tyrannie presbytérienne? Parlerait-on encore de la paix comme d'une nécessité? La victoire et la liberté seules étaient nécessaires ; il fallait les conquérir à tout prix, et pousser jusqu'au bout cette bienheureuse réforme tant de fois compromise par des hommes intéressés ou timides, tant de fois sauvée par le bras du Seigneur. Partout retentissait ce langage; partout les indépendants, libertins ou fanatiques, bourgeois, prédicateurs ou soldats, faisaient éclater leurs passions et leurs vœux ; et partout se mêlait le nom de Cromwell, plus emporté que nul autre dans ses discours, en même temps qu'il passait déjà pour le plus habile à tramer de profonds desseins. « Milord, dit-il un jour à Manchester, « auquel le parti se fiait encore, mettez-vous décidé« ment avec nous ; ne dites plus qu'il faut se tenir en

sortait une banderole où on lisait le nom de *Kimbolton;* à ses pieds, de petits chiens devant la gueule desquels était écrit : *Pym, Pym, Pym;* et de la gueule du lion sortaient ces mots : *Quousque tandem abuteris patientia nostra?* (Rushworth, part. III, t. II, p. 635.)

[1] *Ibidem*

« mesure pour la paix, ménager la Chambre des Lords, « craindre les refus du Parlement : qu'avons-nous « affaire de la paix et de la noblesse? Rien n'ira bien « tant que vous ne vous appellerez pas tout simplement « M. Montague : si vous vous attachez aux honnêtes « gens, vous serez bientôt à la tête d'une armée qui fera « la loi au Roi et au Parlement[1]. »

Malgré l'audace de ses espérances, Cromwell lui-même ne savait pas combien la victoire de son parti était prochaine, ni quel triste sort était près d'atteindre l'adversaire qu'il redoutait le plus.

Essex s'était engagé de plus en plus dans l'ouest, ignorant quels périls s'amassaient derrière lui, et attiré par de faciles succès. En trois semaines il avait fait lever le siége de Lyme, occupé Weymouth, Barnstaple, Tiverton, Taunton, et dissipé presque sans combat les corps royalistes qui tentaient de l'arrêter. Comme il approchait d'Exeter, la Reine lui fit demander un sauf-conduit pour aller à Bath se remettre de ses couches. « Si « Votre Majesté, lui répondit-il, veut se rendre à « Londres, non-seulement je lui donnerai un sauf-« conduit, mais je l'y accompagnerai moi-même; c'est « là qu'elle recevra les meilleurs avis et les soins les « plus efficaces pour le rétablissement de sa santé : pour « tout autre lieu, je ne puis accéder à ses désirs sans en « référer au Parlement[2]. » Saisie d'effroi, la Reine

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 25, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 253.

[2] Rushworth, part. III, t. II, p. 684. — Whitelocke, p. 88.

s'enfuit à Falmouth, où elle s'embarqua pour la France[1], et Essex continua sa marche. Il était encore en vue d'Exeter lorsqu'il apprit que le Roi, vainqueur de Waller, s'avançait rapidement contre lui, rassemblant sur sa route toutes les forces dont il pouvait disposer. Un conseil de guerre fut aussitôt convoqué; on se demanda s'il fallait poursuivre et s'enfoncer dans le pays de Cornouailles, ou rebrousser chemin, se porter au-devant du Roi et lui offrir le combat. Essex penchait pour ce dernier avis; mais plusieurs officiers, lord Robarts entre autres, ami de sir Henri Vane, possédaient dans le pays de Cornouailles de grands biens dont les revenus leur manquaient depuis longtemps; ils avaient compté sur cette expédition pour se faire payer de leurs fermiers : ils repoussèrent toute idée de retraite, soutenant que le peuple de Cornouailles, opprimé par les royalistes, se soulèverait à l'approche de l'armée, et qu'Essex aurait ainsi l'honneur d'enlever au Roi ce comté, jusque-là son plus ferme appui[2]. Essex se laissa persuader, et s'engagea dans les défilés de Cornouailles, en faisant demander à Londres des renforts. Le peuple ne se leva point en sa faveur, les vivres étaient rares, déjà le Roi le serrait de près. Il écrivit de nouveau à Londres que sa situation devenait périlleuse, qu'il fallait absolument que Waller ou quelque autre, par une

[1] Le 14 juillet 1644.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 168. — Rushworth, part. III, t. II, p. 690.

diversion sur les derrières de l'armée du Roi, mît la sienne en état de se dégager. Le comité des deux royaumes fit grand bruit de son malheur, et parut animé d'une extrême ardeur à le secourir : on prescrivit des prières publiques[1]; on donna des ordres à Waller, à Middleton, à Manchester même, revenu du nord avec une portion de son armée; à leur tour ils étalèrent le plus vif empressement : « Que l'on m'envoie de l'ar-« gent et des hommes, écrivait Waller. Dieu m'est « témoin que ce n'est pas ma faute si je ne vais pas plus « vite ; que la honte et le sang retombent sur la tête de « ceux qui me retardent! Si l'argent ne m'arrive pas, « j'irai sans argent. » Et il ne marcha point. Middleton tint le même langage, se mit en mouvement, et s'arrêta au premier obstacle. Aucun corps ne se détacha de l'armée de Manchester[2]. Rassurés par la victoire de Marston-Moor, les meneurs indépendants, Vane, Saint-John, Ireton, Cromwell, étaient charmés d'acheter par un grand échec la ruine de leur ennemi.

Ils ne se doutaient pas qu'à ce moment même, et dans sa détresse, Essex tenait peut-être leur sort dans ses mains : le 6 août, à son quartier général de Lestithiel, une lettre du Roi lui fut remise, pleine d'estime, de promesses, et qui le pressait de rendre la paix à son pays. Lord Beauchamp, neveu du comte, était porteur

[1] Le 13 août 1644.—Rushworth, part. III, t. II, p. 697.

[2] Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 97 et suiv. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 143, dans ma *Collection*.

du message ; plusieurs colonels de son armée y semblaient favorables[1]. « Je ne répondrai point, dit Essex ; « je n'ai qu'un conseil à donner au Roi, c'est de retour« ner auprès de son Parlement. » Charles n'insista point ; peut-être même, malgré le désastre de Marston-Moor, souhaitait-il assez peu l'intervention d'un tel médiateur. Mais la paix avait, auprès de lui, des partisans plus obstinés ; l'esprit d'indépendance et d'examen gagnait les royalistes ; le nom du Roi n'exerçait plus sur eux son ancien empire, et dans leurs réunions beaucoup d'officiers débattaient librement les affaires publiques et ses volontés. Persuadés que, si Essex avait repoussé toute ouverture, c'est que les promesses du Roi lui semblaient sans garantie, ils résolurent de lui offrir la leur, et de l'inviter à s'aboucher avec eux. Les lords Wilmot et Piercy, commandants de la cavalerie et de l'artillerie, étaient à la tête de ce dessein : l'un audacieux, spirituel, buveur infatigable, et cher à l'armée par la joyeuse affabilité de son humeur ; l'autre froid et hautain, mais hardi dans ses propos, et tenant une bonne table qu'il faisait partager à beaucoup d'officiers. Informé de leurs démarches et du projet de lettre qui circulait en leur nom, Charles en ressentit une vive colère ; cependant l'intention plaisait, même à des hommes qui blâmaient le moyen. Le Roi, n'osant l'interdire, prit le parti de l'approuver : la lettre devint un

[1] Entre autres les colonels Weare et Butler. (Rushworth, part. III, t. II, p. 710.)

acte officiel avoué de lui, et signé du prince Maurice et du comte de Brentford, général en chef de l'armée, comme de ses premiers auteurs; un trompette la porta au camp ennemi [1]. « Milords, répondit Essex, vous avez « eu soin d'exprimer, dès les premières lignes de votre « lettre, en vertu de quelle autorisation elle m'était « adressée; je n'ai reçu, du Parlement que je sers, « aucune autorisation pour traiter, et ne pourrais m'y « prêter sans trahir mon serment. Je suis, milords, « votre très-humble serviteur. ESSEX. » Un refus si sec piqua vivement les royalistes; toute tentative de négociation fut abandonnée. Wilmot et Piercy perdirent leur commandement, et les hostilités reprirent leur cours [2].

Essex se vit bientôt dans une situation désespérée : il combattait chaque jour, et pour tomber chaque jour dans un plus grand péril; ses soldats se lassaient, des complots fermentaient dans leurs rangs [3]; le Roi resserrait de plus en plus ses lignes, élevait partout des redoutes. Déjà l'espace manquait aux cavaliers du comte pour recueillir des fourrages; à peine lui restait-il quelques libres communications avec la mer, seule voie par où il pût se procurer des vivres; dans les derniers jours d'août enfin, il était cerné de si près que, des hauteurs environnantes, les royalistes pouvaient voir tout ce qui se passait dans son camp. Dans cette extrémité, il donna

[1] Le 9 août 1644.

[2] Rushworth, part. III, t. II, p. 691-697. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 170-181.

[3] Rushworth, part. III, t. II, p. 698.

ordre à la cavalerie, commandée par sir William Balfour, de se faire jour, comme elle pourrait, à travers les postes ennemis, et se mit en marche avec l'infanterie pour tâcher d'atteindre le port de Foy. A la faveur de la nuit et d'un brouillard, la cavalerie réussit à passer entre deux corps royalistes; mais l'infanterie, engagée dans des chemins étroits et fangeux, poursuivie par toute l'armée du Roi, contrainte d'abandonner à chaque pas des canons et des bagages, perdit enfin tout espoir de salut. On parla hautement de capituler. Abattu, troublé, préoccupé du seul désir de se soustraire à tant d'humiliation, Essex, sans consulter personne, suivi seulement de deux officiers[1], partit tout à coup, gagna la côte, et se jeta dans un bateau qui fit voile pour Plymouth, laissant son armée sous les ordres de Skippon, major général[2].

Dès que son départ fut connu, Skippon convoqua un conseil de guerre : « Messieurs, dit-il, vous voyez que « notre général et quelques-uns de nos principaux chefs « ont jugé à propos de nous abandonner; notre cavalerie est partie; nous restons seuls chargés de nous « défendre. Voici ce que je vous propose : nous avons « le même courage que nos cavaliers, le même Dieu « pour nous aider; tentons de même notre fortune;

[1] Sir John Merrick, qui commandait l'artillerie, et lord Robarts lui-même, qui avait décidé Essex à entrer dans le pays de Cornouailles.

[2] Rushworth, part. III, t. II, p. 699-703.— Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 182-190. — Whitelocke, p. 98.

« essayons de nous faire jour comme eux à travers nos « ennemis : il vaut mieux mourir avec honneur que de « se sauver lâchement. » Mais l'héroïsme de Skippon ne gagna point le conseil; beaucoup d'officiers de cette armée, braves et fidèles, mais presbytériens ou modérés comme Essex, étaient, comme lui, tristes et découragés. Le Roi leur fit proposer une capitulation inespérée : il n'exigeait que la remise de l'artillerie, des munitions et des armes; tous les hommes, officiers et soldats, demeureraient libres et seraient même conduits en sûreté jusqu'aux quartiers du Parlement. Ces conditions furent acceptées[1]; et, sous l'escorte de cavaliers royaux, les bataillons parlementaires traversèrent sans général, sans armes, ces comtés que naguère ils avaient parcourus en vainqueurs[2].

Cependant Essex débarquait à Plymouth, et rendait compte au Parlement de son désastre: «C'est, écrivait-il, « le plus rude coup qu'ait jamais reçu notre parti; je « ne désire rien tant que d'être mis en jugement : de « tels échecs ne doivent point demeurer étouffés[3]. » Huit jours après, il reçut de Londres cette réponse :

« Milord, le comité des deux royaumes ayant com- « muniqué aux Chambres du Parlement des lettres de « votre seigneurie en date de Plymouth, elles nous ont

[1] Le 1er septembre 1644.

[2] Rushworth, part. III, t. II, p. 704-709. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 190-192.

[3] Lettre d'Essex à sir Philippe Stapleton, dans Rushworth, part. III, t. II, p. 703.

« ordonné de vous faire connaître que, pénétrées de la « gravité de ce malheur, mais se soumettant à la volonté « de Dieu, leurs bons sentiments pour votre seigneurie « et leur confiance dans votre fidélité et vos mérites « n'en sont nullement ébranlés. Elles ont résolu de « déployer leurs plus énergiques efforts pour réparer « cette perte, et remettre sous votre commandement[1] « une armée qui, avec la bénédiction de Dieu, puisse « rétablir nos affaires en meilleur état. Le comte de « Manchester et sir William Waller ont reçu l'ordre de « marcher avec toutes leurs troupes vers Dorchester. « Les Chambres ont pareillement ordonné que six « mille mousquets, six mille uniformes, cinq cents « paires de pistolets, etc., fussent expédiés à votre sei- « gneurie, à Portsmouth, pour servir à l'équipement et « relever le courage de vos soldats. Elles ont la con- « fiance que le séjour de votre seigneurie dans ce comté, « pour réorganiser et mettre en mouvement les divers « corps, aura les plus salutaires effets. »

La surprise du comte fut grande : il s'attendait à des poursuites, au moins à d'amers reproches ; mais sa fidélité si récemment éprouvée, l'étendue même du désastre, la nécessité d'en imposer à l'ennemi, ralliaient à ses partisans les hommes incertains, et ses adversaires s'étaient

[1] Dans Rushworth (part. III, t. II, p. 708), on lit : *Under their command* (sous *leur* commandement) ; mais dans l'*Histoire parlementaire* (t. III, col. 289), le texte porte : *Under your command*, et j'ai adopté cette dernière leçon, de beaucoup la plus probable. La lettre est du 7 septembre 1644.

interdit le combat. Essex, embarrassé de son malheur et de sa faute, ne leur semblait plus redoutable; ils le connaissaient et prévoyaient que bientôt, pour épargner à sa dignité des chocs si rudes, lui-même se mettrait à l'écart. Jusque-là, en le traitant avec honneur, on faisait preuve d'énergie; on évitait, sur les causes cachées de l'événement, une enquête peut-être fâcheuse; on engageait enfin dans un nouvel effort pour la guerre les fauteurs mêmes de la paix. Aussi habiles que passionnés, les meneurs indépendants se turent, et le Parlement sembla unanime à soutenir dignement ce grand revers.

Son activité et la fermeté de son attitude ralentirent d'abord les mouvements du Roi; il adressa aux Chambres un message pacifique, puis se contenta, pendant trois semaines, de se présenter devant quelques places, Plymouth, Lyme, Portsmouth, qui ne se rendirent point. Mais vers la fin de septembre, il apprit que Montrose, qui depuis longtemps lui promettait en Écosse la guerre civile, avait enfin réussi à la faire éclater, et marchait déjà de succès en succès. Après la bataille de Marston-Moor, déguisé en domestique et suivi seulement de deux compagnons, Montrose avait passé à pied la frontière d'Écosse, et s'était rendu à Strathern, chez Patrick Graham d'Inchbrackie, son cousin, à l'entrée des hautes terres, pour y attendre le débarquement des auxiliaires irlandais qu'Antrim lui devait envoyer. De jour il se cachait; de nuit il errait dans les montagnes environnantes, allant recueillir lui-même, de rendez-vous en

rendez-vous, les rapports de ses affidés. Bientôt la nouvelle lui parvint que les bandes irlandaises avaient en effet débarqué[1] et s'avançaient dans le pays, pillant, ravageant, mais ne sachant où se diriger, et cherchant à leur tour le général qu'on leur avait promis. Elles approchaient du comté d'Athol. Montrose parut tout à coup dans leur camp, avec un seul homme, en costume de montagnard : elles le reconnurent aussitôt pour chef. Au bruit de sa venue, plusieurs clans accoururent; sans perdre un moment, il les mena au combat, exigeant tout de leur courage, permettant tout à leur avidité; et quinze jours après, il avait gagné deux batailles[2], occupé Perth, pris Aberdeen d'assaut, soulevé la plupart des clans du nord et semé l'effroi jusqu'aux portes d'Édimbourg.

A ces nouvelles, Charles se flatta que le désastre de Marston-Moor était réparé, que le Parlement retrouverait bientôt dans le nord un puissant adversaire, et que lui-même pouvait sans crainte suivre dans le midi le cours de ses succès. Il résolut de marcher sur Londres; et pour donner à son expédition une apparence populaire et décisive, au moment de son départ, une proclamation partout répandue invita tous ses sujets du midi et de l'est à se lever en armes, à se choisir eux-mêmes des officiers, et à le rejoindre sur la route pour

[1] Le 8 juillet 1644.

[2] A Tippermuir, le 1er septembre, et au Pont de Dee, le 12 du même mois.

aller avec lui sommer les Chambres d'accepter enfin la paix [1].

Mais les Chambres avaient pris leurs mesures : déjà les troupes de Manchester, de Waller et d'Essex réunies, couvraient Londres du côté de l'ouest; jamais le Parlement n'avait eu sur un seul point une si grande armée; et au premier bruit de l'approche du Roi, cinq régiments de la milice de Londres vinrent s'y joindre sous les ordres de sir James Harrington. En même temps des taxes nouvelles s'établissaient; les Communes décrétaient que la vaisselle du Roi, jusque-là déposée à la Tour, serait fondue pour le service public. Enfin, lorsqu'on sut les armées en présence, les boutiques se fermèrent, le peuple se précipita dans les églises, et un jeûne solennel fut ordonné pour invoquer sur la bataille prochaine les bénédictions du Seigneur [2].

Dans le camp comme dans la cité, on l'attendait de jour en jour : Essex seul, triste, malade, restait immobile à Londres, quoique toujours revêtu du commandement. Informées qu'il ne partait point, les Chambres chargèrent un comité de se rendre auprès de lui, et de lui renouveler l'assurance de leur confiante affection. Essex remercia les commissaires, mais ne rejoignit point son armée [3]. La bataille se livra sans lui, le 27 octobre,

1 La proclamation est datée de Chard, le 30 septembre 1644. (Rushworth, part. III, t. II, p. 715.)

2 Rushworth, part. III, t. II, p. 719-720.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 294, 295, 308.

3 Whitelocke, p. 103.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 295.

à Newbury, presque dans les mêmes positions où, l'année précédente, en revenant de Glocester, il avait si glorieusement vaincu. En son absence lord Manchester commandait. L'action fut longue et acharnée ; les soldats d'Essex surtout firent des prodiges : à la vue des canons qu'ils avaient perdus naguère dans le comté de Cornouailles, ils se précipitèrent sur les batteries royales, ressaisirent leurs pièces, et les ramenèrent en les embrassant avec transport. Quelques régiments de Manchester essuyèrent en revanche un échec assez rude. Un moment les deux partis s'attribuèrent la victoire ; mais dès le lendemain, le Roi, renonçant à ses projets sur Londres, commença son mouvement de retraite, pour aller prendre à Oxford ses quartiers d'hiver[1].

Cependant le Parlement fit peu de bruit de son triomphe : aucun service d'actions de grâces ne fut célébré ; et le lendemain même du jour où parvint à Londres la nouvelle de la bataille, le jeûne mensuel des Chambres eut lieu selon l'usage[2], comme s'il n'y avait eu aucun sujet de se réjouir. Le public s'étonnait de tant de froideur. Bientôt des propos fâcheux circulèrent : la victoire, dit-on, aurait pu être bien plus décisive ; mais la discorde régnait entre les généraux ; ils avaient souffert que le Roi se retirât sans obstacle,

[1] Whitelocke, p. 103, 104. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 226-232. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 145-150. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 296. — Rushworth, part. III, t. II, p. 721-730.

[2] Le 30 octobre 1644.

presque sous les yeux de l'armée immobile, par un clair de lune magnifique, quand il eût suffi du moindre mouvement pour l'empêcher. Ce fut bien pis lorsqu'on apprit que le Roi venait de reparaître aux environs de Newbury, qu'il avait retiré librement son artillerie du château de Donnington[1], et même offert de nouveau la bataille sans que l'armée sortît de son immobilité. La clameur devint générale; la Chambre des Communes ordonna une enquête. Cromwell n'attendait que cette occasion d'éclater : « C'est au comte de Manchester, « dit-il, que tout doit être imputé; depuis la victoire « de Marston-Moor, il a peur de vaincre, peur d'un « grand et dernier succès : tout à l'heure, quand le Roi « a reparu près de Newbury, rien n'était plus aisé que « de détruire entièrement son armée. Je suis allé trou- « ver le général; je lui ai montré comment cela se « pouvait; j'ai sollicité la permission d'attaquer avec « ma seule brigade; d'autres officiers ont insisté avec « moi; il s'y est obstinément refusé; il a même ajouté « que, parvinssions-nous à anéantir son armée, le Roi « serait toujours Roi, et en retrouverait bientôt une « autre, tandis que nous, une fois battus, nous ne « serions plus que des rebelles et des traîtres infailli- « blement condamnés en vertu de la loi. » Ces derniers mots émurent vivement la Chambre, car elle ne pouvait souffrir qu'on parût douter de la légalité de sa résis-

[1] Le 9 novembre 1644. Rushworth, part. III, t. II, p. 729-732. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 234-236.

tance. Le lendemain, dans la Chambre haute, Manchester repoussa l'attaque, expliqua sa conduite, ses paroles, et à son tour accusa Cromwell d'indiscipline, de mensonge, de trahison même ou de perfidie; car le jour de la bataille, dit-il, ni lui ni son régiment n'avaient paru au poste qui leur était assigné. Cromwell ne répondit point, et renouvela plus violemment ses accusations[1].

L'émotion fut grande parmi les presbytériens; depuis longtemps déjà Cromwell excitait toutes leurs alarmes. On l'avait vu d'abord, souple et flatteur auprès de Manchester, l'exalter en toute occasion aux dépens d'Essex, et acquérir peu à peu sur son armée bien plus d'empire que lui-même. Il en avait fait le refuge des indépendants, des sectaires de toute sorte, ennemis du covenant comme du Roi; sous sa protection, une licence fanatique y régnait; chacun parlait, priait, prêchait même à son gré et sans mission. En vain, pour balancer l'influence de Cromwell, on avait nommé major général le colonel Skeldon Crawford, Écossais et presbytérien rigide : Crawford n'avait su qu'accuser follement Cromwell de lâcheté, et Cromwell, sans cesse appliqué à épier les fautes de son adversaire, à le décrier parmi les soldats, à le dénoncer au Parlement et au peuple, l'avait bientôt mis hors d'état de lui nuire[2]. Enhardi par ce succès et par les

[1] Rushworth, part. III, t. II, p. 732-736.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 297. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 150-152. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 251-254. — *Mémoires* de Hollis, p. 37.

[2] Baillie, *Letters*, t. II, p. 40, 41, 42, 49, 57, 60, 66, 69. — *Mémoires* de Hollis, p. 20-22.

progrès visibles de son parti, il s'était ouvertement déclaré le patron de la liberté de conscience, et avait même obtenu des Chambres [1], avec l'aide des libertins et des philosophes, la formation d'un comité chargé de rechercher comment on pourrait contenter les dissidents ou les laisser en paix. Maintenant il attaquait Manchester lui-même, ne parlait des Écossais qu'avec insulte, se faisait fort de triompher sans eux, de les chasser même d'Angleterre, s'ils prétendaient l'opprimer à leur tour, poussait enfin l'audace jusqu'à mettre en question le trône, les Lords, tout l'ordre ancien et légal du pays [2]. Irrités et inquiets, les chefs des presbytériens et des politiques modérés, les commissaires écossais, Hollis, Stapleton, Merrick, Glynn, etc., se réunirent à l'hôtel d'Essex pour aviser aux moyens de déjouer un si dangereux ennemi. Après une longue conférence, ils résolurent de consulter Whitelocke et Maynard, tous deux savants jurisconsultes, accrédités dans la Chambre, et qu'ils avaient lieu de croire favorables à leur cause. On alla les chercher de la part du lord général, presque au milieu de la nuit, sans leur dire de quoi il s'agissait. Ils arrivèrent un peu agités du sujet, et de l'heure, et de la forme de la convocation. Après quelques compliments : « Messieurs, leur dit lord Lowden, « chancelier d'Écosse, vous savez que le lieutenant

[1] Le 13 septembre 1644. Baillie, *Letters*, t. II, p. 57, 61. — *Journals of the House of Commons*, 13 septembre.

[2] Whitelocke, p. 111. — *Journals of the House of Lords*, 28 novembre 1644. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 253.

« général Cromwell n'est pas de nos amis, et que, de-
« puis l'entrée de nos troupes en Angleterre, il a tout
« fait pour nous décrier et nous nuire; vous savez
« aussi qu'il ne veut pas plus de bien à Son Excellence
« le lord général que nous avons, vous et nous, tant
« de raisons d'honorer; enfin, vous n'ignorez pas
« qu'aux termes de notre covenant solennel, quiconque
« jouera, entre les deux royaumes, le rôle d'*incendiaire*
« doit être poursuivi à l'instant : selon la loi d'Écosse,
« le mot *incendiaire* désigne celui qui sème la discorde
« et cherche à exciter des troubles funestes. Nous dési-
« rons savoir de vous s'il a le même sens dans la loi
« anglaise, si le lieutenant général Cromwell ne mé-
« rite pas, à votre avis, la qualification d'*incendiaire*,
« et comment, s'il la mérite en effet, on doit procéder
« contre lui. »

Les deux jurisconsultes se regardèrent; on attendait leur réponse. Après quelques moments de silence : « Puisque personne ne prend la parole, dit Whitelocke,
« pour prouver ma soumission à Son Excellence, j'es-
« sayerai de dire humblement et librement mon avis
« sur les questions que milord chancelier nous a si
« clairement posées. Le mot *incendiaire* a chez nous le
« même sens que dans la loi d'Écosse; mais si le lieu-
« tenant général Cromwell mérite ce nom, c'est ce
« qu'on ne peut savoir que par la preuve qu'il a réelle-
« ment fait ou dit des choses tendant à susciter la dis-
« corde entre les deux royaumes, ou des troubles parmi
« nous. A coup sûr, ni vous milord général, ni vous

« milords les commissaires d'Écosse, élevés comme « vous l'êtes en dignité et en pouvoir, vous ne vous « embarquerez dans une affaire, encore moins dans « une accusation, sans être certains du succès. Or le « lieutenant général Cromwell est un homme d'un « esprit hardi, adroit, fécond en ressources ; il a, dans « ces derniers temps surtout, acquis dans la Chambre « des Communes beaucoup d'influence ; il ne manquera, « dans la Chambre des Lords, ni d'amis, ni d'habileté « pour le soutenir. Je n'ai entendu dire à Son Excel-« lence, ni à milord chancelier, ni à aucune autre « personne, et je ne sais par moi-même aucun fait qui « puisse prouver à la Chambre que le lieutenant général « est vraiment un incendiaire. Je doute donc beaucoup « qu'il soit sage de l'accuser à ce titre; il faudrait d'abord, « ce me semble, recueillir sur son compte tous les « renseignements qu'on pourrait se procurer : alors, si « elles le jugent à propos, vos seigneuries nous appelle-« ront de nouveau, nous leur donnerons notre avis, et « elles se décideront comme il conviendra. »

Maynard parla comme Whitelocke, ajoutant même que le mot *incendiaire* était de peu d'usage dans la loi anglaise, et donnerait lieu à beaucoup d'incertitude. Hollis, Stapleton, Merrick soutinrent vivement leur projet, disant que Cromwell n'avait pas dans la Chambre tant d'influence, qu'ils se chargeraient volontiers de l'y accuser, et rapportant des faits, des paroles qui, disaient-ils, prouvaient clairement ses desseins. Mais les commissaires écossais refusèrent de s'engager dans

cette lutte. Vers deux heures du matin, Maynard et Whitelocke se retirèrent, et la conférence n'eut d'autre résultat que d'exciter Cromwell à précipiter ses coups, car « quelque faux frère, » dit Whitelocke, probablement Whitelocke lui-même, l'informa de ce qui s'était passé[1].

Essex et ses amis cherchèrent à leur mal un autre remède ; toutes leurs pensées se tournèrent vers la paix. Jamais les Chambres n'avaient absolument cessé de s'en occuper : tantôt quelque motion formelle amenait des délibérations où bien peu de voix, la seule voix même de l'orateur, décidaient du sort du pays[2]; tantôt les ambassadeurs de France et de Hollande, sans cesse en voyage de Londres à Oxford et d'Oxford à Londres, offraient leur médiation, rarement sincère, et toujours éludée, mais avec embarras[3]. Tant de gens désiraient la paix que personne n'eût osé s'y montrer ouvertement contraire; et depuis plus de six mois, un comité de

[1] Whitelocke, p. 111. — Wood, *Athenæ Oxonienses*, t. II, col. 546.

[2] Le 29 mars 1644, sur la proposition de former un comité pour examiner les offres de médiation de l'ambassadeur de Hollande, la Chambre des Communes se divisa à soixante-quatre voix contre soixante-quatre ; l'orateur se prononça pour la négative. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 253.)

[3] Les ambassadeurs de Hollande offrirent la médiation des États-Généraux les 20 mars, 12 juillet et 7 novembre 1644; le comte d'Harcourt, ambassadeur de France, arrivé à Londres en juillet 1644, eut une audience du Parlement le 14 août, et quitta l'Angleterre en février 1645. (*Parliam. Hist.*, t. III, col. 252, 253, 278, 285, 293, 298, 314. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VI, p. 317-323.)

membres des deux Chambres et de commissaires écossais travaillait à rédiger des propositions. Tout à coup le parti presbytérien pressa vivement ce travail; en peu de jours les propositions furent présentées aux Chambres, débattues, adoptées [1]; et le 20 novembre, neuf commissaires partirent pour les porter au Roi. Ils le croyaient à Wallingford, et se présentèrent devant la place : après deux heures d'attente et de chicanes sur leur mission, leur sauf-conduit et leur suite, le gouverneur, le colonel Blake, les reçut enfin pour leur dire que le Roi était parti, et qu'ils le trouveraient probablement à Oxford. Ils voulaient coucher à Wallingford; mais la conversation entre Blake et lord Denbigh, président du comité, devint bientôt si vive, les propos de Blake étaient si rudes, et l'attitude de sa garnison si menaçante, qu'ils jugèrent prudent de se retirer sans délai. Le lendemain, arrivés près d'Oxford, ils s'arrêtèrent sur une petite colline, à cinq cents pas de la ville, et se firent annoncer au gouverneur par un trompette. Quelques heures se passèrent; aucune réponse ne leur parvenait. Le Roi, se promenant dans son jardin, aperçut sur la colline le groupe que formaient les commissaires et leur suite, demanda qui étaient ces gens-là, et sur l'explication qui lui fut donnée, il envoya sur-le-champ M. Killigrew avec ordre de les introduire dans la place, de pourvoir à leur logement, et de leur exprimer son regret qu'on les eût fait attendre si longtemps. Comme ils passaient dans les

[1] Le 8 novembre 1644. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 299.

rue] d'Oxford, sous l'escorte de quelques cavaliers, la multitude s'attroupait, les accablait d'injures, leur jetait même des pierres et de la boue. Parvenus à une mauvaise auberge, à peine y étaient-ils établis qu'un violent tumulte s'éleva près de leur appartement. Hollis et Whitelocke sortirent aussitôt ; quelques officiers royalistes étaient entrés dans la grande salle et se querellaient avec les gens des commissaires, les traitant, eux et leurs maîtres, de *misérables*, *traîtres*, *rebelles*, et ne voulant pas souffrir qu'ils approchassent de la cheminée. Hollis saisit un des officiers au collet, et le secouant rudement, le poussa hors de la salle, en lui faisant honte de sa conduite. Whitelocke en fit autant ; les portes de l'auberge furent fermées ; le gouverneur y plaça une garde. Dans la soirée, plusieurs membres du Conseil, Hyde entre autres, vinrent voir les commissaires, s'excusèrent de ces désordres, leur témoignèrent un extrême désir de concourir avec eux à la paix, et le Roi leur fit dire qu'il les recevrait le lendemain [1].

L'audience fut courte. Lord Denbigh lut à haute voix, en présence du Conseil et de la cour, les propositions du Parlement : elles étaient telles que le Roi ne pouvait se croire réduit à les accepter ; on lui demandait de livrer son pouvoir à la méfiance des Chambres, et son parti à leur vengeance : plus d'une fois un murmure de colère s'éleva parmi les assistants. Au moment surtout

[1] Le 2 novembre 1644. — Whitelocke, p. 107, *Parliam. Hist.*, t. III, col. 310.

où lord Denbigh nomma les princes Robert et Maurice, qui se trouvaient là, comme exclus de toute amnistie, un rire bruyant fut près d'éclater ; mais le Roi, se retournant d'un air sévère, imposa silence à tout le monde, et continua d'écouter avec patience et gravité. La lecture finie : « Avez-vous pouvoir de traiter? dit-il « à lord Denbigh.—Non, sire, notre mission se borne à « présenter à Votre Majesté les propositions, et à solliciter sa réponse par écrit ! — Eh bien, je vous la « remettrai dès que je pourrai. » Et les commissaires retournèrent chez eux[1].

Le soir même, et de l'aveu de leurs collègues, Hollis et Whitelocke firent une visite à lord Lindsey, gentilhomme de la chambre, autrefois leur ami, et que ses blessures avaient empêché d'aller les voir. A peine étaient-ils chez lui depuis un quart d'heure que le Roi y entra ; et s'avançant vers eux avec bienveillance : « Je suis fâché, messieurs, leur dit-il, que vous ne « m'ayez pas apporté des propositions plus raison- « nables.—Sire, dit Hollis, ce sont celles que le Parle- « ment a cru devoir adopter, et j'espère qu'on en « pourra tirer de bons résultats.—Le Roi. Je sais bien, « vous ne pouviez apporter que ce qu'on voulait en- « voyer ; mais j'avoue que quelques-unes de ces propo- « sitions m'étonnent grandement : à coup sûr, vous- « mêmes ne pouvez croire qu'il soit de la raison ni de

[1] *Parliam. Hist* , t. III, col. 310.

« mon honneur de les accorder.—Hollis. Il est vrai, « sire; j'aurais désiré qu'elles ne fussent pas toutes ce « qu'elles sont; mais Votre Majesté sait que ces choses-« là se décident à la majorité.—Le Roi. Je le sais, et « suis bien sûr que vous et vos amis (je ne veux pas « dire votre parti) avez fait tous vos efforts dans la « Chambre pour qu'il en fût autrement, car je sais « que vous souhaitez la paix.—Whitelocke. J'ai eu « l'honneur de me rendre plusieurs fois dans ce dessein « auprès de Votre Majesté, et je m'afflige de n'avoir pas « encore réussi.—Le Roi. Je voudrais, monsieur Whi-« telocke, que les autres fussent de votre avis, et de « l'avis de M. Hollis, et je crois qu'alors nous verrions « bientôt une heureuse fin de nos différends; car moi « aussi je veux la paix; et pour preuve, comme aussi « pour vous témoigner la confiance que je vous porte « à vous deux qui êtes ici avec moi, donnez-moi vos « conseils, je vous prie, sur la réponse qu'il me convient « de faire à ces propositions, pour qu'elles mènent à la « paix.—Hollis. Votre Majesté nous excusera si, dans « notre situation actuelle, nous ne croyons pas pouvoir « lui donner de conseil.—Whitelocke. C'est par acci-« dent que nous avons l'honneur d'être ici en présence « de Votre Majesté; et les fonctions dont nous sommes « revêtus ne nous permettent pas de la conseiller en « cette occasion, fussions-nous d'ailleurs capables de le « faire.—Le Roi. Quant à votre capacité, j'en suis juge : « or maintenant je ne vous considère pas du tout « comme membres du Parlement; c'est à titre d'amis

« et de simples particuliers, mes fidèles sujets, que je « vous demande votre opinion.—HOLLIS. Comme sim- « ples particuliers, Votre Majesté doit trouver que nous « en avons usé bien librement; quant à votre réponse, « sire, la meilleure serait de revenir en personne au « milieu de nous.—LE ROI. Comment pourrais-je re- « tourner à Londres avec sûreté?—HOLLIS. J'ai la con- « fiance qu'il n'y aurait pour Votre Majesté aucun « danger.—LE ROI. C'est une question, et je suppose « que les maîtres qui vous ont envoyés veulent une « prompte réponse à leur message.—WHITELOCKE. La « plus prompte et la meilleure réponse serait, à coup « sûr, l'apparition de Votre Majesté dans son Parlement. « —LE ROI. Passons là-dessus. Permettez-moi, mon- « sieur Hollis et monsieur Whitelocke, de vous prier « d'entrer dans la chambre voisine, d'y conférer un « moment ensemble, et de mettre par écrit ce qu'à « votre sens je dois répondre à ce message, ce qui « avancera le plus sûrement la bonne œuvre de la « paix.—HOLLIS. Nous obéirons à l'ordre de Votre Ma- « jesté. »

Ils passèrent tous deux dans la chambre désignée; et, après quelque hésitation, Whitelocke rédigea, mais en déguisant avec soin son écriture, l'avis que le Roi leur demandait; puis, laissant le papier sur la table, ils revinrent dans l'appartement. Le Roi entra seul dans la pièce dont ils sortaient, prit le papier, revint à son tour, traita fort gracieusement les deux commissaires, et se retira. Ils retournèrent aussitôt à leur auberge, et gar-

dèrent avec leurs collègues un profond silence sur ce qui venait de se passer [1].

Trois jours après [2], le Roi manda le comité, et remettant à lord Denbigh un papier cacheté et sans adresse : « Ceci, dit-il, est ma réponse; portez-la à ceux qui vous « ont envoyés. » Surpris de cette forme inusitée et de trouver le Roi si obstiné à ne point donner aux Chambres le nom de Parlement, le comte demanda la permission de se retirer un moment avec ses collègues, pour délibérer sur ce qu'ils avaient à faire. « Pourquoi « délibérer? dit le Roi, vous n'avez point de pouvoirs « pour traiter ; vous me l'avez dit vous-mêmes en arri- « vant, et je sais que depuis vous n'avez point reçu de « courrier. » Lord Denbigh insista, alléguant que le comité aurait peut-être des observations à présenter à Sa Majesté. « Messieurs, dit vivement le Roi, je recevrai « tout ce que vous aurez à me dire de Londres, mais « rien des imaginations et des chimères que vous avez « pu amasser à Oxford : avec votre permission, vous « ne m'attraperez pas. — Sire, reprit le comte, nous « ne sommes pas gens à attraper personne, encore « moins Votre Majesté. — Je ne dis pas cela pour vous. « — Que Votre Majesté nous permette du moins de lui « demander à qui ce papier est adressé. — C'est ma « réponse : je vous la remets, vous devez la prendre, « fût-ce une chanson de Robin Hood. — L'affaire qui

[1] Whitelocke, p. 128. — *Mémoires* de Hollis, p. 55 et suiv.

[2] Le 27 novembre 1644.

« nous a amenés, sire, est un peu plus grave qu'une « chanson. — Je le sais; mais, je vous le répète, vous « m'avez dit que vous n'aviez point de pouvoirs pour « traiter ; ma mémoire est aussi bonne que la vôtre ; « vous n'avez été chargés que de me remettre les pro- « positions : un postillon en eût fait autant que vous. « — J'espère que Votre Majesté ne nous prend pas pour « des postillons. — Je ne dis pas cela ; mais, encore une « fois, ceci est ma réponse, vous devez la prendre ; je « ne suis tenu à rien de plus. » De moment en moment la conversation devenait plus aigre ; Hollis et Pierpoint essayèrent en vain de faire dire au Roi qu'il adressait aux deux Chambres son message. Les commissaires se décidèrent enfin à le recevoir dans cette forme, et sortirent. Dans la soirée, M. Ashburnham, valet de chambre du Roi, vint les trouver. « Sa Majesté s'est aperçue, leur « dit-il, que, dans un moment d'humeur, quelques « paroles dont on pourrait s'offenser lui sont échappées. « Elle m'a ordonné de vous assurer que telle n'avait « point été son intention, et elle désire que vous en « soyez bien convaincus. » Les commissaires protestèrent de leur respectueuse déférence aux paroles du Roi, et reprirent la route de Londres, suivis d'un trompette chargé de recevoir la réponse du Parlement au papier cacheté dont il était porteur[1].

[1] Rushworth, part. III, t. II, p. 843. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 309-312. — Whitelocke, p. 110. Le rapport de lord Denbigh et le récit de Whitelocke, tous deux témoins oculaires, offrent en ceci des différences importantes, mais qui s'expliquent par le

Il ne contenait que la demande d'un sauf-conduit pour le duc de Richemond et le comte de Southampton, par qui le Roi promettait d'envoyer sous peu de jours une réponse expresse et détaillée. Le sauf-conduit fut aussitôt accordé; et dès leur arrivée [1], les deux lords eurent audience[2]. Ils n'apportaient encore aucune réponse; leur mission officielle se bornait à demander que des conférences fussent ouvertes, et des négociateurs nommés de part et d'autre pour traiter de la paix. Mais, ce message remis, ils restèrent à Londres ; le bruit se répandit qu'une foule de gens suspects y arrivaient; plusieurs membres des Chambres avaient avec les deux lords de fréquentes entrevues. Le Conseil commun, où dominaient les indépendants, manifesta de vives inquiétudes. On engagea les deux lords à partir; ils tardèrent encore, sous de frivoles prétextes. L'agitation croissait; les passions du peuple menaçaient d'éclater plus tôt que ne pouvaient réussir les intrigues de parti. Pressés par les amis mêmes de la paix, les deux lords retournèrent enfin à Oxford[3], et, trois semaines après leur départ, il fut convenu que quarante commissaires, vingt-trois au nom des Parlements des deux royaumes, et dix-sept au nom du Roi, se

caractère officiel du premier de ces documents, évidemment concerté entre les commissaires pour qu'il fût tel qu'il convenait aux Chambres et à la situation. (*Parliam. Hist.*, t. III, col. 309.— May, *Hist. du Long Parl.*, t. II, p. 280, note 1.)

[1] Le 14 décembre 1644.

[2] Le 16 décembre.

[3] Le 24 décembre.

réuniraient à Uxbridge pour débattre régulièrement les conditions d'un traité [1].

Mais, pendant que les presbytériens préparaient la paix, les indépendants s'emparaient de la guerre. Le 9 décembre, la Chambre des Communes s'était assemblée pour prendre en considération les souffrances du royaume, et y chercher quelque remède : nul ne demandait la parole ; tous semblaient s'attendre à quelque mesure décisive dont chacun voulait éluder la responsabilité. Après un long silence, Cromwell se leva : « C'est maintenant le jour de parler, dit-il, ou il faut se « taire à jamais. Il ne s'agit de rien moins que de sau« ver une nation tout ensanglantée, presque mourante, « du déplorable état où l'a déjà réduite la longue durée « de la guerre. Si nous ne menons cette guerre de « quelque façon plus énergique, plus rapide, plus effi« cace ; si nous nous conduisons comme des soldats de « fortune sans cesse appliqués à faire filer la guerre, le « royaume se lassera de nous, et prendra en haine le « nom de Parlement. Que disent nos ennemis? Bien « plus, que disent beaucoup de gens qui étaient nos « amis à l'ouverture de ce Parlement? Que les membres « des deux Chambres ont gagné de grands emplois et « des commandements, et qu'ils ont l'épée entre leurs « mains, et que, par leur influence dans le Parlement « et leur autorité dans l'armée, ils veulent se perpétuer

[1] Rushworth, part. III, t. II, p. 844-846.—*Parl am. Hist.*, t. III, col. 315-320.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 267.

« dans leur grandeur, et qu'ils ne permettront pas que « la guerre finisse, de peur que leur pouvoir ne finisse « avec elle. Ce que je dis ici de nous, en face de nous « tous, les autres le murmurent derrière nous et par- « tout. Je suis loin d'en faire aucune application à per- « sonne; je connais le mérite des généraux, membres « des Chambres, à qui le commandement est confié; « mais pour décharger toute ma conscience, si l'armée « n'est pas gouvernée de quelque autre façon, si la « guerre n'est pas conduite avec plus de vigueur, le « peuple ne la supportera pas plus longtemps, et vous « forcera à quelque paix honteuse. Que votre prudence « se garde bien d'élever, contre aucun commandant en « chef et pour quelque sujet que ce soit, aucune accu- « sation, aucune plainte; j'ai à me reconnaître coupa- « ble moi-même de bien des fautes, et sais combien, à « la guerre, il est difficile de les éviter. Bannissons « toute idée d'enquête sur les causes du mal, et appli- « quons-nous à chercher le remède; nous avons tous, « je l'espère, le cœur assez anglais pour qu'aucun de « nous n'hésite à sacrifier au bien public son intérêt « personnel, et ne s'offense de ce que décidera le Par- « lement. — Il est vrai, reprit aussitôt un autre membre; « quelle qu'en soit la cause, voilà deux campagnes ter- « minées, et nous ne sommes point sauvés. On dirait « que nos victoires, ce prix d'un sang inestimable, si « vaillamment remportées et, qui plus est, si gracieu- « sement accordées par le Seigneur, ont été mises dans « un panier percé; ce que nous gagnons une fois, nous

« le perdons une autre ; les succès de l'été ne servent « qu'aux entretiens de l'hiver : la partie finit avec l'au- « tomne ; il faut la recommencer au printemps, comme « si le sang répandu n'était destiné qu'à engraisser le « champ de la guerre, pour y faire croître une plus « ample moisson de combats. Je ne veux rien décider ; « mais la division de nos forces sous divers chefs et le « défaut d'harmonie entre eux ont nui grandement au « service public. — Il n'y a qu'un moyen de finir tant « de maux, » dit Zouch Tate, fanatique obscur, et que l'importance de sa proposition ne tira point de son obscurité : « c'est que chacun de nous renonce fran- « chement à soi-même. Je propose qu'aucun membre « de l'une ou de l'autre Chambre ne puisse, durant « cette guerre, posséder ni exercer aucune charge ou « commandement militaire ou civil, et qu'une ordon- « nance soit rendue à cet effet[1]. »

La proposition n'était pas inouïe : déjà, l'année précédente[2], une idée semblable avait été exprimée, bien qu'en passant et sans effet, dans la Chambre haute[3] ; et naguère même[4], par égard sans doute pour la clameur publique, la Chambre des Communes avait ordonné une enquête sur le nombre et la valeur des emplois de tout

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 3-5. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 326. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 258 et suiv. Son récit est évidemment inexact.

[2] Le 12 décembre 1643.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 187.

[4] Le 14 novembre 1644. *Journals of the House of Commons.*

genre occupés par des membres du Parlement. Soit dessein, soit embarras, les presbytériens hésitèrent à repousser dès le premier moment la motion de Tate, et elle passa presque sans objection. Mais le surlendemain, quand elle reparut sous la forme d'une ordonnance définitive, le débat fut long et violent, et il se renouvela quatre fois en huit jours[1]. Il était clair qu'il s'agissait d'enlever aux politiques modérés, aux presbytériens, aux premiers chefs de la révolution, le pouvoir exécutif, de les confiner dans les salles de Westminster, et de faire une armée étrangère au Parlement. La résistance recommençait à chaque séance, chaque fois plus passionnée. Quelques hommes même, qui avaient coutume de ménager le parti indépendant, se prononcèrent contre la mesure. « Vous savez, dit entre autres Whitelocke, « que, chez les Grecs et les Romains, les plus grands « offices, militaires ou civils, étaient confiés aux séna« teurs : on pensait qu'unis d'intérêt avec le sénat, « témoins de ses délibérations, ils comprendraient « mieux les affaires publiques, et seraient moins tentés « de manquer de foi. Ainsi ont fait nos ancêtres ; de « tout temps ils ont regardé les membres du Parlement « comme les hommes les plus propres aux charges « éminentes : suivez leur exemple, je vous en conjure, « et ne vous privez pas volontairement de vos plus sûrs, « de vos plus utiles serviteurs[2]. » D'autres allèrent plus

[1] Les 11, 14, 17 et 19 décembre.

[2] Whitelocke, p. 114.

loin, et dénoncèrent ouvertement l'ambition cachée de leurs rivaux. « On parle, dirent-ils, de renoncement à « soi-même; ceci sera le triomphe de l'envie et de l'in- « térêt personnel[1]. » Mais le public portait à ces prédictions peu de confiance : le parti presbytérien était usé, décrié; quiconque n'en était pas le voyait tomber sans regret. Quoique les indépendants fussent fort loin d'être en majorité dans la Chambre, leur proposition sortit victorieuse de toutes les épreuves qu'elle eut à subir : en vain, pour dernière tentative, les amis d'Essex demandèrent qu'il fût seul excepté de l'interdiction qu'elle prononçait; leur amendement fut rejeté; et, le 21 décembre, l'ordonnance, définitivement adoptée, fut transmise à la Chambre des Lords[1].

Les presbytériens avaient là toute leur espérance : l'intérêt de la Chambre à repousser la mesure était impérieux; presque tous ses membres en étaient atteints; elle y devait perdre ce qui lui restait de pouvoir. Mais c'était là aussi, dans l'opinion publique, une cause de discrédit et de faiblesse. Pour en atténuer l'effet, pour se laver du soupçon de connivence avec la cour d'Oxford, pour décourager les complots royalistes toujours prompts à renaître, surtout pour complaire aux passions du peuple presbytérien, les chefs du parti, au moment où ils essayaient d'arrêter la révolution, lui offrirent des concessions et des victimes. Quatre procès,

[1] Whitelocke, p. 115.
[2] Le 17 décembre, par cent voix contre quatre-vingt-treize.

depuis longtemps commencés, mais qu'on avait laissés languir, furent repris et poussés sans relâche : celui de lord Macguire, comme complice de l'insurrection d'Irlande; des deux Hotham, père et fils, pour avoir voulu livrer au Roi la place de Hull ; de sir Alexandre Carew pour une tentative pareille dans l'île de Saint-Nicolas, dont il était gouverneur; de Laud enfin, déjà pris, quitté et repris plusieurs fois. Macguire, les Hotham et Carew étaient coupables de délits récents, légalement avérés, et qui pouvaient trouver des imitateurs. Mais Laud, en prison depuis quatre ans, vieux, malade, n'avait à répondre que de son concours à une tyrannie depuis quatre ans vaincue. Comme dans le procès de Strafford, il fut impossible de prouver contre lui la haute trahison selon la loi. Pour le condamner, comme Strafford, par un bill d'*attainder,* le consentement du Roi était nécessaire; mais les haines théologiques sont aussi subtiles qu'implacables. A la tête de la poursuite était ce même Prynne que jadis Laud avait fait si odieusement mutiler, avide d'humilier et d'écraser à son tour son ennemi. Après de longs débats, où l'archevêque déploya plus d'habileté et de prudence qu'on n'en devait attendre, une simple ordonnance des deux Chambres, votée seulement par sept lords, et illégale même selon les traditions de la tyrannie parlementaire, prononça sa condamnation [1]. Il mourut avec un pieux courage.

1 Selon les journaux de la Chambre haute, vingt lords siégeaient le jour où Laud fut condamné ; mais probablement plu-

uniquement préoccupé de son mépris pour ses adversaires et de ses craintes pour l'avenir du Roi. Les autres procès eurent la même issue ; et, en six semaines, l'échafaud fut dressé cinq fois sur Tower-Hill [1], plus souvent qu'il n'était encore arrivé depuis l'origine de la révolution [2]. Les mesures d'ordre général étaient dirigées dans le même sens. Huit jours avant l'exécution de Laud [3], la liturgie de l'Église anglicane, jusque-là tolérée, fut définitivement abolie ; et, sur la proposition de l'assemblée des théologiens, un livre intitulé : *Directions pour le culte public*, reçut à sa place la sanction du Parlement [4]. Les chefs du parti n'ignoraient pas que cette innovation rencontrerait de vives résistances, et s'inquiétaient peu de son succès; mais, pour retenir le pouvoir près de leur échapper, ils avaient besoin de tout l'appui des presbytériens fanatiques, et ne leur refusaient plus rien. Les indépendants, de leur côté, mettaient tout en œuvre pour faire adopter dans la Chambre haute l'ordonnance décisive; les pétitions recommen-

sieurs sortirent avant le vote ; car il résulte de documents certains que la majorité qui le condamna était composée seulement des comtes de Kent, Pembroke, Salisbury, Bolingbroke, et des lords North, Grey de Warke et Bruce. (Somer's *Tracts*, t. II, p. 287.) Plus tard même, lord Bruce nia qu'il eût voté.

[1] Sir Alexandre Carew fut exécuté le 23 décembre 1644; John Hotham le fils, le 1er janvier 1645; sir John Hotham le père, le 2 janvier; Laud, le 10 janvier; et lord Macguire, le 20 février.

[2] *State-Trials*, t. IV, col. 315-626, 653-754. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 315, 329-332.—Whitelocke, p. 68, 109.

[3] Le 3 janvier 1645.

[4] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 127.

çaient, quelques-unes même menaçantes, et demandant que les Lords et les Communes siégeassent dans une seule assemblée [1]. Un jeûne solennel fut ordonné [2] pour appeler sur une délibération si grave les lumières du Seigneur; les deux Chambres assistèrent seules aux sermons prêchés ce jour-là dans Westminster, sans doute pour laisser aux prédicateurs une plus libre carrière; et Vane et Cromwell avaient eu soin de les choisir [3]. Enfin, après des messages et des conférences répétés, les Communes se rendirent en corps à la Chambre haute pour réclamer l'adoption de l'ordonnance [4]; mais la résolution des Lords était prise, et le jour même de cette éclatante démarche, l'ordonnance fut rejetée.

La victoire semblait grande et le moment propice pour en profiter. Les négociations d'Uxbridge approchaient. Sur les instances des membres réfugiés qui venaient d'ouvrir obscurément à Oxford leur seconde session, Charles avait enfin consenti [5] à donner aux Chambres de Westminster le nom de Parlement. « Si « j'avais eu dans mon Conseil, écrivait-il à la Reine, « seulement deux personnes de mon avis, je n'aurais « jamais cédé [6]. » Il avait en même temps désigné ses

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 5. —Lingard, *Hist. of England*, t. X, p. 282. — Whitelocke, p. 114.

[2] Pour le 18 décembre.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 258 et suiv. — Whitelocke, p. 114.

[4] Le 13 janvier 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 333-337. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 7. — Whitelocke, p. 118.

[5] Vers la fin de décembre 1644.

[6] Lettre du Roi à la Reine, du 2 janvier 1645. Dans les *Éclair-*

commissaires [1] : presque tous souhaitaient la paix. Parmi ceux du Parlement [2], Vane, Saint-John et Prideaux formaient seuls d'autres desseins. Le 29 janvier, les négociateurs arrivèrent à Uxbridge, pleins de bonne volonté et d'espérance.

Ils s'accueillirent des deux parts avec empressement et courtoisie. Tous se connaissaient depuis longtemps; plusieurs, avant ces funestes dissensions, étaient liés d'amitié. Le soir même de leur arrivée, Hyde, Colepepper, Palmer, Whitelocke, Hollis, Pierpoint, se visitèrent librement, se félicitant de travailler ensemble à la paix de leur pays. On remarquait pourtant, dans les commissaires de Westminster, plus d'embarras et de réserve, car ils portaient le joug d'un maître plus rude et plus méfiant. Les négociations devaient durer vingt jours, et

cissements et Pièces historiques joints aux *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 394, dans ma *Collection*.

[1] Le duc de Richemond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton, de Kingston et de Chichester; les lords Capel, Seymour, Hatton et Colepepper; le secrétaire d'État Nicholas, sir Édouard Hyde, sir Édouard Lane, sir Orlando Bridgeman, sir Thomas Gardiner, M. John Ashburnham, M. Geoffroi Palmer, le D. Stewart, et leur suite, en tout cent huit personnes.

[2] Les comtes de Northumberland, de Pembroke, de Salisbury et de Denbigh, lord Wenman, MM. Denzil Hollis, William Pierpoint, Olivier Saint-John, Whitelocke, John Crew, Edmond Prideaux et sir Henri Vane, pour le Parlement d'Angleterre; le comte de Lowden, le marquis d'Argyle, les lords Maitland et Balmerino, sir Archibald Johnston, sir Charles Erskine, sir John Smith, MM. George Dundas, Hugh Kennedy, Robert Berkley et Alexandre Henderson pour le Parlement d'Écosse, avec leur suite; en tout cent huit personnes.

avoir surtout pour objet la religion, la milice et l'Irlande. Il fut convenu que chacune de ces questions serait débattue pendant trois jours, sauf à les reprendre alternativement. Tant qu'il ne s'agit que de ces arrangements préliminaires, tout fut facile; la confiance était entière et la politesse recherchée. Mais quand la discussion officielle commença enfin [1] autour de la table carrée où s'asseyaient les négociateurs, toutes les difficultés reparurent. Chacune des factions parlementaires avait son intérêt fondamental dont elle ne voulait rien céder, les presbytériens l'établissement privilégié de leur Église, les politiques le commandement de la milice, les indépendants la liberté de conscience; et le Roi, obligé de céder à toutes, n'obtenait de chacune d'elles que des sacrifices auxquels les autres se refusaient absolument. L'un et l'autre parti d'ailleurs se demandait toujours si, la paix faite, le pouvoir serait dans ses mains, car ni l'un ni l'autre ne voulait traiter qu'à ce prix. Ouvert d'abord sur l'affaire de la religion, le débat prit bientôt le caractère d'une controverse théologique; on argumenta au lieu de négocier; on eut plus à cœur d'avoir raison que de faire la paix. Peu à peu l'aigreur s'établit dans ces relations naguère si bienveillantes; elle se glissa même dans ces conversations familières où quelques-uns des négociateurs essayaient quelquefois de lever les obstacles qui les avaient arrêtés. Parmi les commissaires d'Oxford, Hyde

[1] Le 30 janvier 1645.

surtout était recherché par ceux de Westminster qui le savaient homme sage et en crédit auprès du Roi. Lord Lowden, chancelier d'Écosse, et les comtes de Pembroke et de Denbigh s'entretinrent longuement avec lui, et à cœur ouvert, des dangers de l'avenir, des sinistres desseins qui fermentaient dans le Parlement, de la nécessité que le Roi cédât beaucoup pour tout sauver. Hyde se prêtait volontiers à ces communications; mais la susceptibilité de son amour-propre, la roideur hautaine de sa raison, son ton sec et moqueur, sa dédaigneuse probité, offensaient et rebutaient presque toujours ceux qui avaient voulu se rapprocher de lui. Le moindre incident faisait éclater tous ces embarras de la situation et l'impuissance des désirs pacifiques des négociateurs. Un jour de marché, dans l'église d'Uxbridge, en présence d'un peuple nombreux, un nommé Love, prédicateur fanatique, naguère arrivé de Londres, prêcha contre les royalistes et le traité avec la plus injurieuse violence : « Il n'en faut, dit-il, rien attendre « de bon ; ces gens-là sont venus d'Oxford le cœur plein « de sang ; ils ne veulent qu'amuser le peuple, en at« tendant qu'ils puissent lui faire quelque grand mal : « il y a aussi loin entre ce traité et la paix qu'entre le « ciel et l'enfer. » Les commissaires du Roi demandèrent le châtiment de cet homme, mais ceux de Westminster n'osèrent rien de plus que le renvoyer d'Uxbridge [1]. De mauvais bruits couraient sur les véritables

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 279-316. — Rush-

intentions du Roi. Tout en cédant, disait-on, aux vœux de son Conseil, il ne voulait point de la paix, promettait toujours à la Reine de ne rien conclure sans son aveu, et s'appliquait bien plus à fomenter les dissensions intérieures des Chambres qu'à s'entendre vraiment avec elles. On le soupçonnait même de traiter sous main avec les papistes d'Irlande pour s'en faire une armée; et les plus solennelles protestations de ses commissaires ne parvenaient pas à dissiper sur ce point les méfiances de la cité.

Cependant le terme fixé aux négociations approchait: le Parlement se montrait peu enclin à les prolonger. Désolés de se voir si près de se séparer sans résultat, les amis de la paix concertèrent un dernier effort [1]. Il leur sembla que quelque concession du Roi au sujet de la milice, par exemple l'offre d'en remettre pour quelques années le commandement à des chefs dont les Chambres nommeraient la moitié, ne serait pas sans efficacité. Lord Southampton se rendit en toute hâte à Oxford pour l'obtenir du Roi. Charles refusa d'abord; le comte insista; d'autres se joignirent à lui, suppliant à genoux le Roi, au nom de sa couronne et de son peuple, de ne pas repousser ce moyen de négocier encore. Charles céda enfin; et le désir de la paix était si vif parmi ses conseillers que, dans leur joie, toutes les

worth, part. III. t. II, p. 848-926. — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 123 et suiv.

[1] Vers le milieu de février 1645.

difficultés leur parurent aplanies. Fairfax et Cromwell étaient au nombre des commissaires à qui le Roi devait proposer lui-même que le commandement de la milice fût remis. Le soir, au souper, la gaieté régnait à la table royale : le Roi se plaignit que son vin n'était pas bon : « J'espère, dit en riant un des convives, que dans peu « de jours Votre Majesté en boira de meilleur à Guild- « hall avec le lord maire. » Le lendemain matin, lord Southampton, repartant pour Uxbridge, se présenta chez le Roi pour recevoir par écrit les instructions convenues ; mais, à son extrême surprise, Charles retira sa promesse, et se refusa définitivement à la concession [1].

Une lettre de Montrose, arrivée dans la nuit du fond de l'Écosse, avec une rapidité presque sans exemple, avait décidé ce brusque changement. Quinze jours auparavant [2], à Inverlochy, dans le comté d'Argyle, Montrose avait remporté sur les troupes écossaises, commandées par Argyle lui-même, une éclatante victoire. Après en avoir rendu compte au Roi : « Sire, ajoutait-il, « que Votre Majesté sacrée me permette maintenant de « lui exprimer mon humble opinion sur ce que me « mandent mes amis du midi, savoir que Votre Majesté « est en négociation avec son rebelle Parlement. Autant « le succès de vos armes en Écosse m'avait réjoui le « cœur, autant cette nouvelle d'Angleterre est venue le

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 316-319.—Welwood, *Memoirs*, p. 62, 63, édit. de 1718. — Banks, *A critical Review of the life of Oliver Cromwell.* (Londres, 1769, p. 108-112.)

[2] Le 2 février 1645. La lettre est du 3 février.

« briser. La dernière fois que j'eus l'honneur de voir « Votre Majesté, je lui exposai tout au long ce que je sais « si bien des desseins de ses rebelles sujets dans les « deux royaumes; et Votre Majesté peut se souvenir « combien elle était alors convaincue que j'avais raison. « Je suis sûr que depuis lors il n'est rien arrivé qui ait « pu faire changer à ce sujet le jugement de Votre « Majesté. Plus elle accordera, plus on lui demandera, « et je n'ai que trop de motifs de tenir pour certain « qu'ils ne se contenteront pas à moins que de faire « de Votre Majesté un Roi de paille. Pardonnez-moi, « mon auguste et sacré souverain, si j'ose dire à « Votre Majesté que, dans mon humble opinion, il est « indigne d'un Roi de traiter avec des sujets rebelles « tant qu'ils ont l'épée à la main. A Dieu ne plaise que « je veuille retenir les miséricordes de Votre Majesté; « mais je frémis d'horreur quand je pense qu'il s'agit « d'un traité pendant que Votre Majesté et ces gens-là « sont en campagne avec deux armées. Permettez-moi « d'assurer en toute humilité Votre Majesté qu'avec les « bénédictions de Dieu je suis en bon chemin pour « faire rentrer ce royaume sous son pouvoir; et si les « mesures que j'ai concertées avec vos autres loyaux « sujets ne manquent pas, ce qui n'est guère à sup- « poser, avant la fin de cet été je serai en état d'aller « au secours de Votre Majesté avec une brave armée; « et, soutenue par la justice de votre cause, elle fera « tomber sur ces rebelles, en Angleterre comme en « Écosse, le juste châtiment de leur rébellion. Souffrez

« seulement, sire, qu'après avoir réduit ce pays sous « votre obéissance, et conquis de Dan à Beersebah, je « dise à Votre Majesté, comme le lieutenant du Roi « David disait à son maître :—Viens toi-même, de peur « que ce pays ne soit appelé par mon nom ;—car, dans « toutes mes actions, je n'ai rien à cœur que la gloire « et l'intérêt de Votre Majesté [1]. »

Cette lettre avait rendu au Roi ses plus hautes espérances; moins confiant, lord Southampton cessa pourtant d'insister, et rapporta à Uxbridge un refus, sans en expliquer la cause. Les conférences furent rompues [2], et les chefs presbytériens rentrèrent à Westminster, le cœur navré d'un échec qui les replongeait dans tous les périls de leur situation [3].

En leur absence, elle s'était fort aggravée. Contraints d'abandonner, pour le moment du moins, l'ordonnance du renoncement à soi-même, les indépendants avaient tout à coup reporté sur la mesure qui devait l'accompagner, la réorganisation de l'armée, leurs plus ardents efforts. En peu de jours, tout avait été préparé, concerté, arrêté : le plan, la forme, la dépense, les moyens d'y pourvoir [4]. Une seule armée devait être sur pied désormais, forte de vingt et un mille hommes, et commandée

[1] Welwood, *Memoirs*, etc., Appendice, p. 302-308.

[2] Le 22 février 1645.

[3] Whitelocke, p. 128.

[4] La nouvelle armée devait coûter par mois 56,135 livres sterling, environ 1,303,375 francs imposés sur dix-neuf comtés. (Rushworth, part. IV, t. I, p. 8-13.)

par un seul général, investi même du droit de nommer tous les officiers, sauf l'approbation du Parlement. Fairfax était cet homme. Depuis longtemps l'éclat de sa bravoure, la franchise de son caractère, le bonheur de ses expéditions, l'enthousiasme guerrier dont s'animaient autour de lui les soldats, attiraient sur lui les regards; et Cromwell avait répondu en public à la Chambre, en secret au parti, de la convenance de ce choix. Essex conservait son titre, Waller et Manchester leur commission, mais sans l'ombre même du pouvoir. Dès le 28 janvier, l'ordonnance qui réglait l'exécution de la mesure fut envoyée aux Lords. Ils essayèrent d'en retarder au moins l'adoption, tantôt par des amendements, tantôt par la lenteur des débats. Mais ici la résistance était difficile, car l'ordonnance avait le suffrage du public, convaincu que la multiplicité des armées et de leurs chefs était la vraie cause de la prolongation de la guerre et de son inefficacité. Fortes de cet appui, les Communes insistèrent sans relâche, les Lords cédèrent, l'ordonnance fut adoptée [1]; et le 19 février, deux jours avant la rupture des négociations d'Uxbridge, Fairfax, introduit dans la Chambre, reçut d'un air simple et modeste, debout à côté du siége qu'on lui avait fait préparer, les compliments officiels de l'orateur [2].

De retour à Westminster, les chefs presbytériens ten-

[1] Le 15 février 1645.

[2] Whitelocke, p. 127, 131.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 340-344. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 7-13. — *Mémoires* de Hollis, p. 40 et suiv., dans ma *Collection*.

tèrent de revenir sur cette défaite. La Chambre haute se plaignit amèrement de discours outrageants, menaçants même, tenus naguère sur son compte, et du bruit partout répandu que les Communes méditaient l'abolition de la pairie. Les Communes répondirent par une déclaration solennelle de leur profond respect pour les droits des Lords, et de leur ferme résolution de les maintenir[1]. Les commissaires écossais adressèrent aux Chambres[2], au nom du covenant, une remontrance à la fois aigre et timide[3]. Les Communes, sans s'en inquiéter, transmirent aux Lords une ordonnance nouvelle qui étendait encore les pouvoirs de Fairfax, et retranchait de sa commission l'ordre, jusque-là répété dans tous les actes analogues : « de veiller à la sûreté de la personne « du Roi. » Les Lords en votèrent le rétablissement[4]; les Communes s'y refusèrent : « Cette phrase n'est « bonne, dirent-elles, qu'à embarrasser les soldats, en « permettant au Roi de se hasarder à la tête de son « armée, sans jamais courir aucun danger. » Les Lords persistèrent ; et dans trois débats successifs, malgré les plus vives démarches des Communes, les suffrages se partagèrent également, dans la Chambre haute, sur cette question[5]. Tout demeurait en suspens : les Communes déclarèrent que, pour elles, ayant fait mainte-

[1] Le 24 mars 1645 *Parliam. Hist.*, t. III, col. 348-350.
[2] Le 3 mars 1645.
[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 346
[4] Le 29 mars 1645.
[5] *Parliam. Hist.*, t. III. col 350-351.

nant tout ce qui était en leur pouvoir, si le retard entraînait quelque malheur, les Lords seuls en répondraient au pays[1]. Ceux-ci commençaient à se lasser d'une résistance dont ils prévoyaient non-seulement la vanité, mais le terme prochain. Sur ces entrefaites, le marquis d'Argyle arriva d'Écosse : presbytérien quant à l'Église, il penchait en politique vers des intentions plus hardies; et les indépendants, Vane et Cromwell surtout, contractèrent bientôt avec lui d'intimes relations. Argyle d'ailleurs avait à venger de récentes injures : esprit souple et profond, d'une activité passionnée, mais plus ferme dans le Conseil que sur le champ de bataille, il n'avait assisté naguère que du milieu du lac d'Inverlochy à la défaite des Écossais par Montrose, et sa barque avait pris la fuite dès que, sur le bord, il avait vu fuir ses soldats[2]. Depuis ce jour, en Angleterre comme en Écosse, les Cavaliers ne parlaient de lui qu'avec insulte, et leur complet abaissement pouvait seul laver ses affronts. Il employa son influence à détourner les commissaires écossais, et quelques chefs presbytériens, d'une plus longue opposition, non-seulement à la réorganisation de l'armée, mais à l'ordonnance du renoncement à soi-même; opposition, leur dit-il, qui mettait tout en souffrance, et serait tôt ou tard surmontée par la nécessité[3]. Essex voyait chanceler de jour en jour la résolution de ses amis. Décidé

1 Le 31 mars 1644. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 350-351.

2 Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, etc., t. III, p. 294.

3 Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 6.

à devancer leur faiblesse, il annonça qu'il voulait donner sa démission, et, le 1er avril, se levant dans la Chambre haute, un papier à la main, car il était tout à fait inhabile dans l'art de parler[1] : « Milords, dit-il, j'ai accepté « cette grande charge par obéissance aux ordres des « deux Chambres; j'ai pris en main leur épée; et j'ose « dire que, depuis trois ans, je vous ai fidèlement ser- « vis, sans échec, je l'espère, pour mon honneur, sans « dommage pour le public.... Je vois maintenant, par « l'apparition de toutes ces ordonnances, que la Cham- « bre des Communes souhaite que ma commission « expire. Si j'ai tant tardé à la remettre moi-même, ce « n'est point par aucun motif personnel, quels que « soient les propos qu'on en fasse courir. Beaucoup de « personnes n'ignorent pas que je le voulais faire après « la délivrance de Glocester, et que des instances fon- « dées, me dit-on, sur le bien public, me firent seules « renoncer à ce dessein. Je l'accomplis maintenant; je « rends ma commission aux mains de qui je l'ai reçue, « et souhaite sincèrement que ce soit, aux maux qui « nous travaillent, un aussi bon remède que quelques « personnes semblent le penser. Il n'y a, je crois, point « d'inconvenant orgueil à prier les Chambres que ceux « de mes officiers qui seront mis à l'écart reçoivent, « pour se soutenir, une portion des arrérages qui leur « sont dus, et que le reste leur soit garanti sur la foi « publique.... Milords, je sais que, dans le triste état de

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 7.

« nos affaires, les méfiances ne peuvent être évitées; « cependant il serait, je crois, de la sagesse comme de « la charité, d'y mettre quelques limites, assez du « moins pour qu'elles n'amènent pas notre ruine. J'es- « père que de ma part cet avis ne paraîtra pas hors de « saison; il ne vient que de mon dévouement au Par- « lement, dont je souhaiterai toujours, et du fond du « cœur, la prospérité, quoi qu'il m'en puisse arriver. « Je ne suis pas en ce genre l'unique exemple de la « destinée que je subis [1]. »

Ce discours, si triste et si digne, fit dans la Chambre haute l'effet d'une délivrance. Elle se hâta d'informer les Communes qu'elle adoptait sans amendement leur nouvelle ordonnance sur la réorganisation de l'armée. A l'instant même, les comtes de Denbigh et de Manchester donnèrent, comme Essex, leur démission. La Chambre vota en leur faveur, pour ce patriotique sacrifice, des remercîments et des promesses auxquelles les Communes s'empressèrent d'adhérer. Dès le lendemain [2], une ordonnance de renoncement à soi-même, un peu différente de la première, mais qui avait les mêmes résultats, passa sans obstacle dans la Chambre haute [3]; et beaucoup de gens se félicitèrent de voir enfin terminer cette lutte qui leur avait causé tant d'effroi.

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 352.

[2] Le 3 avril 1645.

[3] *Parliam Hist.*, t. III, col. 353, 355. Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° III.

LIVRE VI

Formation de l'armée des indépendants.—Cromwell conserve son commandement.—Campagne de 1645.—Alarmes du Parlement.—Bataille de Naseby. —Le Parlement saisit et publie la correspondance privée du Roi.—Décadence du parti royaliste dans l'ouest.—Fuite et anxiété du Roi.—Victoires de Montrose en Écosse.—Le Roi tente d'aller le joindre, mais sans succès. —Défaite de Montrose.—Séjour du Roi à Newark.—Il rentre à Oxford, et essaye de renouer des négociations avec le Parlement.—Le Parlement s'y refuse.—Nouvelles élections.—Le Roi traite avec les insurgés irlandais.—Le traité est découvert.—Défaite des derniers corps royalistes.—Le Roi s'évade d'Oxford, et se réfugie dans le camp des Écossais.

1645-1646

A peine Essex et Manchester avaient donné leur démission, que Fairfax quitta Londres [1], et fixant à Windsor son quartier général, se mit à l'œuvre sans relâche pour former, de leurs armées, l'armée nouvelle qu'il devait commander. On avait prédit à cette grande opération de violentes résistances ; et Cromwell, que devait atteindre, comme Essex et Manchester, l'ordonnance du renoncement à soi-même, avait repoussé ces craintes, protestant que, pour lui, « ses soldats avaient appris à « marcher ou à demeurer, à combattre ou à poser les « armes d'après les ordres du Parlement. » Quelques séditions éclatèrent pourtant, à Reading surtout, où se

[1] Le 3 avril 1645.

trouvaient cinq régiments de l'infanterie d'Essex, et dans le comté de Hertford où étaient cantonnés huit escadrons de sa cavalerie, sous les ordres du colonel Dalbier. La présence de Skippon, nommé major général de la nouvelle armée, et sa rude mais sympathique éloquence, suffirent à calmer les régiments de Reading[1]. Ceux de Dalbier hésitèrent plus longtemps; le bruit courut même à Londres qu'ils se disposaient à partir pour Oxford; et Saint-John, toujours haineux et emporté, écrivit aux meneurs du comté de Hertford qu'il fallait tomber brusquement et à main armée sur ces factieux. Mais, par l'influence de quelques-uns des officiers déjà réformés et d'Essex lui-même, Dalbier se soumit enfin et rejoignit le quartier général. A vrai dire, le mécontentement était peu animé parmi les soldats, et ils se résignaient sans peine à leurs nouveaux chefs. Le Parlement leur fit distribuer quinze jours de solde, et ordonna la mise en vente des biens séquestrés de quelques délinquants pour faire face aux plus pressantes réclamations. Les soldats de Cromwell se mutinèrent aussi, malgré ses promesses, déclarant qu'ils ne voulaient servir que sous lui; et Cromwell seul eut sur eux assez d'empire pour les faire rentrer dans le devoir. Au premier bruit de leur insurrection, il partit pour aller, dit-il, rendre aux Chambres ce dernier service avant de quitter son commandement. Vers le 20 avril, l'opération générale était presque accomplie; tous les corps

[1] Le 6 avril.

nouveaux s'organisaient sans obstacle : à Londres seulement, l'agitation se prolongeait par le concours des officiers réformés qui y affluaient tous, soit pour solliciter le payement de leurs arrérages, soit pour attendre les événements [1].

A Oxford, le Roi et la cour étaient pleins d'espérance. Après la rupture des négociations d'Uxbridge, et malgré les brillantes nouvelles d'Écosse, Charles avait ressenti quelque inquiétude. Quoique peu empressé pour la paix, il avait besoin que le parti pacifique dominât dans Westminster, et sa défaite l'effraya un moment. Il résolut alors de se séparer de son fils, Charles, prince de Galles, qui touchait à sa quinzième année, et de l'envoyer, avec le titre de généralissime, dans les comtés de l'ouest, soit pour donner à ces comtés si fidèles un chef capable d'animer encore leur dévouement, soit pour diviser les périls qui pouvaient menacer la royauté. Hyde et les lords Capel et Colepepper furent chargés d'accompagner le prince, et de tout diriger en son nom. Telle était en ce moment la tristesse des pensées du Roi, qu'il s'entretint plusieurs fois avec Hyde de ce qui arriverait s'il tombait lui-même aux mains des rebelles, et le fit sonder indirectement par lord Digby pour savoir si, au besoin et sans ordres, même contre des ordres apparents, il se déciderait à faire sortir le prince d'Angleterre, et à l'emmener sur le continent. « De telles

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 45-51, dans ma *Collection*.—Rushworth part. IV, t. I, p. 17.

« questions, répondit Hyde, ne se peuvent résoudre « qu'au jour de la nécessité. » Et, le 4 mars, le prince et ses conseillers prirent congé du Roi qu'ils ne revirent jamais [1]. Mais, un mois après, quand on sut à Oxford quels obstacles rencontrait la réorganisation de l'armée parlementaire, quand on vit des régiments en insurrection et les officiers les plus illustres à l'écart, la confiance et la gaieté reparurent parmi les Cavaliers. Bientôt ils ne parlèrent plus qu'avec dérision de cette cohue de paysans et d'artisans prédicateurs, insensés au point de chasser les généraux dont le nom et l'habileté avaient fait leur force, et commandés maintenant par des officiers aussi obscurs, aussi novices que leurs soldats. Les chansons, les quolibets, les calembours se renouvelaient chaque matin contre le Parlement et ses défenseurs; et le Roi, en dépit de sa gravité, se laissait persuader à ces commodes arguments [2]. Il avait d'ailleurs de secrètes espérances, nées d'intrigues qu'ignoraient même ses plus intimes affidés.

Vers la fin d'avril, Fairfax annonça que, sous peu de jours, il ouvrirait la campagne. Cromwell arriva à Windsor pour baiser, dit-il, la main du général, et lui apporter sa démission. En le voyant entrer dans sa chambre : « Je viens de recevoir, lui dit Fairfax, du « comité des deux royaumes, un ordre qui vous touche;

1 Clarendon, *Mémoires*, t. I, p. 257-266, dans ma *Collection*. *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 321-326.

2 May, *Hist. du Long Parl.*, t. II, p. 302, dans ma *Collection*. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 172, *ibid*.

« il vous charge de vous porter sur-le-champ, avec « quelques escadrons, sur la route d'Oxford à Worces- « ter, pour intercepter les communications entre le « prince Robert et le Roi [1]. » Le soir même Cromwell était parti; et en cinq jours, avant qu'aucun autre corps de la nouvelle armée se fût mis en mouvement, il avait battu les royalistes en trois rencontres [2], pris la place de Blechington [3], et rendu compte aux Chambres de ses succès [4]. « Qui donc m'amènera ce Cromwell, « mort ou vif? » s'écria le Roi [5], tandis qu'à Londres on se félicitait qu'il n'eût pas encore donné sa démission.

A peine une semaine s'était écoulée, et déjà le Parlement avait décidé qu'il ne la donnerait point. La campagne avait commencé [6]. Le Roi, sorti d'Oxford [7], avait rejoint le prince Robert, et s'avançait rapidement vers le nord, soit pour faire lever le siége de Chester, soit pour combattre l'armée écossaise, et reprendre de ce côté ses anciens avantages : s'il y réussissait, il demeurait libre de menacer à son choix l'est ou le midi; et

[1] Sprigg, *Anglia rediviva,* p. 10 (in-folio, Londres, 1647). — Rushworth, part. IV, t. I, p. 23.

[2] Le 24 avril à Islipbridge, le 26 à Witney, et le 27 à Bambton-Bush.

[3] Le 24 avril.

[4] *Parliam. Hist.,* t. III, col. 359. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 24.

[5] Banks, *A critical Review,* etc., p. 23.

[6] Le 30 avril.

[7] Le 7 mai.

Fairfax, en route vers l'ouest pour délivrer l'importante place de Taunton, que serrait de près le prince de Galles, ne pouvait s'opposer à ses progrès. On rappela Fairfax[1]; mais en attendant, Cromwell seul était en mesure de surveiller les mouvements du Roi. Il eut ordre, malgré l'ordonnance, de continuer son service pendant quarante jours[2]. Sir William Brereton, sir Thomas Middleton et sir John Price, officiers distingués et membres des Communes, reçurent des ordres semblables[3], soit par des motifs de même nature, soit pour que Cromwell ne parût pas seul excepté.

Fairfax se hâta de revenir; le Roi avait continué sa marche vers le nord : à Londres, sans qu'on sût bien pourquoi, les craintes s'étaient un peu calmées; aucune armée royaliste ne couvrait plus Oxford, toujours le foyer de la guerre au centre du royaume; le Parlement se croyait dans la place des intelligences assurées; Fairfax eut ordre de l'investir[4]. S'il s'en emparait, c'était un succès immense; si le siége traînait en longueur, il pouvait de là se porter sans obstacle sur tous les points que menacerait le Roi. Cromwell le rejoignit devant Oxford.

Ils étaient à peine réunis que les alarmes recommen-

[1] Le 6 mai.

[2] Le 10 mai. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 361. — *Mémoires* de Hollis, p. 51. — Whitelocke, p. 140.

[3] Whitelocke, p. 140.

[4] Le 17 mai ; le siége commença le 22. Rushworth, part. IV, t. I, p. 33. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 364, 369-373. — *Journals of the House of Lords.*

cèrent dans Londres, et bien plus vives. Chaque jour de mauvaises nouvelles arrivaient du nord ; l'armée écossaise, au lieu de marcher à la rencontre du Roi pour le contenir ou le combattre, s'était repliée vers les frontières d'Écosse, par nécessité, selon les uns, et pour être en mesure de s'opposer aux progrès toujours croissants de Montrose dans ce royaume ; par humeur, disaient les autres, et parce que les Chambres se refusaient à subir le joug des presbytériens et des étrangers[1]. Quoi qu'il en fût, à la faveur de cette retraite, le Roi n'avait pas même eu besoin, pour débloquer Chester, d'arriver jusque sous les murs ; tranquille sur cette place, son moyen de communication avec l'Irlande, il se dirigeait vers les comtés confédérés de l'est, jusque-là le rempart et la force du Parlement. A tout prix, il fallait les sauver de cette invasion. Nul n'y pouvait réussir aussi bien que Cromwell, car là surtout s'exerçait son influence ; là avaient commencé son corps de troupes et ses exploits. Il reçut l'ordre de se porter sur-le-champ du côté de Cambridge, et de prendre en main la défense de la confédération[2].

Un péril plus pressant le fit bientôt rappeler. Huit jours après son départ, on apprit que le Roi venait d'emporter d'assaut la riche ville de Leicester[3], et que, dans l'ouest, Taunton, un moment délivré par un dé-

[1] *Old Parliam. Hist.*, t. XIII, p. 474, 488.

[2] Rushworth, part. IV, t. I, p. 35. — May, *Hist. du Long Parl.* t. II, p. 305. — *Mémoires* de Hollis, p. 51

[3] Le 1er juin 1645

tachement de l'armée de Fairfax, était de nouveau étroitement assiégé[1]. La consternation fut profonde : les presbytériens triomphaient : « Voilà, disaient-ils, le « fruit de cette réorganisation tant vantée ; depuis « qu'elle est accomplie, qu'a-t-on vu ? des tâtonnements « et des revers. Le Roi emporte en un jour nos meil- « leures places, et votre général reste immobile devant « Oxford, attendant sans doute que les femmes de la « cour aient peur et lui ouvrent les portes[2]. » Pour toute réponse, une pétition du Conseil commun fut présentée à la Chambre haute[3] ; elle imputait tout le mal à l'inertie des Écossais, aux retards qu'éprouvait encore le recrutement de l'armée, à la prétention qu'avaient les Chambres de gouverner de loin les opérations de la guerre, et demandait qu'on donnât au général plus de liberté, aux Écossais de plus fermes avis, à Cromwell son ancien commandement. En même temps Fairfax eut ordre[4] de quitter le siége d'Oxford, de chercher le Roi, et de le combattre à tout prix. En partant il écrivit aux Chambres pour redemander à son tour Cromwell, indispensable, dit-il, au commandement de la cavalerie, et seize colonels avaient signé la lettre[5]. Les Lords ajournèrent leur réponse, mais l'autorisation des Communes ut prompte et jugée suffisante. Fairfax en informa

[1] Whitelocke, p. 144.
[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 50.
[3] Le 5 juin 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 365.
[4] Le 5 juin.
[5] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 368.

aussitôt Cromwell[1] : tous les corps pressèrent leur marche; et le 12 juin, un peu à l'ouest de Northampton, quelques cavaliers parlementaires envoyés en reconnaissance donnèrent tout à coup sur un détachement de l'armée du Roi.

Il était loin de s'attendre à leur approche : instruit du blocus d'Oxford, et cédant à l'effroi de la cour assiégée qui le conjurait de revenir[2], il avait renoncé à son expédition dans les comtés du nord et de l'est, pour aller débloquer son quartier général. Mais sa confiance n'était point ébranlée; une nouvelle victoire de Montrose avait même exalté récemment ses esprits[3] : « Depuis la ré« bellion, écrivait-il à la Reine[4], mes affaires n'ont ja« mais été en si bon état. » Aussi suivait-il lentement sa route, s'arrêtant aux lieux qui lui plaisaient, passant ses journées à la chasse, et laissant à ses Cavaliers, encore plus confiants que lui, presque autant de liberté[5]. Au premier bruit de l'apparition des parlementaires, il se replia du côté de Leicester, pour y rallier ses troupes et attendre celles qui devaient lui arriver sous peu, soit du pays de Galles, soit des comtés de l'ouest. Le lendemain[6], à l'heure du souper, sa sécurité était la même,

1 Le 11 juin. Rushworth, part. IV, t. I, p. 39.

2 *Mémoires* du Roi Jacques II, t. I, p. 37, dans ma *Collection*.

3 Remportée à Auldearn, dans le comté de Nairn, au nord de l'Écosse, le 4 mai 1645.

4 Le 9 juin 1645. *Mém.* de Ludlow, t. I, p. 410, dans ma *Collect.*

5 Rushworth, part. IV, t. I, p. 40. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 51.

6 Le 13 juin 1645.

et il ne songeait point à livrer bataille [1]. Mais on vint lui dire que des escadrons parlementaires inquiétaient son arrière-garde. Depuis quelques heures Cromwell était à l'armée [2]. Un conseil de guerre fut aussitôt convoqué; et vers minuit, malgré la résistance de plusieurs officiers qui demandaient qu'on attendît les renforts, le prince Robert fit décider qu'à l'instant même on rebrousserait chemin pour aller au-devant de l'ennemi [3].

La rencontre eut lieu le lendemain matin [4], sur le plateau de Naseby, au nord-ouest de Northampton. A l'aube du jour, l'armée du Roi était en bataille sur une petite hauteur, dans une position avantageuse. Des éclaireurs, envoyés pour reconnaître les parlementaires, revinrent au bout de deux heures, disant qu'ils ne les voyaient point. Robert, impatienté, alla lui-même à la découverte avec quelques escadrons; il fut convenu que l'armée resterait immobile jusqu'à son retour. A peine avait-il fait une demi-lieue que l'avant-garde ennemie parut, en marche elle-même vers les Cavaliers. Dans son emportement, le prince crut voir qu'elle se retirait, et continua d'avancer, en faisant dire au Roi de venir le joindre en toute hâte de peur que l'ennemi ne leur échappât. Vers dix heures, les royalistes arrivèrent, un

[1] *Memoirs de sir John Evelyn*, t. II, Appendice, p. 97, dans une lettre du Roi au secrétaire d'État Nicholas, en date du 13 juin.

[2] Rushworth, part. IV, t. I, p. 41. — May, *Hist. du Long Parl.*, t. II, p. 307.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 53.

[4] Le 14 juin 1645.

peu troublés de la précipitation de leur mouvement; et Robert, à la tête de la cavalerie de l'aile droite, se lança aussitôt sur l'aile gauche des parlementaires, commandée par Ireton, qui devint peu après gendre de Cromwell[1]. Presque au même moment, Cromwell, dont les escadrons occupaient l'aile droite, attaqua l'aile gauche du Roi, que formaient les Cavaliers des comtés du nord, sous le commandement de sir Marmaduke Langdale; et peu d'instants après, les deux infanteries placées au centre, l'une sous les ordres de Fairfax et Skippon, l'autre sous ceux du Roi lui-même, en vinrent pareillement aux mains. Nulle action n'avait encore été si rapidement générale ni si passionnément acharnée. Les deux armées étaient de force à peu près égale; les Cavaliers, ivres de confiance, avaient pour mot de ralliement *la reine Marie;* les parlementaires, fermes dans leur foi, marchaient en chantant : *Dieu est avec nous.* Le prince Robert fit sa première charge avec son bonheur accoutumé; après une vive mêlée, les escadrons d'Ireton se rompirent; Ireton lui-même, l'épaule meurtrie, la cuisse percée d'un coup de lance, tomba un moment aux mains des Cavaliers. Mais pendant que Robert, toujours emporté dans la même faute, poursuivait l'ennemi jusqu'aux bagages du camp, bien défendus par des artilleurs, et perdait le temps à les attaquer dans l'espoir du butin, Cromwell, maître de lui-même et des siens comme à Marston-Moor, avait rompu de son côté les

[1] Le 15 janvier 1647.

escadrons de Langdale; et, laissant à deux de ses officiers le soin d'empêcher qu'ils ne se ralliassent, se hâtait de revenir sur le champ de bataille, où les deux infanterie étaient aux prises. Le combat était là plus vif et plus meurtrier que partout ailleurs. Les parlementaires, chargés par le Roi en personne, avaient été mis d'abord en grand désordre; Skippon était grièvement blessé; Fairfax le pressa de se retirer. « Non, dit-il, tant qu'un « homme tiendra, je resterai ici; » et il donna à sa réserve l'ordre d'avancer. Un coup de sabre abattit le casque de Fairfax; Charles Doyley, colonel de ses gardes, le voyant parcourir tête nue le champ de bataille, s'empressa de lui offrir le sien. « C'est bien comme « cela, Charles, lui dit Fairfax; je n'en ai pas besoin; » et lui montrant un corps d'infanterie royale que rien n'avait pu entamer : « Ces gens-là sont donc inabor- « dables? les avez-vous chargés?—Deux fois, général, et « sans succès.—Eh bien! prenez-les en tête, je les pren- « drai en queue, et nous nous retrouverons au milieu. » Et ils se rejoignirent en effet à travers les rangs enfoncés. Fairfax tua de sa main le porte-étendard, et remit le drapeau à l'un des siens; celui-ci s'en vantait comme d'un exploit de son propre courage : Doyley s'en aperçut et se fâcha. « Laissez-le faire, dit Fairfax en passant; j'ai « de l'honneur assez; qu'il prenne celui-là pour lui. » A leur tour les royalistes pliaient déjà de toutes parts, quand Cromwell parut avec ses escadrons victorieux. A cette vue, Charles désolé se mit en tête du régiment des gardes, seule réserve qui lui restât, pour aller charger

ce nouvel ennemi; déjà l'ordre était donné et la troupe en mouvement, quand le comte de Carnewarth, Écossais, qui galopait à côté du Roi, saisit tout à coup la bride de son cheval, et s'écria en jurant : « Vous « voulez donc vous faire tuer? » le détourna brusquement à droite. Les Cavaliers les plus rapprochés du Roi firent comme lui, sans en comprendre la raison; les autres suivirent, et en un clin d'œil le régiment tout entier tourna le dos à l'ennemi. La surprise devint terreur; tous se dispersèrent dans la plaine, les uns pour fuir, les autres pour retenir les fuyards. Charles, au milieu d'un groupe d'officiers, criait en vain : « Arrêtez! arrêtez! La débandade ne se ralentit qu'à la vue du prince Robert, de retour enfin sur le champ de bataille avec ses escadrons. Un corps assez nombreux se reforma alors autour du Roi, mais de Cavaliers en désordre, fatigués, troublés, abattus. Charles, l'épée à la main, les yeux ardents, le désespoir dans tous les traits, se lança deux fois en avant, criant de toutes ses forces : « Mes-« sieurs! encore une charge, et nous regagnons la « journée! » Nul ne le suivit; l'infanterie, partout enfoncée, était en pleine déroute ou déjà prisonnière : il fallut fuir; et le Roi, avec deux mille chevaux environ, se jeta du côté de Leicester, laissant son artillerie, ses munitions, ses bagages, plus de cent drapeaux, son propre étendard, cinq mille hommes et tous les papiers de son cabinet au pouvoir du Parlement[1].

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 42-44. — Clarendon, *Hist. of the*

La victoire dépassait les plus audacieuses espérances : Fairfax se hâta d'en informer les Chambres, d'un ton calme et simple, sans allusion ni conseil politique. Cromwell écrivit aussi, mais aux Communes seules, comme tenant d'elles seules sa mission ; sa lettre finissait en ces termes : « Il n'y a dans tout ceci que la « main de Dieu ; à lui seul appartient la gloire, et per- « sonne n'a à partager avec lui. Le général vous a servi « avec honneur et fidélité ; le plus grand éloge que je « puisse lui donner, c'est qu'il rapporte tout à Dieu, et « aimerait mieux mourir que de rien prétendre pour « lui-même : cependant, pour la bravoure, on peut lui « accorder, dans cette circonstance, tout ce qu'il est « possible d'accorder à un homme. Les gens de bien « (il voulait parler des indépendants enthousiastes) « vous ont fidèlement servis ; ils sont pleins de con- « fiance : je vous conjure, au nom de Dieu, de ne pas « les décourager. Je souhaite que cette affaire engendre, « dans le cœur de tous ceux qui y sont intéressés, l'hu- « milité et la gratitude. Je souhaite que celui qui ha- « sarde sa vie pour le salut de son pays se puisse con- « fier en Dieu pour la liberté de sa conscience, en vous « pour la liberté au nom de laquelle il combat[1]. »

Quelques-uns s'offensèrent de voir un lieutenant du général, un serviteur du Parlement, disaient-ils, leur distribuer de ce ton les avis et les louanges ; mais leur

rebell., t. VIII. p. 54-58. — Whitelocke, p. 145. — May, *Hist. du Long Parl.*, t. II, p. 305-309.

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 45-46.

humeur tenait peu de place au milieu de l'exaltation publique ; et le jour où la lettre de Cromwell parvint à Londres, les Lords eux-mêmes votèrent que son commandement serait de nouveau prolongé de trois mois[1].

Ils votèrent en même temps qu'il fallait profiter de la victoire pour adresser au Roi des propositions raisonnables[2], et les commissaires écossais émirent le même vœu[3]. Mais les vainqueurs étaient bien loin de telles pensées. Au lieu de répondre, les Communes demandèrent[4] que tous les citoyens fussent convoqués à Guildhall pour entendre la lecture des papiers trouvés dans les bagages du Roi, surtout de ses lettres à la Reine, et juger eux-mêmes quelle confiance on pouvait prendre désormais dans les négociations. Fairfax avait hésité à ouvrir ces papiers; mais Cromwell et Ireton s'étaient hâtés de combattre ses scrupules, et la Chambre ne songea point à les partager. La lecture se fit[5] au milieu d'un concours immense et avec un effet prodigieux. Il était clair que le Roi n'avait jamais voulu la paix ; que nulle concession n'était à ses yeux définitive, nulle promesse obligatoire ; qu'au fond il ne comptait que sur la force, et prétendait toujours au pouvoir absolu; enfin que, malgré ses protestations mille fois répétées, il

[1] Le 16 juin 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 374.

[2] Le 20 juin. *Ibid.*, col. 375.

[3] Le 28 juillet. *Ibid.*, col. 389.

[4] Le 30 juin.

[5] Le 3 juillet *Parl. Hist.*, t. III, col. 377.— May, *Hist. du Long Parl.*, t. II p. 310-312.

s'adressait au Roi de France, au duc de Lorraine, à tous les princes du continent, pour introduire dans le royaume des soldats étrangers. Ce nom même de Parlement que naguère, pour obtenir les conférences d'Uxbridge, il avait paru donner aux Chambres, n'était de sa part qu'un mensonge, car, en le donnant, il avait secrètement protesté contre sa démarche officielle, et fait inscrire sa protestation, à Oxford, sur les registres du Conseil [1]. Tous les citoyens furent admis à se convaincre, par leurs propres yeux, que les lettres étaient vraiment de la main du Roi [2]; et après l'assemblée de Guildhall, le Parlement les fit publier [3].

La colère fut partout la même : les amis de la paix étaient réduits au silence. Quelques-uns tentèrent en vain de s'élever contre cette publication, violation brutale, disaient-ils, des secrets domestiques. Ils demandaient si l'on pouvait croire à sa parfaite authenticité, s'il n'était pas probable que plusieurs lettres avaient été

1 Lettres du Roi à la Reine, des 2 et 9 janvier, 15 et 19 février, 5, 13 et 30 mars 1645; à la suite des *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 394, 390, 396, 397, 407, 390, dans ma *Collection*. — Sir John Evelyn's *Memoirs*, Appendice, t. II, p. 90. Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° IV.

2 May, *Hist. du Long Parl.*, t. II, p. 310.

3 Sous ce titre : « Le portefeuille du Roi ouvert, ou certains « paquets de lettres et papiers secrets, écrits de la main du Roi, « et pris dans son portefeuille sur le champ de bataille de Naseby, le 14 juin 1645, par le victorieux sir Thomas Fairfax, ou « sont dévoilés beaucoup de mystères d'État qui justifient pleinement la cause pour laquelle sir Thomas Fairfax a livré bataille dans ce jour mémorable; avec quelques notes. »

mutilées, d'autres omises [1]; ils insinuaient que, dans les Chambres aussi, certains hommes avaient négocié sans plus de franchise, et ne voulaient pas non plus de la paix; mais nulle explication, nulle excuse n'est accueillie du peuple dès qu'il sait qu'on a voulu le tromper. D'ailleurs, tout cela fût-il vrai, la mauvaise foi du Roi demeurait évidente; et, pour faire la paix, c'était à lui qu'il fallait se fier. On ne parla plus que de la guerre; on pressa les levées d'hommes, la rentrée des impôts, la vente des biens des délinquants; tous les corps de troupes reçurent leur solde, toutes les places importantes des munitions [2]. Les Écossais consentirent enfin à s'avancer dans l'intérieur du royaume [3]; et Fairfax, ne voyant plus même de fuyards à poursuivre, se mit en mouvement [4] pour aller reprendre dans les comtés de l'ouest l'expédition que le siége d'Oxford lui avait fait abandonner.

Tout était changé dans ces comtés, jusque-là le boulevard de la cause royale; non que l'opinion du peuple y fût devenue plus favorable au Parlement, mais elle

[1] Le Roi ne contesta jamais l'authenticité de ces lettres; il en convient même formellement dans une lettre écrite à sir Edward Nicholas, le 4 août 1645, c'est-à-dire peu de semaines après la publication (sir John Evelyn's *Memoirs*, Appendice, t. II, p. 101); et le texte publié par le Parlement, en 1645, est exactement conforme à celui des lettres insérées dans les *Œuvres de Charles Ier*, publiées à Londres, chez Royston, en 1660.

[2] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 377.

[3] Le 2 juillet 1645. *Old Parliam. Hist.*, t. XIV, p. 6.

[4] Le 20 juin 1645.

s'était aliénée du Roi. Il y possédait encore plusieurs corps de troupes et presque toutes les places, mais la guerre n'y était plus conduite, comme à l'origine, par des hommes graves, considérés, populaires, le marquis de Hertfort, sir Bevil Greenville, lord Hopton, Trevannion, Slanning, amis désintéressés de la couronne : les uns étaient morts, les autres s'étaient dégoûtés, ou avaient été éloignés par des menées de cour, et sacrifiés par la faiblesse du Roi. A leur place deux intrigants, lord Goring et sir Richard Greenville, y commandaient, l'un le plus débauché, l'autre le plus avide des Cavaliers; aucun principe, aucune affection ne les attachait à la cause royale : ils trouvaient, à guerroyer pour elle, l'avantage d'assouvir leurs passions, d'opprimer leurs ennemis, de se venger, de se divertir, de s'enrichir. Goring était brave, aimé des siens, et ne manquait point, sur le champ de bataille, d'habileté ni d'énergie ; mais rien n'égalait son incurie et l'insolente intempérance de sa conduite ou de ses propos : sa loyauté même n'était pas sûre ; il avait déjà trahi le Roi [1], puis le Parlement [2], et semblait toujours sur le point d'une nouvelle trahison [3]. Sir Richard Greenville, moins déréglé et plus influent sur la noblesse du pays, était dur, insatiable, et d'un courage sinon douteux, au moins peu empressé.

1 En 1641, lors de la première conspiration de l'armée contre le Parlement. Voyez cet ouvrage, t. I.

2 En août 1642, au début de la guerre civile, en livrant au Roi Portsmouth, dont le Parlement l'avait nommé gouverneur.

3 Clarendon, *Hist. of the rebell.* t. VIII, p. 129-134.

Il passait son temps à lever des contributions pour des troupes qu'il ne rassemblait point, ou pour des entreprises qu'il ne prenait pas même la peine de commencer. L'armée avait changé comme ses chefs : ce n'était plus un parti soulevé pour ses affections et ses intérêts, frivole mais sincère, licencieux mais dévoué; c'était un ramas de mauvais sujets, indifférents même à leur cause, livrés jour et nuit aux plus criants désordres, et qui indignaient par leurs vices un pays désolé par leurs extorsions. Le prince de Galles, ou plutôt son Conseil, réduit à se servir de tels hommes, se consumait en vains efforts pour les satisfaire ou les réprimer tour à tour, tantôt pour protéger contre eux le peuple, tantôt pour l'appeler sous leurs drapeaux [1].

Le peuple ne répondait plus à cet appel. Bientôt il fit davantage. Des milliers de paysans se réunirent, et, sous le nom de *clubmen*, parcoururent en armes les campagnes. Ils n'avaient aucun dessein de prendre parti, et ne se déclaraient point pour le Parlement; ils ne voulaient qu'écarter de leurs villages, de leurs champs, les ravages de la guerre, et s'en prenaient à quiconque leur donnait lieu de les craindre, sans s'inquiéter de son nom. Déjà, l'année précédente, quelques bandes s'étaient ainsi formées dans les comtés de Worcester et de Dorset, suscitées par les violences du prince Robert. Au mois de mars 1645, les *clubmen* devinrent, dans les comtés de l'ouest, une confédération permanente, ré-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 60-69, 73 75, etc.

gulière, soutenue, commandée même par des gentils-hommes dont quelques-uns avaient servi dans les armées du Roi, et incessamment appliquée à défendre les propriétés, les personnes, à réclamer le bon ordre et la paix. Ils traitaient avec les troupes et les garnisons des deux partis, se chargeaient de leur fournir des vivres, à condition qu'elles n'en enlèveraient point à main armée, les empêchaient même quelquefois de se battre, et avaient inscrit sur leurs rustiques drapeaux ces paroles :

If you offer to plunder our cattle,
Be assur'd we will give you battle.

« Si vous voulez piller notre bétail,
« Soyez certain que vous aurez bataille[1]. »

Tant que les royalistes dominèrent dans l'ouest, ce fut contre eux que se soulevèrent les *clubmen*, et avec les parlementaires qu'ils parurent disposés à s'allier. Tantôt ils menaçaient d'incendie quiconque refuserait de se joindre à eux pour exterminer les Cavaliers[2]; tantôt ils invitaient Massey, qui commandait dans le comté de Worcester au nom du Parlement, à venir avec eux assiéger Hereford, d'où les Cavaliers infestaient le pays[3]. Le 2 juin, à Wells, six mille d'entre eux

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 69. — Lettre de Fairfax au comité des deux royaumes (3 juillet 1645); *Parl. Hist.*, t. III, col. 380. — Whitelocke, p. 130. — Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 90.

[2] Whitelocke, p. 131

[3] *Id.*, p. 133, 135

adressèrent au prince de Galles une pétition pour se plaindre des rapines de Goring, et, malgré l'ordre du prince, ils refusèrent de se séparer [1]. Au commencement de juillet, Fairfax vainqueur arriva dans l'ouest; les Cavaliers intimidés cessèrent de dévaster librement les campagnes ; les *clubmen* se tournèrent aussitôt contre Fairfax et ses soldats [2]. Mais Fairfax avait une bonne armée, bien payée, bien pourvue, où l'enthousiasme et la discipline se prêtaient un mutuel appui. Il traita doucement les *clubmen*, négocia avec eux, assista en personne à quelques-unes de leurs réunions, leur promit la paix, et poussa vivement la guerre. En peu de jours la campagne fut décidée. Goring, surpris et battu à Langport [3] dans le comté de Somerset, laissa les troupes qui lui restaient se disperser au hasard; sir Richard Greenville renvoya au prince de Galles sa commission de feld-maréchal, en se plaignant avec effronterie qu'on l'eût obligé de faire la guerre à ses dépens [4]; et trois semaines après l'arrivée de Fairfax, les Cavaliers, qui naguère parcouraient l'ouest en maîtres, étaient presque tous renfermés dans les places que Fairfax se disposait à assiéger.

De toutes parts cependant on se demandait ce que faisait le Roi, où il était même, car beaucoup de gens

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 69.

[2] *Parl. Hist.*, t. III, col. 380-386. — May, *Hist. du Long Parl.*, t. II, p. 312, 409-418, dans ma *Collection*.

[3] Le 10 juillet 1645.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 78-83.

ne le savaient point. Après le désastre de Naseby, il avait fui de ville en ville, se donnant à peine quelques heures de repos, et prenant tantôt la route du nord, tantôt celle de l'ouest, pour aller rejoindre Montrose ou Goring, selon la mobilité de ses craintes ou de ses projets. Arrivé à Hereford, il se décida enfin pour le pays de Galles, où il espérait recruter quelque infanterie, envoya le prince Robert à Bristol, et se rendit au château de Ragland, chez le marquis de Worcester, chef du parti catholique, et le plus riche grand seigneur de l'Angleterre. De secrets desseins, auxquels les catholiques seuls pouvaient concourir, déterminaient cette préférence. Depuis trois ans d'ailleurs le marquis donnait au Roi des preuves d'un dévouement inépuisable; il lui avait prêté 100,000 liv. sterl., avait levé à ses frais deux corps de troupes, sous les ordres de son fils, lord Herbert, comte de Glamorgan, et, malgré son âge et ses infirmités, commandait lui-même, dans son château, une forte garnison. Il reçut le Roi avec une pompe respectueuse, convoqua la noblesse des environs, lui prodigua les chasses, les fêtes, les hommages et les divertissements d'une cour. Charles fugitif respira un moment comme rendu à sa situation naturelle, et pendant plus de quinze jours, oubliant ses malheurs, ses périls, son royaume, il ne songea qu'à jouir de la royauté [1].

[1] Walker's *Discourses*, p. 132. — Clarendon, *Hist. of the rebell.* t. VIII, p. 59, 90.

Le bruit des désastres de l'ouest le tira pourtant à la fin de cette illusion apathique. Il apprit en même temps que, dans le nord, les Écossais avaient pris Carlisle[1], et marchaient vers le midi, méditant le siége de Hereford. Il quitta Ragland pour aller au secours de Goring; mais à peine arrivé sur le bord de la Saverne, le mauvais état des nouvelles levées, les dissensions des officiers, mille embarras imprévus le découragèrent, et il rentra dans le pays de Galles. Il était à Cardiff, ne sachant que résoudre, quand une lettre lui fut remise, écrite par le prince Robert au duc de Richemond, pour qu'il la fît voir au Roi. Le prince jugeait tout perdu, et conseillait la paix, n'importe à quel prix. Dès que son honneur semblait en péril, Charles retrouvait une énergie qu'il n'avait point pour son salut. Il répondit sur-le-champ à son neveu[2] : « Si je faisais la guerre pour tout autre « chose que pour la défense de ma religion, de ma cou- « ronne et de mes amis, vous auriez pleinement raison. « A parler comme homme d'État ou comme soldat, je « conviens que ma ruine seule est probable; mais « comme chrétien, je dois vous dire que Dieu ne souffrira « pas que des rebelles prospèrent ni que sa cause pé- « risse. Quel que soit donc le châtiment personnel qu'il « lui plaise de m'infliger, rien ne fera que je me repente, « encore moins que j'abandonne cette querelle. J'en « préviens sans détour mes amis : quiconque restera

[1] Le 28 juin 1645.

[2] Le 3 août 1645.

« maintenant avec moi doit s'attendre et se résoudre, « ou à mourir pour une bonne cause, ou, ce qui est pis, « à vivre, en la soutenant, aussi misérable que pourront « le rendre d'insolents rebelles. Au nom de Dieu, ne « nous flattons donc pas de vaines chimères; croyez-« moi, l'idée seule que vous désirez un traité avancera « ma perte [1]. » Et pour relever son parti abattu, rappelant lui-même tout son courage, il quitta aussitôt le pays de Galles, dépassa sans être aperçu les quartiers de l'armée écossaise déjà campée sous les murs de Hereford, traversa rapidement les comtés de Shrop, de Stafford, de Derby, de Nottingham; et arrivé dans le comté d'York, convoqua à Doncaster tous ses fidèles Cavaliers du nord pour aller avec lui se réunir à Montrose, comme eux fidèle et toujours vainqueur [2].

Les Cavaliers accoururent. La présence du Roi, si longtemps leur hôte, excita dans le comté un vif enthousiasme; on parla de lever un corps d'infanterie; les deux places de Pontefract et de Scarborough avaient été naguère contraintes de se rendre faute de vivres; les soldats des garnisons étaient libres; en trois jours, près de trois mille hommes vinrent offrir au Roi leurs services, promettant de se tenir prêts à marcher, dans les vingt-quatre heures, à son premier commandement. On n'attendait plus qu'une lettre de Montrose pour savoir s'il fallait l'aller chercher en Écosse ou lui donner

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 90-97.
[2] Clarendon, p. 114.—Walker, p. 134, 135.

un rendez-vous en Angleterre. Tout à coup on apprit que David Lesley, à la tête de la cavalerie écossaise, avait quitté le siége de Hereford, et qu'il était déjà à Rotherham, à quatre lieues de Doncaster, cherchant partout le Roi. Le désastre de Naseby avait troublé sans retour l'imagination des royalistes; leur confiance ne résistait plus à l'approche du danger. Beaucoup quittèrent Doncaster; nul n'y arriva plus : au gré des plus braves, il était trop tard pour tenter de rejoindre Montrose; il ne fallait plus songer qu'à la sûreté du Roi. Il s'éloigna, suivi d'environ quinze cents chevaux, traversa sans obstacle le centre du royaume, battit même en route quelques détachements parlementaires, et rentra dans Oxford le 29 août, ne sachant que faire de ce peu de forces qui lui restaient [1].

Il y était depuis deux jours quand la nouvelle lui parvint des récents et prodigieux succès de Montrose en Écosse : ce n'était plus seulement au nord du royaume et parmi les montagnards que la cause royale triomphait; Montrose s'était avancé vers le midi, dans les basses-terres; et le 15 août, à Kilsyth, non loin des ruines de la grande muraille romaine, il avait remporté sur les covenantaires, commandés par Baillie, la septième et la plus éclatante de ses victoires. L'armée ennemie était détruite; toutes les villes voisines, Bothwell, Glasgow, Édimbourg même, avaient ouvert leurs portes au vainqueur; tous les royalistes que le Parle-

[1] Walker, p. 135, 136.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 116.

ment d'Écosse retenait en prison étaient libres; tous les hommes timides qui, pour se déclarer, avaient attendu le succès, le marquis de Douglas, les comtes d'Annandale et de Linlithgow, les lords Seaton, Drummond, Erskine, Carnegie, etc., se pressaient maintenant de se devancer mutuellement, craignant d'arriver trop tard. Les chefs parlementaires fuyaient de tous côtés, les uns en Angleterre, les autres en Irlande[1]. Enfin la cavalerie de l'armée écossaise qui assiégeait Hereford était rappelée en toute hâte, sous les ordres de David Lesley, au secours de sa patrie. Quelques-uns dirent même que naguère, quand Lesley avait paru aux environs de Doncaster, bien loin de chercher à combattre le Roi, il était en marche vers l'Écosse, et qu'on avait eu grand tort de s'épouvanter[2].

A ce glorieux récit, Charles ranimé partit sur-le-champ d'Oxford[3] pour marcher contre l'armée écossaise, profiter de son affaiblissement, la contraindre du moins à lever le siége de Hereford. Dans sa route, en passant à Ragland, il fut informé que Fairfax venait d'investir Bristol, la plus importante de ses possessions

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 230. — Guthry, *Memoirs*, etc., p. 189 et suiv.

[2] Rushworth, part. IV, t. I, p. 231. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 115, 116. Lesley avait quitté le siége de Hereford dans les premiers jours d'août, et la bataille de Kilsyth n'eut lieu que le 15. Il s'était donc évidemment détaché de l'armée écossaise pour poursuivre le Roi, et ne pouvait être encore rappelé au secours de son pays.

[3] Le 31 août 1645.

dans l'ouest; mais la place était forte, le prince Robert la défendait avec une bonne garnison, et promettait d'y tenir quatre mois : le Roi ne s'en inquiéta point. Encore à une journée de Hereford, il apprit que les Écossais, au bruit de son approche, avaient levé le siége, et se retiraient précipitamment vers le nord. On le pressa de les poursuivre; ils étaient troublés, fatigués, en désordre, traversaient un pays mal disposé pour eux; il suffisait peut-être de les harceler pour les anéantir. Mais Charles était fatigué lui-même d'une activité qui surpassait sa force. Il fallait, dit-il, qu'il se portât au secours de Bristol, et en attendant l'arrivée de quelques troupes rappelées de l'ouest dans ce dessein, il retourna au château de Ragland, attiré par le charme de ce séjour, ou pour s'occuper avec le marquis de Worcester de la grande et mystérieuse affaire qu'ils conduisaient en commun [1].

A peine arrivé, il reçut la nouvelle la plus inattendue : le prince Robert avait rendu Bristol [2], au premier assaut, presque sans résistance, quand rien ne lui manquait, ni les remparts, ni les vivres, ni les soldats. Charles fut consterné; c'était sa ruine dans l'ouest et le plus amer mécompte. Il écrivit au prince [3] : « Mon « neveu, quoique la perte de Bristol soit pour moi un « rude coup, cependant la manière dont vous avez « rendu cette place me fait tout oublier. Que faire lors-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 117, 118. — Walker, p. 136. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 121-123.

[2] Le 11 septembre 1645. Rushworth, part. IV, t. I, p. 65-68.

[3] De Hereford, le 14 septembre.

« qu'un homme qui me tient de si près, par le sang et « par l'amitié, se résigne à une action si lâche (je me « sers des termes les plus doux)? à une action telle... « J'en aurais tant à dire que je me tais. Souvenez-vous « que, le 12 août, vous m'avez écrit que, s'il n'y avait « point de sédition dans Bristol, vous y tiendriez « quatre mois. Avez-vous tenu quatre jours? y a-t-il eu « même l'ombre d'une sédition? Je me hâte de con- « clure : mon désir est que vous alliez chercher votre « subsistance quelque part, outre mer, jusqu'à ce qu'il « plaise à Dieu de décider de mon sort. Je vous envoie « donc un passe-port. Je prie Dieu qu'il vous donne le « sentiment de votre situation et les moyens de rega- « gner ce que vous avez perdu. Une victoire, je vous « jure, ne me fera pas plus de plaisir qu'une bonne « raison de vous assurer sans rougir que je suis votre « oncle affectionné et votre fidèle ami, CHARLES, *Roi*[1]. »

Il écrivit le même jour à Oxford[2], où le prince s'était retiré, pour ordonner aux lords du Conseil de lui redemander sa commission, de surveiller ses démarches, de destituer le colonel William Legg, gouverneur d'Oxford, ami particulier de Robert, enfin d'arrêter le colonel et même le prince, si quelque trouble s'élevait dans la place; et sa lettre finissait par ce *post-scriptum* : « Dites à mon fils que j'aurais moins de chagrin à ap- « prendre qu'il a été assommé qu'à lui voir faire une

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 120.
[2] Au secrétaire d'État sir Édouard Nicholas.

« action aussi lâche que cette reddition de la place et « du fort de Bristol[1]. »

Une ressource restait au Roi, toujours la même, quoique déjà tentée sans succès, c'était de rejoindre Montrose. Il fallait d'ailleurs qu'il marchât vers le nord pour débloquer Chester assiégé de nouveau, et, depuis la perte de Bristol, le seul port où pussent arriver des secours d'Irlande, désormais son unique pensée. Après huit jours passés à Hereford dans un morne abattement, il se mit en marche à travers les montagnes du pays de Galles, seul chemin par où il pût échapper à un corps parlementaire qui, sous les ordres du major général Poyntz, observait tous ses mouvements. Cinq mille hommes environ le suivaient encore, fantassins gallois et cavaliers des comtés du nord. Il était déjà en vue de Chester quand les parlementaires, partis plus tard, mais venus par une route directe et facile, atteignirent son arrière-garde[2]. Sir Marmaduke Langdale, qui la commandait, chargea l'ennemi avec tant de vigueur qu'il le força de se replier en désordre. Mais le colonel Jones, qui dirigeait le siége, en détacha un corps de troupes, et parut inopinément sur les derrières des royalistes. Poyntz rallia ses gens. Le Roi, pressé entre deux feux, vit tomber autour de lui ses meilleurs officiers, et bientôt en fuite à son tour, rentra désespéré dans le

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 121.—Evelyn's, *Mémoirs*, t. II, Appendice, p. 107-109.

[2] A Routenheath, le 24 septembre 1645. Rushworth, part. VI, t. I, p. 117.— Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 150-153.

pays de Galles, encore une fois repoussé, comme par une barrière insurmontable, de ce camp de Montrose, son dernier espoir.

Cet espoir même n'était plus qu'une erreur : depuis dix jours déjà, comme le Roi, Montrose fuyait, cherchant un asile et des soldats. Le 13 septembre, à Philip-Haugh, dans la forêt d'Ettrick, près de la frontière des deux royaumes, Lesley l'avait surpris faible, mal gardé, ne se doutant pas de son approche. Malgré tous ses efforts, les montagnards l'avaient quitté pour aller enfouir chez eux leur butin. Quelques grands seigneurs, le comte d'Aboyne entre autres, jaloux de sa gloire, s'étaient aussi éloignés avec leurs vassaux ; d'autres, se méfiant de sa fortune, les lords Traquair, Hume, Roxburgh, ne l'avaient pas rejoint malgré leurs promesses[1]. Brillant et téméraire, dans les cœurs vils il excitait l'envie, et n'inspirait aux timides nulle sécurité. Quelque fanfaronnade se mêlait même à son génie, et nuisait à son influence : ses amis le servaient avec passion, ses soldats avec enthousiasme, mais il n'imposait point à ses égaux. Son pouvoir d'ailleurs n'avait de fondement que la victoire ; et les hommes prudents, chaque jour plus nombreux, le regardaient avec surprise, comme un météore que rien n'arrête, mais qui va passer. Un revers suffit à dissiper tous ses succès ; et le lendemain de sa défaite, le conquérant de l'Écosse n'y était plus qu'un proscrit audacieux.

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 231. — Guthry, *Memoirs*. etc., p. 198 et suiv.

A ce coup, Charles regarda avec effroi autour de lui, ne sachant plus où attacher son espérance. Les conseillers mêmes lui manquaient. Il avait placé auprès de son fils les plus sages, lord Capel, Colepepper, Hyde. Lord Digby lui restait presque seul, toujours aventureux, confiant, toujours prêt à opposer les projets aux revers, et, malgré la sincérité de son zèle, occupé surtout de conserver son crédit. L'idée vint au Roi de se retirer sur la côte du pays de Galles, dans l'île d'Anglesey, voisine de l'Irlande, facile à défendre, et de passer là l'hiver. On le détourna sans peine de sortir ainsi de son royaume où il possédait encore de bonnes places, Worcester, Hereford, Chester, Oxford, Newark. Tout le monde penchait pour Worcester, mais rien ne convenait moins à lord Digby. Ennemi déclaré du prince Robert, c'était lui qui naguère, après la perte de Bristol, avait fomenté la colère du Roi, et provoqué, disait-on, ses rigueurs contre son neveu. Robert furieux voulait à tout prix voir le Roi, se justifier et se venger. Or, à Worcester, il y eût réussi sans peine, car le prince Maurice, son frère, en était gouverneur. De toutes les places où le Roi pouvait se retirer, Newark était celle où Robert devait plus difficilement arriver et se faire entendre. A la grande surprise de ceux qui l'entouraient, le Roi décida qu'il irait à Newark[1].

Le prince en fut bientôt informé, et, malgré sa défense, se mit en route pour aller l'y trouver. Le Roi

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 153-156.

répéta qu'il ne le recevrait point ; mais lord Digby était inquiet. Soit hasard, soit dessein, le bruit courut tout à coup que Montrose avait réparé sa défaite, battu Lesley, et touchait à la frontière des deux royaumes. Sans plus d'informations, le Roi partit avec lord Digby et deux mille chevaux, pour tenter une troisième fois de le rejoindre. L'erreur fut promptement dissipée : après deux jours de marche, on sut, à n'en pouvoir douter, que Montrose, sans soldats, errait toujours dans les montagnes du nord. Le Roi n'avait rien à faire que de retourner à Newark, et Digby lui-même en convint. Mais pour lui, bien décidé à n'y point rentrer au risque de se voir en face du prince Robert, il persuada au Roi qu'à tout prix il fallait faire parvenir des secours à Montrose, et se chargea de les conduire. Ils se séparèrent : Digby, avec quinze cents chevaux, presque tout ce qui restait au Roi, continua sa route vers le nord ; et Charles rentra dans Newark, n'ayant plus que trois ou quatre cents chevaux pour armée, et John Ashburnham, son valet de chambre, pour conseiller[1].

En arrivant, il apprit que Robert était au château de Belvoir, à trois lieues de la place, avec son frère Maurice et une escorte de cent vingt officiers. Il lui fit dire de rester là jusqu'à nouvel ordre, déjà offensé qu'il fût venu si près sans son aveu. Mais le prince avança toujours, et beaucoup d'officiers de la garnison de Newark, le gouverneur même, sir Richard Willis, allèrent à sa

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 157-159.

rencontre. Il arriva, et, sans être annoncé, avec toute sa suite, se présenta devant le Roi : « Sire, lui dit-il, je « viens rendre compte de la perte de Bristol, et re- « pousser les imputations dont on m'a chargé. » Charles, embarrassé autant qu'irrité, lui répondit à peine : c'était l'heure du souper; l'escorte des princes se retira, on se mit à table; le Roi s'entretint avec Maurice sans adresser la parole à Robert, et, le souper fini, rentra dans sa chambre. Robert alla loger chez le gouverneur. Le lendemain pourtant le Roi consentit à la convocation d'un Conseil de guerre; et après quelques heures de séance, une déclaration fut rendue portant que le prince n'avait manqué ni de courage ni de fidélité. Aucune sollicitation ne put obtenir du Roi rien de plus.

C'était trop peu au gré du prince et de ses partisans. Ils restèrent à Newark, exhalant sans contrainte leur humeur. Le Roi, de son côté, entreprit de mettre un terme aux désordres toujours croissants de la garnison. Pour deux mille hommes de troupes, on y comptait vingt-quatre officiers généraux ou colonels dont le traitement absorbait presque toutes les contributions du comté[1]. Les gentilshommes des environs, même les plus dévoués, se plaignaient amèrement du gouverneur. Charles résolut de le remplacer, avec égard pourtant et en l'attachant à sa personne. Il lui annonça qu'il lui donnait le commandement de ses gardes à cheval. Sir Richard s'en défendit, disant qu'on prendrait cette élé-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 156.

vation pour une disgrâce, qu'il était trop pauvre pour la cour : « J'y pourvoirai, » lui dit le Roi en le quittant. Le jour même, à l'heure du dîner, Charles était à table ; sir Richard Willis, les deux princes, lord Gerrard et vingt officiers de la garnison entrèrent brusquement : « Sire, dit Willis, ce que Votre Majesté m'a dit ce matin « en secret est maintenant le bruit de la ville, et m'y « déshonore.—Ce n'est pour aucune faute, ajouta Ro- « bert, que sir Richard perd son gouvernement; c'est « parce qu'il est mon ami.—Tout ceci, reprit lord Ger- « rard, est un complot de lord Digby, qui est lui-même « un traître, et je le prouverai. » Étonné, troublé, Charles se leva de table, et faisant quelques pas vers sa chambre, ordonna à Willis de le suivre : « Non, sire, « dit Willis ; j'ai reçu une injure publique, c'est une « réparation publique que j'attends. » A ce refus, Charles hors de lui s'élança vers eux, et pâle de colère, d'une voix éclatante, d'un geste menaçant : « Sortez, « sortez, et ne reparaissez jamais devant moi ! » Troublés à leur tour, ils sortirent tous précipitamment, retournèrent à la maison du gouverneur, firent sonner le boute-selle et quittèrent la ville au nombre de deux cents cavaliers.

Toute la garnison, tous les habitants accoururent pour offrir au Roi l'expression de leur dévouement et de leur respect. Dans la soirée, les mécontents lui firent demander des passe-ports, le priant de ne pas les considérer comme des rebelles : « Je ne les baptiserai pas « aujourd'hui, dit le Roi ; quant à des passe-ports,

« qu'on leur en donne tant qu'ils en voudront. » Il était encore ému de cette scène; la nouvelle lui arriva que lord Digby, dans sa marche vers l'Écosse, à Sherburne, avait été atteint et battu par un corps de parlementaires [1], que ses cavaliers s'étaient dispersés, qu'on ignorait ce que lui-même était devenu. Il ne restait donc du côté du nord ni soldats ni espérances. Newark même avait cessé d'être un lieu sûr; les troupes de Poyntz s'étaient rapprochées, occupaient successivement les places voisines, resserraient leurs quartiers de jour en jour; déjà on doutait que le Roi pût passer. Le 3 novembre, à onze heures du soir, quatre ou cinq cents cavaliers, débris de plusieurs régiments, furent réunis sur la place du marché : le Roi parut, prit le commandement d'un escadron, et sortit de Newark par la route d'Oxford. Il avait fait raser sa barbe; deux petites garnisons royalistes, situées sur son passage, étaient prévenues; il marcha jour et nuit, esquivant avec peine tantôt un corps, tantôt une place ennemie, et se crut sauvé en rentrant à Oxford [2], car il y retrouvait son Conseil, sa cour, ses habitudes et quelque repos [3].

Il y retrouva bientôt sa détresse. Pendant qu'il errait de comté en comté et de ville en ville, Fairfax et Cromwell, ne craignant rien de lui et bien sûrs que le corps

[1] Vers le milieu d'octobre 1645. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 159-162.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 128-134.

[2] Le 6 novembre 1645.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 162-170. — Walker, p. 146, 147.—Evelyn's *Memoirs* t. II, Appendice, p. 109, 110.

de Poyntz suffirait à le harasser, avaient suivi dans l'ouest le cours de leurs succès. En moins de cinq mois, quinze places importantes, Bridgewater[1], Bath[2], Sherborne[3], Devizes[4], Winchester[5], Basing-House[6], Tiverton[7], Monmouth[8], etc., étaient tombées en leur pouvoir. Aux garnisons qui se montraient disposées à accueillir leurs ouvertures, ils accordaient sans marchander d'honorables conditions; à celles qui répondaient plus fièrement, ils faisaient donner sur-le-champ l'assaut[9]. Un moment les *clubmen* leur causèrent quelque inquiétude. Après les avoir plusieurs fois dispersés par de bonnes paroles, Cromwell se vit obligé de les attaquer. Il le fit brusquement et rudement, habile à passer tout à coup, et selon le besoin, de la douceur à la sévérité, de la sévérité à la douceur. Sur son avis, le Parlement qualifia de trahison toute association de ce genre[10]; quelques chefs furent arrêtés; l'exacte discipline de l'armée rassura le peuple; les *clubmen* tardèrent peu à disparaître; et quand le Roi rentra dans Oxford, la

1 Le 23 juillet 1645.
2 Le 29 juillet.
3 Le 15 août.
4 Le 23 septembre.
5 Le 28 septembre.
6 Le 14 octobre.
7 Le 19 octobre.
8 Le 22 octobre
9 Rushworth, part. IV, t. I, p. 89.
10 Le 23 août 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 390.—Whitelocke, p. 165.

situation de son parti dans l'ouest était si désespérée que, dès le lendemain[1], il écrivit au prince de Galles pour lui ordonner de se tenir prêt à passer sur le continent[2].

Pour lui-même, il était sans dessein, sans idée; tantôt en proie à la plus vive angoisse, tantôt essayant d'échapper par l'inaction au sentiment de son impuissance. Il invita pourtant le Conseil à lui indiquer quelque expédient, quelque démarche dont on pût espérer quelque résultat. Il n'y avait point à choisir : le Conseil proposa un message aux Chambres et la demande d'un sauf-conduit pour quatre négociateurs. Le Roi y consentit sans objection[3].

Jamais le Parlement n'avait été moins enclin à la paix. Cent trente membres nouveaux venaient d'entrer dans la Chambre des Communes, à la place de ceux qui l'avaient quittée pour suivre le Roi. Longtemps ajournée, d'abord par ménagement, puis par la difficulté de l'exécution, plus tard à dessein, cette mesure avait été prise enfin à la demande des indépendants, ardents à profiter de leur succès sur le champ de bataille pour fortifier dans Westminster leur parti[4]. Ils mirent tout en œuvre

[1] Le 7 novembre 1645.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 143.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 201-204.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 405. Le message est du 5 décembre 1645

[4] Ce fut le 13 septembre 1644 qu'il fut question pour la première fois, dans la Chambre des Communes, de faire remplir les places vacantes. La proposition demeura sans résultat jusqu'au mois

pour dominer dans les élections, ne les ordonnant qu'isolément et l'une après l'autre, les faisant même tantôt retarder, tantôt accélérer, selon les chances qu'elles leur offraient, fourbes et violents, comme des vainqueurs en minorité. Plusieurs hommes, bientôt célèbres dans le parti, entrèrent alors dans la Chambre, Fairfax, Ludlow, Ireton, Blake, Sidney, Hutchinson, Fleetwood. Cependant les élections n'eurent point partout le même résultat : beaucoup de comtés envoyèrent à Westminster des hommes étrangers à toute faction bien qu'opposés à la cour, amis de l'ordre légal et de la paix. Mais, à leur arrivée, ils étaient sans expérience, sans lien, sans chefs, peu disposés même à se rallier aux anciens chefs presbytériens, qui avaient perdu, la plupart du moins, leur réputation de droiture, ou d'énergie, ou d'habileté. Ils firent peu de bruit, exercèrent peu d'influence, et le premier effet de ce recrutement de la Chambre fut d'y donner aux indépendants beaucoup plus d'audace et de pouvoir [1]. Les actes du Parlement prirent dès lors un

d'août 1645. Le 21 de ce mois, et sur une pétition du bourg de Southwark, la Chambre vota, à trois voix seulement de majorité, le remplacement de cinq membres absents, députés de Southwark, Bury Saint-Edmunds et Hythe. Cent quarante-six membres nouveaux furent élus dans les cinq derniers mois de 1645. Sur cinquante-huit signataires de l'ordre d'exécution de Charles Ier, dix-sept appartiennent aux élections de cette époque. En 1646, il y eut encore quatre-vingt-neuf élections nouvelles. (*Journals of the House of Commons.*)

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 62-67, dans ma *Collection*;—de Ludlow, t. I, p. 187, 190, 195, *ibid.* — Whitelocke, *Memorials*, etc., p. 153,

caractère plus rude. On s'était aperçu que pendant leur séjour à Londres, les commissaires du Roi intriguaient pour ourdir des complots et soulever le peuple ; il fut décidé [1] qu'on ne recevrait plus de commissaires, qu'il n'y aurait plus de négociations, que les Chambres rédigeraient leurs propositions de paix sous forme de bills, et que le Roi serait requis de les adopter ou de les rejeter simplement, comme s'il eût résidé à Whitehall et selon la pratique des temps réguliers. Le prince de Galles offrit [2] de se porter médiateur entre le Roi et le peuple, et Fairfax transmit aux Chambres sa lettre, « se faisant, « dit-il, un devoir de ne pas étouffer dans sa fleur la « bienfaisante espérance du jeune pacificateur. » On ne lui répondit seulement pas. Le terme assigné au commandement de Cromwell était près d'expirer ; on le prorogea de nouveau pour quatre mois sans en donner de raison [3]. Les rigueurs redoublèrent contre le parti royaliste : une ordonnance avait accordé aux femmes et aux enfants des délinquants le cinquième du revenu des biens séquestrés ; elle fut révoquée [4]. Une autre ordonnance, longtemps repoussée par les Lords, prescrivit la mise en vente d'une portion considérable des biens

154, 160, 165, etc. — *Old Parliam. Hist.*, t. IX, p. 12; t. XIV, p. 306-309.

[1] Le 11 août 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 390.

[2] Le 20 septembre 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 392. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 109.

[3] Le 12 août 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 390.

[4] Le 8 septembre 1645. Rushworth, part. IV, t. I, p. 209.

des évêques et des délinquants [1]. Dans les camps et à la guerre s'accomplissait la même révolution. Il fut défendu de faire aucun quartier aux Irlandais pris en Angleterre les armes à la main [2]; on les fusillait par centaines [3]; on les jetait à la mer, liés dos à dos [4]. Entre Anglais même ce n'était plus cette douceur, cette courtoisie si fréquentes dans les premières campagnes, et qui révélaient, dans les deux partis, une condition à peu près égale, la même éducation, les mêmes mœurs, l'habitude et le besoin de la paix, même en se combattant. Dans les rangs parlementaires, Fairfax conservait presque seul cette humanité élégante : autour de lui, officiers et soldats, parvenus braves et habiles, mais de mœurs rudes, ou fanatiques d'humeur violente et sombre, ne s'inquiétaient que de vaincre, et ne voyaient dans les Cavaliers que des ennemis. Les Cavaliers, à leur tour, irrités, comme d'un affront, de succomber sous de tels adversaires, essayaient de s'en consoler ou de s'en venger par des moqueries, des épigrammes, des chansons, chaque jour plus insultantes [5]. Ainsi la guerre devenait

[1] Le 13 septembre 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 391. —Whitelocke, p. 146.

[2] Le 24 octobre 1644. Rushworth, part. III, t. II, p. 783.

[3] Baillie, *Letters*, t. II, p. 164.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 231.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 358.

[5] Les plus remarquables de ces chansons sont celles qui furent composées contre David Lesley et ses Écossais, lorsqu'il quitta le siége de Hereford pour marcher au secours de l'Écosse, presque entièrement subjuguée par Montrose, qu'il défit le 13 septembre 1645, à la bataille de Philip-Haugh. Aucune défaite n'avait

dure, quelquefois même cruelle, comme entre gens qui ne se sont connus que pour se mépriser ou se haïr. En même temps, la mésintelligence, jusque-là contenue, éclatait entre les Écossais et les Chambres : ceux-là se plaignaient qu'on ne payât point leur armée; celles-ci, qu'une armée d'alliés pillât et dévastât, comme une troupe ennemie, les comtés qu'elle occupait [1]. Partout enfin la fermentation plus ardente, l'inimitié plus profonde, les mesures plus âpres et plus décisives laissaient peu de chance que la paix vînt arrêter, ou seulement une trêve suspendre le cours déjà si rapide des événements.

Les ouvertures du Roi furent repoussées, tout sauf-conduit refusé à ses négociateurs. Il insista par deux nouveaux messages, toujours sans succès : on lui répondit que les intrigues de ses courtisans dans la cité ne permettaient pas qu'on les y laissât venir [2]. Il offrit de se rendre lui-même à Westminster pour traiter en personne avec le Parlement [3]; malgré les remontrances des Écossais, sa proposition n'obtint pas un meilleur accueil [4]. Il renouvela ses instances [5], moins dans l'espoir de réussir que pour décrier les Chambres auprès

encore ravi aux Cavaliers de si belles espérances, et leur colère s'exhala avec une verve peu commune. (Voyez la plus énergique de ces chansons dans les *Éclaircissements et Pièces historiques*, n° V.)

1 *Parliam. Hist.*, t. III, col. 393, 394, 398, 405.

2 Le 26 décembre 1645. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 414.

3 Les 26 et 30 décembre 1645. *Ibid.*, col. 415-417.

4 Le 13 janvier 1646. *Ibid.*, col. 418-421.

5 Le 15 janvier 1646. *Ibid.*, col. 421.

du peuple, qui souhaitait la paix. Mais ses ennemis avaient acquis naguère un moyen plus sûr de le décrier lui-même : ils annoncèrent solennellement qu'ils possédaient enfin la preuve de la fausseté de ses paroles ; qu'il venait de conclure avec les Irlandais, non une cessation d'armes, mais un traité d'alliance ; que dix mille de ces rebelles, sous les ordres du comte de Glamorgan, devaient bientôt débarquer à Chester ; que le prix de cet odieux secours était la complète abolition des lois pénales contre les catholiques, la liberté de leur culte, la reconnaissance de leur droit aux églises comme aux terres dont ils s'étaient emparés, c'est-à-dire le triomphe du papisme en Irlande et la ruine des protestants. Une copie du traité et plusieurs lettres qui s'y rapportaient avaient été trouvées dans la voiture de l'archevêque de Tuam, l'un des chefs des insurgés, tué par hasard au milieu d'une escarmouche, sous les murs de Sligo [1]. Le comité des deux royaumes, qui, depuis trois mois, les tenait en réserve pour quelque occasion importante, les mit sous les yeux des Chambres ; elles en ordonnèrent aussitôt la publication [2].

Le trouble du Roi fut grand ; les faits étaient réels ; le Parlement ne savait même pas tout. Depuis près de deux ans [3], Charles conduisait en personne cette négo-

[1] Le 17 octobre 1645.

[2] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 428. — Rushworth, part. IV, t. I. p. 238 et suiv.

[3] La première commission du Roi à Glamorgan est du 1er avril 1644.

ciation, à l'insu de son parti, de son Conseil, se cachant même quelquefois du marquis d'Ormond, son lieutenant en Irlande, quoiqu'il ne doutât point de son zèle, et ne pût se passer de son concours. Un catholique, lord Herbert, fils aîné du marquis de Worcester, et créé naguère comte de Glamorgan, avait seul en cette affaire toute la confiance du Roi. Brave, généreux, inconsidéré, dévoué avec passion à son maître en péril et à sa religion opprimée, c'était Glamorgan qui allait et venait sans cesse, tantôt d'Angleterre en Irlande, tantôt de Dublin à Kilkenny, se chargeant des démarches qu'Ormond ne voulait pas faire, et sachant seul jusqu'où pouvaient s'étendre les concessions du Roi. Par lui passait la correspondance de Charles avec Rinuccini, nonce du pape, récemment arrivée en Irlande [1], et avec le pape lui-même. Enfin le Roi l'avait formellement autorisé, par un acte signé de sa main et connu d'eux seuls [2], à accorder aux Irlandais tout ce qu'il jugerait nécessaire pour en obtenir un secours efficace, s'engageant à tout approuver, à tout ratifier, quelque illégales que les concessions pussent être, désirant seulement que rien ne transpirât jusqu'au jour où il pourrait tout avouer. Le traité avait été conclu le 20 août précédent, et Glamorgan, toujours en Irlande, en pressait vivement l'exécution. C'était là le secret de ces fréquentes visites, de ces longs séjours du Roi au château de Ragland, ré-

[1] Le 22 octobre 1645.

[2] En date du 12 mars 1645.

sidence du marquis de Worcester, et de ces espérances mystérieuses qu'il laissait percer quelquefois au milieu de ses revers [1].

On apprit presque en même temps à Oxford et à Dublin que le traité était connu à Londres. Ormond comprit sans peine quel coup en recevraient, dans son propre parti, les affaires du Roi. Soit que lui-même ignorât vraiment, comme il le dit, que Charles eût autorisé de telles concessions, soit plutôt qu'il voulût le mettre en mesure de les désavouer, il fit à l'instant arrêter Glamorgan [2], comme ayant outre-passé ses pouvoirs et compromis gravement le monarque en accordant aux rebelles ce que leur refusaient toutes les lois. Inébranlable dans son dévouement, Glamorgan se tut, ne produisit point les actes secrets, signés *Charles*, qu'il avait entre les mains, dit même que le Roi n'était point tenu de ratifier ce qu'il avait cru devoir promettre en son nom. Charles, de son côté, se hâta de le désavouer dans une proclamation qu'il adressa aux Chambres [3], et dans ses lettres officielles au Conseil de Dublin [4] : à l'en croire, Glamorgan n'avait d'autre mission que de recruter des soldats et de seconder les

[1] M. Lingard a recueilli et présenté avec clarté tous les faits relatifs à cette négociation, dont les principales pièces originales sont entre ses mains. (*Hist. of Engl.*, t. VI, p. 537-541; note I, p. 655-664, édit. in-4°. Londres, 1825.)

[2] Le 4 janvier 1646.

[3] Le 29 janvier. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 435.

[4] Du 31 janvier. Carte, *Ormond's Life*, t. III, p. 445-447.

efforts du lord lieutenant; mais, dans l'un et l'autre parti, le mensonge n'était plus qu'une vieille et inutile habitude; personne, pas même le peuple, n'en était plus trompé. Au bout de quelques jours [1], Glamorgan sortit de prison et recommença toutes ses démarches pour faire passer, au même prix, une armée irlandaise en Angleterre. Le Parlement vota que la justification du Roi était insuffisante [2]; Cromwell, pour la dernière fois, fut continué dans son commandement [3]; et Charles se vit contraint de chercher encore son salut dans la guerre, comme s'il eût pu la soutenir.

Deux corps de troupes seulement lui restaient : l'un dans le comté de Cornouailles, sous les ordres de lord Hopton; l'autre sur les frontières du pays de Galles, sous ceux de lord Astley. Vers le milieu de janvier, le prince de Galles, toujours gouverneur de l'ouest, mais abandonné par Goring et Greenville, jusque-là ses généraux, avait mandé lord Hopton, longtemps le chef de ces comtés, pour le conjurer de reprendre le commandement des débris d'armée encore réunis autour de lui : « Monseigneur, lui dit Hopton, c'est maintenant « l'usage, pour les gens qui ne veulent pas se soumettre « à ce qu'on leur ordonne, de dire que c'est contre leur « honneur, que leur honneur ne leur permet pas de « faire ceci ou cela : pour ma part, je ne puis obéir au-

[1] Le 1er février 1646.

[2] Le 31 janvier. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 438.

[3] Le 27 janvier. *Ibid.*, t. III, col. 428.

« jourd'hui à Votre Altesse sans me résigner au sacri-
« fice de mon honneur; car, avec les troupes qu'elle
« me donne, comment le conserverais-je? Leurs amis
« seuls les craignent; leurs ennemis s'en moquent;
« elles ne sont terribles qu'au jour du pillage, et réso-
« lues que pour s'enfuir. Cependant, puisque Votre
« Altesse a jugé nécessaire de m'appeler, je suis prêt à
« la suivre, au risque d'y perdre mon honneur; » et il reprit le commandement de sept ou huit mille hommes Mais il leur fut bientôt aussi odieux que l'étaient pour lui leurs excès; les braves mêmes ne pouvaient souffrir sa discipline et sa vigilance, accoutumés sous Goring à une guerre moins gênante et plus profitable. Fairfax, toujours appliqué à soumettre l'ouest, tarda peu à marcher contre eux, et le 16 février, Hopton essuya à Torrington, sur la frontière du comté de Cornouailles, une défaite plus désastreuse que sanglante. Il tenta vainement, en se retirant de ville en ville, de reformer quelque part son armée; officiers et soldats lui manquaient également : « Je n'ai jamais, disait-il, donné à cette épo-
« que un rendez-vous à un régiment sans le voir arriver
« réduit de moitié ou deux heures trop tard. » Fairfax le serrait chaque jour de plus près. A la tête du faible corps qui lui restait fidèle, Hopton se vit bientôt acculé à la pointe de Cornouailles. A Truro, il fut informé que, las de la guerre, et pour en finir, des gens du pays méditaient de se saisir du prince de Galles et de le livrer au Parlement. L'heure de la nécessité était venue; le prince s'embarqua, suivi de son Conseil, mais pour se

retirer seulement presque en vue des côtes, sur un sol anglais, dans l'île de Scilly. Libre de ce souci, Hopton voulut tenter encore de combattre; mais ses troupes demandaient à grands cris à capituler. Fairfax lui fit offrir des conditions honorables; Hopton éludait toujours. Ses officiers lui déclarèrent que, s'il n'y consentait, ils traiteraient sans lui : « Traitez donc, « leur dit-il, mais non pour moi ; » et ni lui ni lord Capel ne voulurent en effet être compris dans la capitulation. Les articles signés et l'armée dissoute, ils s'embarquèrent pour rejoindre le prince à Scilly, et le Roi ne conserva plus dans le sud-ouest que d'insignifiantes garnisons[1].

Lord Astley n'eut pas un meilleur sort : il était à Worcester avec trois mille hommes; le Roi lui ordonna de venir le joindre à Oxford, et en sortit lui-même avec quinze cents chevaux pour aller à sa rencontre. Il voulait avoir auprès de lui un corps suffisant pour attendre les secours d'Irlande, qu'il espérait toujours. Mais avant qu'ils se fussent réunis[2], à Stow, dans le comté de Glocester, sir William Brereton et le colonel Morgan, à la tête d'un corps de parlementaires, atteignirent Astley, dont ils surveillaient depuis un mois les mouvements. La déroute des Cavaliers fut complète; dix-huit cents d'entre eux furent tués ou pris, les autres se dispersèrent.

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 172-189. — Rushworth, part. IV, t. 1, p. 99-115.

[2] Le 22 mars 1646.

Astley lui-même, après une résistance acharnée, tomba au pouvoir de l'ennemi. Il était vieux, fatigué du combat, et marchait péniblement; les soldats, touchés de ses cheveux blancs et de son courage, lui apportèrent un tambour. Il s'assit, et s'adressant aux officiers de Brereton : « Messieurs, leur dit-il, vous avez fini votre « ouvrage; vous pouvez maintenant aller jouer, à moins « que vous n'aimiez mieux vous quereller entre vous[1]. »

Charles n'avait plus que cette espérance; il s'empressa de la tenter. Depuis longtemps déjà, et pendant qu'il comblait quelques chefs presbytériens de compromettants égards, il entretenait avec les indépendants, avec Vane surtout, intrigant aussi actif qu'enthousiaste passionné, de secrètes relations. Naguère même[2], le secrétaire d'État Nicholas avait écrit à Vane pour le presser de faire en sorte que le Roi pût se rendre à Londres et traiter en personne avec les Chambres, lui promettant que, si elles exigeaient le triomphe de la discipline presbytérienne, les royalistes se joindraient à ses amis « pour extirper du royaume cette domination tyranni- « que, et se garantir mutuellement leur liberté[3]. » On ignore ce que Vane répondit à cette lettre; mais, après la déroute d'Astley, le Roi lui-même lui écrivit : « Soyez « certain que toutes choses se passeront selon ma pro- « messe; par tout ce qu'il y a de cher à un homme, je

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 139-141. — *Old Parl. Hist.* t. XIV, p. 297-302.

[2] Le 2 mars 1646.

[3] Evelyn's *Memoirs*, t. II, Appendice, p. 115.

« vous conjure de hâter vos bons offices; sinon, il sera « trop tard, et je périrai avant d'en recueillir le fruit. « Je ne puis vous dire toutes mes nécessités; mais je « suis sûr que, si je le faisais, vous laisseriez de côté « toute autre considération pour vous prêter à mes dé- « sirs. C'est là tout; fiez-vous à moi : je récompenserai « pleinement vos services. J'ai tout dit. Si dans quatre « jours je n'ai pas de réponse, je serai contraint de « trouver quelque autre expédient. Que Dieu vous « guide! J'ai acquitté mon devoir[1]. » Il adressa en même temps un message aux Chambres pour offrir de licencier ses troupes, d'ouvrir toutes ses places, et d'aller reprendre sa résidence à Whitehall[2].

A cette proposition, et sur le bruit que tout à coup, sans rien attendre, le Roi pourrait bien arriver, la plus vive alarme régna dans Westminster : politiques ou fanatiques, presbytériens ou indépendants, tous savaient que, le Roi à Whitehall, ce ne serait plus contre lui qu'éclateraient les émeutes de la cité; tous étaient également résolus de ne point tomber à sa merci. Ils prirent sur-le-champ, contre un tel péril, les mesures les plus violentes : défense fut faite de recevoir le Roi, ou de se rendre auprès de lui s'il venait à Londres, ou de fournir à qui que ce fût le moyen de l'approcher. Le comité de la milice reçut des pouvoirs pour empêcher tout ras-

[1] Evelyn, t. II, Appendice, p. 116. — Clarendon, *State-Papers*, t. II, p. 227. La lettre est sans date et sans signature.

[2] Le 21 mars 1646. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 451.

semblement, arrêter quiconque viendrait avec le Roi, prévenir toute affluence vers lui, mettre même au besoin sa propre personne à l'abri de tout danger. Les papistes, les délinquants, les officiers réformés, les soldats de fortune, quiconque aurait pris parti contre le Parlement eut ordre de quitter Londres sous trois jours[1]. Enfin une cour martiale fut instituée[2], et la peine de mort décernée contre toute personne qui entretiendrait, directement ou indirectement, des relations avec le Roi, ou qui viendrait sans passe-port d'un camp ou d'une place au pouvoir du Roi, ou qui recevrait ou cacherait quelque homme ayant porté les armes contre le Parlement, ou qui volontairement laisserait échapper un prisonnier de guerre, etc., etc. Jamais aucun acte des Chambres n'avait porté l'empreinte d'un tel effroi.

Vane, de son côté, laissa la lettre du Roi sans réponse, ou du moins sans effet.

Cependant les troupes de Fairfax s'avançaient à grandes marches pour bloquer Oxford; déjà le colonel Rainsborough et deux autres régiments étaient campés en vue de la place. Le Roi fit offrir à Rainsborough de se rendre à lui s'il voulait engager sa parole de le conduire aussitôt vers le Parlement. Rainsborough refusa. Sous peu de jours, le blocus ne pouvait manquer d'être complet; et quelle qu'en fût la durée, le résultat en était

[1] Les 31 mars et 3 avril 1646. *Parliam. Hist.*, t. III, p. 452, 453. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 249.

[2] Le 3 avril 1646. Rushworth, part. IV, t. I, p. 252.

infaillible; le Roi tombait comme prisonnier de guerre aux mains de ses ennemis[1].

Un seul asile lui restait à tenter, le camp des Écossais. Depuis deux mois déjà, M. de Montreuil, ministre de France, touché de sa détresse plutôt que pour obéir aux instructions de Mazarin, travaillait à le lui ménager. Rebuté d'abord par les commissaires écossais en résidence à Londres, convaincu par un voyage à Édimbourg qu'il n'y avait rien à espérer du Parlement d'Écosse, il s'était enfin adressé à quelques chefs de l'armée qui assiégeait Newark; et leurs dispositions lui avaient paru si favorables, qu'il avait cru pouvoir promettre au Roi[2], au nom et sous la garantie du Roi de France, que les Écossais le recevraient comme leur légitime souverain, le mettraient, lui et les siens, à l'abri de tout danger, concourraient même avec lui de tout leur pouvoir au rétablissement de la paix. Les incertitudes et les rétractations des officiers écossais, qui voulaient bien sauver le Roi, mais non se brouiller avec le Parlement, firent bientôt voir à Montreuil qu'il s'était trop avancé, et il se hâta de le mander à Oxford. Cependant la nécessité, chaque jour plus pressante, rendait le Roi et Montreuil lui-même moins difficiles; la Reine, qui, de Paris, avait aussi dans l'armée écossaise des relations et des agents, exhortait son mari à s'y confier.

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 257.
[2] Le 1er avril 1646.

Dans de nouvelles conférences, les officiers firent à Montreuil quelques promesses : il en informa le Roi, attentif pourtant à lui répéter que la démarche était hasardeuse, tout autre refuge préférable, disant seulement que, s'il n'en avait aucun autre, il trouverait auprès des Écossais, pour sa personne du moins, pleine sûreté [1].

Décidé ou incertain, Charles ne pouvait plus attendre : déjà Fairfax était à Newbury; le blocus devait être complet sous trois jours. Le 27 avril, à minuit, suivi seulement d'Ashburnham et d'un ecclésiastique, le docteur Hudson, guide bien instruit de tous les chemins, le Roi sortit d'Oxford à cheval, déguisé en domestique d'Ashburnham, portant en croupe leur valise commune; et au même moment, pour donner le change à tous les soupçons, trois hommes sortaient par chacune des portes de la ville. Le Roi prit la route de Londres. Arrivé sur les hauteurs de Harrow, en vue de sa capitale, il s'arrêta plein d'anxiété; il pouvait descendre, rentrer dans Whitehall, paraître tout à coup au milieu de la cité qui revenait à lui. Mais rien ne lui convenait moins qu'une résolution singulière et hardie, car il manquait de présence d'esprit, et craignait surtout les chances qui pouvaient compromettre sa dignité. Après quelques heures d'hésitation, il s'éloigna de Londres, et marcha vers le nord, mais lentement, presque au hasard, en

[1] Dans ses lettres des 15, 16 et 26 avril.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 247-255.—*State-Papers*, t. II, p. 211-226.

homme toujours incertain. Montreuil avait promis de venir à sa rencontre à Harborough, dans le comté de Leicester, et ne s'y trouva point. Le Roi, inquiet, envoya Hudson à la découverte, et se rejeta dans les comtés de l'est, errant de ville en ville, de château en château, surtout le long des côtes, changeant sans cesse de déguisement, demandant partout des nouvelles de Montrose, et vivement préoccupé du désir de le rejoindre. Mais c'était encore là une trop longue et trop embarrassante entreprise. Hudson revint; rien n'était changé; Montreuil promettait toujours, dans le camp écossais, une retraite, sinon agréable, du moins assurée. Charles se décida enfin, par lassitude plutôt que par choix; et le 5 mai, neuf jours après son départ d'Oxford, de grand matin, Montreuil l'introduisit à Kelham, quartier général des Écossais [1].

A la vue du Roi, le comte de Leven et ses officiers affectèrent une extrême surprise : avis de son arrivée fut donné aussitôt aux commissaires du Parlement; des courriers partirent pour aller l'annoncer à Édimbourg et à Londres. Officiers et soldats traitaient le Roi avec un profond respect; mais le soir, sous prétexte de lui rendre les honneurs qui lui étaient dus, une forte garde fut placée à sa porte; et lorsque, pour connaître sa situation, il voulut essayer de lui donner le mot d'ordre :

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 267. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 258. — *State-Papers*, t. II, p. 228. — Whitelocke, p. 214.

« Pardon, sire, lui dit Leven; je suis le plus vieux sol-
« dat; Votre Majesté permettra que je me charge de ce
« soin[1]. »

[1] Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 352, note 7.

LIVRE VII

Inquiétude et menées des indépendants.—Séjour du Roi à Newcastle.—Il repousse les propositions du Parlement.—Le Parlement négocie avec les Écossais pour qu'ils lui remettent le Roi et se retirent du royaume.—Ils y consentent.—Le Roi est conduit à Holmby.—La discorde éclate entre le Parlement et l'armée.—Conduite de Cromwell.—Il fait enlever le Roi de Holmby.—L'armée marche sur Londres et accuse onze chefs presbytériens. —Ils quittent le Parlement.—Séjour du Roi à Hamptoncourt.—Négociations de l'armée avec lui.—Émeute de la cité en faveur de la paix.—Un grand nombre de membres des deux Chambres se retirent à l'armée.—Elle les ramène à Londres.—Défaite des presbytériens.—Explosion des républicains et des niveleurs.—Cromwell devient suspect aux soldats.—Ils se soulèvent contre les officiers.—Habileté de Cromwell.—Terreur du Roi.—Il s'enfuit à l'île de Wight.

1646-1647

On sut bientôt à Londres [1] que le Roi était sorti d'Oxford, mais sans que rien indiquât où il était, où il voulait aller. Le bruit courut qu'il se cachait dans la cité, et quiconque le recevrait fut de nouveau menacé de mort, *sans merci*. Fairfax manda qu'il s'était dirigé vers les comtés de l'est, et deux officiers d'un dévouement sûr, les colonels Russel et Wharton, y furent envoyés aussitôt avec ordre de le chercher partout et à tout prix [2]. Parlementaires et royalistes, tous plongés

[1] Le 2 mai 1646.

[2] Rushworth, part. IV, t. I, p. 267.—Whitelocke, p. 209.

dans la même incertitude, supportaient, avec une égale impatience, ceux-ci leurs espérances, ceux-là leurs terreurs.

Le 6 mai au soir, arriva enfin la nouvelle que le Roi était au camp des Écossais. Dès le lendemain les Communes votèrent qu'aux deux Chambres seules il appartenait de disposer de sa personne, et qu'il serait conduit sans retard au château de Warwick. Les Lords refusèrent d'adhérer à ce vote; mais ils approuvèrent que Poyntz, cantonné près de Newark, eût ordre de surveiller tous les mouvements de l'armée écossaise, et Fairfax lui-même fut averti de se tenir prêt à marcher au besoin [1].

Les Écossais, de leur côté, pressés de s'éloigner, obtinrent du Roi, le jour même de son arrivée, qu'il ordonnât à lord Bellasis, gouverneur de Newark, de leur ouvrir ses portes, livrèrent la ville aux troupes de Poyntz, et quelques heures après, plaçant le Roi à leur avant-garde, ils se mirent en marche vers Newcastle, frontière de leur pays [2].

Le parti indépendant était en proie à une anxiété pleine de colère. Depuis un an tout lui prospérait; maître de l'armée, il avait partout vaincu, et fortement frappé, par ses victoires, l'imagination du peuple; sous sa bannière accouraient tous les esprits hardis, les am-

[1] *Parliam. Hist* t. III, col. 465-466.

[2] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 467.—May, *Hist. du Long Parl.*, t. II, p. 329, dans ma *Collection*.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 269-271.

bitions énergiques, les espérances exaltées, quiconque avait sa fortune à faire, ou formait des vœux sans mesure, ou méditait quelque grand dessein. Le génie même ne trouvait de place et de liberté que dans ses rangs : Milton[1], jeune encore, mais déjà remarqué pour l'élégance et l'étendue de son savoir, venait de réclamer, avec une noblesse de langage jusque-là inconnue, la liberté de conscience, la liberté de la presse, la faculté du divorce[2]; et le clergé presbytérien, indigné de son audace, l'avait sans succès dénoncé aux Chambres, plaçant au nombre de leurs péchés la tolérance de pareils écrits[3]. Un autre, déjà connu par sa résistance passionnée à la tyrannie, John Lilburne, commençait contre les lords, les juges, les jurisconsultes, son infatigable guerre, et déjà la plus bruyante popularité s'attachait à son nom[4]. Le nombre et la confiance des congrégations[5]

[1] Né à Londres, le 9 décembre 1608.

[2] Dans cinq pamphlets contre le gouvernement épiscopal et sur la réforme de l'Église, publiés en 1641 et 1642; dans un pamphlet intitulé : *The Doctrine and Discipline of divorce*, publié en 1644; et dans un pamphlet intitulé : *Speech for the liberty of unlicensed printing*, publié aussi en 1644. (Milton's *Prose Works*, t. I, p. XX, XXII, XXIII, XXV, p. 1-213; édit. in-fol. 2 vol. Londres, 1738.)

[3] Milton's *Prose Works*, t. I, p. XXIII.

[4] *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 19-28.

[5] Le nombre des congrégations anabaptistes, par exemple, étai déjà de cinquante-quatre en 1648. Thomas Edwards, ministre presbytérien, publia en 1645, sous le titre de *Gangræna*, un catalogue de ces sectes, pour appeler sur elles les rigueurs du Parlement : il en comptait seize principales, et en avait omis plusieurs. (Neal, *Hist. of the Puritans*, t. III, p. 310-313.)

dissidentes, toutes ralliées aux indépendants, croissaient de jour en jour. Vainement les presbytériens avaient enfin obtenu des Chambres l'établissement exclusif et officiel de leur Église [1]; aidés des jurisconsultes et des libertins, les indépendants avaient réussi à maintenir la suprématie du Parlement en matière religieuse [2], et la mesure ainsi énervée ne s'exécutait qu'avec lenteur [3]. En même temps la fortune personnelle des chefs du parti, de Cromwell surtout, grandissait à vue d'œil. Venaient-ils de l'armée à Westminster, les Chambres les accueillaient avec des hommages solennels [4] : repartaient-ils pour l'armée, les dons d'argent et de terres, les gratifications et les emplois prodigués à leurs créatures attestaient et accroissaient leur crédit [5]. Partout

[1] Par plusieurs ordonnances ou votes des 23 août, 20 octobre et 8 novembre 1645, et des 20 février et 14 mars 1646. (Rushworth, part. IV, t. I, p. 205, 210, 224.)

[2] Neal, *Hist. of the Purit.*, t. III, p. 231-270. — *Journals of the House of Commons*, 25 septembre, 10 octobre 1645, 5 et 23 mars, 22 avril 1646. Baillie, *Letters*, t. II, p. 194, 196, 198. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 459.

[3] L'Église presbytérienne ne fut jamais complétement établie qu'à Londres et dans le comté de Lancaster. (Malcolm Laing, *Hist. of Scotl.*, t. III, p. 347.)

[4] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 463, 529.

[5] Les Chambres donnèrent : 1° à Cromwell (7 février 1646) 2500 liv. st. de rente en terres prises sur les biens du marquis de Worcester (*Parliam. Hist.*, t. III, col. 439) ; 2° à Fairfax, quelques mois plus tard, 5000 liv. st. de rente (Whitelocke, p. 228, 239) ; 3° à sir William Brereton (en octobre 1646) une gratification de 5000 liv. st.; 4° à sir Peter Killigrew (en décembre 1646) une gratification de 2000 liv. st. (*ibid.*, p. 228, 235), etc.

enfin, à Londres comme dans les comtés, et soit qu'il s'agît de politique ou de religion, des intérêts ou des idées, c'était en faveur du parti indépendant que se prononçait de plus en plus le mouvement social. Et au milieu de tant de prospérités, quand il touchait à la puissance, il se voyait menacé de tout perdre; car il perdait tout en effet si le Roi et les presbytériens s'alliaient contre lui.

Il mit tout en œuvre pour parer ce coup : libre de suivre sa passion, il eût peut-être fait marcher sur-le-champ l'armée contre les Écossais et repris le Roi de vive force; mais, malgré ses succès dans les nouvelles élections, il était contraint à plus de réserve; en minorité dans la Chambre haute, il ne possédait dans les Communes mêmes qu'un ascendant précaire, dû plutôt à l'inexpérience des membres naguère élus qu'à leurs véritables sentiments. Il eut recours à des voies détournées; il essaya par toutes sortes de moyens, audacieux ou artificieux, secrets ou apparents, d'offenser les Écossais ou d'irriter contre eux le peuple, dans l'espoir d'amener une rupture; tantôt leurs courriers étaient arrêtés et leurs dépêches interceptées aux portes mêmes de Londres, par des subalternes dont ils demandaient vainement justice[1]; tantôt les pétitions affluaient contre eux des comtés du nord, racontant leurs exactions, leurs désordres et tout ce que le pays avait à souffrir de

[1] Le 9 mai 1646. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 469. — Whitelocke, p. 209.

leur séjour [1]. L'alderman Foot en présenta une [2] au nom de la cité, qui leur était favorable, et demandait au contraire la répression des sectaires nouveaux, fauteurs de troubles dans l'Église et dans l'État; les Lords en remercièrent le Conseil commun, mais à peine obtint-elle des Communes une courte et sèche réponse. Quelques régiments restaient encore, dernier débris de l'armée d'Essex, où les sentiments presbytériens prévalaient, entre autres une brigade cantonnée dans le Wiltshire, sous les ordres du major général Massey, le vaillant défenseur de Glocester : on fit arriver contre elle des plaintes de tout genre [3], et l'on réussit à en obtenir le licenciement. Dans les Chambres, dans les journaux, dans tous les lieux publics, à l'armée surtout, les indépendants ne parlaient des Écossais qu'avec insulte, tantôt s'indignant de leur avidité, tantôt se moquant de leur parcimonie, s'adressant, avec une ruse grossière mais efficace, aux préventions nationales, aux méfiances populaires, habiles à ne perdre aucune occasion d'exciter contre leurs ennemis le mépris ou le courroux [4]. Enfin les Communes votèrent qu'on n'avait plus besoin de l'armée écossaise, et qu'en lui donnant 100,000 livres sterling, et en lui demandant pour le reste ses

[1] Whitelocke, p. 212, 213, 221, 222, 233.

[2] Le 26 mai 1646. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 474-480.—*Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 202.

[3] Whitelocke, p. 214, 215, 229.

[4] *Mémoires* de Hollis, p. 67-71.

comptes, on la prierait de retourner dans son pays[1].

Ces menées n'eurent point l'effet qu'on en attendait; les Écossais ne laissèrent percer ni humeur ni colère; mais leur conduite fut plate et incertaine, ce qui convenait encore mieux à leurs ennemis. L'embarras des chefs enclins à servir le Roi était extrême. Incurable dans sa duplicité, parce qu'envers des sujets rebelles il ne se croyait tenu à rien, Charles méditait leur ruine en implorant leur appui : « Je ne désespère point, » écrivait-il à Digby quelques jours avant son départ d'Oxford, « d'engager les presbytériens ou les indépendants « à se joindre à moi pour s'exterminer les uns les « autres, et alors je redeviendrai vraiment Roi[2]. » De son côté le peuple presbytérien, écossais ou anglais, toujours gouverné par ses ministres, toujours passionné pour le covenant et le triomphe de son Église, ne voulait entendre parler d'aucun accommodement, d'aucun secours prêté au Roi, si ce n'est à ce prix; en sorte que les plus modérés, les plus inquiets de l'avenir ne pouvaient ni se fier à lui ni rien rabattre avec lui de leurs prétentions. Dans cette perplexité, assaillis à la fois des accusations de leurs adversaires et des exigences de leur parti, leurs paroles se démentaient, leurs démarches se détruisaient l'une l'autre; ils voulaient la paix, la promettaient au Roi, entretenaient sans cesse ses amis de l'effroi que leur inspiraient les indépendants; et

[1] Le 11 juin 1646. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 484.
[2] Le 26 mars 1646. Carte, *Ormond's Life* t. III, p. 452.

jamais leurs déclarations de zèle pour le covenant, de ferme attachement aux Chambres, d'inviolable union avec leurs frères les Anglais, n'avaient été plus multipliées ni plus éclatantes[1]; jamais ils ne s'étaient montrés, envers le Roi et les Cavaliers, si ombrageux et si durs. Six des plus illustres compagnons de Montrose, pris à la bataille de Philip-Haugh, furent condamnés et exécutés; rigueur sans motif, si ce n'est la vengeance, et dont, en Angleterre, la guerre civile n'avait offert aucun exemple[2]. Charles, avant de quitter Oxford, avait écrit au marquis d'Ormond qu'il ne se rendait au camp des Écossais que sur leur promesse de le soutenir au besoin, lui et ses justes droits[3]; et quoique leur langage eût été probablement moins explicite que le sien, on ne peut guère douter qu'ils ne lui eussent donné lieu, en effet, d'espérer leur appui. Ormond publia la lettre du Roi[4]; les Écossais se hâtèrent de la démentir, en la qualifiant de « damnable mensonge[5]. » Les rigueurs redoublaient chaque jour autour de sa personne; quiconque avait porté les armes pour lui eut défense d'en approcher; ses lettres étaient presque toujours interceptées[6]. Enfin, pour donner une éclatante marque de leur

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 471, 473, 488.— *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 8.

[2] Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 334.

[3] Le 3 avril 1646. Carte, *Ormond's Life*, t. III, p. 455.

[4] Le 21 mai 1646.

[5] Le 8 juin. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 480-483.

[6] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 271. — Whitelocke, p. 210, 214, 220.

fidélité à la cause du covenant, les chefs écossais sommèrent le Roi de se laisser instruire dans la vraie doctrine de Christ ; et le plus renommé des prédicateurs du parti, Henderson, se rendit à Newcastle pour entreprendre officiellement la conversion du monarque prisonnier[1].

Charles soutint cette controverse avec adresse et dignité, inébranlable dans son adhésion à l'Église anglicane, mais argumentant sans aigreur contre son adversaire, qui lui-même était doux et respectueux. Pendant le cours de la discussion, le Roi écrivit aux gouverneurs royalistes qui tenaient encore de rendre leurs places[2], aux Chambres de presser l'envoi de leurs propositions[3], à Ormond de continuer ses négociations avec les Irlandais, quoiqu'au moment même il lui ordonnât officiellement de les rompre[4]; à Glamorgan enfin, toujours seul instruit de ses secrets desseins : « Si vous pouvez me procurer une forte somme d'ar« gent en engageant mes royaumes comme garantie, « j'en serai charmé, et, dès que j'en aurai recouvré la « possession, je payerai largement cette dette. Dites au « nonce que si je trouve quelque moyen de me mettre

[1] La controverse commença le 29 mai et dura jusqu'au 16 juillet : toutes les notes échangées entre le Roi et Henderson ont été recueillies dans les Œuvres du Roi, *Works of the king Charles the martyr*, Londres, 1662, in-fol., p. 155-187.

[2] Le 10 juin 1646. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 487.

[3] Le 10 juin. *Ibid.*, col. 486.

[4] *Ibid.*, col. 487.—Lingard, *Hist. of England*, t. VI, p. 561, édition in-4.

« dans ses mains et dans les vôtres, je n'y manquerai « certainement pas, car tous les autres me méprisent, « je le vois bien[1]. »

Les propositions des Chambres lui arrivèrent enfin[2] les comtes de Pembroke et de Suffolk, et quatre membres des Communes étaient chargés de les lui présenter. M. Goodwin, l'un d'entre eux, commençait à les lire. « Pardon, messieurs, dit le Roi en l'interrompant, « avez-vous des pouvoirs pour traiter?—Non, sire.—En « ce cas, sauf l'honneur du message, un honnête trom-« pette en aurait fait autant que vous. » Goodwin acheva sa lecture. « Je pense, dit le Roi, que vous n'at-« tendez pas une très-prompte réponse, car l'affaire est « grave.—Sire, répondit lord Pembroke, il nous est « défendu de rester ici plus de dix jours.—C'est bien, « reprit Charles, je vous expédierai en temps conve-« nable ; vous pouvez vous retirer[3]. »

Plusieurs jours s'écoulèrent sans que les commissaires entendissent parler de rien. Le Roi lisait et relisait tristement les propositions, plus humiliantes et plus dures que celles qu'il avait constamment repoussées. On lui demandait d'adopter le covenant, d'abolir complétement l'Église épiscopale, de remettre aux Chambres, pour vingt ans, le commandement de l'armée, de la

[1] Le 20 juillet 1646. Birch, *Inquiry into Glamorgan's transactions*, etc., p. 245.

[2] Le 23 juillet 1646.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 513.

marine et de la milice; de se résigner enfin à voir ses plus fidèles amis, au nombre de soixante et onze, nominativement exceptés de toute amnistie, et son parti tout entier, quiconque avait pris les armes pour lui, exclu des fonctions publiques tant qu'il plairait au Parlement[1]. De toutes parts cependant on s'efforçait de le résoudre à tout accepter : M. de Bellièvre, ambassadeur de France, arrivé à Newcastle le même jour que le message des Chambres, le lui conseillait au nom de sa cour[2]. Montreuil lui apporta des lettres de la Reine qui l'en pressait vivement[3]; sur un avis de Bellièvre, elle fit même partir sur-le-champ de Paris un homme de sa maison, sir William Davenant, avec ordre de dire au Roi que sa résistance était désapprouvée de tous ses amis. « De quels amis? dit Charles avec humeur. — De « lord Jermyn, sire. — Jermyn n'entend rien aux choses de l'Église. — Lord Colepepper est du même avis. « —Colepepper n'a point de religion ; qu'en pense Hyde? « —Nous l'ignorons, sire : le chancelier de l'Échiquier « n'est point à Paris; il a abandonné le prince, et est « resté à Jersey, au lieu de le suivre auprès de la Reine, « qui en est très-offensée. — Ma femme a tort ; le chancelier est un honnête homme qui ne m'abandonnera « jamais, ni moi, ni le prince, ni l'Église : je suis très-

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 499-512.

[2] *Ibid.*, col. 512. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, col. 273-275.

[3] Whitelocke, p. 221.

« fâché qu'il ne soit pas auprès de mon fils. » Davenant insistait avec la vivacité d'un poëte et la légèreté d'un libertin; le Roi s'emporta et le chassa rudement de sa présence[1]. De la part des presbytériens, les instances n'étaient pas moins vives; plusieurs villes d'Écosse, Édimbourg entre autres, adressèrent au Roi des pétitions amicales[2]; la cité de Londres voulait en faire autant, mais une défense formelle des Communes l'en empêcha[3]. Enfin la menace vint se joindre à la prière; l'assemblée générale de l'Église écossaise demanda que, si le Roi refusait le covenant, il ne pût en aucun cas venir en Écosse[4]; et dans une audience solennelle, en présence des commissaires écossais, le chancelier, lord Lowden, lui déclara que, s'il persistait dans ses refus, l'entrée de l'Écosse lui serait en effet interdite, et qu'en Angleterre on pourrait bien le déposer et instituer un autre gouvernement[5].

Tout échoua contre la fierté du Roi, ses scrupules religieux, et aussi quelque secret espoir que nourrissaient toujours de crédules ou d'intrigants amis[6]. Après avoir retardé de jour en jour sa réponse, le 1er août, il fit appeler enfin les commissaires et leur remit un message

1 Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 275.

2 Whitelocke, p. 220, 223.

3 *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 5-7. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 205.

4 Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 283.

5 Rushworth, part. IV, t. I, p. 319.

6 *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 207.

écrit où, sans repousser absolument les propositions, il redemandait qu'on le reçût à Londres pour traiter en personne avec le Parlement[1].

Les indépendants ne purent contenir leur joie. Les commissaires de retour, il fut proposé, selon l'usage, de voter en leur faveur des remercîments. « C'est le « Roi qu'il faut remercier ! s'écria un membre.—Qu'al- « lons-nous devenir, maintenant qu'il a refusé nos pro- « positions? demandait avec anxiété un presbytérien. « —Que serions-nous devenus s'il les eût acceptées? » répondit un indépendant[2]. Un message arriva des commissaires écossais, offrant de remettre toutes les places qu'ils occupaient, et de retirer d'Angleterre leur armée[3]. Les Lords votèrent que leurs frères d'Écosse avaient bien mérité du royaume ; les Communes ne se joignirent pas à ce vote, mais elles adoptèrent une ordonnance qui défendait de mal parler des Écossais et de rien imprimer contre eux[4]. Un moment les deux partis, l'un rebuté, l'autre rassuré par les refus du Roi, parurent ne plus songer qu'à régler de concert leurs intérêts et leurs débats.

Mais les trêves de prudence ou de dépit sont courtes entre les passions ennemies. Les offres de retraite des

[1] *Parliam Hist.*, t. III, col. 513-516.

[2] Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 283.

[3] Le 10 août 1646. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 516.

[4] Le 14 août 1646. *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 61-63. Cette ordonnance ne passa dans les Communes qu'à la majorité de cent trente voix contre cent deux.

Écossais donnaient deux questions à résoudre : Comment seraient réglés les arrérages qui leur étaient dus et qu'ils réclamaient depuis longtemps? Qui disposerait de la personne du Roi? Dès qu'elles s'élevèrent, les partis rengagèrent le combat.

Sur la première, les presbytériens eurent sans peine l'avantage : les demandes des Écossais étaient, il est vrai, exorbitantes; déduction faite de ce qu'on leur avait déjà payé, ils réclamaient encore près de 700,000 livres sterling, « sans parler, disaient-ils, des « pertes énormes qu'avait subies l'Écosse par suite « de son alliance à l'Angleterre, et dont ils confiaient « l'évaluation à l'équité des Chambres[1]. » Les indépendants se récrièrent, avec une amère ironie, contre une fraternité si onéreuse; à leur tour ils opposèrent aux Écossais un compte détaillé des sommes par eux perçues et de leurs exactions dans le nord du royaume, compte d'après lequel l'Écosse se serait trouvée redevable envers l'Angleterre de plus de 400,000 livres sterling[2]. Mais de telles récriminations ne pouvaient être admises, ni même sérieusement débattues par des hommes sensés; la retraite des Écossais était évidemment nécessaire; les comtés du nord la sollicitaient à grands cris; pour l'obtenir, il fallait la payer, car une guerre eût coûté bien plus cher et compromis bien davantage le Parlement. L'obstination tracassière des indépendants

[1] *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 66-71.
[2] *Ibid.*, p. 71-75.

ne parut qu'une passion aveugle ou une manœuvre de faction; les presbytériens, au contraire, promettaient d'amener les Écossais à des prétentions plus modérées: tous les hommes incertains, ou méfiants, ou réservés, qui ne marchaient sous la bannière d'aucun parti, et qui plusieurs fois, par dégoût du despotisme presbytérien, avaient donné aux indépendants la majorité, se rangèrent en cette occasion du côté de leurs adversaires : 400,000 livres sterling furent votées[1] comme le maximum des concessions que pouvaient espérer les Écossais, payables moitié au moment de leur départ, moitié dans un délai de deux ans. Ils acceptèrent le marché, et un emprunt hypothéqué sur la vente des biens de l'Église fut aussitôt ouvert dans la cité pour en remplir les conditions[2].

Mais quand il s'agit de la personne du Roi, la position des presbytériens devint embarrassante : eussent-ils désiré qu'il restât entre les mains des Écossais, ils ne pouvaient laisser seulement paraître une telle idée, car l'orgueil national la repoussait absolument; c'était, disait-on de toutes parts, le droit et l'honneur du peuple anglais de disposer seul de son souverain; quelle juridiction pouvaient prétendre les Écossais sur le sol de l'Angleterre? Ils n'y étaient rien que des auxiliaires, des auxiliaires soldés, et qui, en effet, on le voyait bien, ne

[1] En quatre votes de 100,000 liv. st. chacun, les 13, 21, 27 août et 1er septembre. *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 64, 65, 76

[2] Le 13 octobre 1646. Rushworth, part. IV, t. I, p. 376. — *Mémoires* de Hollis, p. 91.

s'inquiétaient guère que de leur solde : qu'ils prissent donc leur argent et retournassent dans leur pays ; on n'avait d'eux ni besoin ni peur. Les Écossais, de leur côté, quel que fût leur désir d'éviter toute rupture, ne pouvaient accepter sans résistance de tels mépris : Charles, dirent-ils, était leur Roi aussi bien que celui des Anglais; ils avaient comme eux le droit de veiller sur sa personne et sa destinée; le covenant leur en faisait un devoir. La querelle devint très-animée; les conférences, les pamphlets, les déclarations, les accusations réciproques se multipliaient et s'échauffaient de jour en jour; chaque jour le peuple, sans distinction de partis, se prononçait plus vivement contre les prétentions des Écossais, car ils étaient déchus dans l'opinion populaire; les préjugés, les antipathies nationales avaient reparu; et leur avidité, leur prudence étroite, leur pédanterie théologique déplaisaient chaque jour davantage à l'esprit plus étendu et plus libre, au fanatisme plus large et plus hardi de leurs alliés. Les chefs politiques du parti presbytérien, Hollis, Stapleton, Glynn, fatigués d'une lutte dans laquelle ils se sentaient contraints et subordonnés, cherchaient impatiemment les moyens d'y mettre un terme. Ils se persuadèrent que si les Écossais remettaient le Roi aux mains des Chambres, il deviendrait aisé de licencier enfin cette armée fatale, unique force des indépendants, véritable ennemie du Parlement et du Roi. Ils conseillèrent donc aux Écossais de céder, dans l'intérêt même de leur cause; et au même moment, déterminés sans doute par la même influence, les

Lords acquiescèrent enfin[1] à ce vote des Communes, depuis cinq mois en suspens, « qu'aux deux Chambres « seules il appartenait de disposer de la personne du « Roi[2]. »

Les presbytériens écossais, la plupart du moins, ne demandaient pas mieux que de croire à la sagesse de ce conseil et de le suivre, embarrassés de leur propre résistance et ne sachant comment y renoncer ni comment la soutenir. Mais les amis du Roi avaient acquis naguère, dans le parti, un peu plus de hardiesse et de pouvoir : le duc de Hamilton était à leur tête; détenu trois ans dans le château du mont Saint-Michel en Cornouailles, par suite des méfiances que sa conduite incertaine avait inspirées à la cour d'Oxford et au Roi lui-même, il en sortit enfin quand la place tomba aux mains du Parlement, passa quelques jours à Londres, faisant à tous les membres des deux Chambres les visites les plus empressées, se rendit de là à Newcastle où Charles venait d'arriver avec l'armée écossaise, rentra bientôt dans son ancienne faveur, et de retour à Édimbourg, y faisait, pour le salut du Roi, les plus sincères efforts[3]. A lui se rallièrent aussitôt presque toute la haute noblesse du royaume, et, dans la bourgeoisie,

[1] Le 24 septembre 1646.

[2] Rushworth, part. IV, t. I, p. 329-372. — *Mémoires* de Hollis, p. 92-94.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 284.—Baillie, *Letters*, t. II, p. 257. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 369, 560.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VII, p. 79-81 ; t. VIII, p. 189, 201 ; t. IX, p. 42.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 327.

les presbytériens modérés, les hommes sages que dégoûtaient l'aveugle fanatisme de la multitude et l'insolente domination de ses ministres, les hommes honnêtes et timides prêts à tout sacrifier pour retrouver quelque repos. Ils obtinrent l'envoi d'une nouvelle et solennelle députation qui vint à Newcastle conjurer à genoux le Roi d'accepter enfin les propositions du Parlement. Les instances passionnées de ces députés, tous compatriotes de Charles, presque tous compagnons de sa jeunesse, ébranlèrent sa résolution : « Sur ma parole, leur dit-il, « les dangers que vous m'avez peints me troublent « moins que le chagrin de ne pas donner prompte et « pleine satisfaction aux vœux de mon pays natal, exprimés par votre bouche. Je ne veux pas qu'on se « trompe sur mes intentions, je ne refuse point; non, « je proteste que je ne refuse point. Mais songez bien « que ce que je demande uniquement, c'est d'être entendu, entendu par les gens de Londres : si un Roi « refusait une telle chose au moindre de ses sujets, il « passerait à juste titre pour un tyran. » Le lendemain même, sans doute après de nouvelles sollicitations, il offrit de borner le maintien de l'Église épiscopale à cinq diocèses [1], laissant le régime presbytérien prévaloir dans le reste du royaume, réclamant seulement, pour lui et les siens, la liberté de leur conscience et de leur culte, jusqu'à ce que, de concert avec les Chambres, il

[1] Les diocèses d'Orford, de Winchester, de Bristol, de Bath et Weils, et d'Exeter.

eût mis un terme à tous leurs différends. Mais nulle concession partielle ne pouvait suffire au peuple presbytérien; et plus le Roi en offrait de grandes, plus on doutait de sa sincérité. Sa proposition fut à peine écoutée. Hamilton, découragé, parla de se retirer sur le continent; le bruit se répandit en même temps que l'armée écossaise était près de rentrer dans son pays. Le Roi écrivit sur-le-champ au duc[1] : « Hamilton, j'ai « tant à écrire et si peu de loisir, que cette lettre sera « comme les temps actuels, sans ordre ni raison... Les « gens de Londres se flattent qu'ils mettront la main « sur moi, en disant à nos compatriotes qu'ils ne veu- « lent nullement faire de moi un prisonnier; mon Dieu « non, pas le moins du monde, seulement me donner « une honorable garde qui me suivra partout, pour la « sûreté de ma personne. Je dois donc vous dire, et « bien loin d'en faire un secret, je désire que tous le « sachent, que je ne veux point être laissé en Angle- « terre quand cette armée en sortira, à moins que bien « clairement, et par des conventions stipulées selon les « anciennes formes légales, je n'y demeure en homme « libre, et sans qu'on m'impose, sous aucun prétexte, « aucun serviteur dont je ne veuille point. Ne partez « pas, je vous le demande ; » et il finissait sa lettre par ces mots : « Votre plus sûr, plus véritable, plus fidèle « et plus constant ami[2]. » Hamilton resta : le Parle-

[1] Le 26 septembre 1646.

[2] Rushworth, part. IV, t. I, p. 327-329.

ment d'Écosse se réunit[1]; ses premières séances semblèrent annoncer en faveur du Roi une bienveillance ferme et active. Il déclara[2] qu'il soutiendrait le gouvernement monarchique dans la personne et les descendants de Sa Majesté, ainsi que ses justes droits à la couronne d'Angleterre, et que des instructions seraient envoyées aux commissaires écossais à Londres, afin d'obtenir que le Roi pût s'y rendre avec honneur, sûreté et liberté. Mais dès le lendemain, la commission permanente de l'assemblée générale de l'Église presbytérienne adressa au Parlement une remontrance publique, l'accusant d'écouter de perfides conseils, et se plaignant qu'il mît en péril l'union des deux royaumes, seul espoir des vrais fidèles, pour servir un prince obstiné à repousser le covenant de Christ[3]. Contre une telle intervention, Hamilton et ses amis étaient sans pouvoir. Le Parlement docile rétracta son vote de la veille, et les modérés n'obtinrent plus rien qu'une nouvelle démarche auprès du Roi pour qu'il acceptât les propositions. Charles, à son tour, n'y répondit que par un nouveau message, pour demander à traiter en personne avec le Parlement[4].

Au même moment où il exprimait pour la cinquième fois cet inutile vœu, les Chambres signaient le traité

[1] En novembre 1646.

[2] Le 16 décembre.

[3] Rushworth, part. IV, t. I, p. 390. Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 364-368.

[4] Le 20 décembre 1646. Rushworth, part. IV, t. I, p. 393.

qui réglait la retraite de l'armée écossaise, et comment en serait payé le prix[1]. L'emprunt ouvert dans la cité avait été rempli à l'instant; le 16 décembre, les 200,000 livres sterling, que devaient toucher les Écossais avant leur départ, renfermées dans deux cents caisses scellées du sceau des deux nations, et chargées sur trente-six charrettes[2], sortirent de Londres sous l'escorte d'un corps d'infanterie; et Skippon, qui le commandait, mit à l'ordre du jour que tout officier ou soldat qui, par actions, paroles ou autrement, donnerait à quelque officier ou soldat écossais quelque sujet de plainte, serait aussitôt sévèrement puni[3]. Le convoi entra dans York le 1er janvier 1647, au bruit du canon de la place qui célébrait son arrivée[4]; et trois semaines après les Écossais reçurent à North-Allerton leur premier payement. Le nom du Roi ne fut point prononcé dans les actes de cette négociation; mais huit jours après la signature du traité[5], les deux Chambres votèrent qu'il serait conduit au château de Holmby, dans le comté de Northampton; et sa personne faisait si bien partie du marché que les Communes agitèrent la question de savoir si des commissaires seraient envoyés

1 Le 23 décembre. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 532-536.

2 Rushworth, part. IV, t. I, p. 389. — *Parliam. Hist.*, t. III col. 533.

3 Whitelocke, p. 240.

4 *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p 217. — Drake, *History of York* p. 171; in-fol. Londres, 1736.

5 Le 31 décembre 1646. *Parliam. Hist.*, col. 538.

à Newcastle pour le recevoir solennellement des mains des Écossais, ou si elles ne demanderaient pas qu'il fût remis sans cérémonie à Skippon avec les clefs de la place et la quittance de l'argent. Les indépendants insistaient vivement pour ce dernier mode, charmés d'avilir en même temps le Roi et leurs rivaux; mais les presbytériens réussirent à le faire rejeter [1]; et le 12 janvier, neuf commissaires, trois lords et six membres des Communes [2], avec une suite nombreuse, partirent de Londres pour aller prendre respectueusement possession de leur souverain [3].

Charles jouait aux échecs quand il reçut le premier avis du vote des Chambres et de sa prochaine translation au château de Holmby; il acheva tranquillement sa partie, et se contenta de répondre qu'à l'arrivée des commissaires il leur ferait connaître sa volonté [4]. Cependant l'anxiété croissait autour de lui; ses amis, ses serviteurs lui cherchaient partout quelque secours ou quelque refuge, tantôt méditant une nouvelle fuite, tantôt essayant de susciter, dans quelque coin du royaume, un nouveau soulèvement [5]. Le peuple même

[1] Le 6 janvier 1647. *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 264.

[2] Les comtes de Pembroke et de Denbigh, lord Montague, sir John Coke, sir Walter Earl, sir John Holland, sir James Harrington, M. Crew, et le major général Brown.

[3] *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 265. — *Mémoires* de Herbert, p. 6, dans ma *Collection*.

[4] Le 15 janvier 1647. *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 278.—Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 307.

[5] *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 269, 307 et suiv. — Whitelocke, p. 237.

commençait à se montrer touché de son sort. Un ministre écossais, prêchant devant lui à Newcastle, désigna aux chants de l'assemblée le psaume LI[e] qui commence par ces mots : « Tyran, pourquoi te glorifies-tu dans ta « malice et te vantes-tu de tes iniquités ? » Le Roi, se levant tout à coup, entonna, au lieu de ce verset, le psaume LVI[e] : « Aie pitié de moi, mon Dieu, car mes « ennemis m'ont foulé aux pieds tout le jour, et il y « en a beaucoup qui me font la guerre ; » et d'un commun élan, toute l'assistance se joignit à lui[1] ; mais la pitié du peuple est tardive et demeure longtemps sans effet.

Les commissaires arrivèrent à Newcastle[2] ; le Parlement d'Écosse avait officiellement consenti à la remise du Roi[3]. « Je suis vendu et acheté, » dit-il en l'apprenant[4]. Cependant il reçut bien les commissaires, s'entretint gaiement avec eux, félicita lord Pembroke d'avoir pu à son âge, et par une saison si rude, faire sans fatigue un si long voyage, s'informa de l'état des routes, parut vouloir enfin qu'on le crût bien aise de se rapprocher du Parlement[5]. A la veille de le quitter, les commissaires écossais, lord Lauderdale surtout, le plus clairvoyant de tous, firent auprès de lui en faveur du covenant une dernière tentative : « Que le Roi l'adopte, « disaient-ils, et au lieu de le remettre aux Anglais,

[1] Whitelocke, p. 234.
[2] Le 23 janvier 1647.
[3] Le 16 janvier 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 541.
[4] Whitelocke, p. 240.
[5] *Mémoires* de Herbert, p. 7, dans ma *Collection*.

« nous l'emmènerons à Berwick ; nous lui obtiendrons « des conditions raisonnables. » Ils offrirent même à Montreuil, qui leur servait toujours d'intermédiaire, une forte somme s'il pouvait seulement obtenir du Roi une simple promesse [1]. Charles persista dans ses refus, mais sans se plaindre de la conduite de l'Écosse à son égard, traitant également bien les commissaires des deux nations, évidemment appliqué à ne témoigner à l'une ni à l'autre aucune méfiance ni humeur [2]. Las de leur impuissance, les Écossais s'éloignèrent enfin ; Newcastle fut remis aux troupes anglaises [3], et le Roi en partit le 9 février, sous l'escorte d'un régiment de cavalerie. Ils voyageaient avec lenteur; partout accourait sur sa route une foule empressée ; on lui amenait les malades atteints des écrouelles ; on les rangeait autour de sa voiture ou près de sa porte pour qu'il les touchât en passant. Les commissaires effrayés interdirent ce concours [4], mais avec peu de fruit, car personne n'était encore accoutumé à opprimer ou à craindre, et les soldats mêmes n'osaient repousser trop rudement les citoyens [5]. Aux approches de Nottingham, Fairfax, qui avait là son quartier général, vint au-devant du Roi,

1 Thurloe, *State-Papers*, t. I, p. 87.—Lettre de M. de Montreuil à M. de Brionne, du 2 février 1647.

2 Thurloe, *State-Papers*, t. I, p. 87.

3 Le 30 janvier 1647.

4 Le 9 février 1647, par une déclaration publiée à Leeds. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 519.

5 *Mémoires* de Herbert, p. 10.

mit pied à terre dès qu'il l'aperçut, lui baisa la main, et, remontant à cheval, traversa la ville à côté de lui, dans un entretien respectueux. « Le général est un « homme d'honneur, dit le Roi en le quittant; il m'a « tenu parole [1]. » Et, le surlendemain [2], en entrant à Holmby, où s'étaient réunis pour fêter son arrivée, beaucoup de gentilshommes et de bourgeois des environs, il s'applaudit hautement de l'accueil qu'il avait reçu de ses sujets [3].

A Westminster, les presbytériens eux-mêmes en conçurent quelque inquiétude; mais elle céda bientôt à la joie de se voir maîtres du Roi, et libres enfin d'attaquer hardiment leurs ennemis. Charles arriva à Holmby le 16 février; et le 19, les Communes avaient déjà voté que l'armée serait licenciée, sauf ce qu'exigeraient la guerre d'Irlande, le service des garnisons et la police du royaume [4]. Peu s'en fallut que Fairfax ne fût d'avance écarté du commandement des troupes qu'on devait garder [5], et en le lui conservant, on décréta qu'aucun membre de la Chambre ne pourrait servir

[1] Whitelocke, p. 242. On ignore à quelle promesse Charles faisait allusion ; peut-être à celle de le recevoir et de s'entretenir avec lui comme le fit Fairfax.

[2] Le 16 février 1647.

[3] *Mémoires* de Herbert, p. 10.

[4] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 558. Cette motion fut adoptée par cent cinquante-huit voix contre cent quarante-huit.

[5] La motion ne fut rejetée que par une majorité de douze voix, cent cinquante-neuf contre cent quarante-sept. *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 331. — Whitelocke, p. 213.

avec lui, qu'il n'aurait sous ses ordres aucun officier au-dessus du grade de colonel, qu'ils seraient tous tenus de se conformer à l'Église presbytérienne et d'adopter le covenant [1]. Les Lords, de leur côté, pour soulager, disaient-ils, les comtés voisins de Londres les plus dévoués à la cause publique, demandèrent que l'armée, en attendant sa dissolution, prît plus loin ses cantonnements [2]. Un emprunt de 200,000 liv. sterl. fut ouvert dans la cité, afin de payer aux troupes licenciées une portion de leurs arrérages [3]. Enfin, un comité spécial où siégeaient presque tous les chefs presbytériens, Hollis, Stapleton, Glynn, Maynard, Waller, eut ordre de veiller à l'exécution de ces mesures, surtout au prompt départ des secours que les malheureux protestants d'Irlande attendaient depuis longtemps [4].

L'attaque n'était point imprévue : depuis deux mois les indépendants se sentaient déchoir dans la Chambre, car la plupart des nouveaux élus, d'abord en méfiance du despotisme presbytérien, commençaient à se tourner contre eux [5]. « Quelle misère, dit un jour Cromwell « à Ludlow, de servir un Parlement! Qu'un homme « soit fidèle tant qu'il voudra, s'il survient quelque lé-

[1] Cette motion fut adoptée par cent trente-six voix contre cent huit. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 558.

[2] Le 21 mars 1647. *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 335.

[3] *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 348. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 449.

[4] *Mémoires* de Hollis, p. 104.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 450.

[5] *Mémoires* de Hollis, p. 94-101.

« giste qui le calomnie, il ne s'en lavera jamais; au lieu « qu'en servant sous un général on est aussi utile, et « l'on n'a à craindre ni le blâme ni l'envie : si ton « père vivait, il dirait bien leur fait à ces gens-là [1]. » Républicain sincère, et encore étranger aux intrigues de son parti, quoiqu'il en partageât les passions, Ludlow ne comprit rien et ne répondit point aux avances de Cromwell; mais d'autres étaient plus faciles à abuser ou à séduire. Déjà Cromwell avait dans l'armée d'habiles complices et d'aveugles instruments : Ireton, qui devint bientôt son gendre, autrefois jurisconsulte, maintenant commissaire général de la cavalerie, esprit ferme, opiniâtre et subtil, capable de poursuivre sans bruit et avec une ruse profonde, quoique sous des formes franches et rudes, les plus audacieux desseins; Lambert, l'un des plus brillants officiers de l'armée, ambitieux, vaniteux, et qui, élevé comme Ireton pour le barreau, avait retenu de ses études un art d'insinuation et de parole dont il se servait complaisamment auprès des soldats; Harrison, Hammond, Pride, Rich, Rainsborough, tous colonels d'une bravoure éprouvée, d'un renom populaire, liés à Cromwell, Harrison parce que, dans de pieuses assemblées, ils avaient cherché ensemble le Seigneur; Hammond, parce qu'il lui devait son mariage avec une fille de Hampden [2]; les autres, parce qu'ils subissaient l'ascendant de son génie,

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 209, dans ma *Collection*.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 5.

ou attendaient leur fortune de la sienne, ou lui obéissaient en soldats. Par eux, Cromwell, bien que, la guerre finie, il fût venu reprendre sa place à Westminster, conservait dans l'armée toute son influence, et y déployait de loin son infatigable activité. Dès qu'il fut question de licenciement, ceux-là surtout éclatèrent en murmures; c'était à eux qu'arrivaient de Londres les nouvelles, les insinuations, les conseils; ils les faisaient circuler aussitôt dans les cantonnements, exhortant sous main les soldats à tenir ferme pour l'entier payement de leurs arrérages, à repousser le service d'Irlande, surtout à ne point se laisser désunir. Cromwell cependant, immobile à Londres pour écarter les soupçons, déplorait dans la Chambre le mécontentement de l'armée, et se répandait en protestations de dévouement[1].

Une pétition arriva d'abord, signée seulement de quatorze officiers[2], écrite d'un ton humble et bienveillant. Ils promettaient de se rendre en Irlande au premier ordre, et se contentaient d'offrir en passant, sur le payement des arrérages et les garanties qu'avaient droit d'attendre les troupes, de modestes conseils. Les Chambres les remercièrent, mais avec humeur, et en disant qu'il ne convenait à personne de donner au Parlement des instructions[3]. A peine leur réponse arrivait à l'ar-

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 115-117.—*Old Parliam. Hist.*, t. IV, p. 341. — *Mémoires* de sir John Berkley, p. 167, dans ma *Collection*.

[2] Le 25 mars 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 560.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 562.

mée, une nouvelle pétition y fut préparée à l'instant, bien plus ferme et plus précise. On y demandait que les arrérages fussent exactement réglés; que nul ne fût tenu de passer contre son gré en Irlande; que les soldats mutilés, les veuves et les enfants des soldats morts reçussent des pensions; que de prompts à-compte dispensassent les troupes de peser sur leurs cantonnements. Ce n'était plus par quelques officiers, mais au nom des officiers et des soldats que la pétition était rédigée; et elle s'adressait, non plus aux Chambres, mais à Fairfax, interprète naturel de l'armée et gardien de ses droits. enfin, on lisait le projet en tête des régiments; on menaçait les officiers qui refusaient de le signer [1].

Au premier bruit de ces menées, les Chambres ordonnèrent à Fairfax de les interdire, déclarant que quiconque y persisterait serait considéré comme ennemi de l'État et perturbateur du repos public, exigeant de plus que quelques officiers leur vinssent donner des explications [2].

Fairfax répondit qu'il obéirait : Hammond, Pride, Lilburne et Grimes se rendirent à Westminster [3], et nièrent hautement les faits dont ils étaient accusés : « Il n'est pas vrai, dit Pride, que le projet de pétition ait « été lu en tête du régiment. » C'était en tête de

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 562-567.—Whitelocke, p. 245.

[2] Cette déclaration est du 30 mars 1647.—*Parliam. Hist.*, t. III col 567.

[3] Le 1er avril 1647.

chaque compagnie qu'avait eu lieu la lecture : mais on n'insista point; il suffisait, dit-on, que le projet fût abandonné et désavoué [1].

On reprit les préparatifs du licenciement : l'emprunt ouvert dans la cité traînait en longueur et ne pouvait suffire; une taxe générale de 60,000 livres sterling par mois fut établie pour y suppléer [2]. On pressa surtout la formation des corps destinés à l'Irlande; on promit à ceux qui s'y engageraient de grands avantages : Skippon et Massey furent désignés pour les commander [3]. Cinq commissaires, tous du parti presbytérien, se rendirent au quartier général pour y annoncer ces résolutions.

Le jour même de leur arrivée [4], deux cents officiers, réunis chez Fairfax, entrèrent avec eux en conférence : « Qui nous commandera en Irlande? demanda Lam-« bert.—Le major général Skippon et le major général « Massey sont nommés.—L'armée, reprit Hammond, « suivra volontiers le major général Skippon; elle con-« naît le mérite de ce grand soldat; mais avec lui il « nous faut encore les officiers généraux que nous « avons tant de fois éprouvés.—Oui, tous, tous! s'écria-« t-on. Fairfax et Cromwell! et nous irons tous. »

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 444.—*Mémoires* de Hollis, p. 110.

[2] L'ordonnance, proposée au commencement du mois d'avril, ne fut définitivement rendue que le 23 juin suivant (Rushworth, part. IV, t. I, p. 582). La taxe était votée pour un an.

[3] Rushworth, part. IV, t. I, p. 452.—*Mémoires* de Hollis, p. 112.

[4] Le 15 avril 1647.

Les commissaires, déconcertés, sortirent de la salle, invitant les officiers de bonne volonté à venir les trouver à leur logement. A peine douze ou quinze répondirent à leur invitation[1].

Quelques jours après[2], cent quarante et un officiers adressèrent aux Chambres une justification solennelle de leur conduite : « En devenant soldats, disaient-ils, « nous n'avons point cessé d'être citoyens; défenseurs « des libertés de notre pays, nous ne pouvons tomber « nous-mêmes en servitude; on repousse, on interdit « nos pétitions, et l'on accueille, on provoque celles qui « arrivent contre nous de divers comtés. On nous a « traités d'ennemis de l'État; nous espérons qu'on nous « relèvera de cette accusation, et qu'avant de nous licen- « cier, on nous accordera, pour notre sûreté person- « nelle et pour nos arrérages, les garanties dont nous « avons besoin. »

La Chambre achevait à peine la lecture de cette lettre[3]; Skippon se leva, et en remit une autre que lui avaient apportée la veille trois simples soldats : huit régiments de cavalerie s'y refusaient expressément au service d'Irlande : « Piége perfide, disaient-ils, pur prétexte pour « séparer les soldats des officiers qu'ils aiment, et cou- « vrir l'ambition de quelques hommes qui, longtemps « serviteurs, ont tâté naguère de la souveraineté, et,

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 457.—Whitelocke, p. 244.

[2] Le 27 avril. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 568. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 469-472.

[3] Le 30 avril.

« pour demeurer maîtres, dégénèrent en tyrans. » A cette attaque personnelle, les chefs presbytériens, surpris autant qu'irrités, demandèrent que la Chambre, toute affaire cessante, fît appeler et interrogeât elle-même les trois soldats. Ils se présentèrent le regard ferme, le maintien assuré [1] : « Où a été délibérée cette lettre? leur « demanda l'orateur.— A un rendez-vous de régiments. « — Qui l'a écrite? — Un conseil d'agents nommés par « chaque régiment. — Vos officiers l'ont-ils approuvée? « — Bien peu en sont informés. — Savez-vous qu'il n'y « a que des Cavaliers qui puissent avoir provoqué une « telle démarche? Vous-mêmes, n'avez-vous jamais été « Cavaliers? — Nous sommes entrés au service du Par- « lement avant la bataille d'Edge-Hill, et ne l'avons « jamais quitté. » L'un des trois s'avança : — « J'ai reçu « une fois cinq blessures; j'étais tombé; le major géné- « ral Skippon me vit à terre, s'approcha de moi et me « donna cinq schellings pour me procurer quelques se- « cours; le major général peut dire si je mens. — C'est « vrai, dit Skippon avec un regard d'intérêt sur le sol- « dat. — Mais que veut dire cette phrase où vous parlez « de la souveraineté? — Nous ne sommes que les agents « de nos régiments; si la Chambre veut nous donner « ses questions par écrit, nous les porterons aux régi- « ments, et nous lui rapporterons la réponse. [2]. »

[1] Ils s'appelaient Édouard Sexby, William Allen et Thomas Sheppard.

[2] Rushworth, part. IV, t. I, p. 474.—*Mémoires* de Hollis, p. 120. —*Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 213.—Whitelocke, p. 249.

Un violent tumulte s'éleva dans la Chambre ; les presbytériens éclataient en menaces. Cromwell se pencha vers Ludlow assis à côté de lui : « Ces gens-là, dit-il, « n'auront pas de repos que l'armée ne les ait mis de« hors par les oreilles [1]. »

La colère fit bientôt place à l'inquiétude : on venait de faire de tristes découvertes ; il ne s'agissait plus de réprimer des troupes mécontentes ; l'armée entière se concertait, s'érigeait en pouvoir indépendant, rival peut-être, avait déjà son propre gouvernement. Deux conseils composés, l'un des officiers, l'autre des *agents* ou *agitateurs* nommés par les soldats, réglaient toutes ses démarches, et se préparaient à négocier en son nom. Tout était prévu pour soutenir cette organisation naissante ; chaque escadron, chaque compagnie nommait deux agitateurs ; toutes les fois que leur réunion devenait nécessaire, chaque soldat donnait huit sous pour suffire aux frais, et les deux conseils ne devaient jamais agir qu'en commun [2]. En même temps le bruit se répandait, et non sans cause, que de l'armée étaient venues au Roi des propositions ; s'il voulait se placer à sa tête et sous sa garde, elle lui offrait, disait-on, de le rétablir dans ses justes droits [3]. Au sein même des Chambres, à l'aspect

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 213.

[2] Rushworth, part. IV, t. I, p. 485. — *Mémoires* de Fairfax, p. 402-401. — *Mémoires* de Hollis, p. 118. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 213, dans ma note.

[3] Dès le commencement du mois d'avril, en effet, des propositions de ce genre furent adressées au Roi par quelques offi-

de ce pouvoir nouveau, et craignant sa force encore plus que son triomphe, les hommes prudents devenaient timides : les uns s'éloignaient de Londres; les autres, comme Whitelocke, se rapprochaient des généraux, de Cromwell surtout, qui s'empressait de les accueillir [1]. On résolut d'essayer de la complaisance, et d'employer auprès de l'armée ses propres chefs. Deux mois de solde furent promis, au lieu de six semaines d'abord votées, aux troupes qu'atteindrait le licenciement [2]; on prépara une ordonnance d'amnistie générale pour tous les désordres et actes illégaux commis pendant la guerre [3]; un fonds fut assigné pour secourir les veuves et les enfants de soldats [4]; enfin Cromwell, Ireton, Skippon, Fleetwood, tous les généraux membres des Communes, et qui pouvaient plaire à l'armée, furent chargés de rétablir l'harmonie entre elle et le Parlement [5].

Quinze jours s'écoulèrent sans que leur présence au quartier général parût produire aucun effet. Ils écrivaient souvent, mais leurs lettres n'annonçaient rien : tantôt le conseil des officiers avait refusé de répondre sans le concours des agitateurs; tantôt les agitateurs

ciers. Charles les repoussa. (Clarendon, *State-Papers*, t. II, p. 365.)

1 Whitelocke, p. 253.

2 Le 14 mai 1647. Rushworth, part. IV, t. I, p. 484.

3 Rushworth, part. IV, t. I, p. 484. L'ordonnance fut définitivement adoptée le 21 mai.—*Ibid.*, p. 489.

4 *Mémoires* de Hollis, p. 124.

5 Ils se rendirent au quartier général à Saffronwalden, dans le comté d'Essex, le 7 mai 1647.

eux-mêmes avaient demandé du temps pour consulter les soldats [1]. Chaque jour, et sous les yeux des commissaires du Parlement, ce gouvernement ennemi prenait plus de consistance et de pouvoir. Cromwell cependant ne cessait d'écrire qu'il s'épuisait en vains efforts pour apaiser l'armée, que son crédit en souffrait beaucoup, que bientôt lui-même serait suspect et odieux aux soldats [2]. Quelques-uns des commissaires revinrent enfin à Londres, rapportant, de la part de l'armée, les mêmes propositions, les mêmes refus [3].

Les chefs presbytériens s'y attendaient, et, profitant de l'humeur de la Chambre qui avait voulu espérer davantage, ils obtinrent en quelques heures d'assez fermes résolutions. Sur une motion de Hollis, on vota que les troupes qui ne s'engageraient pas pour l'Irlande seraient à l'instant licenciées ; on régla tous les détails de la mesure, le jour, le lieu, les moyens. Les corps devaient être dissous brusquement, isolément, chacun dans ses quartiers, presque au même moment ou à des intervalles très-rapprochés, afin qu'ils ne pussent se concerter ni se réunir. On expédia sur divers points l'argent nécessaire aux premiers actes de l'opération ; des commissaires, tous presbytériens, partirent pour la surveiller [4].

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 480, 485, 487. — *Mémoires* de Huntington, p. 310-312, dans ma *Collection*.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 298-301.

[3] Rushworth, part. IV, t. I, p. 491.

[4] *Ibid.*, p 493, 494, 496. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 582

Ils trouvèrent l'armée en proie à la confusion la plus violente : instruits du coup qui les menaçait, l'insurrection avait éclaté dans la plupart des régiments; les uns, chassant les officiers dont ils se méfiaient, s'étaient d'eux-mêmes mis en marche, enseignes déployées, pour aller rejoindre leurs camarades; d'autres se retranchaient en armes dans les églises, déclarant qu'ils ne se sépareraient point; quelques-uns s'étaient emparés de l'argent destiné au licenciement; tous demandaient à grands cris un rendez-vous général où l'armée entière pût se faire entendre; et une lettre fut aussitôt adressée à Fairfax [1], au nom des soldats, portant que, si leurs officiers refusaient de les conduire, ils sauraient bien sans eux se réunir et défendre leurs droits. Fairfax, troublé, désolé, exhortait les officiers, écoutait les soldats, écrivait aux Chambres, sincère et impuissant avec tous les partis, également incapable de renoncer à la popularité et d'exercer le pouvoir. Il convoqua enfin un conseil de guerre [2], et là les officiers, à l'exception de six, votèrent que les résolutions des Chambres n'étaient point satisfaisantes, que l'armée ne pouvait se séparer sans de plus sûres garanties, qu'elle resserrerait ses cantonnements, qu'un rendez-vous général serait assigné pour calmer les craintes des soldats, et qu'une humble

Mémoires de Hollis, p. 125. Ces résolutions furent adoptées par la Chambre des Pairs, le 22 mai 1647.

[1] Le 29 mai.

[2] Le 29 mai.

représentation du conseil en informerait le Parlement[1].

Aucune illusion n'était plus possible; leur autorité ainsi bravée, les Chambres ne pouvaient plus se suffire elles-mêmes; il leur fallait, contre de tels ennemis, une autre force que leur nom, un autre appui que la loi. Le Roi d'une part, de l'autre la cité, toujours presbytérienne et bien près de devenir royaliste, pouvaient seuls le leur fournir. Déjà quelques mesures avaient été prises dans cette vue : de l'aveu du Conseil commun, le commandement de la milice avait été enlevé au parti indépendant, et remis à un comité tout presbytérien[2]; une garde plus nombreuse veillait aux portes des Chambres; douze mille livres sterling avaient été ajoutées aux frais de son entretien[3]; les officiers réformés, débris fidèle de l'armée d'Essex, séjournaient librement et en foule dans la cité. Au grand regret du parti, Essex lui-même ne vivait plus; il était mort presque subitement vers la fin de l'année précédente[4], à la suite d'une partie de chasse, au moment où il se préparait, dit-on, à intervenir avec éclat en faveur de la paix; et sa perte avait paru pour les presbytériens un coup si funeste que des bruits d'empoisonnement en avaient couru sur le compte de leurs

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 496-500.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 584-588.—*Mémoires* de Hollis, p. 126-128.

[2] Par une ordonnance du 4 mai 1647. Rushworth, part. IV, t. I, p 472, 478.

[3] *Ibid.*, p. 496.

[4] Le 14 septembre 1646.

ennemis[1]. Mais Waller, Poyntz, Massey étaient pleins de zèle et tout prêts à se déclarer. Quant au Roi, les Chambres pouvaient craindre qu'il ne fût pour elles dans des dispositions moins favorables : deux fois, avec la sèche rigueur des haines théologiques, elles lui avaient refusé le service de ses chapelains[2] ; et deux ministres presbytériens, MM. Marshall et Caryll, célébraient solennellement leur culte à Holmby, quoique Charles refusât toujours d'y assister[3]; ses serviteurs les plus affidés avaient été éloignés de sa personne[4]; toute tentative de correspondance au dehors, avec sa femme, ses enfants ou ses amis, était sévèrement réprimée[5] ; à grand'peine même un des commissaires du Parlement d'Écosse, lord Dumferline, obtint la permission de l'entretenir[6]; enfin, il avait naguère[7] adressé aux Chambres une réponse détaillée aux propositions qu'il en avait reçues à Newcastle, et plus de quinze jours s'étaient écoulés sans qu'on parût décidé à la prendre en considération. Après tant et de si importunes rigueurs, un rapprochement semblait difficile. Cependant la nécessité pressait ; si le Roi pouvait se plaindre des presbytériens, il savait du

[1] *Old Parliam. Hist.*, t. XV, p. 97.—Whitelocke, p. 233.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 293.

[2] Les 19 février et 8 mars 1647.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 557-559.—*Mémoires* de Herbert, p. 11, dans ma *Collection*.

[4] *Ibid.*, p. 13-16.

[5] Rushworth, part. IV, t. I, p. 453, 482.—*Mémoires* de Herbert, p. 12.

[6] Le 13 mai 1647. Rushworth, part. IV, t. I, p. 483.

[7] Le 12 mai. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 577-581.

moins qu'ils ne voulaient point sa ruine. A Holmby même, malgré cette étroite surveillance, on lui rendait les honneurs accoutumés de la royauté; sa maison était tenue avec splendeur, le cérémonial de la cour exactement observé; de la part des commissaires, tous presbytériens, qui résidaient auprès de lui, rien ne manquait à la convenance et au respect. Aussi vivaient-ils en très-bonne intelligence : tantôt le Roi les invitait à l'accompagner dans ses promenades; tantôt il jouait avec eux aux échecs ou aux boules, toujours attentif à les bien traiter et recherchant leur conversation [1]. A coup sûr, pensait-on, il ne pouvait méconnaître que les ennemis des Chambres étaient aussi les siens, ni refuser le seul moyen de salut qui lui fût offert. Les Lords votèrent [2] que Sa Majesté serait engagée à venir résider plus près de Londres, dans son château d'Oatlands; les Communes, sans se joindre à ce vote, laissèrent percer les mêmes désirs; la correspondance avec les commissaires qui gardaient le Roi, surtout avec le colonel Greaves, commandant de la garnison, devint active et mystérieuse : déjà, à Westminster et dans la cité, on s'entretenait de l'espoir que le Roi se réunirait bientôt à son Parlement, quand, le 4 juin, arriva tout à coup la nouvelle que, la veille, il avait été enlevé de Holmby par un détachement de sept cents hommes, et que l'armée le tenait en son pouvoir.

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 10-13.
[2] Le 20 mai. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 581.

Le 2 juin, en effet, comme le Roi, après son dîner, jouait aux boules sur les gazons d'Althorpe, à deux milles de Holmby, les commissaires qui l'accompagnaient remarquèrent avec surprise, parmi les assistants, un homme inconnu portant l'uniforme du régiment des gardes de Fairfax. Le colonel Greaves lui demanda qui il était, d'où il venait, ce qu'on disait à l'armée; l'homme répondit avec une rudesse un peu hautaine, et comme assuré de son importance, quoique sans bravade. Bientôt circula autour du Roi le bruit qu'un corps nombreux de cavalerie se dirigeait sur Holmby : « En « avez-vous entendu parler? dit Greaves à l'inconnu. « — J'ai fait mieux; je les ai vus hier tout près d'ici. » L'alarme fut vive; on retourna sur-le-champ à Holmby; on fit quelques dispositions pour résister à une attaque; la garnison promit de rester fidèle au Parlement. Vers minuit, un corps de cavalerie arriva, en effet, sous les murs du château et en réclama l'entrée. « Quel est le « commandant? » firent demander les commissaires : — « Tous commandent, » répondit-on. Cependant un homme s'avança, le même qu'on avait vu quelques heures auparavant sur les gazons d'Althorpe. — « Je « m'appelle Joyce, dit-il, cornette dans les gardes du « général; j'ai à parler au Roi. — De quelle part? — De « la mienne. » Les commissaires se mirent à rire. — « Il n'y a rien là de risible : je ne suis pas venu pour « prendre vos avis; je veux voir le Roi sur-le-champ. » Greaves et le major général Brown, l'un des commissaires, ordonnèrent à la garnison de se tenir prête à faire

feu; mais les soldats avaient causé avec les arrivants; les herses tombaient, les portes s'ouvraient; déjà les cavaliers de Joyce étaient dans la cour du château, sautant à bas de cheval, prenant la main à leurs camarades, disant qu'ils venaient, par ordre de l'armée, mettre en sûreté la personne du Roi; car il y avait un complot pour l'enlever, l'emmener à Londres, lever d'autres troupes, susciter une seconde guerre civile; et le commandant de ce château, le colonel Greaves, était, ajoutaient-ils, près d'accomplir cette trahison. A ces paroles, les soldats s'écrièrent qu'ils ne se sépareraient point de l'armée; Greaves disparut et s'évada en toute hâte. Après quelques heures de pourparlers, les commissaires reconnurent qu'il fallait renoncer à tout espoir de résistance. Il était midi. Joyce prit possession du château, posa partout des sentinelles, et, pour donner un peu de repos à sa troupe, se retira jusqu'au soir.

Il revint à dix heures, demandant qu'on le menât enfin vers le Roi. « Le Roi est couché, lui dit-on. « — Peu m'importe, c'est assez attendre; il faut « que je le voie; » et, un pistolet à la main, il se fit conduire à l'appartement que Charles occupait. « Je suis fâché, dit-il aux gentilshommes de ser- « vice, de déranger le sommeil de Sa Majesté; mais « je ne sais qu'y faire; j'ai besoin de lui parler, et cela « sur-le-champ. » On lui demanda s'il avait l'autorisation des commissaires. « Non, j'ai mis des gardes à « leurs portes, et mes ordres viennent de gens qui ne

« les craignent pas. » On l'engagea à déposer ses armes, il s'y refusa absolument. On hésitait à lui ouvrir, il s'emporta. Au bruit de la querelle, Charles réveillé sonna sur-le-champ et donna l'ordre qu'il fût introduit. Joyce entra, chapeau bas, son pistolet à la main, d'un air décidé, mais sans inconvenance. Le Roi eut avec lui, en présence des commissaires qu'il fit appeler, une assez longue conférence, et le congédia en disant : « A « demain matin, monsieur Joyce ; je partirai volontiers « avec vous, si vos soldats confirment tout ce que vous « m'avez promis. »

Le lendemain, à six heures du matin, la troupe de Joyce était à cheval et en bataille dans la cour du château. Le Roi parut au haut du perron, suivi des commissaires et de ses serviteurs; Joyce s'avança jusqu'au pied de l'escalier. « Monsieur Joyce, dit le Roi, j'ai à vous « demander en vertu de quelle autorité vous prétendez « vous emparer de moi et m'emmener d'ici.—Sire, je « suis envoyé par l'autorité de l'armée, pour prévenir « les desseins de ses ennemis qui veulent une seconde « fois plonger le royaume dans le sang.—Ce n'est pas « là une autorité légale; je n'en connais point d'autre « en Angleterre que la mienne, et après la mienne, « celle du Parlement : avez-vous une commission écrite « de sir Thomas Fairfax?—J'ai les ordres de l'armée, et « le général est compris dans l'armée.—Ce n'est pas là « une réponse; le général est à la tête de l'armée. Avez-« vous une commission écrite?—Sire, je vous prie de « ne plus me faire de questions; j'y ai déjà assez ré-

« pondu.—Allons, monsieur Joyce, soyez franc avec « moi; dites-moi quelle est votre commission.—La « voilà, sire. — Où? — Là.—Où donc? — Là, derrière « moi; » et il montrait ses soldats. « Jamais, dit le Roi « en souriant, je n'avais encore vu une telle commis- « sion; elle est écrite, j'en conviens, en beaux carac- « tères et fort lisibles : ces messieurs sont tous équipés « à merveille et de très-bonne mine. Mais sachez que, « pour m'emmener, il faudra que vous employiez la « violence si vous ne me promettez que je serai traité « avec respect, et qu'on n'exigera de moi rien qui « blesse ma conscience ou mon honneur.—Rien, rien! « s'écrièrent avec acclamation les soldats.—Ce n'est « point notre maxime, dit Joyce, de contraindre la con- « science de personne, encore moins celle de notre Roi. « —Maintenant, messieurs, où me conduirez-vous?—A « Oxford, sire, s'il vous plaît.—Non, l'air n'est pas bon. « —A Cambridge donc?—Non, j'aime mieux Newmar- « ket; c'est un air qui m'a toujours plu.—Comme vous « voudrez, sire. » Le Roi se retirait : les commissaires firent quelques pas vers la troupe : « Messieurs, dit lord « Montague, nous sommes ici en vertu de la confiance « des Chambres, et nous voudrions savoir si vous « approuvez ce qu'a dit M. Joyce.—Tous! tous!—Que « ceux, dit le major général Brown, qui veulent que le « Roi reste ici avec nous, commissaires du Parlement, « le disent tout haut.—Personne! personne! » Leur impuissance ainsi constatée, les commissaires se sou- mirent; trois d'entre eux montèrent en voiture avec le

Roi, les autres à cheval, et Joyce donna l'ordre du départ[1].

Un messager partit au même instant pour Londres, porteur d'une lettre où Joyce annonçait à Cromwell que tout avait réussi. S'il ne trouvait pas Cromwell à Londres, la lettre devait être remise à sir Arthur Haslerig, et, à son défaut, au colonel Fleetwood. Ce fut Fleetwood qui la reçut[2]; Cromwell était au quartier général, auprès de Fairfax, que la nouvelle de ce qui se passait jeta dans un trouble extrême. « Je n'aime pas cela, dit-« il à Ireton. Qui a donné de tels ordres?—J'ai ordonné, « répondit Ireton, qu'on s'assurât du Roi à Holmby, « mais non pas qu'on l'en fît partir.—Il l'a bien fallu, « dit Cromwell qui arrivait de Londres, sinon le Roi « eût été enlevé et ramené au Parlement[3]. » Cependant Fairfax envoya au-devant du Roi le colonel Whalley avec deux régiments de cavalerie et l'ordre de le reconduire à Holmby. Charles s'y refusa, protestant toujours contre la violence qu'il avait subie, mais au fond bien aise de changer de prison et que la discorde éclatât entre ses ennemis. Le surlendemain, à Childersley, près de Cambridge, Fairfax lui-même et tout son

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 502, 513-517. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 588-601.—*Mémoires* de Herbert, p. 17-24.—*Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 217. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 301.

[2] *Mémoires* de Hollis, p. 132.—Whitelocke, p. 253.—*Mémoires* de Huntington, p. 312.

[3] *Mémoires* de Huntington, p. 312-313.

état-major, Cromwell, Ireton, Skippon, Hammond, Lambert, Rich, se présentèrent devant lui[1]. La plupart, Fairfax le premier, lui baisèrent la main avec respect : Cromwell et Ireton seuls se tinrent à l'écart[2]. Fairfax protesta au Roi qu'il était étranger à son enlèvement. « Je n'en croirai rien, dit Charles, si vous ne faites « pendre Joyce à l'instant. » Joyce fut mandé : « J'ai « dit au Roi que je n'avais point de commission du « général; j'ai agi par ordre de l'armée : qu'on la « réunisse; si les trois quarts ne m'approuvent pas, je « consens à être pendu en tête du régiment. » Fairfax parla de faire juger le cornette par un conseil de guerre, mais sans effet. « Monsieur, lui dit le Roi en le quittant, « je suis aussi puissant que vous dans l'armée; » et il redemanda qu'on le conduisît à Newmarket. Le colonel Whalley s'y établit avec lui, chargé de sa garde; Fairfax retourna au quartier général, et Cromwell à Westminster, où depuis quatre jours on s'étonnait de ne le point voir[3].

Il trouva les Chambres en proie aux plus brusques alternatives de colère et de peur, de fermeté et de faiblesse. Aux premières nouvelles de l'enlèvement du Roi, l'épouvante avait été générale; Skippon, que les presbytériens s'obstinaient à regarder comme un des

[1] Le 7 juin 1647.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 310.

[3] Rushworth, part. IV, t. I, p. 545, 549. — *Mémoires* de Herbert, p. 24-25. — *Mémoires* de Warwick, p. 252. — *Mémoires* de Fairfax, p. 408-410.

leurs, demanda d'un ton lamentable un jeûne solennel pour obtenir du Seigneur que l'harmonie se rétablît entre le Parlement et l'armée; et en attendant on vota, d'une part, qu'un fort à-compte serait payé sur les arrérages; de l'autre, que la déclaration qui avait traité de séditieux le premier projet de pétition des officiers serait rapportée et biffée des registres[1]. De nouveaux renseignements, en excitant l'indignation, rendirent aux Chambres quelque courage; on reçut des commissaires le récit détaillé des scènes de Holmby; on eut connaissance de la lettre de Joyce à Cromwell; on crut même savoir précisément quel jour, au quartier général, dans une conférence de quelques officiers et des principaux agitateurs, à l'instigation de Cromwell, avait été conçu et arrêté cet audacieux coup de main[2]. Quand le lieutenant général reparut dans la Chambre, les soupçons éclatèrent; il les repoussa avec passion, prenant à témoin Dieu, les anges et les hommes, qu'avant ce jour Joyce lui était aussi étranger que la lumière du soleil à l'enfant dans le sein de sa mère[3]. Cependant Hollis, Glynn, Grimstone, fermement convaincus, cherchaient partout des preuves, décidés à saisir le premier incident pour demander son arrestation. Un matin, peu avant l'ouverture de la séance, deux officiers vinrent trouver Grimstone : « Naguère, lui dirent-ils, dans une réunion

[1] Le 5 juin 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 592, 597.—*Mémoires* de Hollis, p. 139.

[2] Le 30 mai, selon Hollis, p. 129.

[3] Harris, *Life of Cromwell,* p. 97, dans la note.

« d'officiers, on examinait s'il ne conviendrait pas d'é-
« purer l'armée pour n'avoir que des gens sur qui l'on
« pût compter : — Je suis sûr de l'armée, a dit le lieu-
« tenant général; mais il y a un autre corps qu'il est
« bien plus urgent d'épurer, la Chambre des Com-
« munes; et l'armée seule peut le faire.—Répéteriez-
« vous vous-mêmes ces paroles à la Chambre? leur
« demanda Grimstone.—Nous sommes tout prêts; »
et ils l'accompagnèrent à Westminster. La séance était
ouverte, un débat entamé : « Monsieur l'orateur, dit
« Grimstone en entrant, je supplie la Chambre d'or-
« donner que le débat soit suspendu; j'ai à l'entretenir
« d'une question bien plus pressante, bien plus grave;
« il s'agit de sa propre liberté, de sa propre existence; »
et il accusa Cromwell, présent à la séance, de méditer
contre la Chambre l'emploi de la force armée : « Mes
« témoins sont là, dit-il; je demande qu'ils soient in-
« troduits. » Les deux officiers parurent et renouve-
lèrent leur déclaration. A peine ils s'étaient retirés,
Cromwell se leva; et tombant à genoux, fondant en
larmes, avec une véhémence de paroles, de sanglots et
de gestes qui saisit d'émotion ou de surprise tous les
assistants, il se répandit en pieuses invocations, en fer-
ventes prières, appelant sur sa tête, si quelque homme
dans tout le royaume était plus fidèle que lui à la Cham-
bre, toutes les condamnations du Seigneur. Puis, se
relevant, il parla plus de deux heures, du Parlement,
du Roi, de l'armée, de ses ennemis, de ses amis, de
lui-même; abordant et mêlant toutes choses, humble

et audacieux, verbeux et passionné, répétant surtout à la Chambre qu'on l'inquiétait à tort, qu'on la compromettait sans motif, que sauf quelques hommes dont les regards se tournaient vers la terre d'Égypte, officiers et soldats, tous lui étaient dévoués et faciles à retenir sous sa loi. Tel fut enfin son succès que, lorsqu'il se rassit, l'ascendant avait passé à ses amis, et que, « s'ils l'eussent voulu, » disait trente ans après Grimstone lui-même, « la Chambre nous eût envoyés à la Tour, « mes officiers et moi, comme calomniateurs[1]. »

Mais Cromwell était trop sensé pour tenir à la vengeance, et trop clairvoyant pour s'abuser sur la valeur de son succès. Il comprit à l'instant que de telles scènes ne pouvaient se reproduire; et, le soir même de ce grand triomphe, il quitta Londres secrètement, se rendit à l'armée réunie à Triploe-Heath[2], près de Cambridge; et cessant, avec les presbytériens et les Chambres, des ménagements désormais impossibles, même à son hypocrisie, il se mit ouvertement à la tête des indépendants et des soldats.

Quelques jours après son arrivée, l'armée était en marche sur Londres; un engagement solennel de soutenir jusqu'au bout leur cause avait été souscrit par tous les régiments; sous le nom d'*humble représentation*, ils avaient adressé aux Chambres[3], non plus seule-

[1] Burnet, *Histoire de mon temps*, t. I, p. 93-95, dans ma *Collection*.

[2] Le 10 juin 1647. *Mémoires* de Hollis, p. 133.

[3] Le 14 juin 1647.

ment le tableau de leurs propres griefs, mais l'expression hautaine de leurs vœux sur les affaires publiques, constitution du Parlement, les élections, le droit de pétition, la réforme générale de l'État[1]. Enfin, à ces demandes jusque-là inouïes, était joint un projet d'accusation contre onze membres des Communes, Hollis, Stapleton, Maynard, etc.[2], ennemis de l'armée, disait-on, et seuls auteurs des fatales méprises où tombait sur son compte le Parlement.

Les presbytériens avaient prévu le coup, et cherché d'avance à s'en défendre. Depuis quinze jours ils mettaient tout en œuvre pour animer en leur faveur le peuple de la cité : il se plaignait des droits perçus sur le sel et la viande, on les abolit[3]; les apprentis avaient réclamé contre la suppression des fêtes religieuses, de Noël surtout, jadis jour de gaieté pour toute l'Angleterre; on institua des jours de récréation publique pour les remplacer[4]. Un cri général continuait de s'élever contre l'avidité d'une foule de membres, l'accumulation des emplois, les indemnités, les profits sur les séquestres; les Communes votèrent qu'aucun des leurs

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 564.

[2] Denzil Hollis, sir Philippe Stapleton, sir William Lewis, sir John Clotworthy, sir William Waller, sir John Maynard, Glynn, Antoine Nichols, le major général Massey, et les colonels Walter Long et Harley. (Rushworth, part. IV, t. I, p. 570.)

[3] Les 11 et 25 juin. Whitelocke, p. 255.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 592.

[4] Le 8 juin. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 594.—Whitelocke, p. 243, 254.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 460, 548.

ne recevrait plus ni charge lucrative, ni don, ni assignation sur les biens des délinquants; qu'ils rapporteraient même au trésor public les sommes qu'ils avaient déjà touchées; que leurs terres seraient soumises à la loi commune pour le payement de leurs dettes[1]. Enfin, le comité chargé de recevoir les plaintes des citoyens contre les membres de la Chambre était tombé en désuétude; on le remit en vigueur[2].

Mais le jour était venu où les concessions ne prouvent plus que de la détresse, et où les partis ne reconnaissent leurs fautes que pour les expier. La cité détestait les indépendants, mais avec crainte, et ne portait aux chefs presbytériens qu'un dévouement sans respect ni confiance, comme à des patrons décriés et vaincus. Un moment ces mesures parurent produire quelque effet : le Conseil commun proclama son ferme dessein de soutenir le Parlement[3]; quelques escadrons de cavalerie bourgeoise se formèrent; on recruta dans la milice : les officiers réformés se firent inscrire en foule chez Massey, Waller, Hollis. On fit autour de Londres des préparatifs de défense[4] : les Chambres votèrent enfin[5] que l'armée serait sommée de s'éloigner, de remettre le Roi

[1] Le 10 juin. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 603. — Whitelocke p. 255.

[2] Le 3 juin. Rushworth, part. IV, t. I, p. 500.

[3] Le 10 juin. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 601. Whitelocke, p. 254.

[4] Rushworth, part. IV, t. I, p. 552 et suiv. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 614.

[5] Le 11 juin.

à leurs commissaires, et Sa Majesté invitée à venir résider à Richmond, sous la garde du seul Parlement[1]. Mais l'armée avançait toujours. Fairfax écrivit en son nom au Conseil commun[2] pour se plaindre qu'il laissât recruter contre elle. Le Conseil s'en défendit platement, s'excusant de ses alarmes, et protestant que, si l'armée se retirait, si elle consentait à demeurer cantonnée à quarante milles de Londres, tout dissentiment cesserait bientôt[3]. Fairfax répondit que cette lettre venait trop tard, que son quartier général était déjà à Saint-Albans, qu'un mois de solde lui était absolument nécessaire[4]. Les Chambres accordèrent la solde, et insistèrent sur un mouvement rétrograde[5]. L'armée demanda que d'abord les onze membres, ses ennemis, fussent écartés du Parlement[6]. Les Communes ne pouvaient se résoudre à se porter de leurs propres mains un coup si fatal; plusieurs fois déjà l'affaire avait été mise en délibération, et toujours la majorité avait répondu qu'une accusation vague, sans faits à l'appui des reproches, sans preuves à l'appui des faits, ne pouvait dépouiller de leur droit des membres du Parlement[7]. « La pre-

1 Le 15 juin. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 614.

2 Les 11 et 14 juin. *Parliam. Hist.*, col. 608, 628.

3 Les 12 et 15 juin. Rushworth, part. IV, t. I, p. 557.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 630.

4 Rushworth, part. IV, t. I, p. 560. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 613.

5 Les 15 et 21 juin. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 631, 639.

6 Le 23 juin. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 640-650.

7 *Mémoires* de Hollis, p. 152 et suiv. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 653.

« mière accusation contre lord Strafford a été vague « aussi et purement générale, disait l'armée; comme « on fit alors, nous fournirons nos preuves plus tard[1]. » Et elle continuait à s'avancer. Le 26 juin, son quartier général était à Uxbridge. La cité lui envoya des commissaires, mais sans succès. L'effroi redoublait chaque jour : déjà on fermait les boutiques, on blâmait amèrement les onze membres d'une obstination si compromettante pour le Parlement et la cité. Ils comprirent sans peine ce langage, et offrirent eux-mêmes de se retirer. Leur dévouement fut accepté avec une avide reconnaissance[2]; et, le jour même de leur retraite, les Communes votèrent qu'elles avouaient de tout l'armée, qu'elles pourvoiraient à son entretien, que des commissaires seraient nommés pour régler, de concert avec les siens, les affaires du royaume, qu'en attendant on prierait le Roi de ne point venir à Richmond comme on le lui avait demandé naguère, et que, dans aucun cas, il ne pourrait résider plus près de Londres que ne serait le quartier général[3]. A ces conditions, Fairfax rétrograda de quelques milles, et désigna dix commissaires pour traiter avec ceux du Parlement[4].

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 594.

[2] Le 26 juin. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 654.—*Mémoires* de Hollis, p. 162-164.—Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XXXVIII.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 656.

[4] Les 30 juin et 1er juillet. Rushworth, part. IV, t. I, p. 596.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 661. Les commissaires de l'armée fu-

Au moment où le Roi reçut la nouvelle de ces résolutions, il se disposait à partir pour Richmond, selon le vœu des Chambres; à le tenter du moins, car, depuis ce vœu, il était l'objet de la plus exacte surveillance, et, traîné de ville en ville à la suite de l'armée, il voyait partout, dès qu'il arrivait, de nombreuses sentinelles entourer son logement. Il en témoignait hautement son humeur : « Puisque mes Chambres, disait-il, me de-« mandent d'aller à Richmond, si quelqu'un prétend « m'en empêcher, il faudra que ce soit par force et en « saisissant la bride de mon cheval; et s'il se trouve un « homme qui ose le tenter, il ne tiendra pas à moi que « ce ne soit là sa dernière action [1]. » Quand il apprit que les Chambres mêmes s'opposaient à son départ, qu'elles avaient tout cédé à l'armée, et négociaient avec elle comme avec un vainqueur, il sourit dédaigneusement à cette humiliation de ses premiers adversaires, et se hâta de donner à ses intrigues un autre cours. Sauf les mesures prises pour prévenir toute tentative d'évasion, il n'avait point à se plaindre de l'armée; les officiers se montraient avec lui aussi respectueux et beaucoup plus faciles que les commissaires du Parlement. Deux de ses chapelains, les docteurs Sheldon et Hammond, avaient été admis à résider auprès de lui, et officiaient librement selon les rites de l'Église épiscopale;

rent Cromwell, Ireton, Fletwood, Rainsborough, Harrison, sir Hardress Waller, Rich, Hammond, Lambert et Desborough.

[1] *Mémoires* de Huntington, p. 314, dans ma *Collection*.

ses anciens serviteurs, les Cavaliers mêmes naguère en armes n'étaient plus indistinctement écartés; le duc de Richmond, le comte de Southampton, le marquis de Hertford obtinrent la permission de l'approcher; les chefs de l'armée prenaient plaisir à faire, avec les grands seigneurs royalistes, acte de générosité comme de puissance; et même dans les rangs moins élevés, l'esprit militaire se refusait à ces subtiles précautions, à ces rigueurs tracassières dont, à Newcastle et à Holmby, le Roi avait eu si souvent à souffrir [1]. Depuis la reddition d'Oxford, ses plus jeunes enfants, le duc d'York, la princesse Élisabeth et le duc de Glocester, habitaient tantôt Saint-James, tantôt *Sion-House*, près de Londres, sous la garde du comte de Northumberland, à qui le Parlement les avait confiés. Charles témoigna le désir de les voir, et Fairfax s'empressa de l'appuyer officiellement auprès des Chambres : « Qui ne regretterait, dit-il, que, « pour si peu de chose, l'affection si naturelle de Sa « Majesté pour ses enfants eût à subir un refus [2]? » L'entrevue eut lieu [3] à Maidenhead, au milieu d'un grand concours de peuple, qui semait de verdure et de fleurs tous les chemins par où la famille royale devait passer; et, loin d'en concevoir aucune aigreur ni méfiance, officiers et soldats, touchés, comme le peuple, de

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 14 et suiv., dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 306.

[2] Sa lettre est du 8 juillet. *Parliam. Hist.*, t. III col. 679.

[3] Le 15 juillet.

la joie d'un père, trouvèrent bon qu'il emmenât ses enfants à Caversham, où il résidait alors, et qu'il les gardât deux jours avec lui [1]. Quelques-uns d'ailleurs, Cromwell et Ireton surtout, trop clairvoyants pour se flatter que leur lutte avec les presbytériens fût à son terme et leur victoire assurée, s'inquiétaient de l'avenir, en calculaient toutes les chances, et, cherchant partout un dénoûment à cette crise, se demandaient si la faveur du Roi, relevé par leurs mains, ne serait pas, pour leur parti, la meilleure garantie, pour eux-mêmes le plus sûr moyen de fortune et de pouvoir [2].

Le bruit de ces dispositions, des égards que témoignait au Roi l'armée, des démarches que faisaient pour se rapprocher de lui quelques-uns de ses chefs, se répandit bientôt dans tout le royaume. On allait jusqu'à dire quelles conditions lui étaient offertes, et des pamphlets en circulaient, les uns à la louange, les autres au blâme du parti. Il crut devoir démentir officiellement ces rapports, réclamer même, d'un ton de colère, le châtiment de leurs auteurs [3]. Mais les négociations avec le Roi n'en continuèrent pas moins; beaucoup d'officiers étaient auprès de lui empressés et assidus; des relations familières et presque amicales s'établissaient entre eux et les Cavaliers, comme entre gens qui se sont loyalement

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 625. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 317.

[2] *Mémoires* de Huntington, p. 317, dans ma *Collection*.

[3] Le 1er juillet 1647. *Old Parliam. Hist.*, t. XVI, p. 60-62.

combattus et ne demandent plus qu'à vivre en paix. Le Roi lui-même en écrivit à la Reine avec quelque confiance. Bientôt, et parmi les émigrés peu nombreux qui l'avaient suivie à Paris, ou s'étaient réfugiés en Normandie, à Rouen, à Caen, à Dieppe, ce nouvel espoir devint le sujet de tous les entretiens. Deux hommes surtout s'appliquaient à le répandre, laissant entrevoir qu'ils en savaient plus qu'ils n'en disaient, et que nul ne pouvait comme eux rendre au Roi, dans cette occurrence, des services importants. L'un, sir John Berkley, s'était vaillamment défendu dans Exeter, et n'avait rendu sa place que trois semaines avant la fuite du Roi au camp des Écossais; l'autre, Ashburnham, n'avait quitté Charles qu'à Newcastle et par nécessité, pour échapper à la haine du Parlement : tous deux intrigants, vaniteux et hâbleurs, Berkley avec plus de courage, Ashburnham plus fin et plus accrédité auprès du Roi. Ils avaient eu l'un et l'autre, Berkley par hasard, Ashburnham par ordre de Charles lui-même, quelques relations avec quelques-uns des principaux officiers, assez pour se croire en droit de s'en vanter et en mesure de les mettre à profit. La Reine accueillit sans balancer toutes leurs assurances; et par son ordre, vers le commencement de juillet, à quelques jours d'intervalle, tous deux partirent pour aller s'offrir au Roi et à l'armée en qualité de négociateurs [1].

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 161-163, dans ma *Collection*. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 310-314.

A peine Berkley avait débarqué qu'un Cavalier de ses amis, sir Allen Apsley [1], vint à sa rencontre, envoyé par Cromwell, Lambert et quelques autres, pour l'assurer qu'ils n'avaient point oublié leurs conversations avec lui après la prise d'Exeter, ni ses excellents conseils, et qu'ils étaient tout prêts à en profiter; qu'il se pressât donc de venir. A ce message, fier de se trouver plus important qu'il ne s'en était flatté lui-même, Berkley, ne s'arrêtant qu'un moment à Londres, se rendit en hâte au quartier général, alors à Reading. Il n'y était que depuis trois heures; déjà Cromwell s'était excusé de ne pouvoir lui faire sur-le-champ sa visite; et le même jour, à dix heures du soir, Berkley le vit entrer avec Rainsborough et sir Hardress Waller. Tous trois protestèrent de leurs bonnes intentions pour le service du Roi, Rainsborough sèchement, Cromwell avec effusion : « Je viens, « dit-il, d'assister au plus touchant spectacle, l'entrevue « du Roi avec ses enfants; non, personne n'a été plus « trompé que moi sur le compte du Roi; c'est, j'en suis « sûr à présent, le meilleur homme de ses trois royau- « mes; nous lui avons, nous, des obligations infinies; « nous étions ruinés, tout à fait ruinés si à Newcastle il « eût accepté les propositions des Écossais. Que Dieu « mesure ses bontés à mon égard sur la sincérité de « mon cœur envers Sa Majesté! » D'ailleurs, à l'en croire, les officiers étaient tous convaincus que, si le Roi ne rentrait en possession de ses justes droits, nul homme

[1] Frère de mistriss Hutchinson.

en Angleterre ne pouvait jouir avec sécurité de sa vie ni de ses biens ; et bientôt de leur part une démarche décisive ne laisserait à Sa Majesté aucun doute sur leurs sentiments. Berkley ravi se fit dès le lendemain présenter au Roi, et lui rendit compte de cette entrevue. Charles l'accueillit avec froideur, en homme qui déjà avait souvent reçu de telles ouvertures, et ne s'y fiait point, ou voulait, par sa réserve, faire acheter cher sa satisfaction. Berkley se retira confondu, mais pensant, non sans dépit, que le Roi, qui le connaissait peu, avait peut-être contre lui quelque prévention, et qu'Ashburnham, qui devait bientôt arriver, réussirait mieux à le persuader. En attendant il continua ses démarches dans l'armée : les officiers affluaient vers lui, même de simples agitateurs, les uns amis et instruments de Cromwell, les autres se méfiant de lui et engageant Berkley à se tenir sur ses gardes; « car, disaient-ils, c'est un homme sur qui « personne ne peut compter, et qui, chaque jour, avec « chacun, change de conduite et de langage, unique- « ment préoccupé du désir d'être en tout cas le chef des « vainqueurs. » Ireton cependant, le plus intime confident de Cromwell, parut à Berkley traiter avec franchise, lui communiqua les propositions que préparait le conseil général des officiers, accepta même de lui quelques changements. Rien de si modéré n'avait encore été offert au Roi : on exigeait qu'il abandonnât pour dix ans le commandement de la milice et la nomination aux grandes charges ; que sept de ses principaux conseillers demeurassent bannis du royaume ; que tout pouvoir civil

et coercitif fût retiré au clergé, évêques ou ministres presbytériens; que nul pair créé depuis l'explosion de la guerre ne fût admis à siéger; que nul Cavalier ne pût être élu au prochain Parlement: « Il faut bien, dit Ireton à Berkley, que quelque différence subsiste et paraisse entre les vainqueurs et les vaincus. » Mais à ces conditions, déjà moins rigoureuses que celles des Chambres, ne s'ajoutait point l'obligation d'abolir l'Église épiscopale, ni celle de ruiner la plupart des royalistes par d'énormes amendes, ni l'interdiction légale, pour ainsi dire, du Roi et de son parti, tant qu'il plairait au Parlement. L'armée, il est vrai, demandait en revanche des réformes nouvelles et au fond plus graves; une distribution plus égale des droits électoraux et des taxes publiques, le changement de la procédure civile, la destruction d'une foule de priviléges politiques, judiciaires, commerciaux; l'introduction enfin, dans l'ordre social et les lois, de quelques principes d'égalité jusque-là inconnus [1]. Mais, dans la pensée même de leurs auteurs, ce n'était point contre le Roi, sa dignité ni son pouvoir, que ces demandes étaient dirigées; et nul ne croyait la prérogative intéressée au maintien des bourgs pourris, des profits scandaleux des jurisconsultes ou des fraudes de quelques débiteurs. Aussi Berkley jugea-t-il ces conditions d'une douceur inespérée, et telles qu'à son avis jamais couronne, si près d'être perdue, n'avait

[1] Voir les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de Hollis, p. 265-276, dans ma *Collection*.

été recouvrée à si bon marché. Il sollicita et obtint la permission de les communiquer en secret au Roi[1], avant que l'armée les lui présentât officiellement. Sa surprise fut plus grande encore qu'à leur première entrevue; Charles trouva les conditions très-dures, et s'en exprima avec beaucoup d'humeur : « Si on voulait vraiment « conclure avec moi, dit-il, on me proposerait des « choses que je pusse accepter. » Berkley hasarda quelques observations, insista même sur les périls d'un refus: « Non, dit le Roi en rompant brusquement l'entretien, « sans moi, ces gens-là ne peuvent se tirer d'affaire; « vous les verrez bientôt trop heureux d'accepter eux-« mêmes des conditions plus égales[2]. »

Berkley cherchait, sans le découvrir, un motif à tant de confiance, quand arriva au quartier général la nouvelle que le plus violent soulèvement régnait dans la cité, que des bandes de bourgeois et d'apprentis assiégeaient incessamment Westminster, que d'heure en heure le Parlement pouvait se voir contraint à voter le retour du Roi, la rentrée des onze membres, les résolutions les plus fatales à l'armée et à son parti. Depuis quinze jours, surtout depuis qu'un congé de six mois, envoyé aux onze membres[3], avait fait perdre à leurs partisans tout prochain espoir, des symptômes de plus en plus menaçants, des rassemblements, des pétitions,

[1] Vers le 25 juillet.

[2] *Mémoires* de Berkley, p. 163-183.

[3] Le 20 juillet 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 712.—Rushworth, part. IV, t. I, p. 628.

des cris tumultueux annonçaient cette explosion : une mesure, que de part et d'autre on regardait comme décisive, la fit éclater. Le comité presbytérien, investi depuis deux mois du gouvernement de la milice de Londres, fut dissous, et les indépendants reprirent possession de cet important pouvoir [1]. La cité ne put se résoudre à se voir ainsi représentée et commandée par ses ennemis : en quelques heures la fermentation devint générale; un papier affiché dans Skinners' hall, et portant l'engagement de tout faire pour que le Roi pût revenir à Londres avec honneur et liberté, fut couvert à l'instant d'un nombre immense de signatures; au départ du messager pour le quartier général, on en expédiait des copies dans tout le royaume; on dressait une pétition pour en demander l'approbation aux Chambres; les officiers réformés s'unissaient partout au peuple; tout annonçait un mouvement aussi étendu que passionné [2].

L'armée se mit sur-le-champ en marche vers Londres [3]; Fairfax écrivit en son nom des lettres menaçantes; dans les Chambres, le parti indépendant, fort de cet appui, fit déclarer traître quiconque souscrirait l'engagement de la cité [4]. Mais, pour comprimer l'élan

[1] Le 23 juillet.

[2] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 712 et suiv. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 635 et suiv. — Whitelocke, p. 261 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 187.

[3] Le 23 juillet.

[4] Le 24 juillet.

public, la menace arrivait trop tard : le surlendemain de cette déclaration, de très-bonne heure, des groupes nombreux d'apprentis, d'officiers réformés, de mariniers, se pressaient autour de Westminster, bruyants, injurieux, venus évidemment dans quelque audacieux dessein. En entrant en séance[1], les Communes alarmées firent fermer leurs portes, et défendirent qu'aucun membre sortît sans permission. Une pétition arriva de la part du Conseil commun, modérée et respectueuse, demandant que la milice fût rendue aux chefs qu'on venait d'en éloigner, informant les Chambres de l'impatience du peuple, mais sans les braver. Comme on délibérait sur cette pétition, l'orateur fut averti que la multitude assemblée en avait une autre à présenter; deux membres sortirent pour la recevoir; on la lut à l'instant : elle exprimait les mêmes vœux que celle du Conseil, moins rudement même qu'on n'eût pu le craindre. Mais le débat se prolongeait; la réponse se faisait attendre; le jour commençait à tomber; la multitude, au lieu de s'en lasser, s'irritait de son ennui : elle envahit toutes les avenues ; déjà le tumulte des pas et des voix retentissait dans la salle. On entendit crier : « Entrons ! entrons ! » et des coups violents ébranlaient la porte. Plusieurs membres mirent l'épée à la main, et repoussèrent un moment l'attaque. La Chambre haute n'était pas moins menacée; quelques apprentis avaient escaladé les fenêtres et jetaient de là des pierres, prêts à

[1] Le 26 juillet.

faire pis s'ils n'étaient écoutés. On résistait encore : enfin la porte des Communes fut forcée ; les plus furieux entrèrent, au nombre de quarante à cinquante ; et le chapeau sur la tête, avec les gestes les plus menaçants, soutenus par la foule entassée derrière eux : « Votez ! « votez ! » criaient-ils. Les Chambres cédèrent : la déclaration de l'avant-veille fut révoquée, la milice rendue au comité presbytérien. Le désordre semblait à son terme ; les membres se levaient pour sortir ; l'orateur avait quitté son fauteuil ; un groupe de furieux le saisit, le ramena de force : « Que voulez-vous donc ? demanda-t-il. — Le retour du Roi ; qu'on vote le retour du « Roi. » La proposition fut à l'instant mise aux voix et adoptée. Ludlow seul la repoussa par un *non* hautement prononcé [1].

A ces nouvelles, une fermentation presque aussi vive éclata dans l'armée, surtout dans les rangs inférieurs, parmi les agitateurs et les soldats : de toutes parts on accusait le Roi de complicité et de perfidie. Lord Lauderdale, venu de Londres pour s'entretenir avec lui de la part des commissaires écossais, excita tant de méfiance, qu'un matin, avant qu'il fût levé, des soldats entrèrent brusquement dans sa chambre, et le contraignirent à partir sur-le-champ, sans revoir le Roi [2]. Ashburnham, arrivé depuis trois jours, redoublait par sa

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 717 et suiv. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 640-644. — Whitelocke, p. 263. — *Mémoires* de Hollis, p. 188. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 232.

[2] Rushworth, part. IV, t. II, p. 737.

dédaigneuse insolence l'humeur et les soupçons : il se refusait à toute relation avec les agitateurs : « J'ai tou-« jours vécu en bonne compagnie, dit-il à Berkley; je « ne puis avoir rien de commun avec ces animaux-là : « il faut s'assurer des officiers; par eux nous aurons « toute l'armée ; » et les généraux étaient presque les seuls dont il recherchât l'entretien[1]. Mais parmi les officiers mêmes qui s'étaient rapprochés du Roi, quelques-uns commençaient à s'en éloigner : « Sire, lui dit Ire-« ton, vous prétendez vous porter arbitre entre le « Parlement et nous; c'est nous qui voulons être « arbitres entre vous et le Parlement[2]. » Inquiets cependant de ce qui se passait à Londres, ils résolurent de lui présenter officiellement leurs propositions[3]. Ashburnham et Berkley assistaient à la conférence. Charles y fut sec et hautain, écoutant avec un sourire ironique la lecture des propositions, les repoussant presque toutes en peu de mots et d'un ton amer, comme sûr de sa force, et bien aise de marquer son mécontentement. Ireton les soutint avec rudesse, disant que l'armée ne céderait rien de plus. Charles l'interrompit brusquement : « Vous ne pouvez vous passer de moi; « vous êtes perdus si je ne vous soutiens. » Les officiers regardaient Ashburnham et Berkley avec surprise, comme pour leur demander raison d'un tel accueil;

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 184.
[2] *Ibid.*, p. 170.
[3] Le 1er août 1647.

Berkley à son tour essayait, par des regards inquiets, d'avertir le Roi de son imprudence, mais sans succès. S'approchant enfin de lui : « Sire, lui dit-il à l'oreille, « Votre Majesté parle comme si elle avait des moyens « de force et de puissance que je ne connais pas ; puis-« qu'elle me les a cachés, j'aurais désiré qu'elle les ca-« châtégalement à ces gens-ci. » Charles s'aperçut qu'il en avait trop dit, et se hâta d'adoucir son langage ; mais les officiers, la plupart du moins, avaient déjà pris leur résolution. Rainsborough même, plus opposé que tout autre à l'accommodement, était sorti sans bruit pour aller répandre dans l'armée qu'il n'y avait pas moyen de se fier au Roi ; et la conférence finit sèchement, languissamment, comme entre gens qui ne peuvent plus ni s'entendre ni se tromper[1].

A peine les officiers étaient de retour au quartier général, on y vit arriver de Londres plusieurs voitures ; et, au grand étonnement de la foule, plus de soixante membres des deux Chambres en sortirent[2], ayant à leur tête les deux orateurs, lord Manchester et Lenthall, naguère échappés, dirent-ils, aux fureurs de la populace,

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 185-186.

[2] Ce nombre est fort incertain. Hollis compte positivement huit lords et cinquante-huit membres des Communes (p. 190), Rushworth (part. IV, t. II, p. 750) parle de quatorze lords et *environ* cent membres des Communes ; c'est aussi le rapport de Whitelocke (p. 265). L'appel nominal fait dans la Chambre haute, le 30 juillet, constate l'absence de vingt lords (*Parliam. Hist.*, t. III, col. 727). Tous les fugitifs ne quittèrent pas Londres ensemble et le premier jour.

et venant chercher auprès de l'armée sûreté et liberté. La joie fut égale à la surprise : on redoutait de rompre violemment avec le Parlement, et maintenant c'était le Parlement lui-même, ses chefs légaux, ses membres fidèles, qu'on avait à protéger. Officiers et soldats entouraient les fugitifs; on écoutait avec indignation le récit de leurs dangers, de leurs injures; on les comblait de remercîments, d'hommages; on louait le Seigneur de leur patriotique résolution. Pour Cromwell et ses amis seuls, la surprise était feinte; depuis cinq jours, par leurs correspondances à Londres, surtout par l'entremise de Saint-John, Vane, Haslerig et Ludlow, ils travaillaient à opérer dans les Chambres cette scission[1].

Berkley se hâta d'en porter au Roi la triste nouvelle, le conjurant d'adresser sur-le-champ aux chefs de l'armée une lettre qui fît espérer à leurs propositions un meilleur accueil, qui repoussât du moins les méfiances, et atténuât le fâcheux effet du dernier entretien. C'était, dit-il, l'avis de Cromwell et d'Ireton qui, à ce prix, répondaient encore des dispositions de l'armée. Mais Charles aussi avait des nouvelles de Londres : l'émeute n'avait éclaté que de son aveu ; on lui mandait que, le jour même du départ des membres fugitifs, les membres restants, bien plus nombreux, avaient élu deux nouveaux orateurs, les Communes M. Pelham, les Pairs

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 723-731. — Rushworth, part. IV, t. I, p. 646 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 190 et suiv. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 234 et suiv.

lord Willoughby de Parham; que les onze membres proscrits étaient venus reprendre leurs siéges; que les Chambres ainsi reconstituées avaient à l'instant ordonné à l'armée de s'arrêter, à la cité de préparer tous ses moyens de défense, à Massey, Brown, Waller et Poyntz de former en hâte des régiments. L'ardeur, dit-on, était extrême : à une séance du Conseil commun, des milliers d'apprentis s'étaient présentés, jurant de tout faire pour sa cause, quel que fût le péril et l'ennemi. Les seuls habitants du faubourg de Southwark avaient manifesté des sentiments contraires; mais au moment où ils apportaient à Guildhall leur pétition, Poyntz, suivi de quelques officiers, les avait chassés si rudement qu'à coup sûr ils ne se hasarderaient pas à recommencer. On levait de l'argent; on plaçait des canons sur le rempart. Enfin, le Roi était formellement invité à revenir à Londres; et ce vote, proclamé à son de trompe dans toutes les rues, devait lui arriver sous peu d'heures, au plus tard le lendemain [1].

« J'attendrai, dit le Roi à Berkley; il sera toujours « temps d'écrire cette lettre. » Cependant un messager arriva du quartier général; de nouveaux fugitifs de Westminster étaient venus rejoindre leurs collègues; d'autres avaient écrit qu'ils se retiraient dans leurs comtés et désavouaient un prétendu Parlement. A Londres même le parti indépendant, peu nombreux mais

[1] Rushworth, part. IV, t. I, p. 652-656. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 728. — *Mémoires* de Hollis, p. 197-201. — Whitelocke, p. 265.

opiniâtre, ne perdait ni le temps ni le courage; il entravait, ralentissait, énervait toutes les mesures qu'il n'avait pu prévenir : l'argent perçu n'était employé qu'avec lenteur ; les armes manquaient aux recrues de Massey; quelques prédicateurs presbytériens, M. Marshall entre autres, gagnés par l'armée, portaient de tous côtés des paroles de crainte et de transaction; d'honnêtes membres, soit des Chambres, soit du Conseil commun, les accueillaient déjà, flattés de l'honneur de rétablir la paix. Cromwell enfin fit dire à Ashburnham que sous deux jours la cité serait en leur pouvoir [1].

Charles hésitait encore : il réunit ses serviteurs les plus affidés; la lettre fut rédigée, débattue, écartée, reprise; il la signa enfin [2]. Ashburnham et Berkley partirent pour la porter au quartier général; ils rencontrèrent en route un second messager que leur expédiaient deux officiers de leurs amis, pour en presser de nouveau l'envoi : ils arrivèrent. La soumission de la cité était arrivée avant eux. Les membres fugitifs venaient de passer l'armée en revue [3] à Hounslow-Heath, au milieu des plus bruyantes acclamations; elle marchait avec eux vers Londres, sûre d'y entrer sans obstacle. La lettre et l'alliance du Roi n'avaient plus de prix pour des vainqueurs [4].

[1] *Mémoires* de Hollis, p. 204-207. — *Mémoires* de Berkley, p. 188; *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 235. — Whitelocke, p. 267.

[2] Le 4 août. Rushworth, part. IV, t. II, p. 753.

[3] Le 3 août.

[4] *Mémoires* de Berkley, p. 188. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 750.

Le surlendemain, 6 août, un brillant et redoutable cortége partit de Kensington pour Westminster; trois régiments formaient l'avant-garde, un quatrième l'arrière-garde; entre eux marchaient Fairfax et son état-major à cheval, les membres fugitifs dans leurs voitures, et à leur suite une foule de leurs partisans empressés de s'associer à leur triomphe. Une double haie de soldats bordait la route, tous une branche de laurier à leur chapeau et criant : « Vive le Parlement! le libre Parle-« ment ! » A Hyde-Park attendaient le lord maire et les aldermen venus pour complimenter le général de la paix enfin rétablie entre l'armée et la cité; Fairfax leur répondit à peine et en passant. Plus loin, à Charing-Cross, se présenta également le Conseil commun en corps, qui ne reçut pas un accueil plus attentif. On arriva au Parlement : les chefs presbytériens s'étaient enfuis ou cachés; Fairfax rétablit dans leurs siéges les patrons de l'armée, écouta d'un air modeste leurs pompeux remercîments, entendit voter pour ses troupes un mois de solde, puis alla prendre possession de la Tour, dont à l'instant même on le nomma gouverneur [1].

Deux jours après, Skippon marchant au centre et Cromwell à l'arrière-garde, l'armée entière traversa Londres, grave, silencieuse, dans l'ordre le plus rigoureux; nul excès ne fut commis, pas un bourgeois ne

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 756. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 736 et suiv. — *Mémoires* de Hollis, p. 210.

reçut le plus léger affront[1]; les chefs voulaient rassurer la cité et lui imposer en même temps. Leur dessein ne manqua point son effet : à l'aspect de ces soldats si exacts et si fiers, dociles et menaçants, les presbytériens se renfermèrent dans leurs maisons, les indépendants reprirent partout possession du pouvoir, les lâches s'empressèrent avec confiance autour des vainqueurs. Le Conseil commun pria Fairfax et ses officiers d'accepter un dîner public; Fairfax refusa; on n'en fit que plus promptement ciseler, pour la lui offrir, une aiguière d'or[2]. Il se trouva même un certain nombre d'apprentis qui vinrent lui présenter leurs félicitations, et il les reçut en audience solennelle, charmé de donner à croire que, dans cette jeunesse redoutée, l'armée aussi avait un parti[3]. Les Chambres, de leur côté, les Lords surtout, étalaient leur servile reconnaissance; ils votèrent que tout ce qui s'était fait en l'absence des membres réfugiés à l'armée était nul de plein droit, sans qu'il fût besoin de le révoquer[4] : ce vote inquiéta les Communes; elles consentaient à tout rapporter, à poursuivre partout les auteurs de l'émeute qui avait amené la scission; mais la plupart des membres restés à Westminster avaient concouru à ces actes dont on leur demandait de déclarer

1 *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 258.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 335.—Whitelocke, p. 267.

2 Rushworth, part. IV, t. II, p. 761-764. — *Mémoires* de Hollis, p. 220.

3 Rushworth, part. IV, t. II, p. 778.

4 Le 6 août. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 745.

la nullité absolue ; trois fois ils refusèrent de se livrer à ce point [1]. Dès le lendemain [2], un parti de cavalerie vint camper dans Hyde-Park ; des postes furent placés autour de la Chambre des Communes, à toutes les avenues ; au dedans Cromwell et Ireton soutinrent avec menaces la résolution des Lords [3] ; on l'adopta enfin, et rien ne manqua plus au triomphe de l'armée, car ceux-là mêmes qui l'avaient subi en proclamaient la légitimité.

A ce grand et facile succès, le mouvement révolutionnaire jusque-là contenu ou réglé, même parmi les indépendants, par les besoins de la lutte, prit en liberté son essor ; toutes les passions, toutes les espérances, tous les rêves s'enhardirent et se déployèrent. Dans les rangs élevés du parti, au sein des Communes, dans le Conseil général des officiers, les projets républicains devinrent clairs et positifs : depuis longtemps déjà Vane, Ludlow, Haslerig, Martyn, Scott, Hutchinson, répondaient à peine quand on les accusait d'en vouloir à la monarchie ; ils n'en parlèrent plus qu'avec mépris ; le principe de la souveraineté du peuple, et, en son nom, d'une assemblée unique, par lui déléguée, présida seul à leurs actions, à leurs discours ; et dans leurs entretiens, toute

[1] Les 10 et 19 août, la proposition fut écartée par quatre-vingt-seize voix contre quatre-vingt-treize, quatre-vingt-cinq contre quatre-vingt-trois, et quatre-vingt-sept contre quatre-vingt-quatre. (*Parliam. Hist.*, t. III, col. 756, 773.)

[2] Le 20 août.

[3] *Mémoires* de Hollis, p. 215-219.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 758-773. — Whitelocke, p. 268.

idée d'accommodement avec le Roi, n'importe à quels termes, fut traitée de trahison. Au-dessous d'eux, dans le peuple comme dans l'armée, éclatait en tout sens le bouillonnement des esprits; sur toutes choses, des réformes jusque-là inouïes étaient invoquées; de toutes parts s'élevaient des réformateurs; à leurs fougueux désirs aucune loi n'imposait de respect, aucun fait ne semblait un obstacle; d'autant plus confiants et impérieux que leur ignorance et leur obscurité étaient plus profondes, leurs pétitions, leurs pamphlets chaque jour renaissants portaient partout la menace. Cités devant les juges, ils mettaient en question les juges eux-mêmes, et les sommaient de quitter un siége usurpé; attaqués dans les églises par les ministres presbytériens, ils s'élançaient tout à coup vers la chaire, en arrachaient le prédicateur et prêchaient à leur tour, sincères dans leurs extases, quoique habiles à les employer au profit de leurs passions. Aucune doctrine forte et complète, aucune intention précise et générale ne présidait à ce mouvement : tous républicains, ces champions populaires poussaient bien au delà d'une révolution dans le gouvernement leurs pensées et leurs vœux; ils aspiraient à changer la société même, les relations, les mœurs, les sentiments mutuels des citoyens. Mais en ceci leurs vues étaient courtes et confuses; les uns épuisaient leur audace à poursuivre bruyamment quelque innovation importante mais partielle, comme la destruction des priviléges des lords ou des jurisconsultes; aux autres il suffisait de quelque pieuse rêverie,

comme l'attente du règne prochain du Seigneur : quelques-uns, sous le nom de *rationalistes,* réclamaient, pour la raison de chaque individu, une souveraineté absolue[1]; quelques autres parlaient d'introduire entre les hommes une rigoureuse égalité de droits et de biens, et leurs ennemis en profitèrent pour leur imposer à tous le nom de *niveleurs.* Mais ni ce nom décrié, et qu'ils repoussèrent constamment, ni aucun autre ne leur convenait, car ils ne formaient ni une secte dévouée à une croyance systématique, ni une faction ardente à marcher vers un but déterminé. Bourgeois ou soldats, visionnaires ou démagogues, un besoin d'innovation plus passionné qu'étendu, de vagues instincts d'égalité, surtout le plus rude esprit d'indépendance, tels étaient leurs communs caractères; et possédés d'une ambition aveugle, mais pure, intraitables à quiconque leur semblait faible ou intéressé, ils faisaient tour à tour la force et la terreur des partis divers, tous successivement contraints de s'en servir et de les tromper.

Nul n'avait réussi aussi bien que Cromwell dans l'un et l'autre dessein; nul ne vivait, avec ces obscurs mais puissants enthousiastes, dans une intimité si confiante. Tout en lui leur avait plu d'abord : les élans désordonnés de son imagination, son empressement à se faire l'égal et le compagnon des plus grossiers amis, ce langage mystique et familier, ces manières tour à tour triviales et exaltées qui lui donnaient l'air, tantôt de

[1] Clarendon, *State-Papers,* t. II, Appendice, p. XL.

l'inspiration, tantôt de la franchise, même ce libre et souple génie qui semblait mettre au service d'une cause sainte toutes les ressources de l'habileté mondaine. Aussi avait-il cherché et trouvé parmi eux ses plus utiles agents, Ayres, Evanson, Berry, Sexby, Sheppard, Wildman, tous membres principaux du conseil des agitateurs, toujours prêts, sur un mot du lieutenant général, à ameuter l'armée, tantôt contre le Roi, tantôt contre le Parlement. Lilburne lui-même, le plus indomptable et le moins crédule de ces hommes, sorti naguère de son régiment parce qu'il ne pouvait obéir, portait à Cromwell une grande confiance : « Je vous ai « regardé, lui écrivait-il, entre les puissants de l'Angle-« terre, comme le cœur le plus parfaitement pur, le « plus dégagé de toute vue personnelle[1] ; » et Cromwell plus d'une fois avait mis, contre les presbytériens, le courage de Lilburne à profit[2]. Mais quand la ruine des presbytériens parut consommée, quand les indépendants tinrent en leur pouvoir le Roi, les Chambres, la cité, quand toutes les passions, toutes les prétentions révolutionnaires éclatèrent enfin, insatiables, aveugles, déréglées, la situation des chefs du parti, de Cromwell surtout, déjà le but de tous les regards, tarda peu à s'en ressentir. A leur tour ils encoururent la méfiance et connurent la crainte. Beaucoup des leurs avaient vu de

[1] La lettre est du 25 mars 1647.

[2] Voyez les *Éclaircissements et Pièces historiques* à la suite des *Mémoires* de Hollis, p. 277-303, dans ma *Collection*.

mauvais œil les négociations entamées avec le Roi; la nécessité seule, le danger de tomber sous l'empire des presbytériens, surmontaient les répugnances et contenaient les soupçons. Maintenant toute nécessité avait disparu; le Seigneur avait livré aux mains de ses serviteurs tous ses ennemis. Cependant, au lieu d'assurer, de consommer le triomphe de sa cause, on continuait de vivre en amitié et de traiter avec les délinquants. Le premier, le plus coupable de tous, celui sur la tête duquel, depuis deux ans déjà, quelques voix fidèles appelaient la vengeance publique[1], et qui naguère, dans son fol orgueil, avait repoussé des propositions que peut-être on n'eût jamais dû lui présenter, le Roi, loin de rien perdre aux derniers événements, en avait vu presque relever sa force et sa splendeur. De l'aveu des généraux, il était rentré dans son château de Hampton-court[2]; et là il résidait servi avec une pompe idolâtre, entouré d'une cour plus que jamais arrogante. Ses anciens conseillers Richmond, Hertford, Capel, Southampton, s'étaient hâtés de le rejoindre, comme s'il eût été près de reprendre et d'exercer le pouvoir souverain[3]. Ormond lui-même, le chef le plus dangereux des royalistes d'Irlande, lui qui naguère luttait encore dans ce

1 Dès le mois de mai 1646, on voit quelques indépendants demander le jugement du Roi comme du plus grand délinquant. (Baillie, *Letters*, t. II, p. 209, 213, 225.)

2 Le 24 août.

3 *Mémoires* de Herbert, p. 33. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 136.

royaume contre le Parlement, et ne s'était qu'à grand'-peine résigné à rendre enfin la place de Dublin, Ormond, de retour en Angleterre, avait été reçu par le général, le lieutenant général, presque tous les grands de l'armée, avec une complaisance empressée[1]; et voyait librement le Roi, méditant sans doute avec lui en Irlande quelque nouvelle insurrection. En même temps, les plus actifs confidents du Roi, Berkley, Ashburnham, Ford, Apsley, allaient et venaient sans cesse de la cour au quartier général, du quartier général à la cour; la porte de Cromwell et d'Ireton leur était toujours ouverte, tandis qu'une foule de gens de bien n'y pouvaient pénétrer[2]. A leur tour, Ireton et Cromwell, soit en personne, soit par leurs messagers, entretenaient avec le Roi des relations assidues; on les avait vus se promener seuls avec lui dans le parc et s'enfermer dans son cabinet. Leurs femmes mêmes, mistriss Cromwell, mistriss Ireton et mistriss Whalley, s'étaient fait présenter à Hamptoncourt, et le Roi les avait reçues avec les plus grands honneurs[3]. Tant de familiarité était un scandale; tant de pourparlers préparaient quelque trahison. Chaque jour, parmi les républicains et les enthousiastes, surtout dans les réunions de soldats, se propageait ce langage. Du fond même des prisons de la Tour où la Chambre haute l'avait fait enfermer pour étouffer, s'il était pos-

[1] Whitelocke, p. 269.
[2] *Mémoires* de Berkley, p. 190.
[3] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XL.

sible, ses propos et ses pamphlets, Lilburne adressa à Cromwell de violents reproches, et sa lettre finissait par ces mots : « Si vous dédaignez, comme vous l'avez « fait jusqu'ici, mes avertissements, sachez bien que je « déploierai contre vous tout ce que j'ai de force et « d'influence, et de manière à produire dans votre for- « tune des changements qui vous plairont fort peu[1]. »

Cromwell faisait peu de cas des conseils de Lilburne, et même de ses menaces, mais non quand l'humeur de tant d'hommes, jusque-là si dévoués, leur prêtait son appui. Prompt à se jeter, souvent même avec témérité, dans l'intrigue et l'espérance, il n'en avait pas moins un sentiment vif et sûr des périls ou des obstacles, et savait, quel que fût son but ou sa passion, regarder partout, prêter à tout l'oreille, et agir en tous sens. Il pria Berkley et Ashburnham de venir le voir moins souvent, et le Roi de trouver bon qu'il mît dans leurs rapports plus de réserve : « Si je suis honnête homme, dit-il, j'en « ai assez fait pour convaincre Sa Majesté de la sincérité « de mes intentions ; sinon, rien ne sera jamais assez[2]. » En même temps il alla à la Tour, fit à Lilburne une longue visite, l'entretint avec effusion de son zèle pour leur cause commune, insista passionnément sur le danger de la moindre désunion, lui demanda ce qu'il comptait faire quand sa mise en liberté serait prononcée, promit enfin, en le quittant, de s'employer dans le co-

1 La lettre est d[u] 13 août 1647.

2 *Mémoires* de [B]erkley, p. 191.

mité chargé de sa plainte, pour en hâter le moment[1].

Lilburne ne fut point mis en liberté; le comité, que présidait Henri Martyn, ajourna même son rapport[2]; et les relations de Cromwell avec le Roi, plus réservées, n'en furent pas moins actives. Étranger à l'aveugle présomption de son parti, dévoré d'ambition et d'incertitude, les combinaisons, les prévoyances les plus diverses tourmentaient sa pensée, et avec aucune il ne voulait rompre ni s'engager sans retour. Le succès des républicains lui semblait douteux, les désirs des enthousiastes chimériques; l'indiscipline raisonneuse et passionnée des soldats menaçait son pouvoir; son génie s'indignait du désordre, même en le fomentant; le nom du Roi était encore une force, son alliance un moyen, son rétablissement une chance; il la ménageait comme tant d'autres, prêt à l'abandonner pour une meilleure, poussant sa fortune dans toutes les voies, et chaque jour dans celle où le succès se promettait à lui plus grand ou plus prompt. Le Roi, de son côté, bien instruit de l'état des esprits dans les Chambres et dans l'armée, donna à ses négociations un nouveau tour : elles s'adressèrent moins au parti qu'à ses chefs, et laissèrent entrevoir des faveurs individuelles plutôt que des concessions publiques. On offrit à Ireton le gouvernement d'Irlande; à Cromwell le commandement général des armées, celui des gardes du Roi, le titre de comte d'Es-

[1] *Biographia Britannica*, à l'article LILBURNE, t. V, p. 2950.
[2] *Ibid.*

sex, la jarretière; des avantages de même nature étaient indiqués pour leurs principaux amis. Cependant deux royalistes, le juge Jenkins et le Cavalier sir Lewis Dives, prisonniers à la Tour avec Lilburne, l'entretenaient sans cesse du traité déjà conclu, disaient-ils, entre les généraux et la cour, lui en racontaient les conditions, échauffaient ses méfiances, et l'excitaient à les propager. Soupçonné, un tel marché portait le trouble dans le parti; accepté, il assurait au Roi l'appui des chefs, ou les laissait eux-mêmes sans appui [1].

Les deux généraux ne pouvaient se méprendre à ces manœuvres : ils avaient entouré le Roi de leurs espions; le colonel Whalley, qui le gardait avec son régiment, était le cousin et la créature de Cromwell; les moindres incidents de la vie du Roi, ses promenades, ses entretiens, les visites et les démarches de ses conseillers, les indiscrétions de ses serviteurs, leur étaient exactement transmis [2]; et plus d'une fois ils se plaignirent que des bruits venus de Hamptoncourt, et répandus comme à dessein, les missent hors d'état de servir le Roi dans l'armée, en y ruinant leur crédit. Ireton surtout, d'un esprit plus dur et moins indifférent au mensonge, en conçut tant d'humeur qu'il fut tenté de rompre les négociations. Elles continuèrent pourtant; bientôt même la conduite publique des généraux parut confirmer les

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 169.—Whitelocke, p. 271.

[2] Voyez dans Rushworth (part. IV, t. II, p. 795) une lettre où Whalley rend compte de la manière dont le Roi passe son temps, et de tout ce qui survient à Hamptoncourt.

soupçons des soldats. Sur les instances des Écossais, et pour donner au public pacifique quelque satisfaction, les Chambres avaient décidé [1] que les propositions de Newcastle seraient encore une fois présentées au Roi; les comtes de Lauderdale et de Lanerk, arrivés naguère à Hamptoncourt, le conjuraient de nouveau de les accepter et de s'unir enfin aux presbytériens, seuls sincères dans le désir de le sauver [2]. Inquiets de ce péril, Cromwell et Ireton redoublèrent auprès de lui de protestations et de promesses, lui conseillèrent de repousser les propositions du Parlement, de demander que celles de l'armée, bien plus douces, fussent prises pour base d'une négociation nouvelle, et ils s'engagèrent à soutenir sa demande de tout leur pouvoir. « Nous sommes déterminés, lui fit dire Ireton, à purger, et purger « encore, et purger sans relâche la Chambre, jusqu'à « ce qu'elle soit en disposition de faire les affaires de « Sa Majesté; pour mon compte, plutôt que de manquer à ce que j'ai promis au Roi, je m'allierais aux « Français, aux Espagnols, aux Cavaliers, à quiconque « voudrait m'aider à l'accomplir [3]. » Charles suivit le conseil des généraux, et, sur sa réponse [4], un violent débat s'éleva dans les Communes; les presbytériens ir-

[1] Le 27 août 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 774, 775.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 343. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 240.

[3] *Mémoires* de Huntington, p. 323.

[4] En date du 9 septembre 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 777-779.

rités ne voulaient point se départir de leurs propositions; les enthousiastes demandaient qu'on n'en reçût et n'en fît plus aucune. Comme ils l'avaient promis, Cromwell et Ireton insistèrent pour que le vœu du Roi fût accueilli et un traité ouvert, aux conditions offertes par l'armée, entre lui et le Parlement : démarche d'autant plus éclatante qu'elle fut sans résultat, les presbytériens et les enthousiastes s'étant réunis pour la faire échouer [1].

La méfiance et l'humeur des soldats devinrent menaçantes; partout, dans les cantonnements de l'armée, se formaient des réunions tantôt tumultueuses, tantôt secrètes; partout retentissaient les mots d'*ambition*, de *trahison*, de *mensonge*, toujours associés au nom de Cromwell; on recueillait, pour les commenter avec colère, les propos échappés à l'intempérance de son langage : il avait parlé de la nécessité de mettre un terme aux rigueurs contre les Cavaliers; il avait dit : « Maintenant que je tiens le Roi sous ma main, j'ai le Parlement dans ma poche [2]. » Et un autre jour : « Puisque « Hollis et Stapleton ont eu tant d'autorité, je ne vois « pas pourquoi je ne gouvernerais pas aussi bien qu'eux « le royaume [3]. » C'était lui enfin qui, dans le comité

[1] Le 22 septembre 1647. *Mémoires* de Berkley, p. 191-192. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 210. — *Mémoires* de Hollis, p. 231. — *Mémoires* de Huntington, p. 321-323. — *Journals of the House of Commons.*

[2] Banks, *A critical Review*, etc., p. 83.

[3] *Mémoires* de Huntington, p. 326.

chargé de l'affaire de Lilburne, avait suscité mille petits incidents pour qu'on le retînt en prison [1]. Lilburne le dénonça formellement aux agitateurs, en énumérant tous les emplois dont lui et les siens s'étaient emparés [2]. Les agitateurs à leur tour demandèrent aux Chambres la liberté de Lilburne [3], à Fairfax celle de quatre soldats détenus seulement, dirent-ils, pour quelques paroles injurieuses et menaçantes contre la personne du Roi [4]. Il fut même question entre Lilburne, Wildman et quelques autres, de se défaire de Cromwell par l'assassinat [5]. Aucune tentative n'eut lieu; mais soit à cette occasion, soit par quelque autre cause, le conseil même des agitateurs devint suspect aux soldats : le lieutenant général y avait, disait-on, des créatures qui l'informaient de tout. Pour échapper à ce péril, plusieurs régiments nommèrent, sous le titre de *nouveaux agents*, des agitateurs plus sûrs, chargés de surveiller les traîtres et de servir la bonne cause, n'importe en quel lieu et à quel prix. Quelques officiers supérieurs, quelques membres des Communes, Rainsborough, Ewers, Harrison, Robert Lilburne [6], Scott, se portèrent les chefs de l'insurrection; et la faction la plus violente, ainsi séparée du Conseil général des officiers et des Chambres,

[1] *Biographia Britan.*, à l'article LILBURNE, t. V, p. 2950, note II.
[2] *Ibid.*, p. 2949, note EE.
[3] Rushworth, part. IV, t. II, p. 790.
[4] *Ibid.*, p. 808, 811.
[5] *Mémoires* de Hollis, p. 232. — *Mémoires* de Berkley, p. 193.
[6] Frère de John et colonel d'un régiment d'infanterie.

commença à proclamer hautement ses maximes et ses desseins [1].

L'inquiétude s'empara de Cromwell : il voyait l'armée désunie, les royalistes et les presbytériens épiant le moment de profiter de ses discordes, lui-même attaqué par des hommes d'une volonté intraitable, jusque-là ses alliés les plus fidèles, ses plus utiles instruments. De jour en jour les intentions du Roi étaient plus suspectes : « J'ai mon jeu à jouer, » avait dit Charles à Ireton, qui le pressait de s'unir ouvertement à eux [2]; et toujours assidus auprès de lui, lord Lauderdale et lord Lanerk lui promettaient l'appui d'une armée écossaise, s'il acceptait enfin leur alliance. Déjà, disait-on, les bases du traité étaient convenues; et même en Écosse, où le crédit de Hamilton l'emportait sur celui d'Argyle, des troupes marchaient vers la frontière [3]. De leur côté, les Cavaliers anglais, Capel, Langdale, Musgrave, préparaient sous main une insurrection : « Soyez « assuré, avait dit le Roi à Capel, que bientôt les deux « nations seront en guerre; les Écossais se promettent « le concours de tous les presbytériens anglais : que nos « amis se tiennent donc prêts et en armes; sinon, que « ce soit l'un ou l'autre parti qui triomphe, nous au-

1 Vers le commencement du mois d'octobre 1647. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 241. — *Journals of the House of Lords*, 16 et 17 novembre 1647.

2 *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 135.

3 Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t VIII, p. 343. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 786, 810.

« rons bien peu à y gagner[1]. » En même temps la situation de l'armée cantonnée autour de Londres devenait critique; la cité opposait à toutes les demandes d'argent pour la solde une inertie invincible; les officiers ne savaient comment gouverner des troupes qu'ils ne pouvaient payer[2]. Partout circulaient les plus hardis pamphlets révélant, tantôt les desseins des soldats contre le Roi, tantôt les négociations du Roi avec les généraux. En vain Fairfax avait réclamé et obtenu sans peine l'établissement d'une censure rigoureuse[3]; en vain Cromwell s'était porté auprès de la cité l'interprète des besoins de l'armée; en vain il avait déployé toutes les ressources de la raison et de la ruse pour persuader aux fanatiques qu'il fallait se contenir pour se faire payer par les modérés; aux modérés que, pour contenir les fanatiques, il fallait les payer[4]; en vain même il était parvenu à faire nommer, parmi les nouveaux agents des soldats, quelques-uns de ses affidés[5] : ses efforts demeuraient sans résultat; sa prudence même tournait contre lui; il s'était ménagé dans tous les partis des intelligences, des moyens d'action, et partout une fermentation désordonnée, indomptable, me-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 341.

[2] Rushworth, part. IV, t. II, p. 804, 815, 829, 837-840.—Whitelocke, p. 274.

[3] Par une ordonnance du 30 septembre 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 779-781.—Rushworth, part. IV, t. II, p. 799.

[4] Rushworth, part. IV, t. II, p. 883-884.

[5] *Mémoires* de Huntington, p. 326.

naçait de déjouer ses calculs, de ruiner son influence. Tant d'habileté n'avait abouti qu'à charger sa situation d'embarras et de périls.

Dans cette perplexité, un des espions qu'il avait à Hamptoncourt, jusque dans la chambre du Roi, lui fit donner avis que, ce jour même, partait du château une lettre adressée à la Reine, et qui contenait les vrais desseins de Charles envers l'armée et ses chefs. La lettre, cousue dans une selle que portait sur sa tête un homme qui n'était point dans le secret, devait arriver vers dix heures du soir à l'auberge du *Sanglier-Bleu*, dans Holborn, où un cheval était préparé pour conduire l'homme à Douvres, d'où le paquet passerait en France. Cromwell et Ireton prirent à l'instant leur résolution; et déguisés en simples cavaliers, suivis d'un seul soldat, partirent de Windsor pour se rendre au lieu désigné. Dès leur arrivée, ils placèrent leur soldat aux aguets devant la porte, et entrés dans l'auberge, s'assirent dans un cabinet, buvant de la bière en attendant. Vers dix heures, en effet, le messager parut, une selle sur la tête : avertis aussitôt, ils sortirent l'épée à la main, se saisirent de la selle sous prétexte qu'ils avaient ordre de tout visiter, l'emportèrent dans le cabinet, en fendirent les bords, y trouvèrent la lettre, refermèrent la selle avec soin, et la rendirent au messager effrayé, lui disant, d'un air de bonne humeur, qu'il était un honnête garçon, et pouvait continuer sa route.

Le renseignement n'était point trompeur : Charles écrivait, en effet, à la Reine que les deux factions le

recherchaient également, qu'il se joindrait à celle dont les conditions seraient pour lui meilleures, et qu'il croyait traiter plutôt avec les presbytériens écossais qu'avec l'armée : « Du reste, ajoutait-il, je suis seul au « fait de ma situation ; sois tranquille sur les concessions « que je pourrais faire ; je saurai bien, quand il en sera « temps, comment il faut se conduire avec ces drôles-là, « et au lieu d'une jarretière de soie, je les accommo- « derai d'une corde de chanvre. » Les deux généraux se regardèrent, et, toutes leurs méfiances ainsi confirmées, repartirent sur-le-champ pour Windsor, désormais sans incertitude sur leurs desseins envers le Roi comme sur les siens [1].

Il était temps que leur conduite cessât d'être embarrassée et douteuse : la colère des enthousiastes éclatait et jetait l'armée dans la plus violente confusion. Le 9 octobre, au nom de cinq régiments de cavalerie, parmi lesquels figurait celui de Cromwell lui-même, les nouveaux agitateurs rédigèrent, sous le titre de *Situation de l'armée* [2], une longue déclaration de leurs méfiances, de leurs principes, de leurs vœux. Le 18, ils la présentèrent officiellement au général ; et le 1er novembre, un second pamphlet, intitulé *Accord du peuple* [3], fut adressé à la

[1] Le fait se passa dans le courant du mois d'octobre.—Voir les *Éclaircissements et Pièces historiques* joints aux *Mémoires* de sir John Berkley, p. 231-240. — Clarendon, *State-Papers*, t. I, Appendice, p. XXXVIII.

[2] *Case of the army*.

[3] *An Agreement of the people for a firm and present peace on the*

nation entière, au nom de seize régiments. Dans l'un et l'autre, les soldats accusaient les officiers de trahison, les Chambres de concussion, exhortaient leurs camarades à se joindre à eux, et demandaient que le Parlement actuel fût bientôt dissous; qu'à l'avenir aucune personne, aucun corps ne partageât avec la Chambre des Communes le pouvoir souverain; qu'elle fût élue de deux en deux ans; que le droit de suffrage fût également réparti sur le territoire en raison de la population et des taxes; que nul membre ne pût être immédiatement réélu, nul citoyen emprisonné pour dettes, ou contraint au service militaire, ou exclu des emplois pour sa seule religion; que le peuple, dans les comtés, nommât tous ses magistrats; que les lois civiles, égales pour tous, fussent réformées et refondues en un seul code; enfin, que certains droits, surtout la liberté de conscience, fussent déclarés inviolables et supérieurs à tout pouvoir humain[1].

A cette explosion des idées et des espérances populaires, le trouble des chefs fut extrême : plusieurs, et les plus sensés, bien qu'ennemis de la cour et des presbytériens, regardaient la royauté et la Chambre haute comme si puissantes, si profondément enracinées dans

ground of common right : « Accord du peuple pour établir une prompte et solide paix sur la base du droit commun. »

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 845, 859. — Whitelocke, p. 276, 277. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 445-450. — *Éclaircissements et Pièces historiques* placés à la suite des *Mémoires* de Hollis, p. 296.

les faits, les lois, les mœurs, que la République, vue enfin de près et imminente, n'était à leurs yeux qu'une périlleuse chimère. Parmi les républicains eux-mêmes, la plupart, quoique sincères et hardis, étaient loin de partager tous les désirs des soldats : les uns, dominants dans les élections de leur ville ou de leur comté, craignaient, par un système nouveau, d'y perdre leur prépondérance; les autres, acquéreurs des biens d'Église, voyaient avec effroi le peuple s'indigner que ces ventes eussent été faites à vil prix, et en réclamer l'annulation; les jurisconsultes voulaient conserver leur empire avec ses profits; tous repoussaient avec passion l'idée que la Chambre fût bientôt dissoute, et sa cause livrée aux hasards d'une réélection. Leur bon sens d'ailleurs était choqué du peu d'importance sociale, de la démence mystique, de l'indiscipline hautaine des soldats réformateurs. Comment fonder un gouvernement, en face des royalistes et des presbytériens, avec une faction ingouvernable, insensée au point de mettre chaque jour en péril l'union de l'armée, pourtant son seul appui? Comment attaquer, au nom des rêveries de sectaires obscurs, tant de faits, tant de droits anciens et respectés? Cependant, à ces rêveries et dans presque tout le royaume, une fermentation jusque-là inconnue s'emparait du petit peuple; ces belles et confuses notions de justice absolue, ces désirs passionnés d'un bonheur égal, souvent étouffés, jamais éteints au cœur des hommes, éclataient de toutes parts avec leur aveugle et furieuse confiance; et les chefs eux-mêmes qui ne les voulaient pas écouter

ne savaient que leur répondre, car au fond ils partageaient les principes au nom desquels on proclamait de tels vœux.

Aussi leurs premières démarches furent-elles molles et flottantes. Les Chambres votèrent que les deux pamphlets étaient un attentat contre le gouvernement du royaume, et qu'elles en poursuivraient les auteurs; mais en même temps, pour complaire aux républicains, elles déclarèrent que le Roi était tenu d'adopter tout ce que lui proposait le Parlement [1]. Le Conseil général des officiers, réuni à Putney [2], appela dans son sein les principaux agitateurs, et un comité, où siégeaient plusieurs d'entre eux, eut ordre de faire sur leurs demandes un prompt rapport. Bientôt, en effet, le comité apporta un projet de propositions au Parlement, où la plupart de ces demandes étaient accueillies; mais le nom et les prérogatives essentielles du Roi y avaient également pris place [3]. Les agitateurs se récrièrent : on leur promit que, dans un prochain Conseil, la question de savoir si la royauté devait subsister désormais serait librement débattue. Mais, le jour venu, Ireton sortit brusquement du Conseil, protestant qu'il n'y rentrerait plus si de telles matières y étaient seulement agitées. Le débat fut remis au lundi suivant, 6 novembre; et soit pour l'éluder encore, soit qu'on espérât des soldats en masse plus

[1] Le 6 novembre. *Journals*, etc., novembre 5, 6. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 785.

[2] Le 22 octobre. Rushworth, part. IV, t. II, p. 845.

[3] Le 2 novembre. *Ibid.*, p. 861 et suiv.

de complaisance, on convint que l'armée serait convoquée à un rendez-vous général où elle pourrait tout entière manifester ses sentiments [1].

Mais Cromwell, qui l'avait proposé, démêla sans peine le péril du remède. Chaque débat nouveau accroissait dans l'armée la désunion; plus on la consultait, plus elle échappait à ses chefs et tombait dans l'anarchie [2]. Pour s'en servir, pour la sauver même, il fallait absolument, et sans retard, y rétablir la discipline et ressaisir le pouvoir. Or un tel succès avait d'impérieuses conditions : il était clair que les soldats, les plus actifs du moins, les meneurs et les fanatiques ne voulaient plus du Roi; qu'ils abandonneraient, attaqueraient même quiconque lui paraîtrait favorable; que celui-là seul enfin disposerait de leur obéissance et de leur force, qui accepterait en ceci leur volonté commune et s'en porterait l'exécuteur. Cromwell prit sa résolution. Le jour du Conseil arrivé, tout débat fut interdit; les officiers supérieurs déclarèrent que, pour ramener dans l'armée la bonne intelligence, il fallait que tous, officiers et agitateurs, retournassent à leurs régiments; qu'au lieu d'un rendez-vous général, il y aurait trois rendez-vous partiels dans les cantonnements des principaux corps; qu'en attendant, le Conseil suspendrait ses séances, et laisse-

1 Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLI.—*Letter of several agitators to their respective regiments.*— Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 451-452.

2 Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XL.

rait agir le général et le Parlement [1]. Cependant la situation du Roi à Hamptoncourt changea tout à coup; ses conseillers, Richmond, Southampton, Ormond, eurent ordre de s'éloigner; ses serviteurs les plus affidés, Berkley et Ashburnham entre autres, lui furent retirés: on doubla autour de lui les gardes; il n'eut plus dans ses promenades la même liberté. De toutes parts lui arrivaient des avis sinistres; on disait surtout que les soldats avaient dessein de s'emparer de sa personne pour l'enlever aux officiers, comme ceux-ci l'avaient enlevé au Parlement. Cromwell lui-même en écrivit avec inquiétude au colonel Whalley, soit qu'en effet il redoutât quelque tentative de ce genre, ou qu'il se proposât seulement d'en effrayer le Roi, soit plutôt que, toujours soigneux de ménager toutes les chances, il voulût le tromper encore sur ses intentions et se donner l'air de le servir [2].

Ces changements, ces rapports, tant de gènes nouvelles, mille bruits de trahison, de desseins inouïs, même d'assassinat, jetaient le malheureux Charles dans une anxiété chaque jour plus poignante; son imagination, susceptible et vive quoique grave, en était ébranlée; une mauvaise chasse, un rêve pénible, sa lampe éteinte

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 866.

[2] Rushworth, part. IV, t. II, p. 812.—*Mémoires* de Hollis, p. 234.—*Mémoires* de Huntington, p. 221.—*Mémoires* de Berkley, p. 191.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. VIII, p. 318; t. IX, p. I, 4.—*Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 138.

pendant la nuit [1], tout lui était un sinistre présage, tout lui semblait possible de la part de tels ennemis, quoique sa fierté se refusât à croire que jamais ils en vinssent à tout oser. On lui parla de fuir; il en était tenté: mais où? comment? avec quel secours? Les commissaires écossais offrirent de seconder son évasion; un jour même qu'il chassait, Lauderdale lui fit dire qu'ils étaient tout près avec cinquante chevaux; que, s'il voulait les rejoindre, ils partiraient en toute hâte pour le nord [2]. Mais les résolutions subites étonnaient le Roi : quel asile d'ailleurs que l'Écosse qui l'avait déjà livré, où il n'aurait plus aucun moyen de repousser le joug presbytérien et le covenant! Il refusa. D'autre part, le conseil lui vint de s'embarquer et de se retirer à l'île de Jersey, où la facilité de passer sur le continent forcerait tous les partis à le ménager. Mais il comptait encore, d'après leurs secrètes promesses, sur la bonne volonté des officiers; il se flattait que leur froideur n'était qu'obligée et apparente, qu'au prochain rendez-vous de l'armée ils dompteraient les agitateurs, rétabliraient la discipline et reprendraient avec lui leurs négociations. Il ne voulait pas sortir d'Angleterre avant cette dernière épreuve [3]. Cependant l'idée de la fuite lui devenait de plus en plus familière et pressante : on lui raconta qu'un prophète

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 88.

[2] Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 324.

[3] *Mémoires* de Berkley, p. 197.—*Mémoires* de Warwick, p. 260-262.—*Memoirs of the Hamiltons*, p. 326. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 243-244.

allemand s'était présenté au Conseil des agitateurs, s'annonçant comme chargé de révéler les volontés du ciel; mais qu'au seul mot de réconciliation avec le Roi, ils avaient refusé de l'écouter. Par toutes sortes de voies, Cromwell insinuait qu'il fallait fuir. Quelqu'un, on ignore qui, parla au Roi de l'île de Wight comme d'un asile convenable et sûr; elle touchait à la terre ferme; la population en était royaliste; tout récemment, le colonel Hammond, neveu de l'un des plus fidèles chapelains du Roi, en avait été nommé gouverneur. Charles prêta à cette idée plus d'attention qu'à aucune autre, prit des renseignements, fit même quelques préparatifs [1]. Pourtant il hésitait toujours et cherchait partout quelque moyen de se décider. Un astrologue, William Lilly, était alors fameux à Londres, enclin au parti populaire, mais ne refusant à personne ses prédictions et ses avis. Le Roi chargea une femme, mistriss Whorewood, de le

1 C'est ce qui résulte évidemment d'une relation du séjour du Roi à l'île de Wight, adressée, après la Restauration, à Charles II, par sir John Bowring, homme d'ailleurs obscur, mais qui fut, à cette époque, fort employé dans les manœuvres secrètes de Charles Ier. Je m'étonne que ce petit ouvrage, où se rencontrent, il est vrai, beaucoup d'erreurs, et évidemment écrit par un homme uniquement préoccupé du désir de se faire valoir, mais qui contient cependant des détails caractéristiques et curieux, ait échappé à l'attention des historiens. M. Godwin est, à ma connaissance, le seul qui en ait fait mention : il a été tiré des papiers de lord Halifax, et se trouve dans un volume in-12, intitulé : *Miscellanies historical and philological* (p. 78-162), publié à Londres en 1703. — Voir aussi Rushworth, part. IV, t. II, p. 951. — *Mémoires* de Hollis, p. 234; — de Berkley, p. 194 et suiv.; — de Ludlow, t. I, p. 241.

consulter en son nom sur le lieu où il lui convenait de fuir; et de 1000 livres sterling que venait d'envoyer au Roi l'alderman Adams, royaliste dévoué, mistriss Whorewood en reçut 500 pour sa mission. Les astres solennellement interrogés, Lilly répondit que le Roi devait se retirer vers l'est, dans le comté d'Essex, à vingt milles de Londres, et mistriss Whorewood se hâta de porter à Hamptoncourt sa réponse [1]. Mais Charles ne l'avait pas attendue : le 9 novembre, une lettre anonyme, écrite, à ce qu'il semble, par un ami sincère, vint l'avertir que le danger pressait, que la veille, dans une réunion nocturne, les agitateurs avaient résolu de se défaire de lui, que tout était à craindre s'il ne se mettait promptement hors d'atteinte [2]. Un autre avis l'engageait à se méfier de la garde qui, le surlendemain, devait prendre le service du château [3]. L'esprit frappé, Charles se décida soudain : le 11 novembre, à neuf heures du soir, laissant sur sa table plusieurs lettres, et suivi d'un seul valet de chambre, William Legg, il sortit par un escalier dérobé, et gagna une petite porte donnant du parc sur la forêt, où Ashburnham et Berkley, prévenus de son dessein, s'étaient rendus de leur côté avec des chevaux. Ils prirent leur route vers le sud-ouest. La nuit était sombre

[1] William Lilly, *History of his life and times* (2e édition, Londres, 1715), p. 60. — *Biographia Britannica*, à l'article LILLY (William), t. V, p. 2966.

[2] *Old Parliam. Hist.*, t. XVI, p. 328.—Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLI.

[3] *Mémoires* de Berkley, p. 201.

et orageuse ; le Roi seul connaissait la forêt, et servait de guide à ses compagnons ; ils s'égarèrent et n'atteignirent qu'au point du jour la petite ville de Sutton dans le Hampshire, où, par les soins d'Ashburnham, un relais leur était préparé. A l'auberge où il les attendait, un comité de parlementaires était déjà en séance, délibérant sur les affaires du comté. Ils repartirent sur-le-champ, et se dirigèrent sur Southampton, vers la côte située en face de l'île de Wight, mais sans que le Roi déclarât expressément où il voulait aller. Comme ils arrivaient sur le penchant d'un coteau voisin de la ville : « Mettons pied à terre, dit Charles, et en descen-« dant nous nous consulterons sur ce qu'il convient de « résoudre. » Il fut, dit-on, question entre eux d'un vaisseau qu'Ashburnham avait dû s'assurer, et dont ils n'avaient point de nouvelles ; puis de s'enfoncer dans les comtés de l'ouest, où Berkley promettait le dévouement de nombreux amis ; enfin de l'île de Wight, parti plus commode que nul autre, qui mettait un terme aux embarras de leur situation, celui d'ailleurs qu'évidemment, par la route qu'ils avaient suivie, le Roi se proposait en partant. Mais le gouverneur n'était point averti, et pouvait-on se fier à lui sans garanties ? Il fut convenu qu'Ashburnham et Berkley se rendraient dans l'île, sonderaient les dispositions de Hammond, lui diraient quelle marque de confiance il était sur le point de recevoir, et que le Roi irait attendre leur retour à quelques lieues de là, près de Tichfield, dans un château qu'habitait la mère de lord Southampton. Ils se séparèrent ;

et le lendemain matin, les deux Cavaliers, débarqués dans l'île, se rendirent sur-le-champ au château de Carisbrooke, résidence du gouverneur. Hammond ne s'y trouvait point ; il était à Newport, principale ville du lieu, mais devait en revenir le jour même. Ashburnham et Berkley se remirent en route pour aller au-devant de lui, et le rencontrant bientôt, ils l'informèrent sans préambule du but de leur venue. Hammond pâlit ; les rênes de son cheval lui échappèrent, tout son corps tremblait : « Messieurs, messieurs, s'écria-t-il, vous « m'avez perdu en amenant le Roi dans cette île ; s'il « n'y est pas encore, je vous en conjure, ne l'y laissez « pas venir : que deviendrais-je entre mes devoirs en- « vers Sa Majesté après tant de confiance, et ce que je « dois à l'armée, de qui je tiens mes fonctions ? » Ils essayèrent de le calmer, tantôt faisant valoir l'immense service qu'il rendrait au Roi et les engagements que l'armée même avait contractés envers Sa Majesté ; tantôt l'assurant que, s'il n'en jugeait pas comme eux, le Roi était bien loin de prétendre le contraindre à le recevoir Hammond se désolait toujours. Cependant, lorsque le deux Cavaliers paraissaient à leur tour méfiants e près de retirer leur proposition, il se montrait moin incertain, leur demandait où était le Roi, s'il ne courait aucun danger, témoignait même quelque regret qu'il ne se fût pas brusquement et entièrement confié à lui. La conversation dura ainsi longtemps, des deux parts pleine de trouble et de ruse, les uns et les autres craignant presque également de rompre et de

s'engager. Hammond parut céder enfin. « Le Roi, dit-il, « n'aura point à se plaindre de moi ; il ne sera pas dit « que j'ai trompé son attente ; je me conduirai en homme « d'honneur : allons ensemble le trouver et l'en instruire. » Berkley alarmé voulait repousser cette proposition ; mais Ashburnham l'accepta, et ils partirent aussitôt, Hammond accompagné seulement d'un de ses capitaines, nommé Basket. Une barque les porta en peu d'heures à Tichfield ; et à leur arrivée, Ashburnham monta seul vers le Roi, laissant Berkley, Hammond et Basket dans la cour du château. Sur son récit : « Ah ! « John, John ! s'écria Charles, tu m'as perdu en amenant « ici ce gouverneur ; ne vois-tu pas que je ne puis plus « bouger ? » En vain Ashburnham fit valoir les promesses de Hammond, les bons sentiments qu'il avait laissés paraître, son hésitation même, preuve de sa sincérité. Le Roi désolé marchait précipitamment dans la chambre, tantôt les bras croisés, tantôt levant les mains et les yeux au ciel avec l'expression de la plus vive angoisse. « Sire, lui dit enfin Ashburnham fort troublé à « son tour, le colonel Hammond est là seul avec un « autre homme ; rien n'est si aisé que de s'en assurer. « — Quoi donc ? reprit le roi, voulez-vous le tuer ? « Voulez-vous qu'on dise qu'il a hasardé sa vie pour « moi, et que je l'en ai indignement privé ? Non, non, « il est trop tard pour prendre un autre parti ; il faut « s'en remettre à la volonté de Dieu. » Cependant Hammond et Basket s'impatientaient d'attendre ; Berkley en fit prévenir le Roi : ils montèrent. Charles les reçut

d'un air ouvert et confiant. Hammond renouvela ses promesses, plus étendues même, quoique toujours vagues et embarrassées. Le jour commençait à baisser; ils s'embarquèrent pour l'île. Déjà le bruit s'y était répandu que le Roi arrivait; beaucoup d'habitants se portèrent à sa rencontre : comme il traversait les rues de Newport, une jeune femme s'avança vers lui, et lui présenta une rose rouge, éclose malgré la rigueur de la saison, en priant tout haut pour sa délivrance. On l'assura que la population tout entière lui était dévouée, qu'au château même de Carisbrooke il y avait pour toute garnison douze vieux soldats bien disposés, qu'il pourrait toujours, quand il le voudrait, s'évader aisément. Les terreurs de Charles se calmèrent peu à peu; et le lendemain, lorsqu'en se levant il contempla, des fenêtres du château, le riant aspect qu'offrent sur ce point la mer et la terre, quand il eut respiré l'air du matin, quand il vit Hammond se répandre en témoignages de respect et lui promettre toute liberté de se promener à cheval dans l'île, de garder ses serviteurs, de recevoir qui il lui plairait, la sécurité rentra dans son âme : « Après tout, dit-il à Ashburnham, ce gouverneur « est un galant homme; je suis ici à l'abri des agitateurs; je n'aurai, je crois, qu'à m'applaudir de ma « résolution [1]. »

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 194-210.—*Mémoires* de Herbert, p. 38. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 211 et suiv.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 3-17.

LIVRE VIII

Rendez-vous de Ware.—Cromwell réprime les agitateurs et se réconcilie avec eux.—Le Parlement adresse au Roi quatre bills, conditions préliminaires de la paix. — Le Roi les repousse et traite secrètement avec les Écossais.—Le Parlement vote qu'il n'aura plus avec le Roi aucune relation. —Mécontentement général et réaction en faveur du Roi.—Embarras des indépendants et de Cromwell. — Explosion de la seconde guerre civile. — Campagne de Fairfax dans l'est et autour de Londres, de Cromwell dans l'ouest, de Lambert dans le nord. — Siége de Colchester. — Les Écossais entrent en Angleteterre.—Cromwell marche contre eux.—Bataille de Preston, de Wigan et de Warrington.—Cromwell en Écosse.—Les presbytériens reprennent l'ascendant à Londres.—Le Parlement recommence à traiter avec le Roi.—Négociations de Newport.—Vicissitudes de l'état des partis.—L'armée fait enlever le Roi de l'île de Wight.—Il est conduit au château de Hurst, puis à Windsor.—Dernier effort des presbytériens en sa faveur.—L'armée marche sur Londres.—Purgation de la Chambre des Communes.—Procès et mort du Roi.—Abolition de la royauté.

1647-1649

Les commissaires du Parlement et les officiers de la garnison de Hamptoncourt attendaient que le Roi parût au souper, à l'heure accoutumée : étonnés de ne le point voir, ils entrèrent enfin dans sa chambre, et n'y trouvèrent que trois lettres de sa main, adressées l'une à lord Montague, président du comité, l'autre au colonel Whalley, la troisième à l'orateur de la Chambre des Lords. Dans celle-ci, le Roi donnait pour motifs de sa fuite les complots des agitateurs, et son droit à vivre

libre et en sûreté comme tout autre citoyen. Les deux autres n'avaient pour objet que de témoigner à Montague et à Whalley sa satisfaction de leurs égards, et de leur indiquer ce qu'il fallait faire de ses chevaux, de ses chiens, de ses tableaux, de tous les petits meubles qu'il laissait dans son appartement. Rien d'ailleurs ne fournissait sur sa route, ni sur le lieu de sa retraite, la plus légère indication [1].

Le trouble fut grand à Westminster, d'autant plus grand qu'au moment où la nouvelle y arrivait de Hamptoncourt, une lettre vint aussi du quartier général de Windsor, écrite à minuit par Cromwell, qui s'empressait également d'en donner avis [2]. Il l'avait donc connue le premier, avant les Chambres, peut-être avant le départ du Roi ; car le bruit courut que, le 11 en effet, la surveillance de la garnison de Hamptoncourt s'était relâchée, que des sentinelles avaient même été retirées des postes qu'elles avaient coutume de garder [3]. On ne tarda pas à recevoir des lettres de Hammond [4], qui informait les Chambres de l'arrivée du Roi, protestait de son dévouement à leur service, et réclamait leurs instructions. Cependant toutes les craintes ne furent pas dissipées : Cromwell aussi avait des lettres de Hammond comme si tous les serviteurs du Parlement croyaient devoir l'instruire ou le consulter en toute

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 786 et suiv.
[2] Rushworth, part. IV, t. II, p. 871.
[3] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 250.
[4] Du 13 novembre 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 789.

occasion, et il en rendit compte aux Chambres avec une gaieté dont s'étonnèrent les moins soupçonneux[1]; symptôme alarmant de quelque succès ou de quelque espérance qu'on tentait en vain de pénétrer.

A peine deux jours s'étaient écoulés qu'il inspirait à ses ennemis de nouvelles et bien plus vives alarmes. C'était le 15 novembre que devait avoir lieu à Ware, dans le comté de Hertford, le premier des trois rendez-vous assignés à l'armée, pour mettre un terme à ses dissensions. Cromwell s'y rendit avec Fairfax, et entouré des officiers les plus sûrs. Sept régiments seulement avaient été convoqués ce jour-là, ceux qui montraient le moins d'exaltation et au sein desquels la discipline semblait plus aisée à rétablir. On comptait sur leur soumission pour intimider, ou sur leur exemple pour calmer les plus passionnés. Mais en arrivant dans la plaine de Ware, les généraux y trouvèrent neuf régiments au lieu de sept; ceux de Harrison, cavalerie, et de Robert Lilburne, infanterie, étaient venus sans ordres et en proie à la plus violente fermentation. Le dernier avait chassé tous ses officiers au-dessus du grade de lieutenant, à l'exception du capitaine Bray, qui le commandait; les soldats portaient tous, attaché à leur bonnet, un exemplaire de l'*Accord du peuple*, avec cette inscription : « Liberté de l'Angleterre, droits des soldats. » De moment en moment, et comme saisis d'un transport commun, leurs cris retentissaient dans la plaine :

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 18.

Rainsborough, Ewers, Scott, John Lilburne lui-même, autorisé naguère par les Communes, et pour sa santé, à sortir chaque matin de la Tour, la parcouraient à cheval, allant de troupe en troupe, encourageant les plus animés, traitant les modérés de lâches, répétant partout que, puisque l'épée était en leurs mains, ils étaient en conscience tenus de s'en servir pour assurer pleinement et à jamais la liberté de leur pays. Au milieu de ce tumulte, Fairfax, Cromwell, et leur état-major, s'avancèrent vers les régiments paisibles : et là fut lue, au nom du Conseil général des officiers, une remontrance calme et ferme, qui reprochait aux nouveaux agitateurs leurs séditieuses menées, les périls qu'elles faisaient courir à l'armée, rappelait les preuves d'affection et de fidélité que lui avaient données ses chefs, les succès qu'elle avait obtenus sous leur conduite, promettait enfin de soutenir auprès du Parlement les justes vœux des soldats, soit pour eux-mêmes, soit pour la patrie, si à leur tour ils signaient l'engagement de rentrer sous les lois de la discipline, et de respecter désormais les ordres de leurs officiers. Sept régiments accueillirent cette lecture avec de joyeuses acclamations. Fairfax s'avança vers celui de Harrison. A peine les cavaliers eurent entendu sa voix et ses promesses qu'ils arrachèrent de leurs bonnets l'*Accord du peuple,* et s'écrièrent qu'on les avait trompés, qu'ils voulaient vivre et mourir avec leur général. Le régiment de Lilburne restait seul, mais toujours rebelle et violemment agité ; déjà même il commençait à répondre

aux paroles de Fairfax par des cris séditieux ; Cromwell s'avance : « Otez-moi de vos bonnets ce papier, » dit-il aux soldats ; les soldats refusent ; il entre brusquement dans les rangs, désigne et fait arrêter quatorze des plus mutins : sur la place même un Conseil de guerre se réunit ; trois soldats sont condamnés à mort : « Que le « sort choisisse l'un d'entre eux, ordonne le Conseil, et « qu'il soit fusillé à l'instant. » Le sort choisit Richard Arnell, fougeux agitateur ; l'exécution eut lieu aussitôt devant le front du régiment : on fit emmener les deux autres condamnés et leurs onze camarades. Le major Scott et le capitaine Bray furent aussi arrêtés : un silence profond régnait dans la plaine ; tous les corps repartirent pour leurs cantonnements ; les deux autres rendez-vous se passèrent sans le moindre murmure, et l'armée entière parut rentrer sous le pouvoir de ses chefs [1].

Mais Cromwell ne s'abusait point sur l'incertitude, le péril même d'un tel triomphe : quand il vint l'annoncer aux Communes [2], au lieu des remercîments que vota pour lui la majorité ravie de la défaite des agitateurs, les chefs presbytériens ne dissimulèrent point leur froideur, ni les républicains leur colère : aux pre-

1 Rushworth, part. IV, t. II, p. 875. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 791. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 19. — Mazères, *Select tracts relating to the civil wars in England*, etc., part. I, préface, p. XXXIII-LXXIII. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 462-468.

2 Le 19 novembre 1647. — Whitelocke, p. 280.

miers, tout succès de Cromwell était suspect, quel qu'en fût l'effet apparent ; les seconds regardaient sa conduite au rendez-vous de Ware comme une nouvelle preuve de sa trahison. Ludlow s'opposa dans la Chambre au vote de remercîments[1]; le prédicateur Saltmarsh accourut du fond de son comté, et par un ordre exprès de Dieu, dit-il, pour annoncer aux généraux que le Seigneur les abandonnait, puisqu'ils avaient emprisonné ses saints[2]; enfin, après quelques moments de stupeur, une foule de simples officiers, de sous-officiers, de soldats, presque tous les meneurs révolutionnaires des régiments, vinrent déclarer à Cromwell et à Ireton qu'aucune rigueur, aucun échec ne les détournerait de leurs desseins; qu'ils étaient résolus à se défaire du Roi, à établir une république ; qu'au risque de tout perdre, ils diviseraient l'armée, en entraîneraient au moins les deux tiers, et poursuivraient l'entreprise plutôt que de se laisser dompter. Cromwell n'avait garde de les réduire à cette extrémité ; il avait voulu, par un grand exemple, couper court dans l'armée aux progrès de l'anarchie ; du reste, il savait la force des fanatiques, et ne songeait déjà qu'à se réconcilier avec eux. Sans se prononcer pour la république, il dit à tous ceux qui le venaient voir beaucoup de mal du Roi, reconnut qu'ils avaient raison de n'en rien espérer, convint que, pour lui, les gloires du monde l'avaient ébloui un moment,

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 253.
[2] Whitelocke, p. 286.

qu'il n'avait pas su discerner clairement l'œuvre du Seigneur ni se confier uniquement à ses saints, s'en humilia devant eux et réclama le secours de leurs prières pour obtenir du ciel son pardon. Les prédicateurs les plus populaires, Hugh Peters entre autres, enthousiaste intrigant et bavard, se chargeaient de répandre partout ses protestations et ses aveux. Il fit même donner aux soldats en prison de rassurantes promesses. Il insistait seulement, mais du ton le plus ferme, sur la nécessité de maintenir dans l'armée l'union et la discipline, seul moyen de succès et même de salut[1]. Beaucoup crurent à ses paroles, toujours passionnées et puissantes; d'autres, moins aveugles, sentaient quel besoin ils avaient de son génie, et même en doutant, ne pouvaient se résoudre à repousser son repentir. La plupart avouaient d'ailleurs que les agitateurs s'étaient emportés trop vite et trop loin, que les soldats devaient à leurs officiers plus de soumission et de respect. Rainsborough, Scott, Ewers, convinrent eux-mêmes de leurs torts, et promirent plus de prudence à l'avenir. Une grande réunion eut lieu enfin au quartier général[2] : officiers, agitateurs et prédicateurs passèrent ensemble dix heures en entretiens et en prières; les intérêts communs surmontèrent, sans les dissiper, les rancunes et les méfiances; il fut décidé que les prisonniers seraient mis en liberté, que le capitaine Bray

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 215-217.
[2] Le 22 décembre 1647.

retournerait à son régiment, qu'on prierait les Chambres de rendre à Rainsborough ses fonctions de vice-amiral qu'elles venaient de lui retirer[1]; et un dîner solennel[2] célébra cette réconciliation dont la ruine du Roi était le prix.

Sur ces entrefaites arriva au quartier général[3] sir John Berkley, que Charles, instruit de l'issue du rendez-vous de Ware, se hâtait d'envoyer aux généraux pour les féliciter de leur victoire et leur rappeler leurs promesses. Porteur de lettres non-seulement du Roi, mais aussi de Hammond, pour Fairfax, Ireton et Cromwell, Berkley n'était pourtant pas sans inquiétude ; il avait rencontré dans sa route le cornette Joyce, qui s'était étonné de sa confiance et lui avait dit que les agitateurs, loin de rien craindre, avaient entraîné les généraux et se préparaient à faire au Roi son procès. A son arrivée à Windsor, le Conseil des officiers était réuni ; il s'y présenta et remit au général ses lettres. On lui ordonna de sortir sur-le-champ. Rappelé au bout d'une demi-heure : « Nous sommes l'armée du Parlement, lui dit Fairfax « d'un ton sévère ; nous n'avons rien à répondre aux « propositions de Sa Majesté ; c'est à lui seul d'en ju- « ger. » Berkley jeta les yeux sur Cromwell, puis sur Ireton ; ils le saluèrent à peine et avec un sourire de

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 943.—Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLIV. — Whitelocke, p. 286. — *Mémoires* de Huntington, p. 328.

[2] Le 9 janvier 1648. Rushworth, part. IV, t. II, p. 959.

[3] Dans les derniers jours du mois de novembre.

dédain. Il se retira stupéfait : la journée s'écoula sans qu'il pût découvrir aucune explication, aucune nouvelle; vers le soir enfin, le commandant Watson, celui des officiers avec qui il avait eu les relations les plus intimes, lui fit dire de se trouver à minuit dans un certain enclos, derrière l'auberge de la Jarretière, qu'il s'y rendrait également. Là Berkley apprit ce qui s'était passé et quelle ardeur transportait l'armée : « Elle est « telle, lui dit Watson, que je hasarde ma vie en ve« nant ici; car, cette après-midi même, Ireton vient de « faire deux propositions, l'une de vous envoyer pri« sonnier à Londres, l'autre de défendre, sous peine de « mort, que personne communique avec vous. Que le « Roi donc, s'il aime la vie, s'échappe sans retard, s'il « en a les moyens. — Me conseillez-vous du moins, lui « demanda Berkley, de faire passer à Cromwell et à « Ireton les lettres que le Roi m'a données pour eux? « —N'y manquez pas; autrement ils se douteraient que « je vous ai découvert leur dessein[1]. »

Comme Watson l'avait prévu, Berkley n'obtint des deux généraux ni entrevue ni réponse : « Je ferai de « mon mieux pour servir encore le Roi, lui fit dire seu« lement Cromwell; mais qu'il n'attende pas que je me « perde pour l'amour de lui. » Sir John se hâta de mander au Roi ces tristes nouvelles, le conjurant de ne pas tarder un moment à s'évader. Charles y eût peut-être réussi; un bâtiment envoyé par la Reine naviguait,

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 212-217.

dit-on, depuis quelques jours dans les parages de l'île[1]. Mais une nouvelle intrigue avait ranimé ses espérances: après un vif débat dans les Communes, les Chambres venaient de voter[2] que quatre propositions lui seraient présentées sous forme de bills; et que, s'il les acceptait, il serait admis, comme il l'avait plusieurs fois demandé, à traiter en personne avec le Parlement. Elles portaient: 1° que le commandement des forces de terre et de mer appartiendrait pendant vingt ans aux Chambres, avec pouvoir de le reprendre même plus tard si la sûreté du royaume semblait l'exiger; 2° que le Roi révoquerait toutes ses déclarations, proclamations, et autres actes publiés contre les Chambres, pour les taxer d'illégalité et de rébellion; 3° qu'il annulerait toutes les lettres patentes de pairie accordées depuis son départ de Londres; 4° enfin que les Chambres auraient le droit de s'ajourner au temps et dans le lieu qui leur conviendraient. Charles, malgré sa détresse, n'avait nul dessein de sanctionner ces bills et de reconnaître ainsi la légitimité de la guerre qui l'y avait réduit; mais il savait que les commissaires écossais les avaient vivement combattus, qu'ils témoignaient même un amer ressentiment du mépris que faisaient les Chambres de leurs remon-

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 217-218.

[2] Le 14 décembre 1647. La motion eut lieu dans la Chambre des Lords le 26 novembre, et les Communes l'adoptèrent le 27, à la majorité de cent quinze voix contre cent six. (*Parliam. Hist.*, t. III, col. 803, 804, 823, 824.)

trances [1] : il avait reçu d'eux, au moment où lui parvenaient les lettres de Berkley, une secrète invitation de repousser des propositions si offensantes, et la promesse qu'ils se rendraient eux-mêmes à l'île de Wight, pour traiter avec lui, au nom de l'Écosse, à de bien meilleures conditions. « Il faut attendre, dit-il à Berkley de retour; « je veux en finir avec les Écossais avant de quitter le « royaume; s'ils me voyaient hors des mains de l'armée, « ils seraient bien plus exigeants [2]. »

Les lords Lauderdale, Lowden et Lanerk arrivèrent en effet au château de Carisbrooke presque en même temps que lord Denbigh et ses cinq collègues [3], commissaires de Westminster. Les négociations, déjà entamées à Hamptoncourt, se renouèrent aussitôt entre eux et le Roi, avec grand mystère, car ils n'étaient venus, disaient-ils, que pour protester entre ses mains contre les propositions du Parlement. En deux jours le traité fut conclu, rédigé, signé [4], et enfoui dans un jardin de l'île, en attendant qu'on pût l'en faire sortir sans danger. Il promettait au Roi l'intervention d'une armée écossaise pour le rétablir dans ses justes droits, sous la condition qu'il confirmerait pour trois ans le régime presbytérien en Angleterre, quoique dispensé de s'y conformer lui et les siens, et qu'à ce terme, l'assemblée

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 825, 826.

[2] *Mémoires* de Berkley, p. 218-223.

[3] Le 23 décembre 1647. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 824, 827. — Bowring, p. 87.

[4] Le 26 décembre.

des théologiens consultée, il réglerait définitivement, de concert avec les deux Chambres, la constitution de l'Église. Plusieurs stipulations au profit de l'Écosse, et dont l'honneur anglais eût été vivement offensé, accompagnaient cette concession générale. On convint en outre qu'à l'appui de l'armée écossaise les Cavaliers se lèveraient en armes dans tout le royaume; qu'Ormond irait reprendre en Irlande le commandement du parti royaliste ; que le Roi enfin, dès qu'il aurait repoussé les quatre propositions, s'évaderait de l'île pour aller sur la frontière d'Écosse, à Berwick ou dans quelque autre place, attendre en liberté le moment d'agir [1].

Tout ainsi convenu, Charles fit dire aux commissaires du Parlement qu'il était prêt à leur donner sa réponse [2]. Il avait résolu, comme trois ans auparavant dans les négociations d'Oxford, de la leur remettre cachetée, craignant qu'instruits de son refus, peut-être même de ses projets, ils ne prissent contre lui des mesures qui feraient tout échouer. Mais lord Denbigh refusa obstinément de recevoir sous cette forme le message du Roi : « Le Parlement nous a chargés, dit-il, de lui rapporter, « non tout ce qu'il plairait à Sa Majesté de nous « remettre, mais l'adoption ou le rejet des quatre bills.» Il fallut céder et lire à haute voix le message. Charles repoussait absolument les propositions, et demandait à

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 43-56. — Burnet, *Memoirs of the Hamiltons*, p. 325-334.

[2] Le 27 décembre.

traiter en personne, sans être tenu de rien accepter préalablement. Les commissaires se retirèrent, eurent avec Hammond une courte conférence, repartirent pour Westminster; et quelques heures après leur départ, pendant que le Roi s'entretenait avec Berkley et Ashburnham des moyens d'évasion préparés pour la nuit suivante, les portes du château se fermèrent, l'entrée en fut interdite à tout étranger, les gardes furent partout doublées, et presque tous les serviteurs du Roi, Ashburnham et Berkley les premiers, eurent l'ordre de quitter l'île sur-le-champ [1].

Une colère pleine de douleur s'empara de Charles; il fit appeler Hammond : « Pourquoi me traitez-vous de la « sorte? Où sont vos ordres? Est-ce l'Esprit qui vous « inspire cela? » Hammond, qui n'avait point d'ordres formels, se taisait, hésitait; il parla enfin de la réponse que Sa Majesté venait de faire aux propositions du Parlement. « Ne m'avez-vous pas promis, dit le Roi, sur « votre honneur, qu'en aucun cas vous n'en prendriez « avantage contre moi?—HAMMOND. Je n'ai rien promis. « —LE ROI. Vous êtes plein de réticences et de subter- « fuges; me donnerez-vous un de mes chapelains? « Vous tenez, dites-vous, pour la liberté de conscience : « n'en aurai-je point, moi?—HAMMOND. Je ne puis vous « donner un chapelain.—LE ROI. Vous ne me traitez

[1] *Mémoires* de Berkley, p. 225-230. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 828-830.—Bowring, p. 92-94.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 22-27.

« ni en gentilhomme ni en chrétien.—HAMMOND. Je « vous parlerai quand vous serez en meilleure disposi- « tion.—Le ROI. J'ai très-bien dormi la nuit dernière. « —HAMMOND. Je me suis conduit très-civilement avec « vous.—LE ROI. Pourquoi n'en faites-vous pas autant « à présent?—HAMMOND. Sire, vous êtes trop haut.—LE « ROI. Ce ne pourrait être la faute que de mon cordon- « nier, et je ne vois pas qu'il ait haussé les talons de « mes souliers. » Il répéta deux fois cette phrase en se promenant dans la Chambre; puis revenant vers Hammond : « Aurais-je la liberté de sortir pour prendre « l'air?—HAMMOND. Non, je ne puis l'accorder.—LE « ROI. Vous ne pouvez l'accorder? Je suis donc en « prison? Est-ce là la foi que vous me devez? sont-ce là « vos serments? Répondez. » Hammond sortit vivement, troublé et les larmes aux yeux, mais il ne changea rien à ses dispositions[1].

Cependant les commissaires du Parlement arrivaient à Westminster; à peine avaient-ils rendu compte de leur voyage et de ses résultats, qu'un membre, jusque-là inconnu, sir Thomas Wroth, se leva dans la Chambre des Communes[2] : « Monsieur l'orateur, dit-il, Bedlam a « été préparé pour les fous, et Topheth pour les Rois[3];

[1] Clarendon, *State-Papers*, t. II, Appendice, p. XLIV. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 959-960.—Whitelocke, p. 288.

[2] Le 3 janvier 1648.

[3] C'est-à-dire l'*enfer*. *Topheth* est un mot hébraïque qui désigne, dans son sens général, une chose abominable, digne d'exécration (le mot radical signifie *cracher avec dégoût*), et, à titre de nom

« le nôtre s'est conduit naguère comme si Bedlam était « le seul séjour qui lui convînt : je demande humble- « ment que les Chambres ne s'adressent plus à lui, et « règlent sans son concours les affaires publiques. Peu « m'importe la forme du gouvernement qu'elles établi- « ront, pourvu qu'il n'y ait ni diables ni Rois. » Ireton « appuya sur-le-champ la motion. « Le Roi, dit-il, en « refusant les quatre bills, a refusé à son peuple sûreté « et protection ; c'est uniquement en retour de sa pro- « tection que l'obéissance lui est due; puisqu'il nous « retire la protection, c'est à nous de lui retirer l'obéis- « sance et de régler l'État sans lui. » Étonnés d'une si

propre, un lieu dans la vallée Ben Hinnom (vallée des fils de la lamentation) où l'on avait longtemps offert des sacrifices à Moloch, où furent jetées les statues des faux dieux lorsqu'on démolit leurs autels sur les hauteurs de Jérusalem, et qui devint plus tard une sorte de voirie destinée à recevoir les immondices, et où l'on brûlait les corps des suppliciés. C'est en ce sens que le prophète Ésaïe, menaçant d'une ruine entière Sennachérib et son armée, dit (chap. xxx, vers. 33) : « Depuis longtemps *Topheth* est préparé pour le Roi. » Cependant quelques anciens docteurs, entre autres saint Jérôme et le paraphraste chaldéen, entendirent simplement par *Topheth*, l'enfer, la Gehenne ; et, à leur exemple, Calvin et les théologiens réformés de son école n'ont prêté à ce mot aucune autre acception. C'est en ce sens que le prend la version anglaise de la Bible, que l'employaient Milton (*Parad. lost,* chant Ier, vers 392, 403-405) et les écrivains du temps, et que sir Thomas Wroth fait allusion au passage d'Ésaïe, présent alors, comme tout le texte des livres sacrés, à la mémoire de la plupart de ses auditeurs.

Je dois ces renseignements à la savante amitié de l'un des théologiens protestants les plus éclairés de notre époque, M. Stapfer.

rude attaque, irrités eux-mêmes des refus du Roi, les presbytériens parurent un moment embarrassés et timides; plusieurs voix s'élevèrent cependant contre la mesure : « L'adopter, dit Maynard, c'est dissoudre, au-« tant qu'il est en nous, le Parlement; quand les « Rois ont refusé de recevoir ses pétitions, d'écouter ses « adresses, on a toujours considéré de tels actes comme « la plus fragrante violation de ses priviléges, car c'était « le dissoudre de fait sans prononcer sa dissolution : et « nous donc, en décidant que nous ne recevrons plus « du Roi aucun message, que nous ne lui en adresse-« rons plus aucun, qu'allons-nous faire sinon déclarer « que nous ne sommes plus un Parlement? » La discussion se prolongeait et s'échauffait; les presbytériens reprenaient confiance; la Chambre, d'abord assez mal disposée pour eux, se montrait ébranlée. Cromwell se leva : « Monsieur l'orateur, dit-il, le Roi est un homme « de beaucoup d'esprit, de grands talents, mais si dissi-« mulé, si faux, qu'il n'y a pas moyen de s'y fier. Pen-« dant qu'il proteste de son amour pour la paix, il « traite sous main avec les commissaires d'Écosse pour « plonger la nation dans une nouvelle guerre. L'heure « est venue pour le Parlement de gouverner et de « sauver seul le royaume; les hommes qui, au prix de « leur sang, vous ont défendus de tant de périls, vous « défendront encore avec le même courage, la même « fidélité. N'allez pas, en négligeant de veiller à votre « sûreté et à celle du royaume, qui est aussi la leur, « leur donner lieu de croire qu'ils sont trahis et livrés

« à la rage de l'ennemi qu'ils ont vaincu pour vous; « craignez que le désespoir ne les pousse à chercher « leur salut en vous abandonnant, vous qui vous aban- « donneriez vous-mêmes. Combien, de leur part, une « telle résolution vous serait fatale, je tremble de le « dire et vous laisse en juger; » et il se rassit, la main sur son épée. Nulle voix ne s'éleva plus; la motion, aussitôt adoptée[1], fut transmise dès le lendemain[2] à la Chambre haute. Un moment les Lords parurent hésiter; le débat traînait en longueur[3] : deux déclarations vinrent de l'armée[4]; l'une adressée aux Communes, pleine de félicitations et de menaces contre leurs ennemis; l'autre aux Lords, douce, caressante, démentant les bruits qui couraient sur les dangers de la pairie, et promettant de la soutenir dans tous ses droits. Les lâches purent s'effrayer ou se rassurer à leur gré; la discussion cessa de languir, et, au moment du vote définitif[5], les lords Warwick et Manchester protestèrent seuls contre l'adoption[6].

Une vive et redoutable protestation éclata en revanche dans le royaume : « Les voilà donc justifiées, s'é- « criaient les Cavaliers, ces accusations, ces prédictions

[1] Par cent quarante et une voix contre quatre-vingt-douze.

[2] Le 4 janvier 1648.

[3] Il fut remis d'abord du 4 au 8 janvier, puis du 8 au 13.

[4] Le 11 janvier; elles sont en date du 9.

[5] Le 15 janvier 1648.

[6] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 830-837. — Clément Walker, *History of independency*, p. 69-71 (édit. petit in-4° de 1648). — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 27-33.

« tant de fois traitées de chimère ou de calomnie ! » Et partout une foule de voix, naguère incertaines, maudissaient avec eux cette détestable trahison. Avant que le Roi eût pu répondre à la déclaration des Chambres, plusieurs réponses parurent, fruit du zèle spontané de simples citoyens[1]. Jamais tant de bruits de complots royalistes, jamais tant et de si violents pamphlets n'avaient assiégé Westminster[2]. Dans l'île de Wight même, un capitaine Burley, officier de marine retiré, fit battre tout à coup le tambour au milieu des rues de Newport, et attroupant une bande d'ouvriers, d'enfants, de femmes, se mit en marche à leur tête pour aller tirer le Roi de prison. La tentative fut à l'instant étouffée, et Burley pendu comme coupable d'avoir voulu faire la guerre au Roi en son Parlement[3]. Mais les mêmes dispositions, les mêmes désirs agitaient les comtés jadis les plus contraires à la cause royale ; et jusqu'aux portes de la Chambre des Communes, des soldats réformés de l'armée d'Essex se promenaient en tumulte, criant : « Vive le Roi ! » et arrêtant les voitures pour contraindre les passants de boire avec eux à sa

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 33.

[2] Rushworth, part. IV, p. 929, 974, 1002 ; deux pamphlets surtout, intitulés : *Les dix commandements du Parlement* (*The Parliament's ten commandments*), et *le Nouveau Testament de nos seigneurs et sauveurs de la Chambre des Communes siégeant à Westminster* (*the New Testament of our lords and saviours the House of Commons sitting at Westminster*) excitèrent une vive rumeur.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 25. — *Mémoires* de Berkley, p. 229.

santé[1]. Les républicains s'indignaient de se voir ainsi troublés dans leur victoire : en vain ils obtenaient de quelques comtés des adresses de félicitations[2]; en vain les Communes proclamaient leur dessein de réformer les lois civiles, de rendre la justice moins coûteuse ; en vain même elles suspendaient leurs propres priviléges en matière de poursuite et de dettes[3]. Ces importantes améliorations n'étaient vivement souhaitées et appréciées que du parti lui-même, ou de quelques esprits supérieurs : les unes choquaient les préjugés du peuple, les autres échappaient à son ignorance; l'intention intéressée qui semblait y présider en détruisait tout l'effet. Il fallut suppléer à la popularité par la tyrannie. On pressa les poursuites déjà commencées contre les membres des deux Chambres et les magistrats de la cité présumés auteurs ou fauteurs des émeutes presbytériennes et royalistes[4]; quiconque avait porté les armes contre le Parlement reçut ordre de quitter Londres, et défense de résider à moins de vingt milles de ses murs[5]; on prescrivit une révision générale des juges de paix du royaume, afin d'écarter ceux dont les sentiments seraient suspects[6];

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 804.

[2] Rushworth, part. III, t. II, p. 973.

[3] Le 4 janvier 1648. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 830.—Rushworth, part. IV, t. II, p. 985.

[4] Rushworth, part. IV, t. II, p. 922. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 838-842.

[5] Le 17 décembre 1647. Rushworth, part. IV, t. II, p. 933.

[6] Rushworth, part. IV, t. II, p. 920.

on décréta qu'aucun délinquant, aucun homme ayant pris part ou accusé d'avoir pris part à quelque complot contre le Parlement, ne pourrait être élu lord maire, ou alderman, ou membre du Conseil commun de la cité, ni même concourir à l'élection de ces officiers [1]; et la même interdiction fut bientôt appliquée aux fonctions de juré et à l'élection des membres des Communes [2]. Le comité chargé de réprimer la licence de la presse eut ordre de siéger tous les jours, et une somme fut mise à sa disposition pour récompenser quiconque découvrirait et ferait saisir les presses des malveillants [3]. Enfin l'armée traversa Londres encore une fois en grand appareil de guerre, et trois mille hommes en furent détachés, qui prirent leurs quartiers dans l'intérieur de la ville, auprès de Whitehall et de la Tour [4].

Les fanatiques, les esprits étroits et durs, le peuple du parti s'applaudissaient de ces mesures, preuve éclatante de leur force et qui redoublait leur ardeur. Cromwell seul s'en inquiétait en y concourant, non par aucun scrupule, ni qu'il hésitât à tout faire pour réussir; mais en dépit de ses résolutions contre le Roi, les espérances comme les prétentions des républicains et des enthousiastes lui semblaient insensées : il voyait partout dans les comtés les principaux francs-tenanciers, les

[1] Le 17 décembre. Rushworth, part. IV, t. II, p. 934.
[2] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1252.
[3] Le 6 janvier 1648. Rushworth, part. IV, t. II, p. 957.
[4] *Journals of the House of Commons,* 27 janvier 1648.— Clément Walker, *Hist. of independency,* p. 79.

riches bourgeois, presque tous les hommes notables se retirer des affaires publiques, abandonner les comités administratifs, les magistratures locales, et le pouvoir passant aux mains de gens d'une condition inférieure, ardents à s'en saisir, capables de l'exercer avec vigueur, mais peu propres à le garder[1]. Il ne pouvait croire que l'Angleterre consentît longtemps à être ainsi gouvernée, ni que rien de durable se pût fonder sur l'oppression légale de tant et de si considérables citoyens, ni que la discorde et l'anarchie, de plus en plus croissantes dans le Parlement et sous son empire, ne devinssent pas fatales, même aux vainqueurs. Son infatigable imagination se travaillait à chercher quelque moyen d'y mettre un terme, à démêler du moins, dans ce chaos obscur, la route la plus prompte et la plus sûre vers la grandeur. Il réunit un jour à dîner les principaux indépendants et presbytériens, tant ecclésiastiques que laïques, et les entretint avec passion de la nécessité de se concilier, d'ajourner au moins leurs querelles, pour faire face ensemble aux périls nouveaux qu'il était aisé de prévoir. Mais l'humeur des presbytériens était hautaine, et leurs prétentions théologiques trop exclusives pour se prêter à de telles combinaisons. La conférence fut sans résultat. Cromwell en provoqua une autre entre quelques meneurs politiques, la plupart officiers généraux comme lui, et les républicains. Il fallait bien,

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 35. — *Mémoires* de Hollis, p. 5. — *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, *passim*.

dit-il, qu'ils cherchassent de concert quel gouvernement convenait le mieux à l'Angleterre, puisque maintenant c'était à eux de le régler; mais au fond il voulait surtout savoir lesquels, parmi eux, seraient intraitables, et ce qu'il en devait attendre ou redouter. Ludlow, Vane, Hutchinson, Sidney, Haslerig, se déclarèrent hautement, repoussant toute idée de monarchie comme condamnée par la Bible, la raison et l'expérience. Les généraux furent plus réservés : à leur avis, la république était désirable, mais d'un succès douteux; il valait mieux ne se point engager, consulter l'état des affaires, le besoin des temps, obéir chaque jour aux directions de la Providence. Les républicains insistèrent pour qu'on s'expliquât sans détour. La discussion s'échauffait. Ludlow, entre autres, pressait vivement Cromwell de se prononcer, car ils voulaient, dit-il, connaître leurs amis. Cromwell éludait, ricanait; et poussé de plus en plus, se tirant enfin d'embarras par une bouffonnerie, il gagna la porte de la chambre, et sortit brusquement en jetant à la tête de Ludlow un coussin que celui-ci lui renvoya sur-le-champ avec plus d'humeur[1].

Cependant le péril avançait; le nombre et la hardiesse des mécontents croissaient chaque jour : non-seulement dans l'ouest et le nord, mais autour de Londres, dans les comtés de Middlesex, Essex, Surrey, Kent, tantôt à la table de quelque riche gentilhomme, tantôt aux assises et dans les marchés, partout où les Cavaliers pouvaient

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 270-275.

se concerter ou se mêler au peuple, les pétitions, les complots, les insurrections royalistes se préparaient, s'annonçaient ouvertement. A Cantorbéry, le jour de Noël, comme le maire voulait faire observer l'ordonnance qui supprimait la fête, un violent tumulte s'éleva aux cris de « Dieu, le Roi Charles et le pays de Kent! » L'arsenal de la ville fut enfoncé, plusieurs maisons de parlementaires attaquées, les magistrats municipaux rudement maltraités; et sans la prompte arrivée de quelques troupes, les paysans des environs se disposaient déjà à soutenir la sédition[1]. A Londres, un dimanche[2], à l'heure du sermon, quelques apprentis jouaient aux boules dans Moor-Fields; un poste de milice voulut les éloigner, ils résistèrent et dispersèrent les miliciens; dispersés à leur tour par un détachement de cavalerie, ils se répandirent dans la cité, appelant à leur aide leurs camarades et les mariniers de la Tamise; de nombreuses bandes se formèrent dans tous les quartiers; elles se réunirent pendant la nuit, surprirent deux des portes de la ville, tendirent les chaînes dans les rues, et tambour battant, aux cris de « Dieu et le Roi Charles! » attaquèrent la maison du lord maire, s'emparèrent d'une pièce de canon, puis d'un magasin d'armes, et, à l'aube du jour, semblaient maîtresses de la cité. Un conseil de guerre avait siégé toute la nuit; on hésitait à les atta-

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 918.— Whitelocke, p. 286.— Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 77.

[2] Le 9 avril 1648.

quer ; on se demandait si les deux régiments en garnison à Londres suffiraient, s'il ne fallait pas attendre des renforts. Fairfax et Cromwell opinèrent pour une prompte attaque : le succès n'en fut point incertain ; au bout de deux heures on n'entendait plus dans les rues que le pas régulier des troupes qui rentraient dans leurs quartiers [1]. Mais, pour avoir fui, le peuple n'était point vaincu ; chaque jour quelque incident inattendu venait redoubler sa colère ou relever son courage : les membres presbytériens et les aldermen de la cité, traduits par les Communes devant la Chambre haute, refusèrent obstinément de reconnaître sa juridiction, de s'agenouiller à sa barre, d'ôter même leur chapeau et d'écouter la lecture des charges ; et chaque fois qu'ils avaient comparu à Westminster, la foule, à leur sortie, les accueillait avec transport [2]. On interdisait les rassemblements ; on donnait aux comités administratifs de chaque comté le droit d'arrêter et d'emprisonner tout malveillant, tout homme simplement suspect [3] ; mais la fermentation croissait plus vite que la tyrannie : à Norwich, à Bury-Saint-Edmunds, à Thetford, à Stowmarket, dans une multitude d'autres lieux, sur le moindre prétexte, le tambour battait, les habitants s'armaient, et les troupes n'en étaient pas toujours quittes pour une promenade

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1051. — Whitelocke, p. 298. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 875.

[2] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 844, 874, 877, 880, 881.

[3] Le 18 avril 1648. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1062. — Whitelocke, p. 300

menaçante[1]. Bientôt même on eut autre chose à craindre que des émeutes et des bourgeois. Au midi du pays de Galles, dans le comté de Pembroke, les colonels Poyer et Powel, et le major général Langhorn, officiers distingués qui avaient fait leur fortune dans l'armée du Parlement, se détachèrent de lui[2], arborèrent l'étendard royal, et, soutenus par l'insurrection des Cavaliers des environs, virent en peu de jours toute la contrée en leur pouvoir. Presque au même moment le Parlement d'Écosse s'assemblait[3]; Hamilton et les royalistes, cachés sous l'alliance des presbytériens modérés, avaient prévalu dans les élections; en vain Argyle et la portion la plus ardente du clergé s'efforçaient d'entraver leurs démarches; en vain les commissaires venus de Londres répandaient dans Édimbourg l'argent et la menace; circonspect, humble même dans son langage avec les fanatiques, mais au fond décidé en faveur du Roi, le Parlement vota sur-le-champ[4] la formation d'un comité de danger investi du pouvoir exécutif, et la levée d'une armée de quarante mille hommes chargés de défendre, contre les républicains et les sectaires, le covenant et la

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1071, 1119. — Whitelocke, p. 302, 305. — *Journals of the House of Lords*, 19 mai; — *of the House of Commons*, 12 juin.

[2] Vers la fin de février 1648. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1016, 1017, 1033, 1034, 1036. — Whitelocke, p. 294. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 112. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 279, 291.

[3] Le 2 mars 1648.

[4] Le 3 mai 1648.

royauté [1]. Les Cavaliers du nord de l'Angleterre n'attendaient, pour éclater, que ce signal; depuis plus d'un mois leurs principaux chefs, Langdale, Glenham, Musgrave, vivaient à Édimbourg, tantôt publiquement, tantôt cachés, concertant avec Hamilton leur plan d'insurrection [2]. En Irlande, lord Inchiquin, président de la province de Munster, et jusque-là le plus sûr appui du Parlement contre les insurgés, passait aussi sous les drapeaux du Roi [3]. Enfin, quand toutes ces nouvelles arrivèrent à Londres, dans les Chambres et dans la cité, le parti presbytérien releva la tête : pour couvrir ses espérances, il fit grand bruit de ses alarmes. Un nommé John Everard vint déclarer, sous serment, au Conseil commun [4] que l'avant-veille, étant dans son lit à l'auberge de la Jarretière, à Windsor, il avait entendu dans la chambre voisine plusieurs officiers, entre autres le quartier-maître général Grosvenor et le colonel Ewers, se promettre mutuellement que, dès que les Écossais mettraient le pied dans le royaume, l'armée entrerait dans la cité, désarmerait tous les citoyens, en exigerait un million sterling sous peine de pillage, et enverrait de

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. II, p. 78-83.—Baillie, *Letters*, t. II, p. 281, 285, 286. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1040, 1047. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 394-400.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 83-89.

[3] Rushworth, p. IV, t. II, p. 1060, 1062.—*Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 296.—Carte, *Ormond's Life*, t. II, p. 23.—Clarendon. *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 36-40, 211 et suiv.

[4] Le 23 avril 1648.

plus, à leurs frais, tous les hommes de bonne volonté prendre place dans les régiments. Au dire d'Everard, Ireton était informé de ce dessein [1]. Une pétition fut sur-le-champ dressée et portée aux Chambres [2]; le Conseil commun y demandait que la cité fût remise en possession de ses chaînes qu'on lui avait enlevées à la suite de la dernière émeute, que l'armée éloignât son quartier général, que toutes les forces de Londres et des faubourgs fussent placées sous le commandement de Skippon. Ces demandes furent à l'instant accordées; et le lendemain, 28 avril, après un débat dont il ne reste aucun monument, les Communes votèrent : 1° qu'elles n'altéreraient point le gouvernement fondamental du royaume par un Roi, des Lords et des Communes; 2° que les propositions offertes au Roi à Hamptoncourt seraient la base des mesures qu'il était urgent d'adopter pour rétablir la paix publique; 3° que, malgré le vote du 3 janvier précédent, qui interdisait toute adresse au Roi, tout membre serait libre de proposer ce que lui semblerait exiger l'intérêt du pays [3].

Depuis trois semaines Cromwell prévoyait et tentait de prévenir ce revers : au nom des chefs de l'armée et du parti, il avait fait offrir au Conseil commun [4] de rendre à la cité le commandement de sa milice, de la Tour,

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 881.

[2] Le 27 avril.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 882-883.

[4] Le 8 avril 1648.

et la mise en liberté de ses aldermen accusés, pourvu qu'elle s'engageât à ne rien faire qui pût servir les Écossais dans leur prochaine invasion; mais ses offres avaient été repoussées [1]. Contraint de renoncer à tout espoir de conciliation, quand il vit les presbytériens reprendre courage dans la cité et crédit dans le Parlement, un désir passionné lui vint de risquer un coup décisif. Il se rendit au quartier général, fit convoquer le Conseil des officiers, et ouvrit l'avis que l'armée marchât sur Londres, expulsât des Chambres tous ses adversaires, prît enfin, au nom des gens de bien et du salut public, pleine possession du pouvoir. Un moment la proposition fut adoptée : cependant une si rude atteinte aux droits d'un Parlement si longtemps l'idole et le maître du pays étonnait encore les plus audacieux; ils hésitaient. Fairfax, qui commençait à s'inquiéter de ce qu'il accomplissait, en profita pour se refuser aux instances du lieutenant général, qui voulait donner sur-le-champ les ordres; le projet fut abandonné [2]. Las de ce double mécompte, suspect aux uns par ses tentatives d'accommodement, aux autres par l'emportement de ses desseins, incapable de supporter l'inaction et la perplexité, Cromwell résolut soudain de quitter Londres, d'aller combattre les insurgés de l'ouest, et de ressaisir par la guerre l'ascendant qui lui échappait. Il eut peu de peine à obtenir des Chambres cette mission. Pen-

[1] Clément Walker, *Hist. of independency*, p. 82-83.
[2] *Mémoires* de Fairfax, p. 405-406.

dant que les troupes qui devaient le suivre faisaient leurs préparatifs de départ, il se plaignit un jour à Ludlow de sa situation, rappelant ce qu'il avait fait pour la cause commune, quels périls, quelles haines il avait bravés, et se récriant contre l'ingratitude de son parti. Ludlow accueillit ses plaintes, lui rappela à son tour quels motifs, quels prétextes il avait donnés à la méfiance, le pressa de renoncer à toute intrigue, à toute vue ambitieuse, lui promit, à cette condition, l'appui sincère des républicains, et le quitta charmé de l'attention docile qu'avaient obtenue ses conseils [1]. Peu de jours après, à la tête de cinq régiments, Cromwell se mit en marche pour le pays de Galles ; et presque aux portes de Londres, à un rendez-vous convenu, des ministres presbytériens eurent avec lui une entrevue dont ils se retirèrent non moins satisfaits [2].

A peine il était parti que la guerre qu'il allait chercher éclata de tous côtés autour du Parlement : les Cavaliers s'étaient bien promis de ne rien tenter avant l'entrée des Écossais dans le royaume ; mais chaque jour, dans quelque lieu, l'élan populaire, l'occasion favorable, une circonstance inattendue et qui semblait impérieuse, précipitait l'insurrection. Des habitants du comté d'Essex avaient demandé qu'une négociation fût rouverte avec le Roi et l'armée licenciée après le paye-

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 288.
[2] *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 157, 158.

ment de ses arrérages [1]. A leur exemple, sept ou huit cents gentilshommes, francs-tenanciers, fermiers du comté de Surrey, se rendirent à Londres [2], porteurs d'une pétition analogue ; mais le ton en était bien plus hautain : ils voulaient que le Roi, rappelé à Whitehall, fût remis sur son trône avec la splendeur de ses ancêtres ; et arrivés au Parlement, comme ils traversaient les cours et les salles, quelques-uns d'entre eux s'adressant aux soldats : « Pouvez-vous, leur dirent-ils, rester « là à garder cette bande de coquins? » Les soldats repoussèrent vivement l'injure; la querelle s'engagea ; le poste fut désarmé, un soldat tué. Un renfort de troupes survint, et les pétitionnaires, chargés à leur tour, poursuivis de corridor en corridor, de salle en salle, de rue en rue, ne s'enfuirent pourtant qu'après une vive résistance, laissant cinq ou six morts à la porte du Parlement [3]. A ces nouvelles, les royalistes du comté de Kent, qui préparaient aussi une pétition, s'organisèrent en divers corps à pied et à cheval, se choisirent des officiers, des lieux de rendez-vous, prirent lord Goring, comte de Norwich, pour général, s'emparèrent de Sandwich, de Douvres, de plusieurs forts, et réunis à Rochester [4] au nombre de plus de sept mille, se promirent qu'ils iraient tous ensemble, et en armes, porter

1 Le 4 mai 1648. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1101.

2 Le 16 mai.

3 Rushworth, part. IV, t. II, p. 1116.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 886.—Whitelocke, p. 305.—*Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 283.

4 Le 29 mai.

leur pétition au Parlement [1]. Dès que, sous ce prétexte, flotta l'étendard de la révolte, d'autres l'arborèrent sans prendre la peine de rédiger en supplique leurs griefs et leurs vœux. Sir Charles Lucas dans le comté d'Essex, lord Capel dans celui de Hertford, sir Gilbert Biron aux environs de Nottingham, recrutaient ouvertement pour le service du Roi. On apprit [2] que dans le nord, pour ouvrir aux Écossais l'entrée du royaume, Langdale et Musgrave avaient surpris et occupaient, l'un Berwick, l'autre Carlisle. Quelques symptômes de fermentation paraissaient sur la flotte stationnée dans les dunes; Rainsborough, vice-amiral, partit sur-le-champ pour les réprimer; mais les matelots refusèrent de le recevoir [3], embarquèrent tous leurs officiers dans une chaloupe, les mirent à terre, et se déclarant pour le Roi, sans aucun chef au-dessus du grade de contre-maître, firent voile vers la Hollande, où le duc d'York, qui avait réussi naguère à s'évader de Saint-James, et bientôt après le prince de Galles lui-même, en prirent le commandement [4]. A Londres même des enrôlements secrets

[1] *Journals of the House of Lords.* — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1130. — Whitelocke, p. 303 *bis.*—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 95 et suiv.

[2] Les 2 et 8 mai. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1099, 1105. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 119-126.

[3] Le 27 mai.

[4] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 89-91, 94-95, 101-104. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 895, 899, 906. — *Journals of the House of Lords.* — *Memoires* de Ludlow, t. I, p. 269. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 531-533, 551-556.

avaient eu lieu, des serments royalistes circulaient, des bandes armées traversaient la ville pour aller rejoindre quelque corps d'insurgés [1] ; la maison du comte de Holland, celle du jeune duc de Buckingham, étaient à toute heure pleines de mécontents qui venaient demander quel jour, en quel lieu il fallait éclater [2]. Partout enfin l'insurrection, comme un indomptable incendie, bouillonnait, s'étendait, resserrait de plus en plus Westminster ; et tous les efforts du comité de Derby-House où dominaient les indépendants, toute l'habileté de Vane et de Saint-John à provoquer les dénonciations, à démêler les complots [3], n'empêchaient pas que le cri de « Dieu et le Roi Charles ! » ne résonnât sans cesse aux oreilles du Parlement.

Les presbytériens eux-mêmes prirent l'alarme : les Écossais, leur plus ferme appui, n'arrivaient point ; ils se voyaient près de tomber au pouvoir des Cavaliers, seuls maîtres du mouvement, et qui, ne portant aux doctrines ou aux intentions presbytériennes pas plus d'estime qu'à toute autre, maudissaient indistinctement les Chambres, redemandaient les lois et le Roi de la vieille Angleterre, bravaient avec insulte les austères rigueurs du culte nouveau, se livraient aux jeux interdits, célébraient les fêtes supprimées, relevaient les

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1117, 1174. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 892-893.

[2] Whitelocke, p. 313. — Clarendon, *Hist. of the rebell.* t. IX, p. 166.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 887, 892.

arbres de mai abattus[1]. On reçut de Hammond la nouvelle que le Roi avait failli s'évader[2], et les plus modérés frissonnaient de crainte en pensant qu'il eût pu paraître tout à coup aux portes de Londres, à la tête de ces milliers d'insurgés : haines de parti, désirs de la paix, terreurs de l'avenir, tout céda devant un tel péril. Pour ôter à la rébellion ses plus spécieux prétextes, on vota qu'on traiterait de nouveau[3]; la cité obtint l'entier acquittement de ses aldermen[4]; Skippon prit le commandement de sa milice, le colonel West celui de la Tour, dont Fairfax l'avait écarté[5]; une ordonnance contre l'hérésie et le blasphème, qui infligeait même en certains cas la peine de mort, attesta le retour de l'ascendant presbytérien[6]. En même temps toute idée de concession ou de ménagement pour les Cavaliers fut hautement repoussée; on bannit de nouveau de Londres, sous les peines les plus sévères, les papistes et les malveillants[7]; les biens des délinquants furent affectés au payement des dettes contractées envers les amis de la bonne cause[8]; on pressa la vente des do-

[1] Whitelocke, p. 305.

[2] Le 31 mai. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 899, 909-921, 928.— Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 262-267.

[3] Les 6 et 24 mai. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 885, 892.

[4] Le 23 mai. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 891.

[5] Le 18 mai. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1118.

[6] Le 2 mai. *Journals of the House of Lords*.

[7] Le 23 mai. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1142.

[8] Le 11 mai. *Ibid.*, p. 1110.

maines de l'Église[1]; des renforts partirent pour la garnison de Carisbrooke[2]; le Conseil commun, après avoir reçu des communications qui furent pour lui, dit-il, « comme un rayon de lumière qui perce à tra« vers les nuages, » protesta solennellement qu'il était résolu de vivre et de mourir avec le Parlement[3]. Fairfax enfin eut ordre d'entrer sur-le-champ en campagne contre les bandes qui infestaient les environs de Londres; Lambert de se rendre dans les comtés du nord pour y contenir du moins l'insurrection qu'avaient fait éclater Langdale et Musgrave en attendant les Écossais; et par une violence jusque-là inouïe, sans doute pour prouver la sincérité de leurs rigueurs, les Communes votèrent[4] que, la présence du Roi ne servant plus d'excuse aux rebelles, aucun quartier ne serait accordé.

Trois jours après son départ de Windsor[5], Fairfax avait atteint et battu à Maidstone le principal corps des

[1] Dans le cours des années 1647, 1648, 1649, 1650 et 1651, il fut vendu des biens :

Du siége épiscopal d'York pour une somme de......................	65,786 l. st.	7 s.	1 d. 3/4
Du siége de Durham pour........	68,121	15	9
Du siége de Carlisle pour.........	6,449	11	2
Du siége de Chester pour.........	1,129	18	4

En tout pour 139,473 livres sterling 12 schellings 4 deniers 3/4, ou environ 3,487,090 fr. (Harris, *Life of Cromwell*, p. 306, dans la note.)

[2] Vers la fin de mai. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1130.

[3] Le 20 mai. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 890.

[4] Le 11 mai. *Journals of the House of Commons.*

[5] Le 1er juin.

insurgés : en vain ils s'étaient efforcés d'éviter une si brusque rencontre; en vain, contraints d'en venir aux mains, ils soutinrent dans les rues de la ville un long et sanglant combat [1]; toujours possédés du plus ardent fanatisme et déjà vieillis dans les camps, détestant les Cavaliers et méprisant des recrues, les soldats de Fairfax poussaient avec colère une guerre dont le péril leur semblait presque un affront. Ils parcoururent à marches forcées le comté de Kent, dispersant chaque jour quelque rassemblement ou reprenant quelque place, rudes envers le pays, mais exacts dans leur discipline, ne laissant aux royalistes ni refuge ni repos. Goring parvint cependant à réunir encore trois ou quatre mille hommes, et parut à leur tête à Blackheath [2], presque aux portes de Londres, bercé de l'espoir qu'un soulèvement y éclaterait à son approche, que du moins il en recevrait sous main quelque secours. Il écrivit même au Conseil commun, demandant la permission de traverser la ville pour se rendre sans trouble, avec les siens, dans le comté d'Essex. Mais le Conseil, loin de lui répondre, envoya, sans l'ouvrir, sa lettre aux Communes, prêt, disait-il, à régler en toutes choses sa conduite sur leur volonté [3]. A cette nouvelle, le désordre et le découragement s'emparèrent des Cavaliers; ils

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1137. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 902. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 293.

[2] Le 3 juin.

[3] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1130. — Whitelocke, p. 305. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 294.

désertèrent par bandes, et Goring eut grand'peine à réunir assez de bateaux pour passer la Tamise à Greenwich avec sept ou huit cents hommes qui le suivirent dans le comté d'Essex. Là il trouva, sous les ordres de sir Charles Lucas, l'insurrection encore forte et confiante. Lord Capel vint les joindre avec une troupe de Cavaliers du comté de Hertford ; ils se rendirent ensemble à Colchester [1], un peu relevés de leur tristesse, et projetant de s'y reposer un ou deux jours, de parcourir ensuite les comtés de Suffolk et de Norfolk en soulevant les royalistes sur leur passage, et de revenir à Londres par le comté de Cambridge, à la tête d'une nombreuse armée. Mais à peine ils étaient entrés dans la place, que Fairfax parut sous les murs [2] et l'investit étroitement. Quinze jours de campagne avaient suffi pour renfermer ainsi, dans une ville presque sans défense, les débris de cette insurrection qui naguère cernait Londres de toutes parts. Elle essaya de se ranimer dans les comtés de Rutland, Northampton, Lincoln, Sussex [3]. Au sein même de la cité, sous les yeux du Parlement, les lords Holland, Peterborough et Buckingham prirent les armes, et suivis d'environ mille Cavaliers, sortirent de la ville [4], proclamant qu'ils n'avaient nul dessein de sacrifier au Roi les libertés publiques, et

[1] Le 12 juin.
[2] Le 13 juin.
[3] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1135, 1145, 1149, 1150, 1169. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 300.
[4] Le 5 juillet.

ne voulaient que lui rendre ses droits légaux. Mais comme ils rôdaient autour de Londres, sir Michel Livessey, détaché contre eux du quartier général, les attaqua brusquement [1], leur tua plusieurs officiers, entre autres le jeune sir Francis Villiers, frère du duc de Buckingham, et renforcé le lendemain par le régiment du colonel Scroop, il les poursuivit sans relâche jusque dans le comté de Huntingdon, où, lassés même de fuir, ils se dispersèrent en tous sens, laissant lord Holland blessé aux mains de l'ennemi [2]. Dans l'est et le sud, aucune tentative n'eut une meilleure issue. On reçut des lettres de Cromwell [3], qui promettait que, dans quinze jours, le château de Pembroke, boulevard des insurgés de l'ouest, serait en son pouvoir [4]. Dans le nord, Lambert, quoique avec des forces inférieures, soutenait vaillamment, contre les Cavaliers de Langdale, l'honneur et l'autorité du Parlement [5]. Colchester enfin, malgré l'indomptable résistance des assiégés que n'ébranlait aucune offre ni aucun assaut, était déjà tourmenté par la famine, et ne pouvait tenir longtemps contre Fairfax, libre de tout autre soin [6].

[1] Le 7 juillet.

[2] Le 10 juillet. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1178, 1180, 1182, 1187. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 925-937. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 301. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 166-169.

[3] Du 16 juin.

[4] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1159.

[5] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1157. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 126.

[6] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1201. — Whitelocke, p. 312, 313, 314, 316, 317.

Revenus de leur premier trouble, sûrs de ne pas tomber en proie aux Cavaliers, les presbytériens recommencèrent à s'inquiéter des républicains, de l'armée, et à méditer la paix. Les pétitions qui la sollicitaient, toujours nombreuses quoique moins altières, furent mieux accueillies [1]. La proscription des onze membres fut révoquée, et on les invita à venir reprendre leurs siéges [2]. On parla de nouvelles propositions à présenter au Roi, moins dures que les précédentes; on se montra disposé à rentrer en négociation avec lui s'il consentait d'abord : 1° à révoquer toutes ses proclamations contre les Chambres; 2° à leur abandonner pour dix ans la disposition des forces de terre et de mer; 3° à établir pour trois ans dans l'Église le régime presbytérien [3]. Un comité spécial fut chargé [4] d'examiner ce qu'il y avait à faire pour atteindre à ce but, et dans quel temps, quel lieu, sous quelles formes il conviendrait de traiter. Quelqu'un demanda même s'il ne serait pas utile que le Roi revînt immédiatement à Windsor [5]; et sur une pétition de la cité [6], les Lords votèrent que c'était à Londres que les conférences devaient se rouvrir [7]. Le 30 juin enfin, le vote qui avait interdit toute adresse au Roi fut

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 921.
[2] Le 8 juin. *Ibid.*, col. 907.
[3] Le 6 juin. *Ibid.*, t. III, col. 904.
[4] Le 26 juin. Rushworth, part. IV, t. II, p. 164.
[5] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1162.
[6] Le 27 juin.
[7] *Journals of the House of Lords.*

officiellement rapporté[1], et, trois jours après, une motion positive eut lieu dans la Chambre des Communes pour que sans délai un nouveau traité lui fût offert.

Mais les indépendants aussi avaient repris confiance; fiers du succès de leurs soldats, ils repoussèrent violemment la motion. « Aucun temps, aucun lieu, dit Scott, « ne convient pour traiter avec un prince si perfide et « si implacable; il sera toujours trop tôt ou trop tard. « Quiconque tire l'épée contre le Roi doit jeter au feu le « fourreau : toute paix avec lui serait la ruine des gens « de bien. » Les presbytériens ne prirent point la défense du Roi; mais ils s'élevèrent contre ces prétendus gens de bien que la paix devait ruiner, en effet, car la guerre faisait leur fortune : « Le peuple, dirent-ils, que « la guerre a ruiné, ne veut plus servir d'aliment à ce « feu où vivent seules ces salamandres; il ne veut plus « nourrir de son sang et de sa moelle ces sangsues qu'on « appelle l'armée, et qu'il n'avait prises que pour son « service. » On demanda en quel lieu devraient se rouvrir les négociations : les presbytériens voulaient Londres ou quelque château peu éloigné; les indépendants l'île de Wight où Charles était en leur pouvoir. « Si vous traitez au milieu de Londres, dit Scott, qui « peut vous garantir que la cité ne fera pas elle-même « sa paix avec cet enragé de Roi, en lui livrant vos têtes « en sacrifice, comme les Samaritains livrèrent à Jéhu « celles des soixante-dix fils d'Achab? Si le Roi s'établit

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 921.

« dans quelque château voisin, quelle sécurité peut vous « donner sa parole d'y rester tant qu'on négociera? Le « Roi s'est parjuré vingt fois; vous ne devez pas vous « fier à lui. » Plusieurs voix s'élevèrent, entre autres celle de Vane, à l'appui de cette assertion. « Je suis, dit « sir Symonds d'Ewes, d'un avis tout opposé; je crois « non-seulement que la Chambre doit se fier au Roi, « mais qu'elle ne peut s'en dispenser. Monsieur l'ora- « teur, si vous ne savez pas quelle est votre situation, « permettez-moi de vous en instruire en peu de mots: « votre argent est a bout, votre or englouti, vos vais- « seaux en révolte, vous-mêmes dans le mépris; vos « amis les Écossais sont furieux contre vous; l'affection « de la cité et du royaume s'est entièrement retirée de « vous. Je vous laisse à juger si c'est là un état sûr, et « s'il n'est pas grand temps de tout faire pour en sortir [1]. » Les indépendants se récrièrent; mais beaucoup de membres, étrangers aux factions et accoutumés à se porter, selon les temps, vers l'un ou vers l'autre côté, approuvaient en silence les paroles de sir Symonds; on vota qu'il fallait traiter : seulement la Chambre persista [2], contre le vœu des Lords, à exiger du Roi l'adoption préalable des trois bills, et rien ne fut réglé quant au lieu où s'ouvriraient les négociations.

On discutait avec le Conseil commun les mesures à

[1] Clément Walker, *Hist. of independency*, p. 103-110.—*Parliam. Hist.*, t. III, col. 922-924.

[2] A quatre-vingts voix contre soixante-douze. *Parliam. Hist.* t. III, col. 924.

prendre pour qu'elles pussent avoir lieu à Londres, sans péril pour le Roi ni le Parlement[1], quand arriva la nouvelle que les Écossais venaient d'entrer dans le royaume[2], et que Lambert se repliait devant eux. Malgré les menées d'Argyle et les fougueuses prédications d'une partie du clergé, Hamilton était enfin parvenu à lever et mettre en marche une armée. Elle ne répondait point, il est vrai, aux premières résolutions du Parlement : au lieu de quarante mille hommes, à peine en comptait-elle quatorze mille; la cour de France avait promis des munitions et des armes, on n'avait rien reçu; le prince de Galles devait passer en Écosse et prendre le commandement, il restait en Hollande ; les Cavaliers mêmes de Langdale et de Musgrave ne s'étaient pas réunis à leurs alliés, car ils avaient refusé de jurer le covenant, et Hamilton n'eût pu, sans se perdre dans son propre parti, placer de tels infidèles à côté de ses soldats; ils formaient donc un corps séparé, qui semblait n'agir que pour son compte, et toujours à distance des Écossais. Enfin les préparatifs de Hamilton, traversés par tant d'obstacles, n'étaient point terminés, ni ses régiments au complet, ni son artillerie en état, quand l'explosion prématurée des insurrections royalistes en Angleterre vint le contraindre de hâter son départ; et il sortit d'Écosse mal pourvu, inquiet, poursuivi par les

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1185, 1187.

[2] Le 8 juillet. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 931. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1188.

invectives d'une multitude de fanatiques qui prophétisaient la ruine d'une armée employée, disaient-ils, à rendre au Roi ses droits avant que Christ fût en possession des siens[1].

La nouvelle de l'invasion n'en émut pas moins toute l'Angleterre : rien ne semblait pouvoir s'y opposer : Fairfax était toujours retenu devant Colchester, Cromwell devant Pembroke ; l'insurrection, à peine comprimée, pouvait renaître partout, à toute heure. L'embarras des presbytériens était extrême ; le peuple même, bien disposé pour eux, avait repris contre les Écossais son ancienne aversion, n'en parlait qu'avec insulte, rappelait comment ils avaient vendu naguère le Roi que maintenant ils prétendaient délivrer, voulait enfin qu'avant tout on chassât du royaume ces avides et menteurs étrangers. La motion fut faite dans les Communes[2] de les déclarer ennemis publics, et traître quiconque les avait appelés ; quatre-vingt-dix voix la repoussèrent, mais sans hardiesse ni succès : elle n'échoua qu'à la Chambre haute[3]. Les Lords votèrent en outre qu'il fallait presser les négociations avec le Roi[4], et cette fois

Rushworth, part. IV, t. II, p. 1196-1198. — Clarendon, *Hist of the rebell.*, t. IX, p. 112, 114, 142. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 297. — Bowring, p. 92. — *Mémoires* de Herbert, p. 57. — Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 394-402.

[2] Le 14 juillet. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 934.

[3] Le 18 juillet. *Ibid.*, col. 936.

[4] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1183.

les presbytériens obtinrent des Communes[1] qu'elles n'insisteraient plus sur les trois bills dont elles avaient voulu faire la condition préalable de tout traité. Mais sans s'inquiéter de ces vicissitudes dans la fortune journalière des partis, le comité de Derby-House, toujours au pouvoir des indépendants, envoyait à Lambert de l'argent, des renforts, ordonnait à Cromwell de diriger vers le nord toutes les troupes dont il pourrait disposer, de s'y rendre en personne dès qu'il serait libre; et les chefs républicains eux-mêmes, humiliant leurs méfiances devant son génie, lui écrivaient sous main de ne rien craindre, d'agir avec vigueur, et de compter sur eux, quelque opposition qu'il eût jadis essuyée de leur part[2].

Cromwell n'avait attendu pour agir ni ordres ni promesses : depuis un mois déjà, bien informé, peut-être par Argyle, de l'état et des mouvements de l'armée écossaise, il avait mandé à Lambert de se replier dès qu'elle paraîtrait, d'éviter toute action, qu'il serait bientôt en mesure de le soutenir. Le château de Pembroke capitula en effet trois jours après l'invasion[3], et le surlendemain Cromwell partit à la tête de cinq ou six mille hommes, mal chaussés, mal vêtus, mais fiers de leur gloire, irrités de leurs périls, pleins de confiance dans

[1] Le 28 juillet, à soixante-onze voix contre soixante-quatre. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 956.

[2] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 304. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 591.

[3] Le 11 juillet 1648. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1190.

leur chef, de dédain pour leurs ennemis, avides de combattre et sûrs de la victoire : « Envoyez-moi des « souliers pour mes pauvres soldats fatigués, écrivit-il « au comité de Derby-House, ils ont une longue marche « à faire[1]. » Il traversa d'abord de l'ouest à l'est, puis du sud au nord[2], et avec une rapidité jusque-là inouïe, presque toute l'Angleterre, semant sur sa route les protestations, les élans pieux, uniquement appliqué à dissiper les soupçons, à gagner le cœur des plus aveugles fanatiques, à vivre en sympathie avec ses soldats[3]. Treize jours après son départ, sa cavalerie, envoyée en avant, s'était déjà réunie à celle de Lambert[4], et il le rejoignit lui-même, le 7 août, à Knaresborough, dans le comté d'York, les deux corps formant ensemble neuf ou dix mille hommes. Cependant les Écossais s'étaient avancés par la route de l'ouest, à travers les comtés de Cumberland, Westmoreland et Lancaster, mais incertains, faisant de longues haltes, disséminés sur une ligne de sept ou huit lieues, travaillés de dissensions religieuses, politiques, militaires, dans une complète ignorance des desseins et des mouvements de l'ennemi. Tout à coup Langdale, qui marchait, avec les insurgés anglais, à la gauche et en avant de l'armée, fit dire à Hamilton que Cromwell approchait, qu'il en avait l'avis

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1206.

[2] Il prit sa route du comté de Pembroke au comté d'York par Glocester, Warwick, Nottingham et Doncaster.

[3] *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 158-161.

[4] Le 27 juillet.

certain, que tout annonçait de sa part l'intention d'engager le combat : « Impossible, répondit le duc, ils n'ont « pas eu le temps d'arriver ; si Cromwell est si près, à « coup sûr c'est avec un petit corps, il se gardera bien « de nous attaquer ; » et il porta à Preston son quartier général[1]. Bientôt lui vint un nouveau message : les cavaliers de Langdale étaient déjà aux prises avec ceux de Cromwell; Langdale promettait de tenir ferme, sa position était bonne, ses gens très-animés ; il lui fallait seulement quelques renforts, un millier d'hommes au moins, et il donnerait à l'armée entière le temps de se rallier pour écraser l'ennemi. Hamilton promit les renforts ; Langdale combattit quatre heures : de son propre aveu, Cromwell n'avait jamais rencontré une résistance si désespérée. Mais aucun secours n'arriva : il fallut céder. Laissant fuir librement les Anglais vaincus, Cromwell marcha droit aux Écossais, qui passaient en toute hâte la rivière de la Ribble pour mettre entre eux et lui cet obstacle ; déjà la plupart des régiments avaient atteint la rive gauche; deux brigades d'infanterie seulement et Hamilton lui-même, avec quelques escadrons, restaient sur la rive droite pour couvrir la retraite. Cromwell les culbuta sur-le-champ, passa la rivière avec eux, et, donnant à peine à ses troupes quelques moments de repos, reprit le lendemain[2], au point du jour, la poursuite de cette armée qui, toujours en mar-

[1] Le 17 août.
[2] Le 18 août.

che vers le sud, continuait en fuyant son mouvement d'invasion. Il l'atteignit le jour même à Wigan, à cinq lieues de Preston, et tailla en pièces l'arrière-garde. L'orgueil de deux victoires, l'espoir d'un triomphe décisif, l'impatience même de la fatigue redoublaient d'heure en heure l'ardeur de ses soldats; la poursuite recommença le jour suivant [1], encore plus rapide et plus passionnée. Irrités à leur tour d'être ainsi pressés par un ennemi inférieur, et rencontrant, près de Warrington, un défilé avantageux, les Écossais firent enfin volte-face, et là s'engagea une troisième bataille, plus longue et plus meurtrière que les deux précédentes, mais avec la même issue. Les Anglais emportèrent le défilé, puis, à Warrington même, un pont sur la Mersey que les Écossais voulaient rompre pour se donner le temps de respirer. Un découragement tumultueux éclata dans l'armée écossaise : un conseil de guerre reconnut que l'infanterie, sans munitions, ne pouvait plus résister; elle se rendit tout entière. Hamilton, à la tête de la cavalerie, essaya de gagner le pays de Galles pour y ranimer l'insurrection royaliste; puis, changeant tout à coup de dessein, il se dirigea vers le nord-est, dans l'espoir de réussir à regagner l'Écosse. Mais partout, sur son passage, les paysans se levaient en armes, les magistrats le sommaient de capituler; à Utoxeter, dans le comté de Stafford, sur le bruit qu'il méditait de s'évader avec quelques officiers, ses propres cavaliers se muti-

[1] Le 19 août.

nèrent. Déjà Lambert et lord Grey de Grooby, détachés à sa poursuite, étaient près de l'atteindre : trop faible de cœur pour lutter contre un si mauvais sort, il laissa ses gens se rendre ou se débander à leur gré[1], accepta lui-même les conditions que voulut Lambert, fut envoyé prisonnier au château de Nottingham ; et après quinze jours de campagne, Cromwell, ne voyant sur le sol anglais aucune trace de l'armée écossaise, se mit en marche vers l'Écosse pour l'envahir à son tour, et enlever ainsi aux presbytériens royalistes tout moyen d'action et de salut[2].

Mais, dans l'extrême péril, les partis, loin de s'abattre, s'exaltent et portent leurs plus rudes coups. Avant même que ces grandes nouvelles parvinssent à Westminster, dès qu'ils avaient vu Cromwell se mettre en mouvement contre les Écossais, les presbytériens avaient compris que son triomphe serait leur ruine, et que sa perte ou la paix promptement conclue pouvait seule les sauver. Ils dirigèrent aussitôt, vers l'un et l'autre but, leurs plus énergiques efforts. Hollis, qui, malgré le rappel des onze membres, avait jusque-là continué de vivre en France, sur la côte de Normandie, vint repren-

[1] Le 25 août.

[2] Rushworth part. IV, t. II, p. 1237, 1239, 1241. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 143-147.— *Mémoires* de mistriss Hutchinson, t. II, p. 173; de Ludlow, t. I, p. 308. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 997-1000.—Malcolm Laing, *Hist. of Scotland*, t. III, p. 400-403. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 563-572. — Baker, *A Chronicle of the kings of England*, etc., p. 606. (Londres, 1665, in-fol.)

dre son siége dans les Communes[1]. Huntington, naguère major dans le propre régiment de Cromwell, dénonça publiquement, dans un mémoire adressé à la Chambre haute[2], les intrigues du lieutenant général, ses promesses au Roi, puis ses perfidies, l'audace de son ambition, son mépris des Chambres, des lois, des devoirs et des droits communs des hommes, les pernicieux principes, les menaçants desseins qui tantôt perçaient à travers son hypocrisie, tantôt éclataient dans la familiarité de ses entretiens. Les Lords ordonnèrent la lecture du mémoire, et Huntington en affirma sous serment la vérité[3]. Il se proposait de le présenter aussi aux Communes; mais telle était déjà la terreur du nom de Cromwell qu'aucun membre ne voulut s'en charger. Il l'envoya sous enveloppe à l'orateur : Lenthall n'en dit rien à la Chambre; il tenta de le remettre à l'huissier, qui refusa de le recevoir. Les Lords le transmirent officiellement aux Communes; lord Wharton, un des plus intimes affidés de Cromwell, suivit les messagers, fit avertir l'orateur du but de leur message, et ils ne furent point introduits[4]. Les indépendants se récriaient avec indignation : c'était, disaient-ils, une criminelle lâcheté d'attaquer de la sorte un homme absent, qui, peut-être à cette heure, délivrait son pays de l'invasion étrangère, et beaucoup de presbytériens eux-mêmes étaient inti-

[1] Le 14 août. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1226.

[2] Le 3 août.

[3] Le 8 août.

[4] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 965. — Whitelocke, p. 323.

midés par cet argument. Il fallut renoncer à tout espoir de perdre ainsi directement le lieutenant général, et Huntington se contenta de faire imprimer son récit. Les démarches dirigées vers la paix eurent plus de succès. En vain les chefs indépendants, Vane et Saint-John surtout, s'épuisaient en artifices pour traîner les débats en longueur ; en vain d'autres plus grossiers, Scott, Venn, Harvey, Weaner, se livraient contre leurs adversaires aux plus fougueux emportements ; ces violences mêmes, l'anarchie de plus en plus croissante, l'arrogance des soldats, le ton impérieux des pamphlets et des pétitions, même pacifiques, tout révélait à la Chambre sa propre décadence, tout portait au désir de la paix quiconque n'était pas engagé sans retour dans la faction : « Monsieur l'orateur, dit un jour Rudyard[1], à force de siéger « ici, nous voici arrivés à une belle situation : le royaume « tout entier est devenu un Parlement ; l'armée nous a « assez longtemps enseigné ce qu'il fallait faire, et « voudrait bien nous l'enseigner encore ; la cité, la « province, les officiers réformés nous viennent remontrer chaque jour ce que nous devrions faire. Pourquoi ? « Parce que nous-mêmes ne savons pas ce que nous « avons à faire. » Et la majorité pensait avec lui que la paix seule pouvait la tirer de ce honteux embarras. Elle prit enfin sa résolution, vota qu'une négociation nouvelle s'ouvrirait sur-le-champ avec le Roi, approuva[2],

[1] Le 8 août. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 984-986.

[2] Le 20 juillet. *Ibid.*, t. III, col. 959.

pour réduire au silence les indépendants, qu'elle eût lieu dans l'île de Wight même, et chargea[1] trois commissaires d'en aller porter au Roi la proposition formelle, en lui demandant sur quel point de l'île il voulait résider pendant le traité, et lesquels de ses conseillers il désirait avoir auprès de lui.

Les meneurs indépendants ne s'y trompèrent point; c'était là un revers irrévocable. Sentant les approches de la crise, et plus effrayée de leur triomphe que de leurs menaces, la majorité passait décidément à leurs ennemis. Ludlow se rendit sur-le-champ au quartier général, toujours devant Colchester : « On complote, « dit-il à Fairfax, de trahir la cause pour laquelle tant « de sang a coulé ; on veut, à tout prix, faire la paix ; « le Roi, prisonnier, ne se croira point lié par ses pro- « messes ; les gens mêmes qui poussent le plus à la « négociation s'inquiètent fort peu de l'obliger à les « accomplir; employer son nom et son autorité à « détruire l'armée, c'est là leur unique but : l'armée a « conquis le pouvoir, il faut qu'elle s'en serve pour pré- « venir sa propre ruine et celle de la nation. » Fairfax convint qu'il disait vrai, protesta qu'au besoin lui-même serait tout prêt à déployer, pour le salut de la cause publique, la force qu'il avait en main : « Mais il faut, « dit-il, que j'y sois clairement et positivement invité ; « et, quant à présent, je ne puis me dispenser de pour- « suivre sans relâche ce malheureux siége qui dure

[1] Le 2 août. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 964, 965.

« encore, malgré nos efforts. » Ludlow alla trouver Ireton, que Cromwell, en partant, avait eu soin de laisser auprès du général, et dont il se promettait plus d'ardeur : « Le moment n'est pas encore venu, lui dit « Ireton, il faut laisser marcher la négociation, et que « le péril devienne évident [1]. » A défaut de l'armée, les républicains firent arriver à Westminster des pétitions menaçantes, une entre autres, rédigée par Henri Martyn, et qui, proclamant tous les principes du parti, sommait les Communes de se déclarer pouvoir souverain, et de répondre enfin à l'attente du peuple en lui donnant toutes les réformes qu'il s'était promises quand il avait pris les armes pour le Parlement. La Chambre ne répondit point : le surlendemain une seconde pétition arriva, se plaignant amèrement de ce dédain ; et cette fois les pétitionnaires en troupe attendaient à la porte, criant avec colère : « A quoi bon un Roi et des Lords? ce sont « des inventions humaines; Dieu nous a faits tous « égaux : des milliers de braves gens verseront leur « sang pour ces principes. Nous sommes déjà quarante « mille qui avons signé cette pétition, mais cinq mille « chevaux vaudraient bien mieux [2].» Quelques membres même, Scott, Blackiston, Weaver, sortis de la salle, se mêlaient familièrement à la foule, et encourageaient ses cris. La Chambre persista dans son silence; mais plus

[1] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 312-316.

[2] Le 11 septembre. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1005-1013. —Whitelocke, p. 330, 331.— Rushworth, part. IV, t. II, p. 1257.— *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 312, dans ma note.

elle se montrait ferme, plus le parti se précipitait avec passion vers ses derniers desseins, et, cinq jours après cette scène[1], Henri Martyn partit soudainement pour l'Écosse, où Cromwell venait d'entrer.

Au même moment[2] partaient pour l'île de Wight quinze commissaires, cinq lords et dix membres des Communes[3], tous, excepté Vane et peut-être lord Say, favorables à la paix. Jamais négociation n'avait excité une plus vive attente; elle devait durer quarante jours. Le Roi s'était empressé de l'accepter, donnant sa parole que, pendant cet intervalle, et vingt jours encore après, il ne ferait aucune tentative pour s'évader. Vingt de ses plus anciens serviteurs, grands seigneurs, théologiens, jurisconsultes, avaient été admis à l'aider de leurs conseils; il avait même demandé et obtenu qu'une partie de sa maison et de son service domestique, des pages, des secrétaires, des chambellans, des écuyers, des gens de sa garde-robe, des valets de pied lui fussent rendus à cette occasion[4]. Aussi, à l'arrivée des commissaires dans la petite ville de Newport[5], l'encombrement était tel que trois jours s'écoulèrent avant que tous les nouveaux venus eussent réussi à se loger. En attendant, les

[1] Le 18 septembre. Whitelocke, p. 332.

[2] Le 13 septembre.

[3] Les lords Northumberland, Pembroke, Salisbury, Middlesex et Say; lord Wenman, Hollis, Pierpoint, Vane, Grimstone, sir John Potts, John Crew, Samuel Brown, John Glynn et John Bulkley.

[4] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1001. *Journals of the House of Lords*, 24 août.

[5] Le 15 septembre.

commissaires se présentaient chaque matin chez le Roi, profondément respectueux, mais très-réservés, et sans que nul osât l'entretenir en particulier. La plupart, en revanche, communiquaient familièrement avec ses conseillers, et lui faisaient passer ainsi leurs avis, l'exhortant surtout à accepter promptement, et presque sans débat, les propositions du Parlement; car, disaient-ils, tout est perdu si la négociation n'est pas conclue et le Roi de retour à Londres avant que l'armée et Cromwell aient eu le temps d'y revenir [1]. Charles semblait croire à la sincérité de leurs conseils et enclin à s'y conformer; mais il nourrissait au fond du cœur une bien autre espérance : Ormond, depuis six mois réfugié à Paris [2], était sur le point de reparaître en Irlande, pourvu de l'argent et des munitions que la cour de France lui avait promis; il devait en arrivant, et de concert avec lord Inchiquin, conclure la paix avec les catholiques, engager contre le Parlement une guerre vigoureuse, et le Roi, s'évadant alors, retrouverait un royaume et des soldats [3] : « Cette nouvelle négociation, « écrivait-il à sir William Hopkins, chargé de préparer « sa fuite, sera dérisoire comme les autres; rien n'est « changé dans mes desseins [4]. » Les conférences s'ou-

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 222-224. — *Mémoires* de Herbert, p. 71.

[2] En mars 1648.

[3] Carte, *Ormond's Life*, t. II, p. 20-38.

[4] En août 1648. Les lettres du Roi à sir William Hopkins ont été publiées dans la troisième édition de l'ouvrage de Wagstaff, intitulé : *Vindication of the royal martyr*.

vrirent officiellement le 18 septembre, le Roi placé sous un dais, au bout de la salle; devant lui, à peu de distance, les commissaires de Westminster assis autour d'une table; derrière son fauteuil, ses conseillers debout et silencieux ; car c'était avec le Roi en personne que le Parlement voulait traiter; tout intermédiaire lui semblait au-dessous de sa dignité; et dans leur ponctuelle soumission, les commissaires s'étaient décidés à grand'-peine à souffrir la présence de quelques témoins. Charles soutenait donc seul la discussion; au besoin seulement il pouvait passer dans la chambre voisine et prendre l'avis de ses conseillers[1]. A la vue de leur Roi ainsi solitaire et contraint de se suffire à lui-même, une secrète émotion traversa le cœur de tous les assistants. Les cheveux de Charles avaient blanchi[2]; l'expression d'une tristesse habituelle s'était unie à la fierté de ses regards; son maintien, sa voix, tous ses traits révélaient une âme toujours hautaine et pourtant vaincue, également incapable de lutter contre sa destinée et de s'en laisser abattre, touchant et singulier mélange de grandeur sans force et de présomption sans espoir. Les propositions du Parlement, toujours les mêmes, sauf quelques modifications peu importantes, furent lues et examinées successivement : Charles se prêta de bonne grâce à la discussion, calme, répondant à tout, ne s'irritant d'aucune résistance, habile à faire valoir toutes les res-

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 72; de Warwick, p. 275.—Clarendon *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 225.

[2] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 225-226.

sources de sa cause, étonnant enfin par la fermeté de son esprit, sa douceur, son intelligence des affaires et des lois du royaume, ses adversaires les plus prévenus : « Le Roi, dit un jour le comte de Salisbury à sir Philippe « Warwick, a fait de merveilleux progrès.—Non, mi- « lord, répondit Warwick, le Roi a toujours été ce qu'il « est aujourd'hui, mais votre seigneurie s'en est aper- « çue trop tard. » Bulkley, l'un des commissaires des Communes, le pressait de tout accepter, l'assurant que, « le traité une fois conclu, le diable ne viendrait pas à « bout de le rompre.—Monsieur, lui dit Charles, vous « appelez cela un traité? Rappelez-vous, je vous prie, « cette querelle de la comédie, où l'un des deux cham- « pions dit en sortant : Il y a eu et il n'y a pas eu « combat, car il y a eu trois coups donnés et je les ai « reçus tous les trois. C'est précisément ce qui m'arrive, « car j'admets la plupart de vos propositions; je n'en « écarte qu'un très-petit nombre, et vous, vous ne me « faites aucune concession[1]. » Il s'était résigné en effet à consentir, sur le commandement des forces de terre et de mer, sur la nomination aux grands emplois, sur l'Irlande, même sur la légitimité de la résistance qui avait amené la guerre civile, aux demandes du Parlement; mais au lieu de céder d'un seul coup et sans hésitation, il disputait pied à pied le terrain qu'il ne pouvait défendre, tantôt adressant lui-même aux Chambres des propositions différentes, tantôt essayant d'élu-

[1] *Mémoires* de Warwick, p. 277-278.

der ses propres concessions, obstiné à soutenir son droit au moment même où il y renonçait, inépuisable en subtilités, en réticences, donnant chaque jour à ses adversaires quelque nouveau motif de penser que la nécessité la plus dure était contre lui leur seule garantie. Il persistait d'ailleurs, autant par conscience que dans l'intérêt de son pouvoir, à repousser l'abolition de l'épiscopat et les rigueurs dont on voulait frapper ses principaux partisans. Enfin, après avoir solennellement promis de faire cesser en Irlande toute hostilité[1], il mandait sous main à Ormond[2] : « Obéissez aux ordres « de ma femme, nullement aux miens, tant que je ne « vous aurai pas fait savoir que je suis libre de toute « contrainte; ne vous inquiétez pas non plus de mes « concessions sur l'Irlande; elles n'aboutiront à rien. » Et le jour où il avait remis pour vingt ans aux Chambres[3] le commandement de la force armée, il écrivait à sir William Hopkins : « A vous dire vrai, ma grande « concession de ce matin n'a été faite que pour faciliter « ma prochaine évasion; sans cet espoir, jamais je « n'aurais cédé de la sorte; j'aurais pu, après un refus, « retomber sans trop de chagrin dans ma captivité; « mais j'avoue qu'à présent elle me briserait le cœur, « car j'ai fait ce que mon évasion peut seule justifier[4]. »

[1] *Journals of the House of Lords*, 1er décembre.

[2] Le 10 octobre. Carte, *Ormond's Life*, t. II, Appendice, n° 31, 32, p. 17.

[3] Le 9 octobre. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1048.

[4] Wagstaff, *Vindication of the royal martyr*, etc., Appendice, p. 161.

Le Parlement, sans les bien connaître, soupçonnait toutes ces perfidies : les amis mêmes de la paix, les hommes les plus émus du sort du Roi et du désir de le sauver, ne repoussaient qu'avec embarras les accusations des indépendants. Les dévots presbytériens en même temps, bien que modérés dans leurs intentions politiques, étaient invincibles dans leur haine de l'épiscopat, et ne voulaient admettre, quant au triomphe du covenant, ni moyen terme ni délai. Cette idée s'était de plus établie dans les esprits, qu'après tant de maux attirés sur le pays par la guerre, il fallait que le parti vaincu en subît légalement la responsabilité, et que pour satisfaire à la justice divine, manifestée dans les livres saints par d'éclatants exemples, le crime des vrais coupables fût expié par leur châtiment. On disputait sur le nombre : les enthousiastes populaires voulaient, à l'amnistie que devait proclamer la paix, une multitude d'exceptions; les presbytériens n'en demandaient que sept[1], mais avec un acharnement insurmontable, car ils auraient cru, en y renonçant, accepter leur propre condamnation. Des préjugés étroits, des sentiments haineux s'opposaient ainsi, dans le parti pacifique lui-même, au succès des négociations. Cinq fois pendant leur cours[2] on vota que les offres ou les concessions du Roi étaient insuffisantes. Dans ces incertitudes, le terme

[1] Les lords Newcastle et Digby, sir Marmaduke Langdale, sir Richard Greenville, David Jenkins, sir Francis Doddindgton et sir John Byron.

[2] Les 2, 11 et 27 octobre, les 2 et 24 novembre.

assigné à la durée des conférences vint à expirer; on le prorogea trois fois[1]; on décida que les dimanches et les jours de fêtes ne seraient pas comptés[2], mais sans rien céder de plus, sans donner aux négociateurs ni instructions nouvelles ni la moindre liberté. Le Roi, de son côté, au nom de son honneur et de sa foi, déclarait qu'il n'irait pas plus loin : « Je suis, disait-il, comme ce capitaine qui, ne recevant de ses chefs plus de secours, « eut la permission de rendre sa place.—Ils ne peuvent « me secourir quand je le demande, dit-il; qu'ils me « secourent donc quand ils pourront; en attendant, je « tiendrai dans la place jusqu'à ce qu'une de ses pierres « serve à couvrir ma tombe.—J'en ferai autant, ajou« tait Charles, pour l'Église d'Angleterre[3]. » Et la négociation continuait immobile, vaine, propre seulement à faire éclater l'impuissante anxiété des deux partis, obstinés l'un et l'autre à méconnaître et à repousser la nécessité[4].

Cependant toutes choses se précipitaient autour d'eux, prenant d'heure en heure une face plus menaçante. Après deux mois de la résistance la plus acharnée, vaincu par la famine et la sédition[5], Colchester se

[1] Les 2, 18 et 24 novembre.

[2] Le 20 octobre. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1058.

[3] *Mémoires* de Warwick, p. 280.

[4] Clarendon, *State-Papers*, t. II, p. 425-454. *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 222-261. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1002-1129, *passim*. *Mémoires* de Warwick, p. 275-283; de Herbert, p. 70-79. —Bowring, p. 92-143.

[5] Le 27 août 1848. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1241-1249.

rendit enfin; et dès le lendemain un conseil de guerre condamna à mort trois de ses plus braves défenseurs, sir Charles Lucas, sir George Lisle et sir Bernard Gascoign, pour l'exemple, dit-on, des rebelles futurs qui seraient tentés de les imiter. En vain les autres prisonniers, lord Capel à leur tête, demandèrent à Fairfax de suspendre l'exécution de l'arrêt, ou d'ordonner qu'ils le subissent tous, puisqu'ils étaient tous aussi coupables que leurs compagnons. Excité ou plutôt intimidé par Ireton, Fairfax ne répondit point, et l'ordre fut donné de fusiller sur-le-champ les trois officiers. Sir Charles Lucas subit le premier son sort : comme il tombait, Lisle courut à lui, l'embrassa, et se relevant aussitôt : « Soldats, cria-t-il, approchez; vous êtes trop loin.— « Soyez tranquille, répondirent les soldats : nous ne « vous manquerons pas.—Camarades, dit Lisle en sou« riant, j'ai été plus près de vous et vous m'avez man« qué;» et il tomba auprès de son ami. Gascoign se déshabillait déjà quand arriva pour lui un sursis du général[1]. Colchester rendu, il ne restait plus dans les comtés de l'est, aucun foyer d'insurrection. Au nord, Cromwell, vainqueur de Hamilton, entra en Écosse sans obstacle[2]; les paysans des comtés de l'ouest se levèrent en masse au premier bruit de sa victoire; et, chaque paroisse conduite par son ministre, ils marchèrent sur Édimbourg pour en chasser les royalistes[3]. A deux

[1] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 171.

[2] Le 20 septembre.

[3] Cette expédition fut nommée en Écosse l'insurrection des

lieues de Berwick, dans le château de lord Mordington, Argyle, venu à sa rencontre, eut avec lui une longue conférence[1] : clairvoyants l'un et l'autre, le succès ne les aveuglait point sur le péril; les royalistes écossais, puissants malgré leur défaite, et encore en armes sur plusieurs points, se montraient décidés à ne pas subir sans résistance une réaction sanglante; un traité promptement conclu[2] leur assura le repos et leurs biens, sous la condition de licencier leurs troupes, d'abjurer tout engagement en faveur du Roi, et de prêter de nouveau serment à la sainte ligue qui n'eût jamais dû cesser d'unir les deux royaumes. Rentrés ainsi en possession du gouvernement, Argyle et son parti reçurent Cromwell à Édimbourg avec grande pompe; le comité des États, le corps municipal, épurés ou réélus, le clergé et le peuple fanatique l'accablaient chaque jour de visites, de harangues, de sermons, de banquets; mais lui, pressé par les rapports de Henri Martyn, et leur laissant Lambert avec deux régiments pour protéger leur empire, reprit en toute hâte le

Whigamores, du mot *whigam* employé par ces paysans en conduisant leurs chevaux et pour les exciter. De là vint le nom de *Whigs* donné plus tard au parti opposé à la cour, comme représentant et héritiers des plus ardents covenantaires écossais. (Burnet, *Histoire de mon temps*, t. I, p. 89.)

[1] Le 22 septembre. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1282.

[2] Le 26 septembre. Burnet, *Memoirs of Hamiltons*, p. 367, 368. *Histoire de mon temps*, t. I, p. 90, dans ma *Collection*.— Malcolm Laing, *Hist., of Scotland*, t. III, p. 405.

chemin de l'Angleterre[1]. A peine il était rentré dans le comté d'York, pendant qu'il ne semblait occupé que de dissiper les restes de l'insurrection, de nombreuses pétitions en partirent, toutes adressées aux Communes seules, et réclamant prompte justice des délinquants, quels que fussent leur rang et leur nom. Au même moment, le même vœu arriva d'autres comtés, toujours présenté ou soutenu par les amis de Cromwell[2]. Les presbytériens le repoussèrent au nom de la grande charte et des lois du royaume : « Monsieur l'orateur, dit « Denis Bond, républicain obscur, ces messieurs pré- « tendent que la Chambre n'a pas le droit de juger « milord de Norwich, ni aucun autre lord, parce que « c'est contre la grande charte, et qu'ils ne doivent être « jugés que par leurs pairs. Bientôt, j'en ai la confiance, « viendra le jour où nous pendrons le plus grand de « tous ces lords, s'il le mérite, sans aucun jugement « par ses pairs; et nous trouverons, je n'en doute pas, « d'honnêtes et fermes juges pour le faire malgré la « grande charte[3]. » La Chambre repoussa les pétitions : mais d'autres leur succédèrent aussitôt, bien plus explicites et redoutables, car elles venaient des régiments d'Ireton, Ingoldsby, Fleetwood, Whalley, Overton, et demandaient formellement aux Communes justice du Roi, à Fairfax le rétablissement du Conseil général de

[1] Le 11 octobre. Rushworth, part. IV, t. II, p. 1295, 1296.

[2] Les 10 octobre et 6 novembre.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1010-1012. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1318. — Whitelocke p. 341.

l'armée, « seul capable, disaient-elles, de prévenir les « désastres qui nous menacent, soit par ses représen« tations aux Chambres soit par tout autre moyen[1]. » Le Conseil reprit, en effet, ses séances; et le 20 novembre, l'orateur informa les Communes que des officiers étaient à la porte, le colonel Ewers à leur tête, venus au nom du général et de l'armée pour leur présenter un papier : c'était une longue remontrance, semblable à celle que sept ans auparavant, à pareil jour[2], et pour rompre décidément avec lui, les Communes elles-mêmes avaient adressée au Roi; à leur exemple, l'armée énumérait dans celle-ci tous les maux, toutes les craintes de l'Angleterre, les imputait à la mollesse des Chambres, à leur oubli des intérêts publics, à leurs négociations avec le Roi; les sommait de le traduire solennellement en justice, de proclamer la souveraineté du peuple, de décréter qu'à l'avenir le Roi serait élu par ses représentants, de mettre un terme à leur propre session, de pourvoir en se séparant à l'égale répartition du droit de suffrage, à la tenue régulière des Parlements futurs, à toutes les réformes voulues des gens de bien; menaçait enfin, bien qu'à mots couverts, de sauver elle-même la patrie si elle demeurait plus longtemps compromise par la négligence ou la faiblesse d'hommes qui, après tout,

[1] Les 18 et 30 octobre. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1056, 1077. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1297, 1311. — Whitelocke, p. 338, 341. *Journals of the House of Commons.*

[2] Le 21 novembre 1641. Voyez cet ouvrage, t. I, p. 304-307.

n'étaient, comme les soldats, que les délégués et les serviteurs de leurs concitoyens[1].

A cette lecture, s'éleva de toute part le plus violent orage ; les indépendants Scott, Holland, Wentworth, demandaient à grands cris qu'à l'instant même on remerciât l'armée de ses francs et courageux conseils ; les presbytériens, quelques-uns avec indignation, d'autres en termes flatteurs pour les officiers, voulaient que la Chambre écartât la remontrance, et, pour marquer son mécontentement, s'abstînt de toute réponse[2]. L'expédient convenait aux timides comme aux braves ; ils l'emportèrent après deux débats[3], et à une grande majorité[4]. Mais le jour était venu où les victoires ne servent qu'à précipiter les derniers revers : au dehors comme au dedans de Westminster, l'effervescence et la confusion étaient au comble ; déjà on parlait du prochain retour de Cromwell[5] ; déjà on parlait de marcher sur Londres[6]. Les royalistes, perdant tout espoir, ne songeaient plus qu'à se venger de leurs ennemis, n'importe par quels moyens : plusieurs membres républicains furent insultés et assaillis dans les rues[7] ; plusieurs avis vinrent à Fairfax, même de France, que des Cavaliers

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1077-1128.—Whitelocke, p. 350.
[2] *Mercurius pragmaticus*, n° 35.
[3] Les 20 et 29 novembre.
[4] A cent vingt-cinq voix contre cinquante-trois.
[5] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1320.
[6] Whitelocke, p. 352. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1137-1141.
[7] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1279. — Whitelocke, p. 335.

avaient résolu de l'assassiner à Saint-Albans [1] : à Doncaster, une bande de vingt hommes enleva Rainsborough qui y commandait, et trois d'entre eux le poignardèrent au moment où il essayait de leur échapper [2]; le bruit courut même qu'un complot se tramait pour massacrer, au sortir de Westminster, quatre-vingts des membres les plus influents [3]. Enfin, au milieu de cet anarchique déchaînement, on apprit coup sur coup que, sous deux jours [4] Cromwell serait au quartier général; que, dans l'île de Wight, le gouverneur Hammond, suspect de trop d'égards pour le Roi et le Parlement, avait reçu de Fairfax [5] l'ordre de quitter son poste, de retourner à l'armée, et de remettre au colonel Ewers la garde du Roi [6]; qu'à cette nouvelle, Charles saisi de crainte avait étendu ses concessions, clos les conférences de Newport, et que, le jour même [7], les commissaires, porteurs de ses offres définitives, s'étaient mis en route pour en aller rendre compte au Parlement.

Ils arrivèrent en effet le lendemain, presque tous profondément émus du péril où ils avaient laissé le Roi et de ses derniers adieux : « Milords, leur avait-il dit,

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1280.

[2] Le 29 octobre. Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 190-193.—Whitelocke, p. 341.—Rushworth, part. IV, t. II, p. 1315.

[3] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1279.—Whitelocke, p. 335.

[4] Le 2 décembre.

[5] Le 25 novembre.

[6] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1133-1137.

[7] Le 28 novembre.

« vous venez prendre congé de moi, et j'ai peine à « croire que nous nous revoyions jamais; mais que la « volonté de Dieu soit faite ! Je lui rends grâces; j'ai « fait ma paix avec lui; je subirai sans peur tout ce qu'il « lui plaira que les hommes fassent de moi. Milords, « vous ne pouvez méconnaître que, dans ma ruine, « vous voyez d'avance la vôtre et déjà très-prochaine. « Je prie Dieu qu'il vous envoie de meilleurs amis que « je n'en ai trouvé. Je n'ignore rien du complot tramé « contre moi et les miens; et rien ne m'afflige autant « que le spectacle des souffrances de mon peuple, et le « pressentiment des maux que lui préparent ces hommes « qui, toujours parlant du bien public, ne s'inquiètent « que d'assouvir leur propre ambition [1]. » Le rapport des commissaires à peine terminé [2], quoique les nouvelles concessions du Roi différassent peu de celles qu'ils avaient tant de fois repoussées, les presbytériens proposèrent aux Communes de les déclarer satisfaisantes et propres à servir de fondement à la paix. La motion fut même appuyée par Nathaniel Fiennes, fils de lord Say, et naguère l'un des meneurs indépendants les plus emportés. Le débat durait depuis plusieurs heures quand vint à la Chambre l'avis d'une lettre de Fairfax au Conseil commun, annonçant que l'armée se mettait en marche sur Londres : « La question ! la question ! » s'écrièrent aussitôt les indépendants, ardents à profiter

[1] *The works of king Charles the martyr* (Londres, 1662), p. 424.
[2] Le 1er décembre.

de la première alarme. Mais, contre leur attente et malgré tous leurs efforts, le débat fut continué au lendemain [1]. Il recommença bien plus acharné, au milieu du mouvement des troupes qui entraient de toutes parts et prenaient leur logement à Saint-James, à York-House, dans tous les environs du Parlement et de la cité. Les indépendants attendaient encore leur succès de la peur : « Aujourd'hui enfin, dit Vane, nous allons savoir quels « sont nos amis et quels sont nos ennemis ; ou, pour « parler plus clairement, nous verrons qui, dans cette « Chambre, est du parti du Roi, et qui du parti du « peuple. — Monsieur l'orateur, reprit vivement un « membre dont le nom est resté inconnu, puisque le « préopinant s'est permis de diviser cette Chambre en « deux partis, j'aurai, je l'espère, le droit d'en faire « autant. Oui, monsieur, il y a ici des gens qui veulent « la paix, ce sont ceux qui ont perdu à la guerre ; il y en « a qui repoussent la paix, ce sont ceux qui ont gagné « à la guerre. Je propose donc humblement que les ga« gnants indemnisent les perdants pour nous remettre « tous sur le même pied ; sans quoi, il n'y aura pas « moyen d'en finir. » Les indépendants se récrièrent, mais avec embarras ; car, dans l'un et l'autre parti, les intérêts personnels exerçaient un empire qu'eux-mêmes osaient à peine nier. Rudyard, Stephens, Grimstone, Walker, Prideaux, Wroth, Scott, Corbet, beaucoup d'autres soutinrent et combattirent tour à

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1143-1145.

tour la motion sans que le débat parût près de sa fin. Le jour baissait ; plusieurs membres s'étaient déjà retirés; un indépendant proposa de faire apporter des flambeaux, et de continuer la séance : « Monsieur l'orateur, « dit un presbytérien, non-seulement ces messieurs se « flattent de nous glacer de crainte par l'approche de « l'armée, mais ils veulent prolonger toute la nuit la « discussion, dans l'espoir que les membres les plus « âgés, qu'on regarde comme les plus enclins à la paix, « s'en iront de lassitude avant le moment du vote. J'es- « père que la Chambre ne sera point dupe de cet arti- « tifice. » Et malgré les clameurs des indépendants, le débat fut de nouveau ajourné [1].

Le surlendemain [2], en entrant en séance, une sombre rumeur agitait la Chambre. Le Roi, disait-on de toutes parts, avait été enlevé de l'île de Wight, pendant la nuit, malgré sa résistance, et emmené au château de Hurst, espèce de prison sur la côte en face de l'île, à l'extrémité d'un promontoire aride, désert et malsain. Vivement interpellés, les meneurs indépendants gardaient le silence. La séance commença; l'orateur lut des lettres venues de Newport et adressées à la Chambre par le major Rolph, qui y commandait en l'absence de Hammond. La rumeur était fondée, et toute relation

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1145-1147. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 320.

[2] Le 4 décembre. Le débat avait été remis au surlendemain 4, parce que le lendemain 3 était un dimanche.

désormais impossible, contre le gré de l'armée, entre le Roi et le Parlement[1].

Le 29 novembre, vers le soir, quelques heures après la clôture des conférences de Newport et le départ des commissaires, un homme déguisé dit à l'un des gens du Roi : « Des troupes viennent de débarquer dans l'île; « avertissez le Roi qu'il sera enlevé cette nuit. » Charles fit sur-le-champ appeler le duc de Richmond, le comte de Lindsey et le colonel Édouard Cook, officier qui avait sa confiance, leur demandant que faire pour vérifier ce rapport. En vain on essaya de faire parler le major Rolph; on n'en obtint que de courtes et obscures réponses : « Le Roi peut dormir en repos cette nuit; sur ma « vie, cette nuit, personne ne le dérangera. » Cook offrit de monter à cheval, de parcourir la côte, d'aller surtout à Carisbrooke, où les troupes, disait-on, étaient arrivées, voir lui-même ce qui ce passait. La nuit était sombre, la pluie violente, le service périlleux; le Roi hésitait à l'accepter, Cook insista et partit. Il trouva en effet à Carisbrooke la garnison renforcée, dix ou douze officiers nouveau-venus, le capitaine Bowermann, qui y commandait, presque gardé à vue, partout un air de mystérieuse agitation. Il revenait en toute hâte porter au Roi ces renseignements quand, en arrivant à Newport, vers minuit, il vit la maison qu'occupait le Roi entourée de gardes; il y en avait sous chaque fenêtre, dans l'intérieur même et jusqu'à la porte de la chambre

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1147-1148.

du Roi, où la fumée de leurs pipes pénétrait de toutes parts. Aucun doute n'était plus possible : les deux lords conjurèrent le Roi de tenter à l'heure même, et à tout prix, son évasion. Le conseil déplaisait à la gravité craintive de Charles ; il allégua la difficulté du succès, l'irritation qu'en prendait l'armée : « S'ils s'emparent « de moi, dit-il, il faudra bien qu'ils me ménagent ; « aucun parti ne peut, sans mon alliance, fonder sûre- « ment son triomphe. — Prenez garde, sire, dit Lindsey, « ces gens-là ne se gouvernent point par de telles maxi- « mes : que Votre Majesté se souvienne de Hampton- « court. — Colonel, demanda Richmond à Cook, com- « ment avez-vous passé ? — COOK. J'ai le mot d'ordre. « — RICHMOND. Me feriez-vous passer aussi ? — COOK. Je « n'en doute pas. » Richmond prit une capote de troupe ; ils sortirent, traversèrent tous les postes et revinrent sans obstacle. Debout avec le Roi, auprès d'une fenêtre, les deux lords renouvelèrent avec passion leurs instances ; le colonel, trempé de pluie, était seul devant la cheminée : « Ned Cook, lui dit brusquement « le Roi en se tournant vers lui, que me conseillez- « vous ? » Cook hésitait à répondre : « Le Roi, dit-il, a « ici ses conseillers. — Non, non, mon cher Ned, je vous « ordonne de me dire votre avis. — COOK. Eh bien ! « sire, que Votre Majesté me permette de lui adresser « une question. — LE ROI. Parlez. — COOK. Si non-seule- « ment je dis, mais si je prouve à Votre Majesté que « l'armée veut se saisir de sa personne, si j'ajoute que « j'ai le mot d'ordre, des chevaux près d'ici, un bateau

« à mon service et qui m'attend, que je suis prêt à ac« compagner le Roi, que cette nuit si noire semble « faite exprès, que je ne vois point de véritable obsta« cle, que fera Votre Majesté ? » Charles garda un moment le silence; puis, secouant la tête : « Non, dit-il, « ils m'ont donné leur parole, je leur ai donné la « mienne; je n'y manquerai point. — COOK. Mais, sire, « je présume que, par *ils* et *leur*, Votre Majesté veut « dire le Parlement; or, tout est changé; c'est l'armée « qui veut jeter en prison Votre Majesté.—LE ROI. N'im« porte; je ne manquerai pas à ma parole : bonsoir, « Ned; bonsoir, Lindsey; je vais dormir aussi long« temps que je pourrai.—COOK. Sire, je crains que ce « ne soit pas long.—LE ROI. Comme il plaira à Dieu. » Il était une heure; ils sortirent, et Charles se coucha, Richmond resté seul auprès de lui.

Au point du jour, on frappa à la porte : « Qui êtes« vous? que voulez-vous? demanda Richmond. — Des « officiers de l'armée qui veulent parler au Roi. » Richmond n'ouvrait pas, attendant que le Roi fût habillé; on frappa de nouveau et avec violence : « Ouvrez, » dit Charles au duc; et avant qu'il fût hors de son lit, plusieurs officiers, le lieutenant-colonel Cobbett à leur tête, se précipitèrent dans la chambre : « Sire, dit Cob« bett, nous avons ordre de vous emmener. — LE ROI. « Ordre de qui? — COBBETT. De l'armée. — LE ROI. Où « voulez-vous m'emmener ? — COBBETT. Au château.— « LE ROI A quel château? — COBBETT. Au château. — « LE ROI. Le château n'est pas un château; je suis prêt

« pour quelque château que ce soit : nommez-le. » Cobbett consulta ses compagnons, et se décidant enfin : « Au château de Hurst, dit-il. — LE ROI, *à Richmond :* « Ils n'en pouvaient nommer un pire. » Et se tournant vers Cobbett : « Ne puis-je avoir aucun de mes servi- « teurs ? — COBBETT. Seulement les plus nécessaires. » Charles désigna ses deux valets de chambre, Harrington et Herbert, et Mildmay, son écuyer tranchant. Richmond sortit pour faire préparer le déjeuner ; mais, avant qu'il fût prêt, les chevaux arrivèrent : « Sire, dit « Cobbett, il faut partir. » Le Roi monta en voiture sans mot dire, Harrington, Herbert et Mildmay avec lui. Cobbett se présenta pour y entrer, mais Charles lui barra le chemin avec le pied, et fit fermer aussitôt la portière. On partit sous l'escorte d'un détachement de cavalerie : un petit bâtiment attendait à Yarmouth ; le Roi s'embarqua, et trois heures après, il était enfermé à Hurst-Castle, sans aucune communication au dehors, dans un appartement si sombre qu'à midi il y fallait des flambeaux, et sous la garde du colonel Ewers, geôlier bien plus rude et plus menaçant que ne l'avait été Cobbett[1].

A ces nouvelles, les presbytériens donnèrent à leur indignation un libre cours : « La Chambre, s'écriaient- « ils, a garanti le Roi, pendant son séjour à Newport, « respect, sûreté et liberté ; elle est déshonorée aussi

[1] *Colonel Cook's narrative,* dans Rushworth, part. IV, t. II, p. 1344-1348. — *Mémoires* de Herbert, p. 79-91. *Parliam. Hist.*, col. 1149-1151.—Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 271.

« bien que perdue si elle ne repousse avec éclat cette « insolente rébellion. » On vota, en effet, que l'enlèvement du Roi avait eu lieu à l'insu et sans le consentement de la Chambre ; on reprit avec un redoublement de passion le débat relatif à la paix. Il durait déjà depuis plus de douze heures ; la nuit était très-avancée ; quoique l'assemblée fût encore nombreuse, la fatigue commençait à surmonter le zèle des faibles, des vieillards ; un homme se leva, fameux entre les martyrs des libertés publiques, mais qui ne siégeait dans la Chambre que depuis trois semaines, ce même Prynne qui, douze ans auparavant, avait soutenu, contre la tyrannie de Laud et de la cour, le plus rude combat [1] : « Monsieur l'ora-« teur, dit-il, on sait que je veux parler de la paix, et « déjà on me taxe d'apostasie ; déjà, par allusion au « titre de l'un de mes ouvrages, on m'appelle le favori « royal. Voici toutes les faveurs que j'ai jamais reçues « de Sa Majesté ou de son parti. Ils m'ont fait couper « les oreilles à deux reprises et de la façon la plus bar-« bare ; ils m'ont mis trois fois au pilori, deux heures « chaque fois ; ils ont fait brûler mes ouvrages, bien « qu'autorisés, sous mes yeux et par la main du bour-« reau ; ils m'ont imposé deux amendes, chacune de « 5000 livres sterling ; ils m'ont retenu huit ans en « prison sans plumes, sans encre, sans papier, sans li-« vres, sauf la Bible, sans amis, me donnant à peine les « aliments nécessaires pour me soutenir... Si quelque

[1] Voyez cet ouvrage, t. I, p. 216.

« membre de cette Chambre m'envie ces marques de « la faveur royale, je consens à croire qu'il ne me trai- « tera pas sans raison d'apostat ou de favori. » Il parla ensuite plusieurs heures, discutant minutieusement toutes les propositions du Roi, toutes les prétentions de l'armée, considérant tour à tour sous ses diverses faces l'état du Parlement et du pays, grave sans pédanterie, pathétique sans colère, évidemment élevé, par l'énergie et le désintéressement de sa conscience, au-dessus des passions de sa secte, des défauts de son propre caractère et de la portée commune de son talent : « Mon- « sieur l'orateur, dit-il avant de finir, on prétend que, « si nous mécontentons l'armée, nous sommes perdus ; « un de ses chefs vient de nous déclarer qu'elle met- « trait bas les armes et ne nous servirait pas plus long- « temps : et alors, dit-on, qu'arrivera-t-il de nous et de « nos fidèles amis ? S'il en devait être ainsi, je ferais « peu de cas, je l'avoue, de la protection de serviteurs « à ce point inconstants et mutins ; je ne doute pas que « si l'armée nous abandonnait, Dieu et le royaume ne « fussent avec nous ; et si, le Roi et nous, nous parve- « nons à nous entendre pour ce traité, nous n'aurons « pas grand besoin, j'espère, des futurs services « de l'armée. Quoi qu'il en soit, *fiat justitia, ruat « cœlum ;* faisons notre devoir et laissons à Dieu l'évé- « nement. » La Chambre avait écouté ce discours avec l'attention et l'émotion la plus profonde ; il était neuf heures du matin ; la séance durait depuis vingt-quatre heures ; deux cent quarante-quatre membres sié-

geaient encore; on alla enfin aux voix, et il fut décidé par cent quarante suffrages contre cent quatre, que les réponses du Roi étaient propres à servir de fondement à la paix [1].

Tout empire échappait aux indépendants; ils avaient épuisé même la peur; tous les membres qu'elle pouvait atteindre s'étaient rendus ou éloignés. En vain Ludlow, Hutchinson et quelques autres, pour jeter dans la Chambre quelque embarras, demandèrent à protester contre sa décision; on repoussa leur vœu comme contraire aux usages de la Chambre, et sans s'inquiéter de l'éclat qu'ils voulaient lui donner [2]. En sortant de la séance, les meneurs du parti se réunirent; un grand nombre d'officiers, venus le matin du quartier général, se joignirent à eux : le péril était imminent : maîtres de l'armée, ils avaient en main de quoi le repousser; fanatiques sincères ou libertins ambitieux, aucune institution, aucune loi, aucune coutume ne leur imposait plus : pour les uns, c'était un devoir de sauver la bonne cause; pour les autres, il y avait nécessité. On convint que le jour était venu, et six des assistants, trois membres de la Chambre et trois officiers, furent chargés de préparer le succès. Ils passèrent ensemble plusieurs heures, la liste des Communes sur la table, examinant un à un la conduite et les sentiments de chaque mem-

1 *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1151-1240. —Walker, *Hist. of Independency*, part. II, p. 15.

2 *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 327; de mistriss Hutchinson, t. II, p. 185.

bre, recueillant des rapports, envoyant des ordres à leurs affidés. Le lendemain 6 décembre, à sept heures du matin, par les soins d'Ireton, et avant que Fairfax fût informé de rien, des troupes étaient en mouvement. De l'aveu de Skippon, les postes de milice, chargés de la garde des Chambres, avaient été retirés; deux régiments, ceux du colonel Pride, infanterie, et du colonel Rich, cavalerie, occupaient la cour, la grande salle de Westminster, l'escalier, le vestibule, toutes les avenues de la Chambre : à la porte même des Communes, se tenait Pride, la liste des membres proscrits à la main, et auprès de lui lord Grey de Grooby et un huissier qui prenaient soin de les lui indiquer à mesure qu'ils arrivaient : « Vous n'entrerez pas, » disait Pride à chacun d'eux, et il faisait même arrêter et emmener les plus suspects. Un violent tumulte s'éleva bientôt tout autour de la Chambre; les membres exclus tentaient toutes les avenues, invoquaient leur droit, interpellaient les soldats; les soldats riaient et se moquaient. Quelques-uns, Prynne entre autres, résistèrent obstinément : « Je ne ferai, dit-il, pas un seul pas de mon gré; » et quelques officiers le poussèrent avec insulte jusqu'au bas de l'escalier, charmés de joindre au triomphe de la force le plaisir de la brutalité. Quarante et un membres furent arrêtés de la sorte et momentanément enfermés dans deux pièces voisines; beaucoup d'autres exclus sans qu'on les arrêtât. Deux seulement de ceux que comprenait la liste de Pride, Stephens et le colonel Birch, avaient réussi à entrer dans la Chambre; on les

attira à la porte sous de faux prétextes, et des soldats se saisirent d'eux à l'instant : « Monsieur l'orateur, s'écria « Birch, en essayant de se rejeter dans la salle, la « Chambre souffrira-t-elle que ses membres soient « ainsi chassés sous ses yeux, et continuerez-vous de « siéger immobiles ? » La Chambre envoya son sergent d'armes porter aux membres qui se trouvaient dehors l'ordre de se rendre à leur poste ; Pride les retint : renvoyé une seconde fois, le sergent ne put parvenir jusqu'à eux. La Chambre décida qu'elle ne s'occuperait de rien tant qu'ils ne lui seraient pas rendus, et chargea un comité d'aller sur-le-champ les redemander au général. Le comité à peine sorti, un message vint de l'armée, présenté par le lieutenant-colonel Axtell et quelques officiers ; ils réclamaient l'exclusion officielle des membres arrêtés et de tous ceux qui avaient voté naguère en faveur de la paix. La Chambre ne répondit point, attendant le résultat des démarches de son comité. Le comité rapporta que le général à son tour refusait de répondre jusqu'à ce que la Chambre eût pris, sur le message de l'armée, quelque résolution. Cependant les membres exclus étaient enlevés de Westminster, et promenés dans Londres de quartier en quartier, de taverne en taverne, tantôt entassés dans quelques voitures, tantôt à pied, dans la boue, entourés de soldats qui leur demandaient compte de leurs arrérages. Le prédicateur Hugh Peters, chapelain de Fairfax, vint solennellement, et l'épée au côté, prendre leurs noms de la part du général ; sommé par plusieurs d'entre eux

de dire de quel droit on les arrêtait : « Du droit de « l'épée, » répondit-il. Ils firent prier le colonel Pride de les entendre : « Je n'ai pas le temps, dit Pride, j'ai « autre chose à faire. » Fairfax et son conseil, en séance à Whitehall, leur promirent enfin audience : ils s'y rendirent; mais après plusieurs heures d'attente, trois officiers vinrent leur annoncer que le général, trop pressé, ne pouvait les recevoir. Quelque embarras se cachait sous tant de mépris; on évitait leur rencontre; on craignait que leur invincible entêtement ne provoquât trop de rigueurs. Malgré l'audace de leurs desseins et de leurs actes, les vainqueurs mêmes portaient au fond de l'âme, et sans s'en douter, un secret respect à l'ordre ancien et légal; en dressant leur liste de proscription, ils s'étaient contenus dans les limites d'une rigoureuse nécessité, espérant qu'une seule épuration suffirait à assurer leur triomphe. Ils voyaient avec trouble la Chambre obstinée à réclamer ses membres, et leurs adversaires conservant un parti puissant, peut-être la majorité. Cependant l'hésitation était impossible : on résolut de recommencer. Le lendemain 7, des troupes fermèrent une seconde fois les avenues de la Chambre; la même scène se renouvela : quarante membres furent encore écartés; on en arrêta quelques-uns dans leurs maisons. Ils écrivirent à la Chambre pour demander leur mise en liberté; mais cette fois la défaite des presbytériens était consommée; au lieu de leur répondre, la Chambre accueillit, à cinquante voix contre vingt-huit, la motion de prendre en considération les propo-

sitions de l'armée. Cette dernière minorité se retira d'elle-même, protestant qu'elle ne rentrerait point dans la Chambre tant que justice ne serait pas faite à ses collègues; et après l'expulsion de cent quarante-trois membres, qui pour la plupart ne furent point arrêtés ou sortirent de prison peu à peu et sans bruit, les républicains et l'armée se virent enfin, dans le Parlement comme au dehors, en pleine possession du pouvoir [1].

Tout céda, tout se tut dès ce jour; aucune résistance, aucune voix ne vint plus troubler le parti dans l'ivresse de sa victoire; seul il parlait, seul il agissait dans le royaume, et pouvait croire à la soumission ou au consentement universel. Aussi l'enthousiasme des fanatiques était au comble : « Comme Moïse, » disait Hugh Peters aux généraux en prêchant devant les débris des deux Chambres, « comme Moïse, vous êtes destinés à tirer le « peuple de la servitude d'Égypte : comment s'accom- « plira ce dessein? c'est ce qui ne m'a pas encore été « révélé. » Il mit sa tête dans ses mains, se baissa sur un coussin placé devant lui, et se relevant tout à coup: « Voici, voici maintenant la révélation, je vais vous en « faire part. Cette armée extirpera la monarchie, non- « seulement ici, mais en France et dans les autres « royaumes qui nous entourent : c'est par là qu'elle

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1240-1249. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1353-1356. — Whitelocke, p. 354-355. — *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 328-335; — de mistriss Hutchinson, t. II, p. 185-190; — de Fairfax, p. 411-412; — Walker, *Hist. of independency*, part. IV, p. 29 et suiv.

« vous tirera d'Égypte. On dit que nous entrons dans « une route jusqu'ici sans exemple : que pensez-vous de « la vierge Marie ? y avait-il auparavant quelque exem- « ple qu'une femme pût concevoir sans la société d'un « homme ? ceci est un temps qui servira d'exemple aux « temps à venir [1]. » Et le peuple du parti se livrait avec transport à ce mystique orgueil. Au milieu de tant d'exaltation, le jour même où les derniers restes des presbytériens se retiraient des Communes [2], Cromwell y vint reprendre sa place : « Dieu m'est témoin, répé- « tait-il partout, que je n'ai rien su de ce qui s'est fait « naguère dans cette Chambre ; mais puisque l'œuvre « est consommée, j'en suis bien aise, et maintenant il « faut la soutenir [3]. » La Chambre l'accueillit avec les plus éclatants témoignages de reconnaissance. L'orateur lui adressa, pour sa campagne d'Écosse, des remercîments officiels ; et en sortant de la séance, il alla prendre son logement à Whitehall, dans les appartements mêmes du Roi [4]. Le lendemain, l'armée s'empara des caisses des divers comités, forcée, dit-elle, de pourvoir elle-même à ses besoins, pour ne pas peser plus longtemps sur le pays [5]. Trois jours après [6], elle envoya à Fairfax,

[1] Walker, *Hist. of independency,* part. II, p. 49-50. — *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1252.

[2] Le 7 décembre.

[3] *Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 336.

[4] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1246. — Walker, *Hist. of independency*, part. II, p. 34. — Whitelocke, p. 357.

[5] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1356.

[6] Le 11 décembre.

sous le titre de *nouvel accord du peuple,* un plan de gouvernement républicain, rédigé, dit-on, par Ireton, et l'invita à le mettre en discussion dans le Conseil général des officiers, qui le présenterait ensuite au Parlement [1]. En attendant, et sans prendre la peine de demander l'aveu des Lords, les Communes révoquèrent tous les actes, tous les votes adoptés naguère en faveur de la paix et qui auraient fait obstacle à la révolution [2]. Enfin les pétitions reparurent pour que justice fût faite du Roi, seul coupable de tant de sang versé [3], et un détachement partit du quartier général avec ordre de l'amener de Hurst-Castle à Windsor.

Le 17 décembre, au milieu de la nuit, Charles fut réveillé par le bruit du pont-levis qui se baissait et d'une troupe d'hommes à cheval qui entrait dans la cour du château. En un moment le silence se rétablit; mais Charles était inquiet; avant qu'il fût jour, il sonna Herbert, couché dans la chambre voisine : « N'avez-vous « rien entendu cette nuit? lui demanda-t-il. — J'ai en« tendu la chute du pont-levis, dit Herbert; mais je n'ai « pas osé, sans l'ordre du Roi, sortir de ma chambre à « une heure si indue. — Allez savoir qui est arrivé. » Herbert sortit, et bientôt de retour : « C'est le colonel « Harrison, sire. » Un trouble subit parut dans les traits du Roi. — « Êtes-vous bien sûr que ce soit le colonel

[1] Rushworth, part. IV, t. II, p. 1358, 1365.

[2] Les 12 et 13 décembre. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1247-1249.

[3] Rushworth, part. IV t. II, p. 1372.

« Harrison ?—HERBERT. C'est du capitaine Reynolds que « je le tiens.—LE ROI. En ce cas, je le crois ; mais avez- « vous vu le colonel ?—HERBERT. Non, sire.—LE ROI. Et « Reynolds vous a-t-il dit pourquoi il venait? — HER- « BERT. J'ai tout fait pour le savoir ; mais la seule « réponse que j'aie pu obtenir, c'est que le motif de la « venue du colonel serait bientôt connu. » Le Roi renvoya Herbert, puis le rappela au bout d'une heure, toujours profondément troublé, les larmes aux yeux et l'air abattu : « Pardon, sire, lui dit Herbert, mais je suis « consterné de voir à Votre Majesté tant de chagrin de « cette nouvelle. — Je ne suis point effrayé, répondit « Charles, mais ce que vous ne pouvez savoir, c'est que « cet homme est le même qui avait formé le projet de « m'assassiner pendant les dernières négociations. Une « lettre m'en a averti. Je ne me rappelle pas l'avoir « jamais vu, ni lui avoir fait aucun mal. Je ne voudrais « pas être surpris. Ce lieu est tout propre à un tel crime. « Retournez, et informez-vous de nouveau de ce qui « amène Harrison. » Plus heureux cette fois, Herbert apprit que le colonel venait pour faire conduire le Roi à Windsor, dans trois jours au plus tard, et se hâta de le lui rapporter ; la joie brilla dans les yeux de Charles : « A la bonne heure, dit-il ; ils deviennent donc plus « traitables : Windsor est un lieu où je me suis toujours « plu ; j'y serai dédommagé de ce que j'ai souffert ici. »

Deux jours après, en effet, le lieutenant-colonel Cobbett vint dire au Roi qu'il avait ordre de l'emmener sur-le-champ à Windsor, où Harrison était déjà retourné.

Charles, loin de s'en plaindre, pressa lui-même le départ. Il trouva, à une lieue de Hurst, un corps de cavalerie chargé de l'escorter jusqu'à Winchester. Partout sur sa route accourait une foule nombreuse, gentilshommes, bourgeois, paysans, les uns simples curieux, qui se retiraient après l'avoir vu passer, les autres vivement émus et faisant tout haut des vœux pour sa liberté. Comme il arrivait à Winchester, le maire et les aldermen vinrent au-devant de lui, et lui présentant, selon l'usage, la masse et les clefs de leur ville, lui adressèrent un discours plein d'affection. Mais Cobbett, poussant brusquement vers eux, leur demanda s'ils oubliaient donc que la Chambre avait déclaré traître quiconque ferait quelque adresse au Roi; et saisis de terreur, ils se répandirent en humbles excuses, protestant qu'ils ignoraient la volonté de la Chambre, et suppliant Cobbett d'en obtenir leur pardon. Le lendemain, le Roi reprit sa route. Entre Alresford et Farnham parut en bataille un nouveau corps de cavalerie, chargé de relever celui qui l'avait escorté jusque-là; un officier le commandait, de bonne mine, richement équipé, un bonnet de velours sur la tête, un justaucorps de buffle sur le dos, une écharpe de soie cramoisie, ornée de franges, autour du corps. Charles, frappé de sa contenance, passa près de lui au petit pas, en reçut un salut respectueux, et rejoignant Herbert: « Quel est, lui dit-« il, cet officier? — Le colonel Harrison, sire. » Le Roi se retourna aussitôt, considéra le colonel longtemps et si attentivement que celui-ci, embarrassé, se retira der-

rière la troupe pour éviter ses regards : « Cet homme, « dit Charles à Herbert, a la tournure d'un vrai soldat ; « je me connais en physionomie : la sienne me plaît, ce « n'est pas là un assassin. » Le soir, à Farnham, où le cortége s'arrêta pour coucher, Charles aperçut le colonel dans un coin de la salle, et lui fit signe d'approcher. Harrison obéit avec déférence et embarras, l'air rude et timide en même temps : le Roi le prit par le bras, l'emmena dans une embrasure de fenêtre, s'entretint près d'une heure avec lui, lui parla même de l'avis qu'il avait reçu sur son compte : « Rien n'est plus faux, « sire, dit Harrison. Voici ce que j'ai dit, et je puis le « répéter : c'est que la justice ne fait point acception « des personnes et que la loi est également obligatoire « pour les grands et pour les petits ; » et il appuya sur ces derniers mots avec une affectation marquée. Le Roi rompit l'entretien, se mit à table et n'adressa plus la parole à Harrison, sans paraître cependant attacher à sa réponse aucun sens qui le pût inquiéter.

Il devait arriver le lendemain à Windsor : en partant de Farnham, il déclara qu'il voulait s'arrêter à Bagshot et dîner au milieu de la forêt, chez lord Newburgh, un de ses plus fidèles Cavaliers. Harrison n'osa refuser, quoique tant d'instance lui inspirât quelques soupçons. Ils étaient légitimes. Lord Newburgh, grand amateur de chevaux, en avait un qui passait pour le plus léger de toute l'Angleterre : depuis longtemps en correspondance secrète avec le Roi, il l'avait engagé à blesser en route celui qu'il montait, promettant de lui en donner un avec lequel il

serait facile d'échapper soudainement à son escorte, et de déjouer, à travers les sentiers de la forêt que le Roi connaissait très-bien, la poursuite la plus acharnée. Charles, en effet, de Farnham à Bagshot, se plaignit sans cesse de son cheval, disant qu'il en voulait changer. Mais à peine arrivé, il apprit que, la veille, celui sur lequel il comptait avait reçu dans l'écurie un coup de pied si rude qu'il était hors d'état de servir. Lord Newburgh désolé en offrit d'autres au Roi, excellents, disait-il, et qui suffiraient à son dessein. Mais, avec le plus rapide même, l'entreprise eût été périlleuse, car les cavaliers de l'escorte se tenaient toujours très-près du Roi, tous un pistolet armé à la main. Charles renonça sans peine à courir de tels hasards; et le soir, en arrivant à Windsor, charmé de rentrer dans un de ses palais, d'y occuper sa chambre accoutumée, de trouver toutes choses préparées pour le recevoir à peu près comme au temps où il venait, avec sa cour, passer dans ce beau lieu des jours de fête, loin de se sentir tourmenté de sinistres présages, il avait presque oublié qu'il était prisonnier [1].

Le même jour [2], presque au même moment, les Communes votaient qu'il serait traduit en justice, et chargeaient un comité de préparer l'accusation. Malgré le petit nombre de membres présents, plusieurs voix

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 93-101. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 289-292. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1375 — Whitelocke, p. 359.

[2] Le 23 décembre. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1252.

s'élevèrent contre la mesure : les uns demandaient qu'on se bornât à le déposer, comme on avait fait jadis pour quelques-uns de ses prédécesseurs ; d'autres, sans le dire, auraient souhaité qu'on s'en défît obscurément et de manière à profiter de sa mort sans en répondre. Mais les libertins hardis, les enthousiastes sincères, les républicains rigides voulaient un jugement public, solennel, qui prouvât leur force et proclamât leur droit[1]. Cromwell seul, plus ardent que nul autre à le provoquer, gardait encore, en en parlant, d'hypocrites mesures : « Si quelqu'un, dit-il, faisait cette motion de « dessein prémédité, je le regarderais comme le plus « insigne traître qui fût au monde ; mais puisque la « Providence et la nécessité ont jeté la Chambre dans « cette délibération, je prie Dieu de bénir ses conseils, « quoique je ne sois pas prêt à donner sur-le-champ « mon avis[2]. » Par l'un de ces étranges mais invincibles scrupules où l'iniquité éclate en essayant de se couvrir, pour ne pas mettre le Roi en jugement sans une loi au nom de laquelle on pût le condamner, on vota en principe[3] qu'il y avait trahison de sa part à faire la guerre au Parlement ; et sur la motion de Scott[4], une ordonnance fut aussitôt adoptée, instituant une haute

[1] Whitelocke, p. 358. — Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 283 et suiv.

[2] Walker, *Hist. of independency*, part. II, p. 54.

[3] Le 2 janvier. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1253.

[4] Walker, *Hist. of independency*, part. II, p. 55.

cour chargée de le juger[1]. Cent cinquante commissaires y devaient siéger : six pairs, trois grands juges, onze baronnets, dix chevaliers, six aldermen de Londres, tous les hommes importants du parti dans l'armée, dans les Communes, dans la cité, sauf Saint-John et Vane, qui déclarèrent formellement qu'ils désapprouvaient l'acte et n'y voulaient prendre aucune part. Quand l'ordonnance fut présentée à la sanction de la Chambre haute[2], quelque fierté se ranima dans cette assemblée jusque-là si servile qu'elle semblait avoir accepté sa propre nullité : « Il n'y a point de Parlement « sans le Roi, soutint lord Manchester ; le Roi ne peut « donc être traître envers le Parlement.—Il a plu aux « Communes, dit lord Denbigh, d'insérer mon nom « dans leur ordonnance ; mais je me laisserais mettre « en pièces plutôt que de m'associer à une telle infa- « mie.—Je n'aime point, dit le vieux comte de Pem- « broke, à me mêler d'affaires de vie et de mort ; je ne « parlerai point contre cette ordonnance, mais je n'y « consentirai point. » Et les lords présents, au nombre de douze, la rejetèrent à l'unanimité[3]. Le lendemain, ne recevant des Lords aucun message, les Communes chargèrent deux de leurs membres de se rendre à la Chambre haute, de s'en faire apporter les registres[4] et d'y prendre connaissance de sa résolution. Sur leur

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1254.

[2] Le 2 janvier.

[3] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1256.

[4] *Ibid.*

rapport[1], elles votèrent à l'instant que l'opposition des Lords n'arrêterait rien; que le peuple étant, après Dieu, la source de tout pouvoir légitime, les Communes d'Angleterre, élus et représentants du peuple, possédaient le pouvoir souverain; et par une nouvelle ordonnance[2], la haute cour de justice, instituée au nom des Communes seules et réduite à cent trente-cinq membres[3], eut ordre de s'assembler sans retard pour régler les préparatifs du procès.

Elle se réunit en effet, dans ce dessein et en séance secrète, les 8, 10, 12, 13, 15, 17, 18 et 19 janvier, sous la présidence de John Bradshaw, cousin de Milton, jurisconsulte estimé au barreau; grave et doux dans ses mœurs, mais d'un esprit étroit et dur, fanatique sincère et pourtant ambitieux, enclin même à quelque avidité dans sa fortune, quoique prêt à donner sa vie pour son opinion. Telle était l'anxiété publique qu'une insurmontable division éclata dans le sein même de la cour : aucune convocation, aucun effort ne parvint à réunir aux séances préparatoires plus de cinquante-huit

[1] Le 4 janvier.

[2] Le 6 janvier. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1257.

[3] Le retranchement des six pairs et des trois grands juges avait réduit à 141 le nombre primitif des commissaires; on y ajouta deux jurisconsultes, Bradshaw et Nicholas, ce qui le portait à 143. Cependant la seconde ordonnance ne contient que 135 noms; il y eut sans doute des retranchements ou des omissions qu'on ne prit pas la peine d'expliquer. L'alderman Rowland Wilson, par exemple, refusa de concourir au jugement, et ne se retrouve pas sur la seconde liste. (Whitelocke, p. 363.)

membres. Fairfax s'y rendit la première fois, et ne reparut plus. Parmi les membres présents eux-mêmes, plusieurs ne vinrent que pour déclarer leur opposition : telle fut entre autres la conduite d'Algernon Sidney, jeune encore, mais déjà influent dans le parti républicain. Retiré depuis quelque temps au château de Penshurst, chez lord Leicester, son père, quand il apprit sa nomination à la haute cour, il partit sur-le-champ pour Londres; et dans les séances des 13, 15 et 19 janvier, quoique la question parût décidée, il s'opposa vivement au procès. Il redoutait surtout l'aversion que prendrait le peuple pour la République, peut-être même une insurrection soudaine qui sauverait le Roi et la perdrait sans retour : « Personne ne remuera, s'écria Cromwell, « importuné de tels présages; je vous dis que nous lui « couperons la tête avec la couronne dessus.—Faites ce « qui vous plaira, répliqua Sidney, je ne puis vous « empêcher; mais à coup sûr je ne serai de rien dans « cette affaire; » et il sortit pour ne plus revenir[1]. Réduite enfin aux membres qui acceptaient leur mission, la cour ne s'occupa plus que de régler les formes du procès. John Coke, avocat de quelque renom et ami intime de Milton, fut nommé procureur général, et, comme tel, chargé de porter la parole, soit en dressant l'acte d'accusation, soit dans le cours des débats. Elsing, greffier des Communes jusqu'à cette époque, venait de

[1] *Leicester's Journal*, by Blencowe, p. 237. — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 669.

se retirer sous prétexte de maladie; Henri Scobell fut choisi pour le remplacer. On détermina soigneusement quels régiments et combien seraient de service pendant le cours du procès; où seraient postées les sentinelles, et l'on en plaça jusque sur les plombs, partout où quelque fenêtre avait jour sur la salle; quelles barrières seraient dressées pour séparer partout le peuple, non-seulement du tribunal, mais aussi des soldats. Le 20 janvier fut assigné enfin pour la comparution du Roi devant la cour, à Westminster-Hall; et dès le 17, comme si la condamnation eût déjà été prononcée, les Communes avaient chargé un comité de parcourir tous les palais, châteaux et demeures du prince, pour y dresser un inventaire exact de ses meubles, désormais la propriété du Parlement[1].

Quand le colonel Whitchcott, gouverneur de Windsor, annonça au Roi que, sous peu de jours, il serait transféré à Londres : « Dieu est partout, répondit Charles, et « partout le même en puissance comme en bonté[2]. » La nouvelle le frappa pourtant d'une vive et subite inquiétude : il vivait depuis trois semaines dans la plus étrange sécurité, rarement et mal instruit des résolutions des Chambres, se repaissant de quelques rapports venus d'Irlande, et qui lui promettaient de prompts secours, plus confiant, plus gai même que ne l'avaient

[1] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1259.—*State-Trials*, t. IV, col. 1045-1067. — *Procès de Charles I*er, p. 1-10, dans ma *Collection*.

[2] *Mémoires* de Herbert, p. 108

vu depuis longtemps ses serviteurs : « Dans six mois, « disait-il, la paix sera rétablie en Angleterre; sinon, « je recevrai d'Irlande, de Danemark et d'autres « royaumes, les moyens de rentrer dans mes droits [1]. » Et un autre jour : « J'ai encore trois cartes à jouer, dont « la plus mauvaise peut suffire à me faire tout rega- « gner [2]. » Naguère cependant une circonstance l'avait troublé : jusque vers la fin de son séjour à Windsor, il était traité et servi avec toute l'étiquette de la cour; il dînait en public, dans le salon de parade, sous le dais; le chambellan, l'écuyer tranchant, le maître d'hôtel, l'échanson s'acquittaient de leurs fonctions dans les formes accoutumées; on lui présentait la coupe à genoux, on apportait les plats couverts, on les goûtait, et il jouissait avec gravité de ces respects solennels. Tout à coup, sur une lettre venue du quartier général, cet ordre changea : des soldats apportèrent les plats découverts, on ne les goûta point, nul ne se mit plus à genoux, l'étiquette habituelle du dais cessa complétement : Charles en ressentit un amer chagrin : « Les « égards qu'on me refuse, disait-il, n'ont jamais manqué « à un souverain, pas même à des sujets d'un rang « élevé : est-il rien au monde de plus méprisable qu'un « prince qu'on avilit? » Et pour échapper à cette insulte, il ne voulut plus prendre ses repas que dans sa chambre,

[1] Whitelocke, p. 361.

[2] *Leicester's Journal.* — Godwin, *Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 660.

presque seul, choisissant lui-même deux ou trois plats sur la liste qu'on lui présentait[1].

Le vendredi 19 janvier, un corps de cavalerie parut à Windsor, Harrison à la tête, chargé d'emmener le Roi; un carrosse à six chevaux attendait dans la grande cour du château. Charles y monta, et quelques heures après, il était rentré à Londres, au palais de Saint-James, partout entouré de gardes, deux sentinelles à la porte même de sa chambre, Herbert resté seul pour son service et couchant à côté de son lit[2].

Le lendemain 20, vers midi, la haute cour, réunie d'abord en séance secrète dans la chambre peinte, s'apprêtait à régler les derniers détails de sa mission; la prière commune était à peine terminée; on vint annoncer que le Roi, transporté dans une chaise fermée, entre deux haies de soldats, était sur le point d'arriver. Cromwell courut à la fenêtre, et revenant tout à coup, pâle et pourtant très-animé : « Le voici, le voici, Messieurs! l'heure de la grande affaire approche : décidez « promptement, je vous en prie, ce que vous aurez à « lui répondre, car il vous demandera sur-le-champ au « nom de qui et de quelle autorité vous prétendez le « juger. » Personne ne prenait la parole : « Au nom des « Communes assemblées en Parlement et de tout le bon

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 109-113.

[2] *Ibid.*, p. 109. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1395. — *State-Trials*, t. V, col. 1019 : déposition de Nutley dans le procès de Harrison.

« peuple d'Angleterre, » dit Henri Martyn [1]. Nulle objection ne s'éleva : la cour se mit en marche pour se rendre solennellement à Westminster-Hall; en tête s'avançait le lord président Bradshaw; on portait devant lui l'épée et la masse; seize officiers, armés de pertuisanes, précédaient la cour. Le président prit place sur un fauteuil de velours cramoisi; à ses pieds le greffier assis près d'une table couverte d'un riche tapis de Turquie, et sur laquelle on déposa la masse et l'épée; à droite et à gauche, sur des siéges de drap écarlate, les membres de la cour; aux deux extrémités, les hommes d'armes, un peu en avant du tribunal. La cour installée, on ouvrit toutes les portes : la foule se précipita dans la salle : le silence rétabli, et après la lecture de l'acte des Communes qui instituait la cour, on fit l'appel nominal : soixante-neuf membres étaient présents. « Sergent, dit « Bradshaw, qu'on amène le prisonnier [2]. »

Le Roi parut sous la garde du colonel Hacker et de trente-deux officiers : un fauteuil de velours cramoisi

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1201 : déposition de sir Purbeck Temple dans le procès de Henri Martyn.

[2] La plupart des faits du procès du Roi sont tirés des deux relations contemporaines insérées dans les *State-Trials* (t. IV, col. 989-1154), et qui ont été presque complétement traduites dans ma *Collection*, sous le titre de *Procès de Charles I*er. J'y renvoie donc une fois pour toutes, et n'userai de citations particulières que pour les détails puisés ailleurs; j'en ai tiré un grand nombre, et ce ne sont pas les moins caractéristiques, des procès-verbaux des procès intentés aux régicides après la restauration en 1660. (*State-Trials*, t. V, col. 947-1363.)

était préparé pour lui à la barre; il s'avança, porta sur le tribunal un long et sévère regard, s'assit dans le fauteuil sans ôter son chapeau, se releva soudain, regarda derrière lui la garde placée à la gauche et la foule des spectateurs à la droite de la salle, reporta les yeux sur les juges, puis se rassit au milieu du silence universel.

Bradshaw se leva à l'instant : « Charles Stuart, Roi « d'Angleterre, dit-il, les Communes d'Angleterre as-« semblées en Parlement, profondément pénétrées du « sentiment des maux qu'on a fait tomber sur cette na-« tion, et dont vous êtes considéré comme le principal « auteur, ont résolu de poursuivre le crime du sang; « dans cette intention, elles ont institué cette haute « cour de justice devant laquelle vous comparaissez « aujourd'hui. Vous allez entendre les charges qui pè-« sent sur vous. »

Le procureur général, Coke, se levait pour prendre la parole : « Silence ! » dit le Roi en le touchant de sa canne sur l'épaule : Coke se retourna surpris et irrité; la pomme de la canne du Roi tomba; une courte mais profonde altération parut dans ses traits; aucun de ses serviteurs n'était à portée de ramasser pour lui la pomme; il se baissa, la reprit lui-même, se rassit, et Coke lut l'acte d'accusation qui, imputant au Roi tous les maux nés d'abord de sa tyrannie, ensuite de la guerre, demandait qu'il fût tenu de répondre aux charges, et que justice fût faite de lui comme tyran, traître et meurtrier.

Pendant cette lecture, le Roi, toujours assis, promenait, tantôt sur les juges, tantôt sur le public, des regards tranquilles : un moment il se leva de nouveau, tourna le dos au tribunal pour regarder derrière lui, et se rassit l'air à la fois curieux et indifférent. Aux seuls mots de « Charles Stuart, tyran, traître et meurtrier, » il se mit à rire, quoique toujours silencieux.

La lecture achevée : « Monsieur [1], dit Bradshaw au « Roi, vous avez entendu votre acte d'accusation; la « cour attend votre réponse. »

Le Roi. « Je voudrais savoir par quel pouvoir je suis « appelé ici. J'étais, il n'y a pas longtemps, dans l'île « de Wight, en négociation avec les deux Chambres du « Parlement, sous les garanties de la foi publique. Nous « étions près de conclure le traité. Je voudrais savoir « par quelle autorité, j'entends légitime, car il y a dans « le monde beaucoup d'autorités illégitimes, comme « celle des brigands et des voleurs de grand chemin, « je voudrais, dis-je, savoir par quelle autorité j'ai été « tiré de là et conduit de lieu en lieu, je ne sais à quelle « intention. Quand je connaîtrai cette autorité légi- « time, je répondrai. »

[1] Bradshaw donne au Roi le même titre de *sir* que le Roi donne à Bradshaw, et qui signifie également *sir* et *monsieur;* j'ai hésité sur le choix à faire entre ces deux versions, et me suis enfin décidé pour *monsieur :* 1° parce que le fond même du langage de Bradshaw ne paraît pas comporter un autre titre donné au Roi; 2° parce que, dans tout le cours du procès, il n'a pas une seule fois appelé le Roi *Votre Majesté*, ce qui semble indiquer le dessein de supprimer les anciennes formes du respect.

Bradshaw. « Si vous aviez bien voulu faire attention « à ce qui vous a été dit par la cour à votre arrivée ici, « vous sauriez quelle est cette autorité. Elle vous re- « quiert, au nom du peuple d'Angleterre dont vous « avez été élu Roi, de lui répondre. »

Le Roi. « Non, monsieur, je nie ceci. »

Bradshaw. « Si vous ne reconnaissez pas l'autorité « de la cour, elle va procéder contre vous. »

Le Roi. « Je vous dis que l'Angleterre n'a jamais été « un royaume électif, qu'elle est depuis près de mille « ans un royaume héréditaire. Faites-moi donc connaî- « tre par quelle autorité je suis appelé ici. Voilà M. le « lieutenant-colonel Cobbett, demandez-lui si ce n'est « pas de force qu'il m'a emmené de l'île de Wight. Je « soutiendrai autant que qui que ce soit les justes privi- « léges de la Chambre des Communes. Où sont les « Lords ? Je ne vois pas ici de Lords pour constituer un « Parlement[1]. Il y faudrait aussi un Roi. Est-ce là ce « qu'on appelle amener le Roi à son Parlement ! »

Bradshaw. « Monsieur, la cour attend de vous une « réponse définitive. Si ce que nous vous disons de « notre autorité ne vous suffit pas, cela nous suffit « à nous ; nous savons qu'elle se fonde sur l'autorité de « Dieu et du royaume. »

Le Roi. « Ce n'est ni mon opinion ni la vôtre qui « doit décider. »

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1081 ; dans le procès de Coke, déposition de Nutley.

Bradshaw. « La cour vous a entendu ; on disposera « de vous selon ses ordres. Qu'on emmène le prison- « nier. La cour s'ajourne à lundi prochain. »

La cour se retira; le Roi sortit avec la même escorte qui l'avait amené. En se levant, il aperçut l'épée placée sur la table : « Je n'ai pas peur de cela, » dit-il en la montrant de sa canne. Comme il descendait l'escalier, quelques voix se firent entendre, criant : « Justice! « justice! » Mais un bien plus grand nombre criaient : « Dieu sauve le Roi ! Dieu sauve Votre Majesté ! »

Le surlendemain, à l'ouverture de la séance, soixante-deux membres présents, la cour ordonna, sous peine d'emprisonnement, un silence absolu : le Roi, à son arrivée, n'en fut pas moins accueilli par une vive acclamation. La même discussion recommença, des deux parts également obstinée : « Monsieur, dit enfin Brad- « shaw, ni vous ni personne ne serez admis à contester « la juridiction de la cour; elle siége ici par l'autorité « des Communes d'Angleterre, envers qui vous et tous « vos prédécesseurs êtes responsables. »

Le Roi. « Je le nie. Montrez-moi un précédent. »

Bradshaw se leva avec colère : « Monsieur, nous « ne siégeons pas ici pour répondre à vos questions; « plaidez sur l'accusation, *coupable* ou *non coupable*[1]. »

Le Roi. « Vous n'avez pas encore entendu mes rai- « sons. »

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1086 : dans le procès des régicides, et notamment dans celui de Coke, déposition de John Herne.

BRADSHAW. « Monsieur, vous n'avez pas de raisons à « faire entendre contre la plus haute de toutes les juri- « dictions. »

LE ROI. « Montrez-moi donc cette juridiction où la « raison n'est pas entendue. »

BRADSHAW. « Monsieur, nous vous la montrons ici ; « ce sont les Communes d'Angleterre. Sergent, qu'on « emmène le prisonnier. »

Le Roi se tourna brusquement vers le peuple : « Rap- « pelez-vous, dit-il, que le Roi d'Angleterre est con- « damné sans qu'il lui soit permis de donner ses raisons « en faveur de la liberté du peuple ! » Et un cri pres- que général s'éleva : « Dieu sauve le Roi[1] ! »

La séance du lendemain, 23 janvier, amena les mêmes scènes : la sympathie du peuple pour le Roi devenait de jour en jour plus vive ; en vain les officiers et les soldats irrités poussaient à leur tour le cri menaçant de : « Jus- « tice ! exécution ! » La foule effrayée se taisait un moment ; mais bientôt, sur quelque incident nouveau, elle oubliait son effroi, et le cri : « Dieu sauve le « Roi ! » retentissait de toutes parts. Il s'éleva des rangs mêmes de l'armée : le 23, comme le Roi passait au sortir de la séance, un soldat de garde cria très-haut : « Sire, que Dieu vous bénisse ! » Un officier le frappa de sa canne : « Monsieur, dit le Roi en s'éloignant,

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1086 : dans le procès des régicides, et notamment dans celui de Coke.

« la punition surpasse la faute[1]. » En même temps venaient du dehors des représentations, des démarches, peu redoutables, il est vrai, souvent même peu pressantes, mais qui soutenaient l'indignation publique. Le ministre de France remit aux Communes[2] une lettre de la Reine Henriette-Marie, qui sollicitait la permission d'aller rejoindre son mari, soit pour l'engager à se rendre à leurs vœux, soit pour lui apporter les consolations de sa tendresse[3]. Le prince de Galles écrivit à Fairfax et au Conseil des officiers, dans l'espoir de réveiller dans leur cœur quelque sentiment de loyauté[4]. Les commissaires d'Écosse protestèrent officiellement, au nom de ce royaume, contre tout ce qui se passait[5]. On annonça la prochaine arrivée d'une ambassade extraordinaire des États généraux, envoyée pour intervenir en faveur du Roi. Déjà même John Cromwell, officier au service de Hollande, et cousin d'Olivier, était à Londres, assiégeant le lieutenant général de reproches presque menaçants[6]. On découvrit et l'on arrêta l'impression d'un manuscrit intitulé *Soupirs royaux*, ouvrage du Roi lui-même, disait-on, et capable d'exciter

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 118.

[2] Le 23 janvier.

[3] Clarendon, *Hist. of the rebell.*, t. IX, p. 282.

[4] *Ibid.*, p. 296.

[5] Les 6 et 22 janvier. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1277 et suiv.

[6] Banks, *Critical Review*, etc., p. 103.—Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, etc., t. I, p. 50 et suiv.—*Mémoires* de Ludlow, t. I, p. 340, dans la note, dans ma *Collection*.

pour sa délivrance quelque soulèvement[1]. De tous côtés enfin s'élevaient, sinon de grands obstacles, du moins de nouvelles causes de fermentation qui disparaîtraient à coup sûr, se promettaient les républicains, dès que la question serait résolue, mais qui, tant qu'elle demeurait indécise, rendaient chaque jour de retard plus embarrassant et plus périlleux.

Ils résolurent de sortir sur-le-champ de cette situation, de couper court à tout débat, et que le Roi ne comparaîtrait plus que pour recevoir son arrêt. Soit par un reste de respect des formes légales, soit pour produire au besoin de nouvelles preuves de la mauvaise foi de Charles dans les négociations, la cour employa les journées du 24 et du 25 à recueillir les dépositions de trente-deux témoins. Le 25, à la fin de la séance, presque sans discussion, on vota la condamnation du Roi comme tyran, traître, meurtrier et ennemi du pays. Scott, Martyn, Harrison, Lisle, Say, Ireton et Love furent chargés de rédiger la sentence. Quarante-six membres seulement siégeaient ce jour-là. Le 26, soixante-deux membres présents, à huis clos, la rédaction de la sentence fut débattue et adoptée. La cour s'ajourna au lendemain pour la prononcer.

Le 27, à midi, après deux heures de conférence dans la chambre peinte, la séance s'ouvrit, selon l'usage, par

[1] C'est l'ouvrage connu sous le nom d'Εἰκὼν βασιλική (*Image royale*), et traduit en entier dans ma *Collection*. (Voyez la notice qui le précède, p. 120.)

l'appel nominal. Au nom de Fairfax : « Il a trop d'esprit « pour être ici, » répondit une voix de femme du fond d'une galerie. Après un moment de surprise et d'hésitation [1], l'appel nominal continua : soixante-sept membres étaient présents. Quand le Roi entra dans la salle, un cri violent s'éleva : « Exécution ! justice ! exécution ! » Les soldats étaient très-animés ; quelques officiers, Axtell surtout, qui commandait la garde, les excitaient à crier ; quelques groupes, semés çà et là dans la salle, se joignaient à ces clameurs ; la foule se taisait avec consternation.

« Monsieur, dit le Roi à Bradshaw avant de s'asseoir, « je demanderai à dire un mot ; j'espère que je ne vous « donnerai point sujet de m'interrompre. »

Bradshaw. « Vous répondrez à votre tour ; écoutez « d'abord la cour. »

Le Roi. « Monsieur, s'il vous plaît, je désire être en- « tendu. Ce n'est qu'un mot. Un jugement immédiat... »

Bradshaw. « Monsieur, vous serez entendu lorsqu'il « en sera temps ; vous devez d'abord entendre la cour. »

Le Roi. « Monsieur, je désire... Ce que j'ai à dire est « relatif à ce que la cour va, je crois, prononcer ; et il « n'est pas aisé, monsieur, de revenir d'un jugement « précipité. »

Bradshaw. « On vous entendra, monsieur, avant de « rendre le jugement. Jusque-là, vous devez vous abste- « nir de parler. »

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1146-1151 : dans le procès d'Axtell.

A cette assurance, quelque sérénité reparut dans les traits du Roi ; il s'assit. Bradshaw reprit la parole :

« Messieurs, dit-il, il est bien connu de tous que le « prisonnier ici à la barre a été plusieurs fois amené « devant la cour pour répondre à une accusation de « trahison et autres grands crimes présentée contre lui « au nom du peuple d'Angleterre... »

« Pas de la moitié du peuple! s'écria la même voix « qui avait répondu au nom de Fairfax : où est le « peuple ? où est son consentement ? Olivier Cromwell « est un traître. »

L'assemblée entière tressaillit : tous les regards se tournèrent vers la galerie : « A bas les p......! s'écria « Axtell. Soldats, feu sur elles ! » On reconnut lady Fairfax [1].

Un trouble général éclata ; les soldats, partout répandus et menaçants, avaient grand'peine à le contenir. L'ordre enfin un peu rétabli, Bradshaw rappela le refus obstiné qu'avait fait le Roi de répondre à l'accusation, la notoriété des crimes qui lui étaient imputés, et déclara que la cour, d'accord sur la sentence, consentait cependant, avant de la prononcer, à entendre la défense du prisonnier, pourvu qu'il renonçât à contester sa juridiction.

« Je demande, dit le Roi, à être entendu dans la

[1] *State-Trials*, col. 1150 : déposition de sir Purbeck Temple.— Whitelocke, p. 336. C'est par erreur qu'il rapporte cette scène à la séance du 22 janvier.

« chambre peinte, par les Lords et les Communes, sur « une proposition qui importe bien plus à la paix du « royaume et à la liberté de mes sujets qu'à ma propre « conservation. »

Une vive agitation se répandit dans la cour et dans l'assemblée : amis ou ennemis, tous cherchaient à deviner dans quel but le Roi demandait cette conférence avec les deux Chambres, et ce qu'il pouvait avoir à leur proposer. Mille bruits divers en couraient; la plupart semblaient croire qu'il voulait offrir d'abdiquer la couronne en faveur de son fils. Mais, quoi qu'il en fût, l'embarras de la cour était extrême : le parti, malgré son triomphe, ne se sentait en mesure ni de perdre du temps, ni de courir de nouveaux hasards; parmi les juges eux-mêmes, quelque ébranlement se laissait entrevoir. Pour éluder le péril, Bradshaw soutint que la demande du Roi n'était qu'un artifice pour échapper encore à la juridiction de la cour; un long et subtil débat s'engagea entre eux à ce sujet. Charles insistait toujours plus vivement pour être entendu; mais à chaque fois les soldats devenaient autour de lui plus bruyants et plus injurieux : les uns allumaient du tabac et en poussaient vers lui la fumée; les autres murmuraient en termes grossiers de la lenteur du procès; Axtell riait et plaisantait tout haut. En vain, à plusieurs reprises, le Roi se tourna vers eux, et tantôt du geste, tantôt de la voix, essaya d'obtenir quelques moments d'attention, de silence du moins : on lui répondait par des cris de : « Justice! exécution! » Troublé enfin,

presque hors de lui : « Écoutez-moi! écoutez-moi! » s'écria-t-il avec un accent passionné : les mêmes cris recommençaient[1] ; un mouvement inattendu se manifesta dans les rangs de la cour. Un des membres, le colonel Downs, s'agitait sur son siége; vainement ses deux voisins, Cawley et le colonel Wanton, s'efforçaient de le contenir : « Avons-nous donc des cœurs de pierre? « disait-il; sommes-nous des hommes? — Vous nous « perdrez, et vous-même avec nous, lui dit Cawley. — « N'importe, reprit Downs; dussé-je en mourir, il faut « que je le fasse. » A ce mot, Cromwell, qui siégeait au-dessous de lui, se retourna brusquement : « Colonel, « lui dit-il, êtes-vous dans votre bon sens? A quoi pen- « sez-vous? Ne pouvez-vous pas vous tenir tranquille? « —Non, reprit Downs, je ne puis me tenir tranquille;» et se levant aussitôt : « Milord, dit-il au président, ma « conscience n'est pas assez éclairée pour me permettre « de repousser la requête du prisonnier; je demande « que la cour se retire pour en délibérer. — Puisqu'un « des membres le désire, répondit gravement Bradshaw, « la cour doit se retirer; » et ils passèrent tous à l'instant dans une salle voisine.

A peine ils y étaient entrés, Cromwell apostropha rudement le colonel, lui demandant compte du dérangement et de l'embarras qu'il causait à la cour. Downs se défendit avec trouble, alléguant que peut-être les propositions du Roi seraient satisfaisantes; qu'après tout,

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1150-1151 : dans le procès d'Axtell.

ce qu'on avait cherché, ce qu'on cherchait encore, c'étaient de bonnes et solides garanties; qu'il ne fallait pas refuser, sans les connaître, celles que le Roi voulait offrir; qu'on lui devait au moins de l'entendre et de respecter envers lui les plus simples règles du droit commun. Cromwell l'écoutait avec une brutale impatience, s'agitant autour de lui, l'interrompant à tout propos : « Nous voilà enfin instruits, dit-il, des grandes raisons « du colonel pour nous déranger de la sorte; il ne sait « pas qu'il a affaire au plus inflexible mortel qui soit au « monde : convient-il que la cour se laisse distraire et « entraver par l'entêtement d'un seul homme? Nous « voyons bien le fond de tout ceci; il voudrait sauver « son ancien maître. Finissons-en, rentrons et faisons « notre devoir. » En vain le colonel Harvey et quelques autres appuyèrent le vœu de Downs; la discussion fut promptement étouffée; au bout d'une demi-heure, la cour rentra en séance, et Bradshaw déclara au Roi qu'elle repoussait sa proposition [1].

Charles parut vaincu et n'insista plus que faiblement : « Si vous n'avez rien à ajouter, lui dit Bradshaw, on « procédera à la sentence. — Je n'ajouterai rien, mon« sieur, répondit le Roi; je désirerais seulement qu'on « enregistrât ce que j'ai dit. » Bradshaw, sans répondre, lui annonça qu'il allait entendre son jugement. Avant

[1] *State-Trials*. t. V, col. 1197, 1205, 1211, 1238; dans les procès de Harvey, Robert Lilburne, Downs et Wayte, et d'après le récit des accusés eux-mêmes. Voyez aussi Whitelocke, p. 368.

d'en ordonner la lecture, il adressa au Roi un long discours, solennelle apologie de la conduite du Parlement, où tous les torts du Roi furent rappelés, et tous les maux de la guerre civile rejetés sur lui seul, puisque sa tyrannie avait fait de la résistance un devoir aussi bien qu'une nécessité. Le langage de l'orateur était dur, amer, mais grave, pieux, exempt d'insulte, et sa conviction évidemment profonde, quoique mêlée de quelque émotion vindicative. Le Roi l'écouta sans l'interrompre et avec une égale gravité. A mesure cependant que le discours avançait vers sa fin, un trouble visible s'emparait de lui : au moment où Bradshaw se tut, il essaya de prendre la parole. Bradshaw s'y opposa, et donna ordre au greffier de lire la sentence. La lecture achevée : « C'est ici, dit-il, l'acte, l'avis, le jugement una-
« nime de la cour ; — et la cour se leva tout entière en signe d'assentiment. « Monsieur, dit brusquement le
« Roi, voulez-vous écouter ma parole ! »

BRADSHAW. « Monsieur, vous ne pouvez être entendu
« après la sentence. »

LE ROI. « Non, monsieur ? »

BRADSHAW. « Non, monsieur, avec votre permission,
« monsieur. Gardes, emmenez le prisonnier. »

LE ROI. « Je puis parler après la sentence.... Avec
« votre permission, monsieur, j'ai toujours le droit de
« parler après la sentence.... Avec votre permission...
« Attendez.... La sentence, monsieur.... Je dis, monsieur,
« que.... On ne me permet pas de parler ; pensez quelle
« justice peuvent attendre les autres ! »

A ce moment, des soldats l'entourèrent, et l'enlevant de la barre, l'emmenèrent avec violence jusqu'au lieu où l'attendait sa chaise. Il eut à subir, en descendant l'escalier, les plus grossières insultes : les uns jetaient sur ses pas leur pipe allumée ; les autres lui soufflaient la fumée de leur tabac au visage; tous criaient à ses oreilles : « Justice ! exécution [1] ! » A ces cris cependant le peuple mêlait encore quelquefois les siens : « Dieu « sauve Votre Majesté ! Dieu délivre Votre Majesté des « mains de ses ennemis ! » Et tant qu'il ne fut pas enfermé dans sa chaise, les porteurs demeurèrent tête nue, malgré les ordres d'Axtell, qui s'emporta jusqu'à les frapper. On se mit en marche pour Whitehall. Des troupes bordaient les deux côtés de la route ; devant les boutiques, les portes, aux fenêtres se tenait une foule immense, la plupart silencieux, d'autres pleurant, quelques-uns priant tout haut pour le Roi. De moment en moment, les soldats, pour célébrer leur triomphe, renouvelaient leurs cris : « Justice ! justice ! Exécution ! « exécution ! » Mais Charles avait recouvré sa sérénité accoutumée, et trop hautain pour croire à la sincérité

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1151, dans le procès d'Axtell. Un témoin déposa, au procès d'Augustin Garland, un des juges, qu'au bas de l'escalier, il l'avait vu cracher au visage du Roi (*ibid.*, col. 1215). Garland nia absolument le fait, et les juges n'insistèrent point. Herbert, qui accompagnait le Roi, ne le rapporte pas non plus. Je n'ai donc pas cru devoir le regarder comme authentique, quoique Warwick, qui tenait de l'évêque Juxon presque tous les détails qu'il a insérés dans ses *Mémoires*, l'affirme expressément (p. 291).

de leur haine : « Pauvres gens ! dit-il en sortant de sa « chaise, pour un schelling ils en crieraient autant « contre leurs officiers[1]. »

A peine rentré à Whitehall : « Herbert, dit-il, écoutez: « mon neveu le prince électeur et quelques lords qui « me sont attachés feront tous leurs efforts pour me « voir : je leur en sais gré ; mais mon temps est court « et précieux, je souhaite l'employer au soin de mon « âme ; j'espère donc qu'ils ne se formaliseront pas que « je ne veuille recevoir que mes enfants. Le plus grand « service que puissent me rendre aujourd'hui ceux qui « m'aiment, c'est de prier pour moi. » Il fit en effet demander ses jeunes enfants, la princesse Élisabeth et le duc de Glocester, restés sous la garde des Chambres, et l'évêque de Londres, Juxon, dont il avait déjà, par l'entremise de Hugh Peters, obtenu les secours religieux. L'une et l'autre demande lui fut accordée. Le lendemain 28, l'évêque se rendit à Saint-James, où le Roi venait d'être transféré; il se livrait, en l'abordant, à l'explosion de sa douleur : « Laissons cela, milord, lui dit Charles ; « nous n'avons pas le temps de nous en occuper ; pen« sons à notre grande affaire : il faut me préparer à « paraître devant Dieu, à qui, sous peu, j'aurai à rendre « compte de moi-même. J'espère m'en acquitter avec « calme, et que vous voudrez bien m'assister. Ne par« lons pas de ces misérables entre les mains desquels je « suis : ils ont soif de mon sang, ils l'auront ; et que la

[1] *State-Trials*, t. IV, col. 1130.—*Mémoires* de Herbert, p. 118.

« volonté de Dieu soit faite ! je lui rends grâces. Je leur « pardonne à tous sincèrement... Mais n'en parlons « plus. » Il passa le reste de la journée en conférence pieuse avec l'évêque : on avait eu grand'peine à obtenir qu'il fût laissé seul dans sa chambre, où le colonel Hacker avait établi d'abord deux soldats; et pendant la visite de Juxon, la sentinelle de garde à la porte l'ouvrait de moment en moment pour s'assurer que le Roi était là. Comme il l'avait présumé, son neveu le prince électeur, le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton, de Lindsey, et quelques autres de ses plus anciens serviteurs se présentèrent pour le voir, mais il ne les reçut point. M. Seymour, gentilhomme au service du prince de Galles, arriva ce même jour de la Haye [1], porteur d'une lettre du prince; le Roi donna ordre qu'on le fît entrer, lut la lettre, la jeta au feu, chargea le messager de sa réponse, et le congédia sur-le-champ. Le lendemain 29, presque au point du jour, l'évêque revint à Saint-James. Les prières du matin terminées, le Roi se fit apporter un coffret contenant des croix de Saint-George et de la Jarretière brisées : « Vous voyez là, dit-il, à Juxon et Herbert, les « seules richesses qu'il soit maintenant en mon pouvoir « de laisser à mes enfants. » On les lui amena. A la vue de son père, la princesse Élisabeth, âgée de douze ans,

[1] Selon la déposition de Tomlinson (*State-Trials*, t. V, col. 1179), ce fut le jour même de sa mort, et à Whitehall, que le Roi reçut M. Seymour ; j'ai suivi la relation de Herbert (*Mémoires*, p. 126).

fondit en larmes; le duc de Glocester, qui n'en avait que huit, pleurait en regardant sa sœur. Charles les prit sur ses genoux, leur partagea ses joyaux, consola sa fille, lui donna des conseils sur les lectures qu'elle devait faire pour s'affermir contre le papisme, la chargea de dire à ses frères qu'il avait pardonné à ses ennemis, à sa mère que jamais ses pensées ne s'étaient éloignées d'elle, et que, jusqu'au dernier moment, il l'aimerait comme au premier jour. Puis, se tournant vers le petit duc : « Mon cher cœur, lui dit-il, ils vont « couper la tête à ton père. » L'enfant le regardait fixement d'un air très-sérieux : « Fais attention, mon enfant, « à ce que je te dis.... Ils vont me couper la tête et peut- « être te faire Roi; mais fais bien attention à ce que je te « dis : tu ne dois pas être Roi tant que tes frères Charles « et Jacques seront en vie, car ils couperont la tête à tes « frères s'ils peuvent les attraper, et ils finiront par te « couper aussi la tête. Je t'ordonne donc de ne jamais te « laisser faire Roi par eux. — Je me laisserais plutôt « hacher en morceaux, » répondit l'enfant tout ému. Le Roi l'embrassa avec transport, le posa à terre, embrassa sa fille, les bénit tous deux, pria Dieu de les bénir ; puis se levant tout à coup : « Faites-les emmener, » dit-il à Juxon. Les enfants sanglotaient ; le Roi, debout, le front appuyé contre la fenêtre, étouffait ses pleurs; la porte s'ouvrit, les enfants allaient sortir : Charles quitta précipitamment la fenêtre, les reprit dans ses bras, les bénit de nouveau, et s'arrachant enfin à leurs caresses, tomba à genoux et se remit à prier avec l'évêque

et Herbert, seuls témoins de ces déplorables adieux[1].

Le matin même, la haute cour s'était réunie, et avait fixé au lendemain mardi 30 janvier, entre dix et cinq heures, le moment de l'exécution. Quand il fallut signer l'ordre fatal, on eut grand'peine à rassembler les commissaires ; en vain deux ou trois des plus passionnés se tenaient à la porte de la salle, arrêtant ceux de leurs collègues qui passaient auprès pour se rendre à la Chambre des Communes, et les sommant de venir apposer leur nom[2]; plusieurs de ceux même qui avaient voté la condamnation prirent soin de se cacher ou refusèrent expressément. Cromwell, presque seul gai, bruyant, hardi, se livrait aux plus grossiers accès de sa bouffonnerie accoutumée ; après avoir signé le troisième, il barbouilla d'encre le visage de Henri Martyn, assis près de lui, et qui le lui rendit à l'instant. Le colonel Ingoldsby, son cousin, inscrit au nombre des juges, mais qui n'avait point siégé à la cour, entra par hasard dans la salle : « Pour cette fois, s'écria Cromwell, il ne « nous échappera pas ; » et s'emparant aussitôt d'Ingoldsby, avec de grands éclats de rire, aidé de quelques membres qui se trouvaient là, il lui mit la plume entre les doigts, et, lui conduisant la main, le contraignit de

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 123-130; — de Warwick, p. 292. — Rushworth, part. IV, t. II, p. 1398.—*Journals of the House of Commons*, 29 janvier.—*Procès* du Roi, dans ma *Collection*, p. 93-96.

[2] *State-Trials*, t. V, col. 1219. *Procès* de Thomas Wayte.

signer[1]. On recueillit enfin cinquante-neuf signatures, plusieurs noms tellement griffonnés, soit par trouble soit à dessein, qu'il était presque impossible de les distinguer. L'ordre fut adressé au colonel Hacker, au colonel Huncks et au lieutenant-colonel Phayre chargés de pourvoir à son exécution. Jusque-là les ambassadeurs extraordinaires des États généraux, Albert Joachim et Adrien de Pauw, arrivés à Londres depuis cinq jours, avaient vainement sollicité une audience des Chambres; ni leur demande officielle, ni leurs visites à Fairfax, Cromwell et quelques autres officiers n'avaient pu la leur faire obtenir. On les avertit tout à coup, vers une heure, qu'ils seraient reçus à deux heures par les Lords, à trois par les Communes. Ils se présentèrent en toute hâte, et s'acquittèrent de leur message; on leur promit une réponse, et en retournant à leur logement, ils virent commencer devant Whitehall les apprêts de l'exécution. Ils avaient reçu la visite des ministres de France et d'Espagne, mais ni l'un ni l'autre n'avait voulu se joindre à leurs démarches: le premier se contenta de protester que depuis longtemps il avait prévu ce déplorable coup et tout fait pour le détourner; le second n'avait encore, dit-il, reçu de sa cour aucun ordre d'intervenir, quoiqu'il l'attendît de moment en moment. Le lendemain 30, vers midi, une seconde entrevue avec Fairfax, dans la maison même de son secrétaire, avait donné aux deux Hollandais quelque

[1] Harris, *Vie de Cromwell*, p. 201. — Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, t. I, p. 118.

lueur d'espérance; il s'était ému à leurs représentations, et paraissant se décider enfin à sortir de son inertie, avait promis de se rendre sur-le-champ au Parlement pour solliciter au moins un sursis. Mais en le quittant, devant la maison même où ils venaient de l'entretenir, les deux ambassadeurs rencontrèrent un corps de cavalerie qui faisait évacuer la place; toutes les avenues de Whitehall, toutes les rues adjacentes en étaient également encombrées; de tous côtés ils entendaient dire que tout était prêt, que le Roi ne se ferait pas attendre longtemps [1].

De grand matin, en effet, dans une chambre de Whitehall, à côté du lit où Ireton et Harrison étaient encore couchés ensemble, Cromwell, Hacker, Huncks, Axtell et Phayre, s'étaient réunis pour dresser et expédier le dernier acte de cette redoutable procédure, l'ordre qui devait être adressé à l'exécuteur : « Colonel, dit Crom-« well à Huncks, c'est à vous de l'écrire et de le signer. » Huncks s'y refusa obstinément : « Quel entêté gro-

1 Ces détails sont tirés de la correspondance des ambassadeurs eux-mêmes avec les États généraux (dépêches des 9 et 15 février, nouveau style), dont Sa Majesté le Roi des Pays-Bas a daigné permettre qu'il me fût fourni une copie. On trouvera toutes les pièces de cette importante correspondance textuellement traduites dans les *Éclaircissements et Pièces historiques* à la fin de ce volume, n° VI. Celles-ci prouvent combien est suspecte, malgré le témoignage de Herbert (*Mémoires*, p. 143), que du reste M. Godwin a eu tort de méconnaître (*Hist. of the commonwealth*, t. II, p. 681) l'anecdote d'après laquelle presque tous les historiens ont prétendu qu'Ireton et Harrison avaient passé ce temps-là en prières avec Fairfax, pour lui cacher ce qui se passait.

« gnon! » dit Cromwell.—« En vérité, colonel Huncks, « lui dit Axtell, vous me faites honte : voilà le vaisseau « qui entre dans le port, et vous voulez plier les voiles « avant de mettre à l'ancre! » Huncks persista dans son refus : Cromwell s'assit en grommelant, écrivit lui-même l'ordre et le présenta au colonel Hacker, qui le signa sans objection [1].

Presque au même moment, après quatre heures d'un sommeil profond, Charles sortait de son lit : « J'ai une « grande affaire à terminer, dit-il à Herbert, il faut que « je me lève promptement ; » et il se mit à sa toilette. Herbert troublé le peignait avec moins de soin : « Pre-« nez, je vous prie, lui dit le Roi, la même peine qu'à « l'ordinaire, quoique ma tête ne doive pas rester long-« temps sur mes épaules ; je veux être paré aujourd'hui « comme un marié. » En s'habillant, il demanda une chemise de plus : « La saison est si froide, dit-il, que je « pourrais trembler; quelques personnes l'attribueraient « peut-être à la peur : je ne veux pas qu'une telle sup-« position soit possible. » Le jour à peine levé, l'évêque « arriva et commença les exercices religieux ; comme il lisait, dans le XXVII[e] chapitre de l'évangile selon saint Matthieu, le récit de la passion de Jésus-Christ : « Milord, « lui demanda le Roi, avez-vous choisi ce chapitre « comme le plus applicable à ma situation? — Je prie « Votre Majesté de remarquer, répondit l'évêque, que

[1] *State-Trials*, t. V, col. 1148, 1180. *Procès* d'Axtell et de Hacker.

« c'est l'évangile du jour, comme le prouve le calen-
« drier. » Le Roi parut profondément touché, et continua ses prières avec un redoublement de ferveur. Vers dix heures, on frappa doucement à la porte de la chambre. Herbert demeurait immobile : un second coup se fit entendre, un peu plus fort, quoique léger encore : « Allez voir qui est là, » dit le Roi : c'était le colonel Hacker. « Faites-le entrer, dit-il. — Sire, dit le colonel « à voix basse et à demi tremblant, voici le moment « d'aller à Whitehall : Votre Majesté aura encore plus « d'une heure pour s'y reposer.—Je pars dans l'instant, « répondit Charles; laissez-moi. » Hacker sortit : le Roi se recueillit encore quelques minutes; puis prenant l'évêque par la main : « Venez, dit-il, partons. Herbert, « ouvrez la porte; Hacker m'avertit pour la seconde « fois; » et il descendit dans le parc, qu'il devait traverser pour se rendre à Whitehall[1].

Plusieurs compagnies d'infanterie l'y attendaient, formant une double haie sur son passage; un détachement de hallebardiers marchait en avant, enseignes déployées; les tambours battaient; le bruit couvrait toutes les voix. A la droite du Roi était l'évêque; à la gauche, tête nue, le colonel Tomlinson, commandant de la garde, et à qui Charles, touché de ses égards, avait demandé de ne le point quitter jusqu'au dernier moment. Il s'entretint avec lui pendant la route, lui parla de son enterrement, des personnes à qui il désirait que

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 133-140;—de Warwick, p. 293.

le soin en fût confié, l'air serein, le regard brillant, le pas ferme, marchant même plus vite que la troupe, et s'étonnant de sa lenteur. Un des officiers de service, se flattant sans doute de le troubler, lui demanda s'il n'avait pas concouru, avec le feu duc de Buckingham, à la mort du Roi son père : « Mon ami, lui répondit Charles « avec mépris et douceur, si je n'avais d'autre péché « que celui-là, j'en prends Dieu à témoin, je t'assure « que je n'aurais pas besoin de lui demander pardon. » Arrivé à Whitehall, il monta légèrement l'escalier, traversa la grande galerie et gagna sa chambre à coucher, où on le laissa seul avec l'évêque, qui s'apprêtait à lui donner la communion. Quelques ministres indépendants, Nye et Goodwin entre autres, vinrent frapper à la porte, disant qu'ils voulaient offrir au Roi leurs services : « Le Roi est en prières, » leur répondit Juxon; ils insistèrent : « Eh bien ! dit Charles à l'évêque, re- « merciez-les en mon nom de leur offre; mais dites- « leur franchement qu'après avoir si souvent prié « contre moi, et sans aucun sujet, ils ne prieront jamais « avec moi pendant mon agonie. Ils peuvent, s'ils veu- « lent, prier pour moi, j'en serai reconnaissant. » Ils se retirèrent : le Roi s'agenouilla, reçut la communion des mains de l'évêque, et se relevant avec vivacité : « Main- « tenant, dit-il, que ces drôles-là viennent; je leur ai « pardonné du fond du cœur, je suis prêt à tout ce qui « va m'arriver. » On avait préparé son dîner; il n'en voulait rien prendre : « Sire, lui dit Juxon, Votre Ma- « jesté est à jeûn depuis longtemps, il fait froid; peut-

« être, sur l'échafaud, quelque faiblesse....—Vous avez « raison, » dit le Roi; et il mangea un morceau de pain et but un verre de vin. Il était une heure : Hacker frappa à la porte. Juxon et Herbert tombèrent à genoux : « Relevez-vous, mon vieil ami, » dit le Roi à l'évêque en lui tendant la main. Hacker frappa de nouveau; Charles fit ouvrir la porte : « Marchez, dit-il au colonel, « je vous suis. » Il s'avança le long de la salle des banquets, toujours entre deux haies de troupes; une foule d'hommes et de femmes s'y étaient précipités au péril de leur vie, immobiles derrière la garde, et priant pour le Roi à mesure qu'il passait : les soldats, silencieux eux-mêmes, ne les rudoyaient point. A l'extrémité de la salle, une ouverture, pratiquée la veille dans le mur, conduisait de plain-pied à l'échafaud tendu de noir; deux hommes debout auprès de la hache, tous deux en habits de matelots et masqués. Le Roi arriva, la tête haute, promenant de tous côtés ses regards et cherchant le peuple pour lui parler : mais les troupes couvraient seules la place; nul ne pouvait approcher : il se tourna vers Juxon et Tomlinson : « Je ne puis guère être en- « tendu que de vous, leur dit-il; ce sera donc à vous « que j'adresserai quelques paroles; » et il leur adressa, en effet, un petit discours qu'il avait préparé, grave et calme jusqu'à la froideur, uniquement appliqué à soutenir qu'il avait eu raison, que le mépris des droits du souverain était la vraie cause des malheurs du peuple, que le peuple ne devait avoir aucune part dans le gouvernement, qu'à cette seule condition le royaume retrou-

verait la paix et ses libertés. Pendant qu'il parlait, quelqu'un toucha à la hache; il se tourna précipitamment, disant : « Ne gâtez pas la hache, elle me ferait plus de « mal. » Et son discours terminé, quelqu'un s'en approchant encore : « Prenez garde à la hache! prenez « garde à la hache! » répétait-il d'un ton d'effroi Le plus profond silence régnait : il mit sur sa tête un bonnet de soie, et s'adressant à l'exécuteur : « Mes cheveux « vous gênent-ils?—Je prie Votre Majesté de les ranger « sous son bonnet, » répondit l'homme en s'inclinant. Le Roi les rangea avec l'aide de l'évêque : « J'ai pour « moi, lui dit-il en prenant ce soin, une bonne cause et « un Dieu clément.— Juxon. Oui, sire, il n'y a plus « qu'un pas à franchir; il est plein de trouble et d'an- « goisse, mais de peu de durée; et songez qu'il vous « fait faire un grand trajet; il vous transporte de la terre « au ciel.—Le Roi. Je passe d'une couronne corruptible « à une couronne incorruptible, où je n'aurai à craindre « aucun trouble, aucune espèce de trouble; » et se tournant vers l'exécuteur : « Mes cheveux sont-ils « bien? » Il ôta son manteau et son Saint-George, donna le Saint-George à l'évêque en lui disant : « Sou- « venez-vous[1]; » ôta son habit, remit son manteau, et regardant le billot : « Placez-le de manière qu'il soit « bien ferme, dit-il à l'exécuteur.—Il est ferme, sire. « —Le Roi. Je ferai une courte prière, et quand j'éten-

[1] On n'a jamais su à quelle recommandation se rapportait ce mot.

« drai les mains, alors.... » Il se recueillit, se dit à lui-même quelques mots à voix basse, leva les yeux au ciel, s'agenouilla, posa sa tête sur le billot : l'exécuteur toucha ses cheveux pour les ranger encore sous son bonnet; le Roi crut qu'il allait frapper : « Attendez le signe, lui « dit-il.—Je l'attendrai, sire, avec le bon plaisir de « Votre Majesté. » Au bout d'un instant, le Roi étendit les mains; l'exécuteur frappa, la tête tomba au premier coup : « Voilà la tête d'un traître! » dit-il en la montrant au peuple : un long et sourd gémissement s'éleva autour de Whitehall; beaucoup de gens se précipitaient au pied de l'échafaud pour tremper leur mouchoir dans le sang du Roi. Deux corps de cavalerie, s'avançant dans deux directions différentes, dispersèrent lentement la foule. L'échafaud demeuré solitaire, on enleva le corps : il était déjà enfermé dans le cercueil; Cromwell voulut le voir, le considéra attentivement, et soulevant de ses mains la tête comme pour s'assurer qu'elle était bien séparée du tronc : « C'était là un corps bien constitué, « dit-il, et qui promettait une longue vie [1]. »

Le cercueil demeura exposé sept jours à Whitehall; un concours immense se pressait à la porte, mais peu de gens obtenaient la permission d'entrer. Le 6 février, par ordre des Communes, il fut remis à Herbert et Mildmay, avec autorisation de le faire ensevelir au château de

[1] *Mémoires* de Warwick, p. 294-296;—de Herbert, p. 140-142. —*Procès* de Charles Ier, p. 96-108, dans ma *Collection*. — Mark Noble, *Memoirs of the Protectoral house*, t. I, p. 118.

Windsor, dans la chapelle de Saint-George, où était déposé celui de Henri VIII. La translation se fit sans pompe, mais avec décence : six chevaux drapés de noir traînaient le cercueil; quatre voitures suivaient, dont deux également drapées, portant les derniers serviteurs du Roi ceux qui l'avaient accompagné à l'île de Wight. Le lendemain 8, de l'aveu des Communes, le duc de Richmond, le marquis de Hertford, les comtes de Southampton et de Cindsey, et l'évêque Juxon arrivèrent à Windsor pour assister aux funérailles; ils firent graver sur le cercueil ces mots seulement :

CHARLES ROI.

1648[1].

Lorsqu'on transporta le corps de l'intérieur du château à la chapelle, le temps, jusque-là pur et serein, changea tout à coup; la neige tomba en abondance; le drap mortuaire, de velours noir, en fut entièrement couvert, et les serviteurs du Roi se plurent à voir, dans la subite blancheur du cercueil de leur malheureux maître, un symbole de son innocence. Le cortége arrivé à la place choisie pour la sépulture, l'évêque Juxon se disposait à officier selon les rites de l'Église anglicane; mais le gouverneur du château, Whitchcott, s'y

[1] Vieux style; l'année anglaise commençait alors le 24 mars, et ne se réglait pas encore sur le calendrier grégorien; le 30 janvier 1648, jour de la mort de Charles Ier, correspond pour nous au 9 février 1649.

opposa : « La liturgie décrétée par les deux Chambres, « dit-il, est obligatoire pour le Roi comme pour tous. » On se soumit; aucune cérémonie religieuse n'eut lieu. Le cercueil descendu dans le caveau, tous sortirent de la chapelle; le gouverneur en ferma la porte. La Chambre des Communes se fit représenter le compte des frais de ces obsèques, et alloua cinq cents livres sterling pour les acquitter [1]. Le jour même de la mort du Roi, avant qu'aucun courrier fût parti de Londres, elle avait fait publier une ordonnance qui déclarait traître quiconque proclamerait à sa place et comme son successeur « Charles « Stuart, son fils, communément appelé le prince de « Galles, ou toute autre personne, à quelque titre que ce « soit [2]. » Le 6 février, après un long débat et malgré une opposition de vingt-neuf voix contre quarante-quatre, elle abolit formellement la Chambre des Lords [3]. Le lendemain 7 enfin, un acte fut adopté en ces termes : « Il a « été prouvé par l'expérience, et cette Chambre déclare « que l'office de Roi est, dans ce pays, inutile, onéreux et « dangereux pour la liberté, la sûreté et le bien du peu- « ple; en conséquence, il est dès ce jour aboli [4]. » Et un grand sceau fut gravé [5] portant sur une face la carte

[1] *Mémoires* de Herbert, p. 144-157. — *Procès* de Charles Ier, p. 108, dans ma *Collection*.

[2] *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1281.

[3] *Ibid.*, col. 1284.

[4] *Ibid.*, col. 1285.

[5] L'ordre en fut donné dès le 9 janvier. *Parliam. Hist.*, t. III, col. 1258.

d'Angleterre et d'Irlande avec les armes des deux pays, et sur le revers, une image de la Chambre des Communes en séance, avec cet exergue proposé par Henri Martyn : « L'an premier de la liberté restaurée par la « bénédiction de Dieu, 1648. »

ÉCLAIRCISSEMENTS

ET

PIÈCES HISTORIQUES

ÉCLAIRCISSEMENTS

ET

PIÈCES HISTORIQUES

I

(Servant d'éclaircissement à la page 28.)

Déclaration et justification de John Pym.

(Publiée en novembre 1648.)

On n'ignore pas dans le monde, et particulièrement dans Londres et tout alentour, par quelles terribles et outrageantes calomnies ma réputation et l'intégrité de mes intentions envers Dieu, envers mon Roi, envers mon pays, ont été attaquées par la malice et la furie des malveillants et de tous les malaffectionnés à la République. Quelques-uns m'accusent d'avoir été le promoteur et le patron de toutes les innovations violemment introduites dans le gouvernement d'Angleterre; d'autres, dont la haine est plus vive et plus emportée, soutiennent que j'ai nourri, excité tous les déplorables désordres qui se sont élevés dans le royaume; et bien que de telles calomnies doivent nuire toujours plus à leurs auteurs qu'à ceux qu'ils s'efforcent de blesser de leurs coups, du moins lorsqu'elles sont soumises au jugement de personnes judicieuses et qui savent discerner le vrai du faux, cependant comme les injures dont mon innocence a été l'objet ont été connues de gens de toutes conditions, dont plusieurs ont pu

ajouter foi à ces bruits outrageants, bien que je me sente fort au-dessus de telles ignominies, et que j'eusse même résolu de ne pas m'en occuper, comme indignes que j'en tienne compte, néanmoins, et pour la défense de mon honneur, je me suis décidé à m'expliquer sur ce sujet, afin que chacun, hormis ceux qui ne voudraient être convaincus ni par la raison ni par la vérité, puisse rendre témoignage de mon innocence.

Je passerai sous silence l'affaire du comte de Strafford, dans laquelle quelques personnes ont poussé l'impudence jusqu'à me taxer de beaucoup de partialité et de haine, et m'expliquerai pleinement sur leurs autres calomnies, principalement sur celle-ci, que j'ai excité et fomenté les querelles maintenant si multipliées dans l'Église d'Angleterre.

Combien ceci est invraisemblable et improbable, c'est ce qui sera bientôt manifeste à tout homme de sang-froid. Tous ceux avec qui j'ai vécu en société attesteront que je suis, ai été, et veux mourir un fidèle enfant de la religion protestante, et que ma foi n'a jamais été entachée de ces grossières erreurs de l'anabaptisme, du brownisme et autres semblables. Ces calomnies n'ont donc été déversées sur moi que par quelques ecclésiastiques mécontents, par leurs agents et leurs complices. Ils ont imaginé que j'avais été l'instrument principal employé à restreindre la puissance hautaine et l'orgueilleuse ambition des évêques et des prélats. Comme je n'ai manifesté mon opinion à ce sujet qu'en ma qualité de membre des Communes, cette action est justifiée et devant Dieu et dans ma conscience, et ne peut me faire considérer comme en état de révolte contre la doctrine orthodoxe de l'Église anglicane ; car je n'ai cherché qu'à réformer de grossiers abus introduits dans le gouvernement par la ruse et la perversité des évêques et de leurs substituts. N'était-il pas grand temps, en effet, de chercher à régler leur pouvoir, lorsqu'au lieu de regarder à guérir les âmes (ce qui est leur

vrai devoir), ils infligeaient des punitions corporelles, condamnaient au bannissement, en des lieux éloignés et déserts, faisaient marquer d'un fer chaud le visage des condamnés, et cela pour avoir obéi à leur conscience? Lorsque, non contents de ces insolences insupportables, ils cherchaient à introduire, chose inouïe! des cérémonies arminiennes ou papistes (car on peut choisir l'un ou l'autre nom, n'y ayant que peu de différence) dans les canons de l'Église; imposaient aux consciences des fardeaux qu'elles ne pouvaient porter, et introduisaient l'ancienne superstition de s'incliner devant l'autel? Si le dessein d'arrêter l'accroissement de ces erreurs de l'Église romaine peut faire accuser de brownisme ou d'anabaptisme, c'est ce que je demande à tout équitable protestant.

Cependant si les entreprises des évêques se fussent arrêtées là, elles auraient été tolérables, et leur puissance n'eût point été mise en question comme elle l'a été depuis; mais lorsqu'ils s'aperçurent que l'honorable et haute cour du Parlement commençait à regarder à leurs crimes et à leurs abus, qu'elle avait remarqué qu'ils donnaient des entorses à la religion comme à un nez de cire pour avancer leurs desseins ambitieux, alors Troie fut prise; alors ils commencèrent à désespérer de maintenir leur autorité usurpée, et autant qu'ils le purent, soit par des déclarations publiques, soit dans des conseils privés, ils travaillèrent à fomenter les dissensions entre Sa Majesté et son Parlement, excitant les malintentionnés par d'abondants secours d'hommes et d'argent, et poussant le peuple aux émeutes par leurs sermons séditieux. Certes, personne ne peut me taxer de mauvais citoyen pour avoir exprimé mon opinion, et voté librement l'abolition de tels abus; chose que le Parlement a pu faire aussi bien que Henri VIII lorsqu'il supprima les monastères et leurs paresseux habitants, moines et religieux,

car ceux-ci avaient alors autant d'influence dans le royaume qu'en ont eu depuis les évêques; et si, dans ce temps, le Parlement eut le droit de les détruire, pourquoi un autre ne pourrait-il pas ce qu'a pu le premier? Quant à moi, j'atteste le Dieu tout-puissant qui sonde les cœurs, que ni l'envie, ni aucune inimitié cachée envers tous en général, ni en particulier envers aucun évêque, ne m'ont fait leur adversaire; c'est purement par zèle pour la religion et la cause de Dieu foulées aux pieds, selon moi, par l'autorité trop étendue des prélats, qui, selon la pureté de leur institution, auraient dû avoir l'esprit humble et le cœur droit, tondant le troupeau sans l'écorcher; et évidemment c'est le contraire qu'ils faisaient.

Et bien que quelques personnes aient allégué que dissoudre l'épiscopat pour quelques évêques vicieux, c'est tirer une fausse conséquence, je répondrai que, puisque le vice de ces prélats dérivait de l'autorité attachée à leurs fonctions, ces fonctions donc, vraie cause du mal, devaient être réformées, et l'autorité dépouillée de ses ailes d'emprunt, sans quoi il eût été impossible que la même puissance qui a rendu les évêques d'aujourd'hui (si l'épiscopat et la prélature avaient continué à subsister dans leur ancienne force et splendeur) si orgueilleux et si arrogants, ne propageât ces mêmes vices chez leurs successeurs.

Mais ceci n'est qu'une taupinière à côté de cette montagne de bruits calomnieux répandus sur ma loyauté envers Sa Majesté sacrée; quelques-uns soutiennent que je suis l'auteur des dissensions actuelles entre elle et son Parlement, quand je puis prendre à témoin Dieu et ceux qui ont pu connaître ma conduite, que, directement ni indirectement, je n'eus jamais une pensée tendant à la moindre désobéissance ni déloyauté envers Sa Majesté, que je reconnais comme mon Roi et souverain légitime, et pour le service de qui je répandrais

mon sang avec autant d'empressement qu'aucun de ses sujets. Il est vrai, lorsque je pus apercevoir que l'on en voulait à ma vie, lorsque j'appris que j'étais proscrit comme traître, uniquement à cause de mon dévouement à mon pays, informé que moi et quelques autres honorables et dignes membres du Parlement, contre les priviléges de la Chambre, nous avions été réclamés dans le Parlement même par Sa Majesté, suivie d'une multitude d'hommes en armes et malintentionnés, qui, je le pense, d'eux-mêmes et à mauvaise intention, avaient persuadé à Sa Majesté de se porter contre nous à cet excès de rigueur, lorsque, bien que (ma conscience rend à ce sujet mille témoignages en ma faveur) je n'eusse jamais conçu une pensée qui pût tendre à faire quelque tort à Sa Majesté, ni une mauvaise intention contre l'État, je me vis dans un si manifeste danger ; on ne pourra me trouver digne de blâme pour avoir songé à ma sûreté et m'être réfugié sous la protection du Parlement, qui, faisant de mon affaire la sienne, non-seulement me lava, ainsi que ceux qui avaient été compromis avec moi, du crime de haute trahison, mais encore mit nos vies à l'abri de l'orage qui allait fondre sur nous.

Et si ce fait a été l'occasion qui a éloigné Sa Majesté du Parlement, certes la faute ne peut m'en être imputée, ni à ma conduite ; car après le départ de Sa Majesté, comme avant, je n'allai jamais plus loin que ce que les lois connues du pays pouvaient permettre, et toujours autorisé par la puissance non contestée du Parlement. Aussi longtemps que je serai sûr en ma conscience que c'est là la vérité, je me croirai au-dessus de tous les mensonges et calomnies de ces gens-là, qui retomberont sur eux-mêmes et ne pourront porter atteinte à ma réputation dans l'esprit des hommes sages et impartiaux.

Dans cette diabolique conspiration de Catilina contre l'État et le sénat de Rome, nul parmi les sénateurs ne fut autant

exposé à l'envie des conspirateurs, ou sujet à leurs calomnies, que cet orateur patriote, Cicéron, parce que ce fut par sa prudence et son zèle que leur complot pour la ruine de la patrie fut découvert et prévenu. Et bien que je n'aie pas la présomption d'établir un parallèle entre ce digne citoyen et moi, néanmoins il y a dans nos positions (si l'on peut comparer les plus petites choses aux grandes) quelque rapport. La cause pour laquelle on m'a porté tant de haine, et qui a donné lieu aux hommes malintentionnés de m'accuser, c'est que j'ai poussé hardiment à la réforme des affaires du royaume; ils m'ont mal noté pour ce fait, et dans leur haine ils l'ont transformé en crime : néanmoins ce zèle pour le bien public, je le dis sans orgueil, je le considère comme mon premier mérite; et puisque je souffre ces ignominies pour cette cause, je les endurerai patiemment, espérant que Dieu, dans sa grande miséricorde, réconciliera enfin Sa Majesté avec son Parlement; et je ne doute pas qu'alors je pourrai donner à Sa Majesté même (quoique irritée contre moi) des preuves suffisantes de ma loyauté. En attendant, j'espère que le monde croira que je ne suis pas le premier innocent qui ait été calomnié, et qu'il suspendra son jugement sur mon compte.

(Rushworth, part. III, t. II, p. 376-378.)

II

(Servant d'éclaircissement à la page 45.)

Lettre du Roi au prince Robert, pour lui donner ordre de secourir York.

Ticknill [1], 14 juillet 1644.

Mon neveu,

Je dois avant tout me féliciter avec vous de vos heureux succès, et vous assurer qu'ils ne me sont pas plus agréables par eux-mêmes que par l'idée qu'ils sont votre ouvrage. Je sais combien il est important de ne pas vous laisser manquer de poudre; aussi ai-je pris tous les moyens possibles de vous en procurer : j'ai envoyé à la fois en Irlande et à Bristol. Quant à en tirer d'Oxford, le porteur de cette lettre doit être pleinement convaincu que pour le moment il y a impossibilité. Si cependant il vous disait que je pourrais en prélever sur l'approvisionnement de cette place, je vous fais juge vous-même de ce qui en est, puisque je n'y en ai laissé que trente-six barils; mais tout ce que Bristol en fournira vous l'aurez; je ne puis pourtant vous donner à cet égard une complète certitude, cette ville se trouvant menacée d'un siége.

Il faut maintenant que je vous fasse connaître au juste le véritable état de mes affaires, et si leur situation me force de vous donner des ordres plus péremptoires que je n'aurais de moi-même l'intention de le faire, ne le prenez pas mal. Dans le cas où je viendrais à perdre York, je regarderais ma couronne comme inévitablement perdue, à moins que

[1] Tickenhall, près Bewdley, dans le comté de Worcester.

vous ne l'affermissiez sur ma tête par une marche rapide pour me rejoindre, et par quelques succès éclatants dans le sud, avant que le contre-coup des avantages remportés par l'armée parlementaire du nord eût pu se faire sentir ici. Mais si vous parveniez à dégager York et à battre les troupes rebelles des deux royaumes qui sont devant cette place, alors, mais sans cela non, je pourrais trouver quelque moyen, en me tenant sur la défensive, de gagner du temps jusqu'à ce que vous arrivassiez à mon aide. Je vous ordonne donc et vous conjure, au nom du devoir et de l'affection que je vous connais pour moi, de renoncer à toute entreprise nouvelle, et de marcher sur-le-champ, comme vous en aviez d'abord le projet, avec toutes vos forces, au secours d'York. Si cette place était prise, ou qu'elle se fût elle-même délivrée du siége, ou qu'enfin le manque de poudre vous empêchât de tenter ce que je vous prescris, alors dirigez-vous immédiatement et avec toutes vos troupes sur Worcester, pour renforcer moi et mon armée. Si vous ne le faites, ou que vous ne réussissiez pas à secourir York et à battre les Écossais, tous les succès que vous pourriez obtenir par la suite ne me seraient très-certainement d'aucun avantage. Vous devez être bien persuadé que rien qu'une nécessité extrême ne saurait me contraindre à vous écrire comme je le fais; aussi je ne mets nullement en doute, dans la circonstance présente, votre ponctuelle exactitude à obéir à

Votre affectionné oncle et ami fidèle,

CHARLES, *roi.*

(*Memoirs of sir John Evelyn*, t. II, Appendice, p. 87.)

III

(Servant d'éclaircissement à la page 94.)

Ordonnance de renoncement à soi-même, adoptée le 3 avril 1645.

Il est ordonné, par les Lords et les Communes assemblés en Parlement, que tous et chacun des membres de chacune des Chambres du Parlement seront et sont, en vertu de la présente ordonnance, déchargés, dans le délai de quarante jours à dater de l'adoption de ladite ordonnance, de tous et chaque offices ou commandements, soit militaires, soit civils, accordés ou conférés depuis le 20 novembre 1640, soit par l'une desdites Chambres du Parlement soit par toutes deux, ou par aucun pouvoir délégué soit par l'une de ces chambres, soit par toutes deux. Il est en outre ordonné que tous autres gouverneurs ou commandants de toutes îles et villes, de tous châteaux et forts, ainsi que tous autres colonels ou officiers d'un grade inférieur à celui de colonel, servant dans les diverses armées, et qui ne sont pas membres de l'une ou l'autre desdites Chambres du Parlement, devront, par suite des commissions qui leur ont été respectivement délivrées, continuer l'exercice des différents emplois et commandements dont ils étaient pourvus et qu'ils occupaient le 20 mars 1644, comme si la présente ordonnance n'avait pas été rendue; comme aussi que le vice-amiral, le contre-amiral, tous autres capitaines et tous autres officiers de grade inférieur de la flotte, devront, par suite des diverses commissions qui leur ont été respectivement délivrées, continuer l'exercice des différents emplois et commandements dont ils étaient pourvus et qu'ils occupaient ledit jour 20 mars 1644, comme si la présente ordon-

nance n'avait pas été rendue. Il est toujours bien entendu, et de plus ordonné et déclaré que, durant la guerre, les revenus et bénéfices attachés à tous offices non militaires ou non judiciaires, qui seraient accordés par la suite ou donnés de quelque manière que ce fût à une ou plusieurs personnes, soit par l'une des Chambres du Parlement ou par toutes les deux, soit par un pouvoir délégué par elles, devront être appliqués et constamment employés aux besoins publics, selon ce que les deux Chambres du Parlement auront réglé; comme aussi que les commissionnés et autres individus chargés de remplir lesdits offices seront comptables au Parlement de tous les profits et bénéfices casuels qui en proviendraient, et ne retireront de tels offices aucun autre profit qu'un salaire convenable pour la gestion desdits offices, tel qu'il sera réglé et ordonné par les deux Chambres du Parlement. Il est bien entendu que la présente ordonnance ne tend en rien à retirer le pouvoir et l'autorité à aucun lieutenant ou député lieutenant des divers comtés, villes ou places, ou gardes des rôles, à aucune commission de justice de paix ou des digues et canaux, non plus qu'à aucune commission pour ouïr et terminer, ou pour mise hors de prison. Il est toujours bien entendu et déclaré, en conséquence, que ceux des membres de l'une ou l'autre Chambre à qui des offices auraient été accordés par Sa Majesté avant la réunion du précédent Parlement, qui en auraient été déplacés par Sa Majesté depuis l'instant où siége ledit Parlement, et ont été réintégrés depuis par l'autorité des deux Chambres, ne seront pas déchargés par la présente ordonnance de leursdits offices, ni privés des produits qu'ils en tirent, mais continueront à en jouir comme par le passé, et ce nonobstant toute disposition contraire qui pourrait être contenue dans ladite ordonnance.

(*Parliamentary History*, t. III, col. 355.)

IV

(Servant d'éclaircissement à la page 110.)

Extrait des registres du Conseil tenu à Oxford, le 5 décembre 1644.

Au Conseil tenu à Oxford le 5 décembre 1644, étaient présents :

Son excellente Majesté le Roi,

Le prince Robert,
Le prince Maurice,
Le lord garde du grand sceau,
Le lord trésorier,
Le lord duc de Richmond,
Le lord marquis de Hertford,
Le lord grand chambellan,
Le comte de Southampton,
Le lord chambellan,
Le comte de Berkshire,
Le comte de Sussex,
Le comte de Chichester,
Lord Digby,
Lord Seymour,
Lord Colepepper,
M. le secrétaire Nicholas,

M. le chancelier de l'Échiquier.

Il est donné lecture d'une lettre écrite par le comte d'Essex à Son Altesse le prince Robert, général des armées de Sa Majesté, conçue en ces termes :

Monseigneur,

Il a été envoyé, de la part de Sa Majesté, aux commissaires des deux royaumes dernièrement réunis à Oxford, un message contenant demande d'un sauf-conduit pour le duc de Richmond et le comte de Southampton, mais sans aucune explication sur le motif de cette demande. J'ai reçu des deux Chambres du Parlement l'ordre de faire savoir à Votre Altesse que, s'il plaît à Sa Majesté de vouloir qu'un sauf-conduit soit

délivré par les Lords et les Communes assemblés à Westminster, et formant le Parlement d'Angleterre, au duc de Richmond et au comte de Southampton, ainsi qu'à leur suite, comme chargés de porter aux Lords et aux Communes assemblés en Parlement d'Angleterre, ainsi qu'aux commissaires du royaume d'Écosse maintenant à Londres, une réponse aux propositions soumises à Sa Majesté, à l'effet d'établir une paix solide et sûre, ce sauf-conduit sera accordé. Ceci étant tout ce dont j'ai pour le présent à informer Votre Altesse,

Je suis de Votre Altesse l'humble serviteur,

Essex.

4 décembre 1644.

Cette lettre et ses expressions ayant été pleinement examinées et discutées, le Conseil entier décide unanimement que la demande d'un sauf-conduit faite par Sa Majesté, dans les termes mentionnés en la lettre qui vient d'être lue, n'emporterait nullement ni reconnaissance ni aveu que les membres des deux Chambres siégeant à Westminster forment un véritable Parlement, et ne porterait en aucune manière préjudice à la cause de Sa Majesté.

Sur quoi Sa Majesté déclare hautement au Conseil que, puisque telle est l'opinion de leurs seigneuries, elle consent, par suite de cet avis (et *eo animo*, dans le même esprit), que la chose se fasse ainsi. En conséquence, Sa Majesté manifeste le désir que Son Altesse le prince Robert, comme général de Sa Majesté, fasse la réponse suivante :

Milord,

J'ai reçu de Sa Majesté l'ordre de demander à votre seigneurie, pour le duc de Richmond et le comte de Southampton, leurs domestiques, voitures, chevaux et autres commo-

dités nécessaires à leur voyage, pour aller à Londres, la durée de leur séjour dans cette ville et leur retour, lorsqu'ils jugeront à propos de prendre congé des Lords et des Communes assemblés à Westminster en Parlement d'Angleterre, un sauf-conduit, à l'effet par eux de porter aux Lords et aux Communes assemblés en Parlement d'Angleterre, ainsi qu'aux commissaires du Parlement d'Écosse, actuellement à Londres, la réponse aux propositions soumises à Sa Majesté pour l'établissement d'une paix solide et sûre.

ROBERT.

Oxford, 5 décembre 1644.

Ladite lettre a été en conséquence envoyée à Londres par un trompette.

EDW. NICHOLAS.

Ce qui suit était écrit de la main de sir Édouard Nicholas.

Memorandum. De tout le Conseil, le Roi et moi nous fûmes les seuls qui ne partageâmes pas l'opinion qu'il fût convenable de donner à ceux qui siégeaient à Westminster le nom de Parlement. Le prince Robert, quoique présent, ne vota pas, comme devant exécuter ce qui serait arrêté par le Conseil. Mais conformément au règlement et à la pratique habituelle du Conseil, lorsque la majorité adopte une mesure ou prend une décision, tous les membres présents à la discussion sont, quoique ayant manifesté un avis différent, regardés comme engagés par la majorité, et doivent être nommés comme consentants.

EDW. N.

(*Memoirs of sir John Evelyn*, t. II, Appendice, p. 90.)

V

(Servant d'éclaircissement à la page 134.)

March of David Lesley.

(Texte anglais.)

1.

March, march, pinks of election!
Why the devil don't you march onward in order?
March, march, dogs of redemption!
Ere the blue bonnets come over the border.
You shall preach, you shall pray,
You shall teach night and day;
You shall prevail o'er the kirk gone a whoring;
Dance in blood to the knees,
Blood of God's enemies!
The daughters of Scotland shall sing you to snoring.

2.

March, march, dregs of all wickedness!
Glory that lower you can't be debased.
March, march, dunghills of blessedness!
March and rejoice for you shall be raised
Not to board, not to rope,
But to faith and to hope;
Scotland's athirst for the truth to be taught her;
Her chosen virgin race,
How they will grow in grace,
Round as a neep, like calves for the slaughter!

VI

(Servant d'éclaircissement à la page 134.)

Chanson des Cavaliers contre David Lesley et les troupes écossaises rappelées d'Angleterre au secours de l'Écosse presbytérienne vaincue par Montrose.

(Traduction française.

1.

En avant, en avant, cruches d'élection! Pourquoi diable ne marchez-vous pas en avant et en ordre? En avant, en avant, chiens de rédemption! Arrivez avant que les bonnets bleus [1] passent la frontière. Vous prêcherez, vous prierez, vous endoctrinerez nuit et jour; vous triompherez de l'Église, qui n'est plus qu'une coureuse; dansez dans le sang jusqu'aux genoux, dans le sang des ennemis de Dieu; les filles de l'Écosse vous chanteront jusqu'à vous endormir.

2.

En avant, en avant, lie de perversité! Rien ne saurait souiller la gloire qui vous attend; en avant, en avant, fumier de sainteté! Marchez et réjouissez-vous, car vous serez élevés, non pas à l'échafaud, non pas à la potence, mais à la foi et à l'espérance. L'Écosse a soif qu'on lui enseigne la vérité : combien vont croître en grâce ces jeunes filles, race élue, rondes comme un navet, grasses comme des veaux prêts pour la boucherie!

(1) Les montagnards de Montrose, qui étaient sur le point d'entrer en Angleterre.

3.

March, march, scourges of heresy!
Down with the kirk and its whilliebaleery!
March, march! down with supremacy
And the kist fu'o' whistles, that maks sic a cleary;
Fife-men and pipers braw,
Merry deils, tak them a'
Gown, lace and livery, lickpot and ladle;
Jockey shall wear the hood,
Jenny the sark of God,
For codpiece and petticoat, dishclout and daidle.

4.

March, march, blest ragamuffins!
Sing, as ye go, the hymns of rejoicing!
March, march, justified ruffians!
Chosen of heaven! to glory you're rising.
Ragged and treacherous,
Lousy and lecherous,
Objects of misery, scorning and laughter;
Never, o happy race!
Magnified so was grace;
Host of the righteous! rush to the slaughter!

(Hogg, *Jacobite Relics of Scotland*, t. I, p. 5, 163.)

3.

En avant, en avant, fouets de l'hérésie! à bas l'Église et sa vorace hypocrisie! En avant, en avant! à bas la suprématie et le coffre aux tuyaux[1] qui rend des sons si brillants! Fifres, braves joueurs de cornemuse, gais démons, à bas le surplis, les dentelles, la livrée, la lèche-frite et la cuiller à pot[2]! Jockey portera la capuce pour bonnet, et Jenny la soutane pour jupon, pour torchon et pour baveron.

4.

En avant, en avant, chenapans bénis! chantez en marchant les hymnes de réjouissance; en avant, en avant, bandits sanctifiés! élus du ciel, vous marchez à la gloire; traîtres en haillons, pouilleux et paillards, proie de la misère, objets de rire et de mépris; jamais, ô race bienheureuse! jamais la grâce n'a brillé avec tant d'éclat; armée des justes, en avant! au carnage!

[1] L'orgue.

[2] Manière insultante et populaire de désigner les pauvres curés et vicaires de l'Église anglicane.

VII

(Servant d'éclaircissement à la page 358.)

Je donne ici les pièces et dépêches inédites relatives à l'intervention des États généraux des Provinces-Unies en faveur de Charles Ier. La première de ces pièces est en français; les autres sont en hollandais : je les ai fait traduire complétement et littéralement, d'après des copies certifiées des originaux que M. de Jouge, archiviste du royaume des Pays-Bas, a fait faire pour moi, et m'a envoyées de la Haye.

1° *Sommaire de ce que Son Altesse royale le prince de Galles a fait représenter de sa part et en sa présence, aux hauts et puissants seigneurs les États généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par le résident du Roi de la Grande-Bretagne, etc., le 23e jour de janvier* 1649.

Son Altesse royale le prince de Galles a de longtemps eu l'intention de demander audience en sa personne propre pour reconnaître les honneurs et grandes civilités qu'il a reçus de Leurs Seigneuries depuis son arrivée en ces pays : à présent, il la désire bien instamment, sur une occasion de la plus grande importance du monde à Son Altesse, dont il présume que Leurs Seigneuries en auront un très-grand ressentiment. Leurs Seigneuries ne sauraient qu'avoir connaissance du grand danger présent de la vie du Roi, son père, comme après un traité personnel avec ses deux Chambres du Parlement, il y avait tel progrès à la paix par les concessions de Sa Majesté, que lesdites Chambres se sont déclarées résolues de procéder là-dessus à l'établissement de la paix du royaume; ce qui aussi eût indubitablement succédé, si l'armée n'eût point saisi la

personne de Sa Majesté, et mis en prison plusieurs membres du Parlement, qui se sont montrés les plus adonnés audit traité de paix.

Tel donc est l'état de ce royaume bien misérable ; le Roi si étroitement emprisonné, qu'un gentilhomme envoyé exprès de la part de Son Altesse, seulement pour voir Sa Majesté, n'a pas été permis d'entrer en sa présence ; le Parlement tellement rompu et dissipé, qu'il n'y reste qu'environ cinquante de plus de cinq cents personnes dans la Chambre des Communes ; et la Maison des Seigneurs, qui ont unanimement refusé leur concurrence à ces procédures violentes, en effet anéantie, par une déclaration de ce peu de Communes que tout pouvoir souverain, dans ce royaume-là, leur appartient, sans roi, sans seigneurs. De sorte que les membres du Parlement ne s'assemblent point, sinon ceux qui s'accordent et soumettent aux résolutions d'un conseil de guerre, constitué pour gouverner le royaume ; ayant à cette fin publié une remontrance qui contient le modèle d'un nouveau gouvernement que l'on veut établir, à la ruine du Parlement aussi bien que du Roi, renversant la fabrique et la constitution du royaume et de toutes les lois d'icelui, et exposant la religion protestante à l'invasion de plus d'hérésies et de schismes qui jamais en aucun siècle ont infesté l'Église chrétienne.

On ne se contente point de cette confusion, mais davantage on a déclaré une résolution, et ordonné des commissaires, pour faire procès contre la personne de Sa Majesté, en apparence pour la déposer et lui ôter la vie ; ce que Son Altesse ne saurait mentionner sans horreur ; aussi il s'assure que Leurs Seigneuries ne l'entendent point sans semblable détestation.

Quelle influence ces procédures non pareilles peuvent avoir sur l'intérêt et le repos de tous rois, princes et États, et combien ce pouvoir extravagant, que ces gens-là ont usurpé,

puisse toucher la tranquillité des pays voisins, et jusqu'où la religion réformée puisse souffrir par ces actions scandaleuses de ceux-là qui en font profession, il n'est pas besoin que Son Altesse presse Leurs Seigneuries à considérer ; mais il se contente d'avoir fait ce triste récit de la condition et misère dans laquelle le Roi et la couronne d'Angleterre sont à présent, s'assurant que Leurs Seigneuries se veuillent comporter là-dessus selon l'estime et respect qu'elles ont toujours montrés à l'égard d'un si bon ami et allié. Ainsi Son Altesse se promet au plus tôt de l'amitié et prudence de Leurs Seigneuries telle assistance de leur conseil, et autrement, que l'extrême nécessité à présent du Roi son père et de Son Altesse requiert, qui par icelle seront à jamais obligés de tout contribuer en leur pouvoir au maintien et à l'avancement de l'intérêt, grandeur et félicité de Leurs Seigneuries.

A la suite de ces représentations du prince de Galles, les États généraux résolurent d'envoyer à Londres, comme ambassadeurs extraordinaires, MM. Albert Joachim et Adrien de Pauw, en leur donnant les instructions suivantes :

2° *Instructions pour MM. les ambassadeurs de leurs Hautes Puissances envoyés à Londres dans l'année* 1649.

MM. les ambassadeurs représenteront au Parlement d'Angleterre que les conséquences de l'emprisonnement du Roi tourneront à l'avantage ou au désavantage du royaume d'Angleterre, selon la modération ou la dureté que l'on déploiera dorénavant à l'égard de sa personne ; car tous les neutres sont d'avis que l'infortune dans laquelle il se trouve actuellement lui est survenue parce qu'il a été d'un avis contraire à

celui qui a prévalu quant aux moyens à employer pour remédier aux maux qui règnent dans l'empire de la Grande-Bretagne. Comme il est encore temps de trouver des remèdes à ces maux, le Parlement est prié de ne point tolérer qu'on saisisse toutes sortes de prétextes pour aggraver les griefs dont on charge déjà le prisonnier, et le rendre par là plus malheureux qu'il n'est dans ce moment. En supposant que le parti qui maintenant est dans le malheur eût eu le dessus, il se peut qu'il eût voulu juger avec rigueur les actions de ses adversaires, et qu'il leur eût refusé toute espèce de moyens de défense ; mais MM. les États généraux sont persuadés que la bonne foi de tous ceux qui entendront la proposition de MM. les ambassadeurs leur fera intérieurement répondre que cela n'aurait pas été équitable, et qu'ils approuveront l'axiome : *Politicum in civilibus dissensionibus, quamvis, sæpe per eas status lædatur, non tamen in exitium statûs contenditur, proinde qui in alterutras partes descendunt hostium vice non habendi.*

MM. les États généraux savent que Vos Excellences ont nommé des commissaires extraordinaires pour examiner la situation du Roi ; ils s'en rapportent tant au choix de Vos Excellences qu'à la sincérité et à la bonne foi avec laquelle lesdits commissaires rendront, dans la cause en question, un jugement qui puisse être soumis à l'examen du monde entier et approuvé un jour par le juge suprême envers lequel ils seront responsables. Tous les gens de bien s'attendent que, dans une affaire d'une telle importance, on procédera d'une manière sage et chrétienne.

L'expérience de tous les temps a démontré que la méfiance s'introduit facilement dans les gouvernements ; que dans ceux qui sont composés de plusieurs corps, elle est ordinairement un puissant aiguillon ; qu'enfin il n'y a à craindre ni honte ni déshonneur quand il s'agit de sauver l'État, ce qui rend toutes les inquiétudes légitimes et louables. Cependant il n'y

a rien de plus fâcheux que de s'abandonner à des soupçons sans bornes, qui font tout interpréter en mal.

Si Vos Excellences ont pensé que quelque malheur menaçait le royaume d'Angleterre, en l'empêchant elles ont atteint leur but. Chacun sait bien qu'il arrive aux plus sages de ceux qui gouvernent la République de mêler aux affaires quelque chose de leurs affections particulières, et que ne jamais faillir dans le maniement des grandes affaires est une perfection au-dessus de la nature humaine et dont le défaut doit être facilement excusé.

Voilà ce que MM. les États généraux prient Vos Excellences de vouloir bien prendre en considération, persuadés qu'ils le feront avec la plus grande sagesse. Malgré la méfiance que Vos Excellences ont conçue à l'égard d'un si grand personnage, elles doivent tenir compte d'un si long emprisonnement (qui en lui-même, d'après les lois ordinaires, est déjà une grande punition), et des grands et notables services rendus au royaume d'Angleterre par lui et ses prédécesseurs, Rois et Reines. Vos Excellences en auront compassion et prendront garde *ut eximatur periculo qui est inter vos celebri fama, ne ipsis opprobrio multi magis ac magis alienentur.*

Il importe beaucoup au bien-être du royaume d'Angleterre que Vos Excellences procèdent en conséquence et suivent le conseil de ce Romain qui donnait l'avis, pour mieux assurer les mesures du consulat de Pompée, de ne rien annuler de ce qui avait été fait sous les gouvernements précédents, mais seulement d'être prudent pour l'avenir. On peut appliquer avec raison aux circonstances actuelles l'excellente précaution qu'un autre employait pour garantir sa propre statue, en empêchant de renverser celle de son ennemi qu'il avait cependant entièrement vaincu. C'est ainsi que Vos Excellences sont priées d'agir dans une affaire d'une si haute importance, qui peut être la source de tant d'inconvénients, et de faire

paraître leur bonté envers ce grand personnage, en le préservant de honte et d'ignominie; car ce n'est point ménager les hommes que permettre qu'ils soient flétris du déshonneur. Le Parlement est donc prié de rendre au Roi la liberté.

MM. les ambassadeurs doivent aussi, suivant les circonstances, *mutatis mutandis*, exposer les susdites considérations à M. le général Fairfax et au Conseil de l'armée, en y ajoutant que leur mérite distingué leur a donné une grande autorité dans le royaume d'Angleterre, et que toutes ces choses dépendent principalement d'eux, et tourneront d'après leurs intentions. A cause de quoi MM. les États généraux recommandent cette affaire à leur grande sagesse, afin que non-seulement ils soient à l'Angleterre (qui met actuellement en eux son plus grand espoir) un bouclier et un glaive en temps de guerre, mais aussi un secours au Roi dans sa malheureuse situation, en dirigeant les discussions publiques vers une fin bonne et modérée, dont le royaume profitera et dont ils retireront eux-mêmes une gloire immortelle. Par leur magnanimité, ils feront verser des larmes de joie au plus grand nombre de leurs concitoyens qui, dans ce moment, sont près de pleurer de douleur. Dans l'antiquité, on a dit que les Syracusains n'étaient que le corps et les membres, et qu'Archimède était l'âme qui faisait tout mouvoir; la même chose peut se dire maintenant avec beaucoup plus de raison du royaume d'Angleterre et de Son Excellence, ainsi que du Conseil de l'armée : ce corps et ces membres n'agiront donc, dans la présente affaire, d'après aucune autre direction que celle que Son Excellence et le Conseil de l'armée leur inspireront suivant leurs sages réflexions. Tout en faisant briller ainsi leurs propres et éminentes qualités d'une nouvelle gloire et grandeur, le bien en rejaillira sur tous les habitants du royaume MM. les ambassadeurs ajouteront encore qu'il y a eu aussi un grand capitaine, sage homme d'État, qui se faisait gloire

de ce que jamais il n'avait fait verser de larmes à qui que ce fût dans son pays, regardant comme le fruit le plus doux de ses victoires d'oser et de pouvoir saluer chaque jour tous ses concitoyens, suivant le proverbe : « Que la clémence fait ai-« mer et révérer tous ceux qui en usent, et que la sévérité, « bien loin d'ôter les obstacles et difficultés, d'ordinaire les « accroît et fait multiplier. »

Les médecins prudents craignent aussi d'employer des remèdes trop forts, parce que ceux-ci chassent souvent du corps la maladie et la vie en même temps, et ils préfèrent se servir, pour plus de sûreté, de moyens lénitifs.

Si Son Excellence et le Conseil de l'armée agissent ainsi, les cœurs des sujets bien pensants en Angleterre s'uniront entre eux d'une amitié réciproque, meilleure et plus puissante pour consolider un État que toutes les chaînes de fer les plus pesantes.

MM. les États généraux croient que le royaume d'Angleterre sera invincible si Son Excellence, ainsi que le Conseil de l'armée, veulent bâtir sur des bases si équitables envers le monde et si agréables à Dieu, lesquelles en outre sont si conformes au caractère de la nation anglaise et à la situation de ses affaires. MM. les États généraux prient enfin Son Excellence et le Conseil de l'armée de vouloir bien embrasser et employer lesdits moyens, afin que le Roi soit élargi de sa prison et mis en liberté.

3° *Première dépêche de MM. les ambassadeurs extraordinaires en Angleterre à MM. les États généraux.*

Hauts et puissants Seigneurs,

Arrivés ici le 5 du courant, vers le soir, nous avons été reçus par le maître des cérémonies du Parlement avec beau-

coup d'excuses, et nous avons tout de suite demandé et insisté sur une audience pour le lendemain; après quoi nous vous avons adressé le soir très-tard nos premières dépêches [1]. Dès le 6, de bon matin, nous avons fait demander par nos secrétaires et par le maître des cérémonies notre présentation aux deux Chambres du Parlement. En réponse, l'orateur de la Chambre haute nous a fait informer que ladite Chambre était ajournée jusqu'à lundi, et celui de la Chambre des Communes nous a fait dire que, malgré quelques empêchements particuliers, il soumettrait notre demande, et qu'il tâcherait de la faire réussir. Nos secrétaires étant restés à attendre la réponse, ledit orateur nous fit savoir, dans l'après-midi, que la Chambre n'avait pu tenir séance dans la matinée, vu que tous les juges qui en font partie avaient dû assister à la haute cour de justice, et que par ce motif la Chambre basse avait été obligée de s'ajourner également jusqu'à lundi prochain. Apprenant ensuite que, dans le même jour, ladite cour de justice avait prononcé l'arrêt de mort du Roi en sa présence même, nous sommes parvenus dimanche, le 7 du courant, quoique ici ce jour exclue toute occupation qui n'a pas rapport au culte, à force de démarches, à obtenir dans la matinée même, d'abord une audience particulière de l'orateur de la Chambre basse, puis une de celui de la Chambre haute, et enfin, dans l'après-midi (mais non sans beaucoup de peine) nous avons été admis auprès du général Fairfax, du lieutenant général Cromwell et des principaux officiers de l'armée qui se trouvaient au même moment réunis dans l'hôtel du général. Nous avons fait toutes les représentations possibles auxdits orateurs, au général et au lieutenant général, tant en particulier qu'à eux réunis; nous avons appuyé nos sollicitations des motifs les plus puissants pour obtenir un sursis

[1] Dépêches sans intérêt historique.

à l'exécution du Roi (que l'on supposait être fixée pour lundi), jusqu'à ce que nous eussions été entendus dans le Parlement; mais nous n'avons reçu que différentes réponses dictées soit par la disposition, soit par l'humeur de chacun d'eux.

Le lundi 8, de bon matin, nous avons envoyé de nouveau chez les orateurs des deux Chambres, pour les presser de nous faire obtenir une audience : et après qu'on eut fait attendre à Westminster nos secrétaires, ainsi que le maître des cérémonies jusqu'après-midi, on est venu nous annoncer subitement, et sans qu'il nous restât un demi-quart d'heure, que les deux Chambres, avant d'aller dîner, nous recevraient, et que nous devions nous rendre à deux heures dans la Chambre haute, et à trois heures dans la Chambre basse. Nous nous sommes conformés à cette avis, et nous sommes rendus dans la Chambre haute, où il y avait très-peu de pairs, ainsi que dans la Chambre des Communes, où siégeaient environ quatre-vingts membres. Après avoir verbalement exposé et remis par écrit la substance de nos instructions, tendant principalement à ce que l'exécution du Roi fût suspendue jusqu'à ce que nous eussions pu, dans une seconde audience ou dans des conférences, exposer plus de motifs puissants pour lui laisser la vie, ou du moins ne point procéder précipitamment à l'exécution de son arrêt de mort, il nous a été répondu par les deux orateurs que notre proposition serait mise en délibération.

Les membres de la Chambre haute ont voté que des conférences à ce sujet entre les deux Chambres auraient immédiatement lieu ; mais comme la journée était déjà avancée, et comme les membres de la Chambre des Communes, aussitôt après notre audience, se levaient pour se retirer, avant même que nous eussions pu quitter la pièce où nous avions été conduits pour nous rendre en bas, nous avons en toute hâte fait traduire en anglais notre proposition, et l'avons fait remettre entre

les mains de l'orateur de la Chambre basse, et ensuite entre celles de l'orateur de la Chambre haute.

Cependant ayant vu hier, en passant devant Whitehall, qu'on faisait des préparatifs que l'on disait être pour l'exécution, et ayant conféré ce matin longtemps avec MM. les commissaires de la couronne d'Écosse, pour conserver, s'il était possible, la vie au Roi ; enfin continuant toujours à demander au Parlement, par nos secrétaires, ou quelque réponse ou une nouvelle audience, nous avons tâché, par l'entremise de MM. les commissaires écossais, de parler encore une fois au général, et l'avons rencontré vers midi, dans la maison de son secrétaire, à Whitehall. Le général, sur nos vives et pressantes instances, s'est enfin laissé émouvoir, et a déclaré qu'il irait tout de suite à Westminster, pour recommander au Parlement la réponse et le sursis que nous demandions, et qu'il s'adjoindrait à cet effet quelques officiers notables.

Mais nous avons trouvé, devant la maison où nous venions de parler au général, environ deux cents cavaliers, et nous avons appris tant en chemin qu'en rentrant chez nous, que toutes les rues, avenues et places de Londres étaient occupées par des troupes, sans que l'on pût passer, et que les environs de la cité étaient couverts de cavalerie, de manière à ne pouvoir entrer ni sortir. Nous ne pouvions et ne savions par conséquent plus rien faire. Déjà, deux jours auparavant, tant avant qu'après notre audience, des personnes dignes de foi nous avaient constamment assuré et déclaré que nulle démarche ou intercession dans le monde ne réussirait, et que Dieu seul pouvait empêcher l'exécution résolue ; ce que MM. les commissaires écossais, à leur grand regret, nous avaient également dit. Ainsi l'ont prouvé les événements ; car ce même jour, entre deux et trois heures, le Roi a été conduit sur un échafaud couvert de drap noir, dressé devant Whitehall. Sa Majesté (assistée de l'évêque de Londres, qui, à ce

que l'on assure, lui a administré le matin, à six heures, le saint sacrement et des consolations), après avoir dit quelques paroles, a rendu sa jarretière, le cordon bleu et son manteau, a ôté lui-même son pourpoint, et a montré beaucoup de fermeté dans toute sa conduite. Le Roi s'étant couché lui-même, la tête lui a été tranchée, et on l'a élevée en l'air, pour la montrer à tout le monde réuni.

Voilà ce qu'à notre grand regret et chagrin nous sommes obligés d'annoncer à VV. HH. et PP. SS., et nous déclarons que nous avons mis toute la diligence possible, sans relâche et de toutes nos forces, pour nous acquitter de la commission de VV. HH. et PP. SS., en cherchant à empêcher l'exécution d'un arrêt si fatal. Cependant, comme dans ce pays toutes sortes de nouvelles sont débitées pour et contre, suivant la fantaisie de chacun, qu'on les interprète souvent de travers, et qu'on brode ou exagère, surtout dans ce moment où les esprits sont si échauffés, nous prions VV. HH. et PP. SS., dans le cas où ils recevraient des rapports contraires ou plus alarmants que le présent, de ne pas y ajouter foi, et de nous croire, nous qui nous sommes rendus ici au péril de notre vie et n'avons négligé aucun des devoirs dont nous étions chargés.

Nous n'osons mander à VV. HH. et PP. SS d'autres particularités que nous apprenons sur cet événement de toutes parts, tant confidentiellement que par le public, vu que le passage est très-difficile, tous les ports de mer étant fermés. Seulement nous ajouterons que l'on dit que le Roi, étant sur l'échafaud, a recommandé d'affermir la religion, en prenant l'avis des théologiens catholiques romains, et de respecter les droits du prince, son fils, ajoutant qu'il se croyait en conscience innocent du sang répandu, excepté celui du comte de Strafford. Immédiatement après la mort du Roi, elle a été annoncée et proclamée dans toute la ville à son de trompe.

Par la présente, nous prions le Tout-Puissant d'accorder

une longue prospérité à VV. HH. et PP. SS. et à V. H. et P. gouvernement.

Signé ALB. JOACHIM.

Londres, le 9 février 1649.

4° *Seconde dépêche.*

Hauts et puissants seigneurs,

Par suite de notre première dépêche, du 9 de ce mois, nous avons informé en détail VV. HH. et PP. SS. de toutes les démarches que nous avions faites auprès des principaux fonctionnaires et personnages de ce pays, ainsi que des sollicitations que nous leur avions adressées, et des propositions que nous avions transmises publiquement et par écrit aux deux Chambres du Parlement (dont nous insérons copie dans les présentes, le temps ne nous ayant pas permis de la joindre à notre dépêche précédente, qui fut expédiée par une occasion inopinée), propositions qui restèrent sans réponse, ainsi que notre demande d'être admis à une seconde audience, et furent suivies de l'exécution immédiate de la personne du Roi et de la défense à qui que ce fût, sous peine de haute trahison, de s'arroger aucune autorité au nom du pouvoir monarchique, ou de reconnaître et favoriser le gouvernement du prince de Galles ou de tout autre prétendant à la succession royale.

Déjà avant cet événement nous appréhendions, et depuis nos craintes se sont réalisées, qu'il n'eût été résolu, parmi les autorités d'ici, d'abolir entièrement le gouvernement monarchique, et d'en établir un d'une nature toute différente; car on dit ici publiquement que les descendants du défunt Roi seront, sans aucune exception, exclus à jamais de toute souveraineté quelconque dans ce pays, sans toutefois qu'on

puisse découvrir quelle espèce de gouvernement remplacera celui qu'on vient d'abolir.

Nous venons d'apprendre aussi que déjà des commissaires viennent d'être nommés par le Parlement pour se rendre en toute diligence en Écosse, où l'on présume et annonce pouvoir diriger les affaires d'après le système adopté en Angleterre. On dit aussi, tant publiquement qu'en secret, que les seigneurs de la Chambre haute se montrent mécontents de l'exécution du Roi, et ne sont nullement d'accord avec la Chambre des Communes sur les changements à introduire dans le gouvernement; d'un autre côté, l'on croit que l'Écosse veut rester fidèle au gouvernement monarchique et à ses anciennes institutions. Il est difficile de prévoir quelle sera l'issue de toutes ces combinaisons et de ces changements dans les deux pays, et quoique la tranquillité publique ne soit nullement troublée dans cette capitale, au moyen de la surveillance redoublée qu'y exercent les nombreux postes militaires, nous ignorons quelle est à cet égard la situation des provinces.

Hier, nous avons reçu la visite de M. le lieutenant général Cromwell, lequel nous a parlé avec infiniment de respect du gouvernement de VV. HH. PP.; il a entre autres entamé le sujet de la religion, nous donnant à entendre qu'avec le concours de VV. HH. PP., il serait possible et nécessaire de la rétablir ici d'après un meilleur système, et de lui donner une meilleure organisation.

M. le comte de Denbigh, qui nous est venu voir également hier, a parlé fort au long sur diverses questions touchant le gouvernement passé et à venir; d'où nous avons conclu qu'il reste encore bien des affaires à arranger, et que les mesures qu'on se propose de prendre ne donnent lieu à aucune conjecture probable sur leur issue et leur succès. Comme le malheureux événement de l'exécution du Roi met un terme à

la négociation dont notre ambassade extraordinaire était chargée, nous ferons conjointement tous nos efforts pour que les affaires de notre mission en souffrent le moins possible, et continuent de se traiter selon les intérêts et à l'entière satisfaction de VV. HH. PP.

La haute cour de justice ayant terminé ses fonctions, on vient d'instituer d'autres tribunaux extraordinaires pour juger les pairs et autres illustres prisonniers d'État, tels que le duc de Hamilton, le comte de Holland, milord Goring, etc. Ceux d'un moindre rang seront jugés par les tribunaux ordinaires; les prisonniers de guerre le seront par la cour martiale.

Parmi d'autres affaires qui se traitent actuellement au Parlement, il est question de faire jouir ici nos nationaux de tous les droits de navigation, commerce, fabrication, métiers et débit, à l'égal et en commun avec la nation anglaise. Comme nous n'étions pas ignorants de ces dispositions, on nous a fait entendre qu'on serait disposé à nous faire à cet égard des propositions plus au long et en détail. Nous croyons donner par là à VV. HH. PP. une preuve assez évidente que l'on s'occupe ici de toutes les questions qui sortent de l'ordre commun des affaires.

Ce faisant, nous prions le Tout-Puissant de conserver en une longue prospérité le gouvernement de VV. HH. PP.

Signé ALB. JOACHIM *et* A. PAUW.

Londres, le 12 février 1649.

3° *Troisième dépêche.*

Hauts et puissants seigneurs,

Après la catastrophe sanglante qui a mis fin aux jours du Roi, événement dont nos dépêches des 9 et 12 de ce mois ont

informé VV. HH. PP., nous nous sommes décidés à nous tenir renfermés chez nous, selon l'exemple d'autres ambassadeurs et de MM. les commissaires écossais. Cependant l'ambassadeur de France et MM. les commissaires écossais nous ayant fait une visite avant cet événement, et M. l'ambassadeur d'Espagne nous ayant rendu itérativement cet honneur avant et après, nous n'avons pu refuser de rendre aux premiers cet acte de politesse et de recevoir la visite du dernier; nous nous sommes donc acquittés réciproquement de ce devoir le 13, et nous avons remarqué que Leurs Excellences susdites étaient profondément affectées de ce grand événement, quoique M. l'ambassadeur de France nous eût déjà assurés d'avance de sa parfaite connaissance des événements qui auraient lieu.

L'ambassadeur d'Espagne, don Alfonso de Cardeñas, nous a déclaré avoir reçu, le lendemain de l'événement fatal, les ordres du Roi son maître d'intervenir dans les affaires de ce pays; mais actuellement il est d'avis, ainsi que l'ambassadeur de France, que, par la mort inopinée du Roi d'Angleterre, leur caractère et leurs fonctions diplomatiques venant de cesser, ils ne pourront plus agir en leur haute qualité, ni se mêler de quoi que ce soit avant d'avoir reçu de nouveaux ordres de leur cour. MM. les commissaires écossais ont successivement envoyé deux dépêches à leurs commettants, c'est-à-dire au Parlement d'Écosse actuellement assemblé; ils attendent réponse à leur première dépêche dans le courant de la semaine, et n'agiront qu'après avoir été dûment autorisés.

L'opinion générale est que le gouvernement subira un changement complet, que la maison royale sera mise de côté, et une autre forme de gouvernement introduite; que peut-être on suivra celle de la république de Venise, des Provinces-Unies ou de tout autre gouvernement républicain. Nous

sommes informés qu'en effet neuf membres de la Chambre des Pairs et dix-huit de celle des Communes vont se réunir en commission pour rédiger conjointement les bases d'une nouvelle constitution. Le 13 de ce mois était le jour fixé pour la réunion en cour de justice des juges royaux à Westminster-Hall ; mais on vient de nous informer que la séance n'a point eu lieu, MM. les juges ayant allégué n'être pas suffisamment qualifiés à cet effet, vu que leurs fonctions précédentes ont expiré à la mort du Roi, et qu'ils ne peuvent se déterminer à accepter aussi promptement leurs nouvelles nominations faites par le Parlement, ni changer l'intitulé de leurs actes de procédure et autres formalités nécessaires, telles que celles qu'a adoptées le Parlement le 29 janvier 1648 (style anglais), et que nous avons transmises à VV. HH. PP. par notre dépêche du 9 du courant. Nous continuons de rester jusqu'ici dans l'incertitude la plus complète sur l'issue des événements qui, par la divergence des opinions et autres cas fortuits, peuvent encore éprouver des vicissitudes qu'il est impossible de soumettre à un calcul probable ; nous nous contenterons donc de remarquer que jusqu'ici la tranquillité publique n'a été troublée d'aucune manière, et nous prions VV. HH. PP. de vouloir bien ne donner à nos informations d'autre prix que celui que méritent nos efforts pour découvrir la vérité à travers un dédale de renseignements vrais ou faux que nous recevons de tous côtés, et qui ne nous laissent que la satisfaction d'informer confidentiellement VV. HH. PP. de ce que nous pouvons recueillir par zèle pour leur service. Sur quoi nous prions la toute-puissante Providence de vouloir bien maintenir dans une perpétuelle prospérité le gouvernement de VV. HH. PP.

Signé ADRIEN PAUW, ALB. JOACHIM.

Londres, le 15 février 1649.

6o *Quatrième dépêche.*

Hauts et puissants seigneurs,

Les informations contenues dans notre dernière dépêche du 15 de ce mois nous ayant paru assez importantes, nous avions pris soin de l'expédier à VV. HH. PP. par une occasion sûre et prompte; cependant le vent ayant été depuis ce temps fort contraire, nous craignons qu'elle ne soit pas parvenue à sa destination aussi promptement que nous l'avons espéré. Depuis ce moment, nous avons été témoins d'événements bien plus importants encore. Le 16 de ce mois, la Chambre des Communes, malgré l'attente et le désir de la commission des deux Chambres, siégeant en comité, et qui demandait à être consultée sur toutes les mesures à prendre, a décrété que la Chambre des Pairs cesserait dès ce moment ses fonctions, et ne serait plus consultée ni regardée comme corps délibérant et formant autorité en rien de ce qui concerne les affaires du royaume; de sorte que nonobstant que les lords et princes conservent leurs titres et qualités, et soient aptes à occuper toutes dignités quelconques, il n'y aura plus à l'avenir qu'une seule et unique Chambre des Communes dans le Parlement d'Angleterre, et les pairs n'y seront plus admis qu'à titre de simples députés nommés par les provinces. Le lendemain 17, la Chambre des Communes, par son décret de ce jour, a aboli pour toujours la dignité royale en Angleterre. Nous sommes informés, en outre, que le Parlement, ainsi réduit à une seule Chambre des Communes, s'assemblera une fois tous les deux ans pour un temps limité, et que le pouvoir exécutif permanent sera remis aux mains d'un Conseil de trente ou quarante membres, parmi lesquels les pairs pourront siéger au nombre de douze environ. Ce Conseil, ainsi

organisé, représentera, durant le recès du Parlement, le pouvoir souverain du royaume. Cependant cette dernière mesure n'est point aussi définitivement arrêtée que les deux autres sus-mentionnées. Du reste, la Chambre des Communes se complète successivement par la rentrée de plusieurs membres, qui reprennent leurs siéges en signant un acte expurgatoire par lequel ils déclarent renoncer aux opinions qui les ont précédemment constitués en opposition contre leurs collègues. On dit aussi qu'au premier jour on procédera à l'élection des nouveaux juges de la haute cour et des juges de paix ou juges inférieurs.

M. le comte de Denbigh, orateur de la Chambre des Pairs, n'ayant pu parvenir à nous transmettre un message le 17, est venu nous rendre visite le 18, pour nous informer de quelle manière s'étaient opérés la dissolution et l'anéantissement de cette assemblée; et s'acquitter des derniers ordres qu'il en avait reçus, en nous transmettant la réponse de la Chambre à nos propositions. Après en avoir fait lecture, il nous en a remis la copie, que nous renfermons dans les présentes, et a gardé entre ses mains la pièce originale pour sa décharge personnelle, ajoutant qu'elle était en même temps l'acte de clôture des délibérations de la Chambre haute, laquelle n'avait point voulu se dissoudre avant d'avoir donné ce témoignage de son respect à VV. HH. PP.

La Chambre des Communes nous a fait demander aussi, par le maître des cérémonies, quand il nous conviendrait de nous présenter devant elle pour recevoir sa réponse à nos propositions. A quoi nous avons répondu qu'aussitôt que la Chambre nous ferait connaître le moment fixé pour cette audience, nous nous y rendrions.

Depuis le malheureux événement de la mort du Roi, nous n'avions pas insisté sur une réponse; et quoique nous n'en eussions plus entendu parler, nous apprenons au moment

même qu'une formule de cette réponse vient d'être publiée dans la gazette de cette ville, sans qu'il nous en ait été transmis aucune communication officielle. Déjà préalablement on avait répandu le bruit et imprimé même que nous avions demandé que nos propositions ne fussent point rendues publiques. Rien n'est moins vrai que cette assertion; sans nous être mêlés en aucune manière de cette publication, ni en avoir même touché un seul mot, nous l'avons laissée entièrement à la discrétion des deux Chambres, à chacune desquelles nos propositions ont été séparément adressées par écrit, sous l'intitulé nécessaire. Nous avons remarqué, en outre, que la réplique par nous faite à la réponse de l'orateur de la Chambre des Communes, lors de la transmission de nos propositions, n'a point été insérée dans la gazette en sa véritable teneur, et il nous a été jusqu'ici impossible de découvrir si de pareilles publications se font avec ou sans la participation des autorités supérieures.

Le 16 de ce mois, quelques compagnies d'infanterie et de cavalerie se sont mises en marche d'ici pour Bristol, et le bruit court que, dans cette dernière ville, ainsi qu'à Glocester, il aurait éclaté quelques mécontentements contre les actes du Parlement. Cependant, ici et dans les environs, tout respire la tranquillité.

Aujourd'hui, jour assigné pour la comparution devant la haute cour nouvellement créée à Westminster-Hall des lords accusés, tels que Hamilton, Holland, Goring, Capel et sir John Owen, ces seigneurs, à l'exception du comte de Holland, qui est malade, ont comparu devant cette cour, et après y avoir entendu l'une après l'autre les charges portées contre chacun d'eux, et y avoir répondu par leurs moyens de défense, ils ont été reconduits en prison jusqu'à nouvelle comparution pour la suite de leur procès.

Nous terminons celle-ci en priant la divine providence

de veiller de plus en plus sur la prospérité du gouvernement de VV. HH. PP.

Signé ADRIEN PAUW, ALB. JOACHIM.

7° *Cinquième dépêche.*

Hauts et puissants seigneurs,

MM. les commissaires du royaume d'Écosse, ayant reçu la dépêche de leur Parlement, nous en ont donné connaissance le soir à une heure assez indue, et nous ont fait parvenir la proclamation, le décret et la lettre dont les copies accompagnent la présente dépêche. VV. HH. PP. apprendront par leur contenu que le prince de Galles vient d'être proclamé par le Parlement d'Écosse roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et d'Écosse. MM. les commissaires nous ont informés en outre qu'on avait de suite expédié d'Écosse à l'étranger un gentilhomme porteur de ces actes, que la proclamation en avait été faite partout, et qu'on se disposait à expédier incessamment un envoyé muni des instructions les plus étendues à cet effet vers le monarque. Le bruit se répand ici que le Parlement est fort mécontent de cette mesure, et surtout de ce qu'on ne s'est pas contenté de le proclamer sous le titre de roi d'Écosse seulement, mais qu'on y a joint ceux de roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Les levées de troupes se poursuivent ici en secret, et leur marche vers l'Écosse et ailleurs est continuelle, ce qui fait présumer que dans les dernières actions on a perdu beaucoup de monde. La capitale continue cependant de jouir d'une tranquillité parfaite, et il ne s'y manifeste aucune apparence de sédition; les équipages des bâtiments de guerre sont successivement portés au complet, et je ne serais point étonné que dans fort peu de temps

il y eût près de trente vaisseaux parfaitement montés et prêts à mettre à la voile : ce nombre, assure-t-on, doit être porté successivement à soixante-dix, et l'on ajoute que trois commissaires du Parlement prendront le commandement ou la surintendance de cette flotte ; dans cette mesure, on ne paraît plus faire mention du commandement de M. le comte de Warvick. Lundi dernier, 22 de ce mois, le maître des cérémonies est venu nous informer que le mercredi ou jeudi suivant nous serions invités à nous rendre au Parlement pour y recevoir en pleine assemblée la réponse à nos propositions. Le mercredi, il nous a fait part que l'audience aurait lieu le jeudi soir ; et, en conséquence, ce jour-là on est venu en cérémonie nous conduire, dans les voitures d'usage, à Westminster-Hall. Ayant été de suite introduits dans la salle de la Chambre des Communes, nous avons occupé les siéges qu'on nous a assignés, et l'orateur nous ayant fait lecture de la réponse de la Chambre, il nous en a été délivré une copie. Sur quoi nous avons répondu, en peu de mots, qu'après l'avoir relue, nous la transmettrions nous-mêmes à notre gouvernement, auprès duquel notre intention était de retourner sous le plus bref délai, et que nous profitions de la présente occasion pour prendre congé du Parlement en notre qualité d'ambassadeurs extraordinaires. La Chambre, ce jour-là, était réunie en plus grand nombre qu'à notre première audience, à cause du retour de plusieurs députés absents et de la réintégration de beaucoup de membres dissidents, que successivement se présentent pour reprendre leurs siéges, sous le bénéfice de l'acte expurgatoire. La nomination d'un plus grand nombre de députés a été un des premiers travaux de la nouvelle Chambre, après quoi elle a procédé à l'élection de trente-huit membres dont se composera le conseil d'État du royaume, et dont VV. HH. PP. liront les noms et qualités dans la gazette ci-incluse. Les juges du royaume ont

siégé aussi la semaine dernière, et tenu les assises accoutumées, ou, comme on dit ici, le *terme*.

La veille de notre dernière audience, et par conséquent après la notification qui nous en fut faite, nous avons reçu les lettres de VV. HH. PP. du 22 de ce mois; et nous étant déjà occupés d'avance des préparatifs de notre départ, nous l'effectuerons aussitôt qu'il sera possible, désirant être rendus dans le plus bref délai auprès de VV. HH. PP. pour leur communiquer la réponse que nous avons obtenue, et rendre un compte verbal et détaillé de notre mission, qui a été accompagnée et suivie d'une foule d'incidents et de circonstances que, dans l'état précaire des affaires actuelles, nous jugeons ne pouvoir convenablement confier au papier. Les vents constamment contraires et les gelées assez fortes entravant la navigation de la Tamise, nous ne pouvons fixer le jour de notre départ; mais nous saisirons la première bonne occasion qui se présentera d'effectuer notre retour, soit en droiture, soit par la voie de Douvres et Calais, malgré le peu de commodités qu'offre, nous dit-on, ce dernier passage.

Les prisonniers d'État, nommément le duc de Hamilton, lord Goring, lord Capel et sir John Owen, ont comparu déjà plusieurs fois devant la haute cour de justice. Le premier a allégué un moyen déclinatoire, mais il a été rejeté, et on lui a ordonné de préparer sa défense, en lui assignant des défenseurs d'office; les trois autres se sont renfermés dans les termes de leur défense, surtout lord Capel, contre lequel, pour le fait de la capitulation et du quartier qu'elle accordait, ont été entendus comme témoins M. le général Fairfax et le commissaire général Ireton, lesquels ont comparu à cet effet en personne devant la cour. Toutes ces circonstances font craindre pour le sort de ces nobles personnages, et on les considère comme étant dans un péril imminent. Nous croyons devoir informer VV. HH. PP. que la présente dépêche est la

sixième que nous leur avons expédiée, les deux précédentes étant des 15 et 19 de ce mois; les retards qu'éprouvent les expéditions d'ici, à cause des vents contraires et de la gelée, nous font appréhender, à juste titre, que toutes ne soient pas encore parvenues aux mains de VV. HH. PP.

Nous terminons en invoquant la protection de la divine providence pour la prospérité du gouvernement de VV. HH. PP.

Signé ADRIEN PAUW, ALB. JOACHIM.

Londres, le 26 février 1649.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME DEUXIÈME.

LIVRE VII.

(1646-1647.)

LIVRE VIII.

(1647-1649.)

ÉCLAIRCISSEMENTS ET PIÈCES HISTORIQUES.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

Saint-Quentin. — Imp. Jules Moureau.

